57° ANNÉE – N° 17596 – **7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE** –

**JEUDI 23 AOÛT 2001** 

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

# La Fed baisse ses taux

- La banque centrale américaine juge que l'économie demeure « faible »
- Les marchés financiers sont pessimistes et reportent à fin 2001 ou 2002 les espoirs de rebond
- En Europe, les analystes espèrent une baisse prochaine des taux de la BCE

Lire page 13

► www.lemonde.fr/eco-americaine

# La bataille des OGM est relancée

- La Confédération paysanne met à exécution sa menace d'arrachage des plants expérimentaux
  Le syndicat de José Bové demande que les essais aient lieu en site confiné, et non en plein champ
  - Le gouvernement défend ces recherches pour évaluer les risques et soutenir l'industrie

LA CONFÉDÉRATION paysanne a relancé la bataille des OGM en mettant à exécution, mercredi 22 août, sa menace d'arracher des plantes transgéniques expérimenta-

les. La campagne annoncée par

José Bové a commencé à Beaucaire,

dans le Gard, où cent cinquante per-

sonnes ont détruit 1 000 mètres carrés de cultures de maïs génétiquement modifié. Les militants, qui ont agi à visage découvert, ont ensuite déposé les plantes arrachées devant la préfecture de Nîmes. Des actions similaires devraient suivre dans la région Rhône-Alpes.

Le syndicat entend, selon un de ses porte-parole, « lancer un débat de fond sur les objectifs de la recherche sur les OGM ». Il dénonce les risques de dissémination, confirmés par un rapport récent de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, qui a relevé

des traces d'OGM dans 41 % d'échantillons de maïs conventionnel testés. Hostile aux expérimentations en plein champ, la Confédération paysanne n'est pas opposée, selon José Bové, « à ce que les chercheurs travaillent en milieu confiné ».

Alors que les scientifiques veulent faire progresser leurs recherches et les industriels défendre leur position face à la concurrence internationale, le gouvernement soutient les essais menés actuellement sur 35 hectares répartis sur 109 sites dans 30 départements, afin de mieux connaître les risques potentiels des OGM et de soutenir les entreprises françaises.

Le débat sur les OGM oppose notamment ceux qui y voient le meilleur moyen d'assurer l'alimentation des pays en développement et ceux qui, après le drame de la vache folle, militent pour une plus stricte application du principe de précaution.

> Lire pages 6 et7 et notre éditorial page 11



**ASSASSINATS** 

## Deux nouveaux morts en Corse

Deux hommes ont été assassinés, mardi 21 août, au sud de Bastia (Haute-Corse). Leurs corps calcinés ont été retrouvés, pour l'un, dans une voiture incendiée et, pour l'autre, à proximité du véhicule. Le premier, Dominique Marcelli avait été poursuivi pour délits de droit commun. Il était également un membre présumé de l'organisation clandestine Armata corsa. La police hésite entre la piste politique et le règlement de comptes.

► www.lemonde.fr/corse

## Vers une rencontre Arafat-Pérès

APRÈS S'ÊTRE entretenu, mardi 21 août, avec le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, et le président palestinien, Yasser Arafat, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a obtenu un accord de principe sur une rencontre prochaine entre les deux hommes à Berlin, à une date non précisée. Le ministre s'implique au Proche-Orient pour tenter d'amorcer la mise en œuvre du plan Mitchell. Sur le terrain, quatre Palestiniens ont été tués, mercredi matin, lors d'un accrochage avec des unités de Tsahal près de Naplouse.

Lire page

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

## Des côtes de Floride aux rivages d'Australie, les requins attaquent...

ENTRE LES hommes et les requins, cet été 2001 pourrait bien se révéler le plus sanglant qu'on ait jamais connu. Du début juillet à la fin août, dépêches, articles de presse et statistiques soigneusement compilées ont égrené une sinistre litanie : les squales ont multiplié les attaques, et de plus en plus près du rivage. Aux Etats-Unis, en Floride notamment, et en Australie, sur la côte sud en particulier, est réapparue la bonne vieille psychose anti-requins, celle qui avait suivi, en 1975, Les Dents de la mer, le film de Steven Spielberg tiré du roman de Peter Benchley; celle que connaissent tous ceux qui ont l'imagination titillée par l'animal et qui n'ont pas oublié l'origine étymologique du mot « requin » – requiem...

L'agression qui a le plus marqué l'opinion a eu lieu en Floride, début juillet. Jessie Arbogast, huit ans, se baigne sous les yeux de son oncle, au bord de la plage, quand il est attaqué par un requin qui lui arrache un bras. L'oncle intervient, se bat avec le squale, le traîne sur le rivage où des policiers lui tirent une balle dans la tête. Le bras de Jessie est récupéré dans la gueule du requin. Il faudra onze heures d'opération – a

rapporté l'Agence France Presse – pour le recoudre. Mais le garçon est toujours dans un état critique.

Début août, aux Bahamas, Krishna Thompson, un New-Yorkais de trente-six ans venu fêter ses dix ans de mariage, nage paisiblement quand il est tiré au fond par un squale. La bête a mordu la jambe gauche. Thompson se débat, perd beaucoup de sang, mais parvient à gagner le rivage. Il sera amputé. Mi-août, panique en Floride à nouveau : des centaines de requins croisent dans les parages. Le week-end des 19-20 août, six nouvelles attaques viennent justifier la couverture de *Time Magazine* : « L'été du requin ».

D'Australie, relate l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, les nouvelles ne sont pas meilleures. En dix mois, cinq nageurs ou surfeurs ont été tués par des requins. L'augmentation des attaques est telle que certains chercheurs ont le projet de traquer les grands requins blancs au large des côtes et, lorsqu'ils nagent en surface (au moins une fois tous les deux jours), de les marquer d'une puce électronique. Ce marquage permettrait de les suivre grâ-

ce à un satellite et de donner l'alerte lorsque l'un d'eux approche d'une plage.

Sur la tendance générale, les scientifiques sont à peu près d'accord avec les conclusions de l'Institut international de documentation sur les attaques de requins (*The International Shark Attack File,* ISAF), basé en Floride: les agressions sont de plus en plus nombreuses – 79 recensées en 2000 (qui ont fait 10 morts), contre 58 en 1999 et, par exemple, 38 en 1988. Sur le sens véritable de ces chiffres, les interprétations divergent.

Certains y voient le résultat mécanique de meilleures statistiques ou celui d'une population de nageurs et surfeurs sans cesse croissante. D'autres décèlent une agressivité montante chez les squales, qu'ils imputent à la baisse des stocks de poissons dans les mers du globe. Responsable du dossier à l'université de Floride, le chercheur George Burgess observe : « Aux Etats-Unis, le risque annuel d'être tué par la foudre est trente fois supérieur à celui d'une attaque par un requin. » Est-ce vraiment rassurant?

Alain Frachon



# Chios, l'île des capitaines

Etape privilégiée sur la route des épices depuis l'Antiquité et patrie légendaire du poète Homère, l'île de Chios, toute proche de la côte turque, fut jadis colonisée par les Génois avant d'être occupée par les Turcs, qui massacrèrent sa population en 1822, un événement immortalisé par Delacroix. Elle a donné à la Grèce ses plus fiers marins et ses plus riches armateurs. p. 18 et 19

# Une esthétique en actes



BOB WILSON

**REPORTAGE** au Centre de Watermill, aux Etats-Unis, un lieu qui ressemble à son fondateur, Bob Wilson, le créateur du *Regard du sourd*. Dans un décor de sérénité hautement contrôlée, le maître participe à la préparation des spectacles, dans une ambiance d'émulation internationale.

Lire page 21

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 250 PTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1f; Grêce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3,30 FL; Portugal CON, 300 PTE; Réunion, 10 F; Sénégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 1,4 Din; USA (IVX) 2.5 LISS (utbers) 2.5 fl.\$



## Une chance historique pour le Marché de l'Art en France

A paraître :

## Le Code des Ventes Volontaires et Judiciaires®

Analyses et synthèses loi du 10 juillet 2000 et décrets 2001-650/2001-651/2001-652 du 19 juillet 2001. Genèse, portée et application.



49 Euros TTC (321,42 FRF TTC) 900 pages - ISBN : 2-907129-28-7

Commande par fax : 04 78 22 06 06 ou par email : info@artprice.com

## Incluant :

le nouvel ouvrage d'Alain Quemin, "La Réforme des Ventes aux Enchères, des Commissaires-Priseurs aux sociétés de ventes publiques".

"Le Serveur Judiciaire Européen est une société du Groupe Artprice.com

## artprice.com

leader mondial de l'information sur le marché de l'art

Partenaire Institutionnel des Biennales d'Art Contemporain de Lyon 2001 & 2003 artprice.com coté au Nouveau Marché (7478)

Groupe Serveur S.A.S., capital 598 539 000 FRF - www.serveur.com Une participation du groupe Bernard Arnault (Agafin) POINT DE VUE

# 2002 : à la recherche du troisième homme

par Max Gallo

N 2002, pour l'élection présidentielle, le débat sera-t-il celui de l'hypocri-✓ sie et du mensonge ? Tout le laisse à penser. On monte déjà les décors de la pièce tirée du répertoire: la droite contre la gauche. Le château contre la petite maison de vacances. L'homme de la sécurité contre le trotskiste dissimulateur. Le corrompu habile contre le vertueux. Le démagogue opposé à l'intègre rigoureux. Tout se met en place pour cette représentation. Les bateleurs courent la campagne pour nous convier au spectacle. Mais pour qui nous prend-on?

Nous connaissons la troupe de ces acteurs-là depuis trente ans! Nous les avons vus se chamailler sur scène et, le rideau électoral retombé, s'entendre comme larrons en foire! Aucun des choix fondamentaux qui déterminent la France ne les a séparés. Ils ont approuvé la politique du franc fort durant des années. Ils ont signé les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice. Ils ont été partisans de la guerre du Golfe, de l'in-

tervention au Kosovo et du bombardement de la Serbie. Ils se disputent pour savoir qui, de l'un ou de l'autre, a le plus privatisé!

Ils se ressemblent jusque dans leur manière d'ignorer le mode de financement des partis politiques qu'ils présidaient et de laisser leurs trésoriers comparaître devant la justice. Eux sont au-dessus de cela. Leurs noms? Chirac et Jospin, bien sûr, mais ils sont, en fait, les associés rivaux, les symboles de toute une génération politique qui gouverne le pays depuis une trentaine d'années.

Il y avait eu les grands républicains des années 1880-1914. Ceuxlà ont créé la III° République et surmonté les crises qui secouent toute société. A ces fondateurs énergiques qui laissaient en 1919 la France exsangue mais victorieuse succéda la génération du « lâche soulagement », du « moindre mal ».

Lire la suite page 11

Max Gallo est écrivain.



REPORTAGE

## Du Baïkal à Vladivostok

4. Gens de Sibérie

Anatoli, cinquante ans (photo), est trappeur, artisan, fermier. Libre et heureux de l'être après des années passées à hair le système soviétique. Comme Nina, gardienne du bagne tsariste transformé en musée, comme Louri, l'entrepreneur qui a fait fortune dans le bois, les Sibériens se veulent indépendants de tout, et d'abord du pouvoir central. p. 10

International 2	Entreprises1
France 5	Tableau de bord 14
Société 6	Aujourd'hui1
Régions 9	Météorologie-Jeux 2
Horizons10	Culture 2
Carnet 12	Guide culturel 2
Abonnements 12	Radio-Télévision2

PROCHE-ORIENT Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a obtenu, mardi 21 août, l'accord du président palestinien, Yasser Arafat, et du ministre

israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, pour une prochaine rencontre. • LA DATE et le lieu de ces entretiens n'ont pas été précisés mais M. Arafat a évoqué la possibilité qu'ils se tiennent à Berlin. • M. FİSCHER a souligné que ses efforts visaient à « mettre en œuvre le plan Mitchell », qui préconise un arrêt total de la violence, suivi d'une

période d'accalmie et d'une série de mesures pour le rétablissement de la confiance mutuelle. 

LES PALESTI-NIENS de Jérusalem-Est sont tiraillés entre, d'une part, leur patriotisme et

leur solidarité avec leurs « frères » de Cisjordanie et de Gaza et, d'autre part, les avantages sociaux et pratiques qu'offre leur statut spécifique de « résidents » décidé par Israël.

# Yasser Arafat et Shimon Pérès d'accord sur le principe d'une rencontre

A l'issue d'une nouvelle mission dans la région, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a réussi à rapprocher Israéliens et Palestiniens. Les entretiens bilatéraux sur la mise en œuvre du plan Mitchell devraient se tenir à Berlin, à une date qui n'a pas encore été fixée

## **JÉRUSALEM**

correspondance Décidément, Joschka Fischer a l'art de convaincre ses interlocuteurs les plus rétifs. Après s'être entretenu, mardi 21 août, successivement avec le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, et le président palestinien, Yasser Arafat, il a obtenu l'accord de ce dernier à une rencontre prochaine avec le chef de la diplomatie israélienne. C'est la deuxième fois, en quelques semaines, que le ministre allemand des affaires étrangères réussit à rapprocher, un tant soit peu, Israéliens et Palestiniens. Le 2 juin, alors que l'attentat-suicide contre la discothèque du Dolphinarium, à Tel-Aviv, avait fait vingt et un morts, M. Fischer, qui se trouvait par hasard dans la région, avait convaincu Yasser Arafat de faire une déclaration publique contre la violence et à appeler au cessez-le-feu, de façon à éviter une riposte militaire israélienne, qui avait été envisagée par le gouvernement de M. Sharon.

L'actuel voyage de M. Fischer, prévu depuis plusieurs semaines, répondait à sa volonté affirmée de suivre de près le dossier du Proche-Orient, mais sans qu'un objectif précis ait été déterminé. Une fois de plus, « il a su faire œuvre utile à



un moment-clé, alors que sa visite était planifiée depuis longtemps »,

commente un diplomate français. Ceci étant, le chef de la diplomatie allemande n'est pas un magicien. La rencontre entre M. Arafat et M. Pérès, annoncée mardi par le président de l'Autorité palestinienne, était dans l'air depuis plusieurs jours, mais les Palestiniens étaient

rétifs. Si M. Fischer a certainement contribué à emporter la décision, celle-ci est aussi le fruit de contacts entre Israéliens et Palestiniens, noués depuis le 12 août. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, avait alors donné son « feu vert » à M. Pérès pour négocier un cessez-le-feu avec les

D'après des sources israéliennes, « des contacts au plus haut niveau ont aussitôt eu lieu ». Mais, le secret a été bien gardé tant sur l'identité des interlocuteurs que sur le contenu des discussions. « M. Pérès ne veut rien dire », répondait-on au ministère des affaires étrangères. Il semble que dès le début de la semaine dernière, le directeur général du ministère, Avi Guil, l'homme de confiance de M. Pérès, ait consacré l'essentiel de son temps à cette reprise de contacts. Des rencontres de plusieurs heures auraient notamment eu lieu avec Saëb Erakat, le 19 et le

## **GAGES DE BONNE FOI**

Cette information, publiée dans la presse israélienne, a été démentie par les Palestiniens. Si M. Pérès était soucieux de discrétion, les responsables palestiniens, eux, seraient divisés sur ce qu'il conviendrait de faire, et ne voudraient pas reconnaître l'existence de tels contacts. « Les Palestiniens sont soit sceptiques, soit hostiles sur l'issue de telles discussions » disait, lundi, un diplomate français. Ils craignent que M. Pérès ne représente que luimême et pas M. Sharon.

Joschka Fischer aurait donc réussi à rassurer les Palestiniens sur la clarté du mandat de M. Pérès. Sans doute a-t-il donné des gages de cette bonne foi, mais ses rencontres ayant presque toutes eu lieu en tête-à-tête, il est difficile d'en avoir une idée précise. M. Sharon a confirmé à M. Fischer le sérieux de ses intentions. Le premier ministre a même revendiqué la paternité du

## Accrochage avec Tsahal près de Naplouse

Quatre Palestiniens ont été tués, mercredi matin 22 août, dans un accrochage avec l'armée israélienne près de Naplouse, en Cisiordanie. L'accrochage a opposé une unité d'élite de Tsahal à des activistes palestiniens qui allaient poser une bombe près de la colonie de Shavéi Shomron, a indiqué une source militaire israélienne. D'après le gouverneur de Naplouse, un seul des quatre hommes était armé ; les trois autres ont été tués lorsqu'ils ont essayé de récupérer son corps.

Mardi, une charge avait explosé sous une voiture garée en plein centre d'un quartier très fréquenté de Jérusalem-Ouest. Elle n'a pas fait de victimes.

projet de « cessez-le-feu graduel » par zone, publié quelques jours plus tôt par la presse israélienne. M. Sharon aurait évoqué cette possibilité dès février, lors de sa première conversation téléphonique avec M. Arafat.

Certaines fuites évoquent aussi la possibilité d'évacuer toutes les colonies de la bande de Gaza, en échange d'un vrai cessez-le-feu. Cette idée-là serait plutôt celle de M. Pérès, mais certains laissent entendre que M. Sharon n'y serait pas nécessairement opposé. Dans ce cas, certains diplomates étrangers s'interrogent sur la capacité des forces de la sécurité préventive de l'Autorité palestinienne à ramener le calme, autrement dit à faire plier les activistes du Hamas qui commenceraient à avoir l'ascendant sur le Fatah, le mouvement de M. Arafat.

Aujourd'hui, tout le monde se garde de tout enthousiasme. Les Palestiniens doutent de M. Sharon, les Israéliens ne font guère confiance à M. Arafat. Une source israélienne autorisée confie : « D'abord. la rencontre entre MM. Pérès et Arafat n'a pas encore eu lieu : ensuite. elle ne serait qu'un point de départ et pas un point final. »

Catherine Dupeyron

# Les Palestiniens de Jérusalem-Est « coincés entre leur patriotisme et la réalité de la vie »

## **JÉRUSALEM**

de notre envoyé spécial La guerre ? Quelle guerre ? Les rares pèlerins étrangers qui s'aventurent encore au cœur de Jérusalem en sont sans doute les

## REPORTAGE \_\_

Leur statut leur reconnaît certains droits, ce qui les distingue de leurs « frères » des territoires

premiers surpris. Cette cité trois fois sainte, ce puzzle de communautés qu'ils imaginaient au bord du chaos semble se tenir à distance de l'Intifada. Les insurgés, les hommes en armes, les combattants à cagoule noire s'activent à Gaza et en Cisjordanie. Pas à Jérusalem. Ici, les caméras peinent à filmer des signes de tension. Seules les artères commerçantes du secteur juif, encore traumatisées par l'attentat du 9 août contre une pizzeria (quinze morts, outre le kamikaze), trahissent l'appréhension d'une explosion, comme celle qui a eu lieu mardi 21 août et qui n'a pas fait de victimes. Ailleurs, à commencer par la partie orientale de la ville - le secteur dit palestinien -, de télévision, non dans la rue. D'où les remarques entendues dans les territoires à propos des « frères » de Jérusalem-Est, auxquels il est parfois reproché de ne pas soutenir le mouvement, d'être des « agneaux », des « privilégiés ». Pis, des « Israéliens ».

En 1987, nombre d'entre eux étaient pourtant montés au front de la première « révolte des pierres ». Et quelques-uns, parmi les plus jeunes, ont récidivé au début de l'actuelle Intifada, à l'automne 2000. Chaque vendredi, jour de prière à la mosquée Al-Aqsa, ils venaient en découdre avec les forces de l'ordre. Depuis, ils se sont assagis. Les quelques accrochages signalés çà et là n'égalent pas les émeutes de Gaza. La fermeture par la police israélienne d'un lieu aussi symbolique que la Maison d'Orient, siège officieux de l'Autorité palestinienne et de l'OLP à Jérusalem, n'a pas davantage mobilisé les foules (Le Monde du 11 août).

Cette relative retenue ne s'explique pas seulement par l'omniprésence policière dans et autour de la ville. Elle résulte surtout de la spécificité politique et sociale de ce secteur Est, occupé par Israël depuis 1967. Aucune frontière, aucun barrage militaire - en dehors de l'accès au mur des Lamentations, dans la vieille ville - ne sépare ces quartiers arabes du reste de l'agglomération. Leurs habitants, musulmans (environ 200 000) ou chrétiens (8 000), vivent sous administration israélienne et disde ce fait de cartes de rési

Ces cartes de couleur bleue, difficiles à obtenir, et plus encore à renouveler, donnent droit à certains avantages (allocations

familiales, retraites, couverture sociale...) et permettent en théorie de circuler à l'intérieur du pays. A la différence des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, ceux de Jérusalem-Est sont donc en contact permanent avec les Israéliens et travaillent souvent pour eux, moyennant un salaire minimum d'environ 7 500 francs. Rares sont ceux prêts à sacrifier ces avantages pour une rébellion à l'issue incertaine.

## LES JEUNES TIRAILLÉS

La plupart des jeunes de Silwan, l'un des quartiers les plus pauvres, rechignent ainsi à imiter leurs « frères » de Gaza. « En suivant leur exemple, estime Farhat, un maçon de dix-neuf ans, nous risquerions de perdre nos acquis. Si un père de famille est arrêté et privé de sa carte de résident, qui nourrira ses enfants? » Les habitants d'Al-Tur, sur le mont des Oliviers, sont tout aussi sceptiques. Sans pour autant renier leur sentiment national - la solidarité reste de mise avec ceux qu'ils appellent les « résistants » -, ils reconnaissent l'ambiguïté de leur position. « Les Israéliens nous tiennent par le porte-monnaie, disent-ils en substance, nous sommes coincés entre notre patriotisme, que personne ne peut nier, et la réalité de la vie. Il faut vivre en tant qu'Arabe sous le des Israéliens nour Ceux de Gaza n'ont rien à perdre, leur situation économique est pire que la nôtre. Et pourtant, nous ne sommes pas riches... »

Le malaise de Jérusalem-Est se nourrit des angoisses du quotidien : les licenciements dans l'industrie du tourisme ; les tracasseries administratives; la forte pression fiscale (la question des impôts revient dans toutes les discussions); la peur de se voir encerclé par les quartiers juifs de colonisation; la sensation oppressante d'être sous contrôle... « Vous savez, insiste une femme du quartier d'Al-Tur, nos garçons regardent la télé et voudraient imiter les autres, mais nous ne voulons pas qu'ils soient dénoncés par des traîtres ou des agents infiltrés; on doit se méfier de tout le monde... » La psychologue Rania al-Aljawi, spécialisée dans l'aide aux familles défavorisées, perçoit là un profond traumatisme : « Les jeunes d'ici, tiraillés entre la société arabe traditionnelle et les tentations du monde occidental, ont un vrai problème d'identité et font un complexe vis-à-vis de Gaza. A tous points de vue, Îsraël les a rendus dépendants. » Selon le sociologue palestinien Bernard Sabella, le système israélien a favorisé les «comportements individualistes » et empêché l'existence d'une « véritable communauté ».

L'Autorité palestinienne, qui souhaiterait faire de Jérusalem-Est sa capitale, aurait bien du mal à combler ce vide, elle que l'on suspecte au mieux d'incompétence, au pire « Si l'Autorité ici et parvient à maintenir notre niveau de vie, elle sera la bienvenue. Sinon, ce n'est pas la peine... », résume Farhat, le maçon de

Silwan. Ahmed Abou Ghannam, chef traditionnel d'Al-Tur, le confirme : « Les gens n'ont plus confiance dans l'Autorité, ni dans les pays arabes, l'Europe, les Etats-Unis... Mais cela ne doit pas nous conduire à renoncer. Simplement, nous devons faire comprendre à nos jeunes que leur combat passe par l'éducation, non par l'affrontement physique. D'autres qu'eux lanceront des pierres. »

## CONTRASTES

Il reste à savoir si Jérusalem-Est ne basculera pas dans la violence. Le risque existe, tant la situation sociale (chômage, délinquance, drogue...) s'est dégradée depuis le début de l'Intifada. De fait, les Palestiniens de ces quartiers sont traités comme des citoyens de seconde zone. « Leur » ville offre un contraste saisissant avec celle des contribuables juifs. Partout, ou presque, les trottoirs sont défoncés, les égouts mal entretenus, les ordures s'entassent sur la chaussée...

La municipalité, consciente des risques d'une telle dérive, vient de débloquer 120 millions de francs pour améliorer les infrastructures routières et sanitaires. « Des promesses... », pensent les intéressés. « De toute façon, estime Ahmed Abou Ghannam, après ce que les Israéliens ont fait aux enfants de notre peuple, nous pourrons plus jamais vivre ensemble. »

Philippe Broussard

## « Ils peuvent démolir ma maison, je resterai dessous! »

**JÉRUSALEM** de notre envoyé spécial

D'un côté, l'autoroute. De l'autre, les voisins juifs. Abou Siryah, un Palestinien des faubourgs est de Jérusalem, a le sentiment d'être « piégé comme un rat » dans cette maison où il vit avec sa femme et ses dix enfants. Il est vrai que l'endroit offre une image saisissante, presque caricaturale, de l'improbable cohabitation entre Arabes et Juifs dans cette agglomération morcelée jusqu'à l'absurde. Abou Siryah, ses frères et leurs familles respectives, soit une soixantaine de personnes, occupent en effet quatre maisons coincées entre l'autoroute Jérusalem-Ramallah et le quartier de colonisation de Pisgat Ze'ev. Leurs voisins sont juifs, et aussi les voisins des voisins, jusqu'au bas de la colline, où se dressent les premières habitations du lotissement, des dizaines de bâtisses élégantes, dont les terrasses, meublées de salons de jardin en tek, s'ouvrent sur la Cisjordanie.

Il fut pourtant une époque où Abou Siryah et les siens vivaient en toute tranquillité sur cette colline du secteur palestinien de Beit Hanina. Arrivé en 1971 - « il n'y avait que des lapins et des oiseaux! » -, ce boucher de cinquante-quatre ans, employé pour 7 500 francs par mois dans un grand magasin israélien, a d'abord construit une modeste baraque. Un sentier rocailleux lui permettait alors de rejoindre les autres quartiers arabes. Puis, au tournant des années 1980, les premières constructions « israéliennes » sont apparues. Quand il a lui-même transformé sa baraque en maison, en 1985, les « colons »,

comme il les appelle, étaient déjà fort nombreux. Par la suite, l'entêté a été mis à l'amende pour des histoires de permis de construire. Les promoteurs immobiliers lui ont aussi proposé un « chèque en blanc » contre son terrain. Il a toujours refusé. « L'islam nous interdit de vendre à des Juifs, s'amuse-t-il. Et puis, une maison, c'est comme une femme, ça ne se vend pas! »

## **UN VOISINAGE TONITRUANT**

Aujourd'hui, les lapins ont disparu, l'autoroute barre l'accès aux secteurs arabes, et les quatre maisons palestiniennes, bien plus modestes que celles des « colons », paraissent plus isolées que jamais, à commencer par celle d'Abou Siryah. Chaque matin, une voiture vient chercher ses plus jeunes enfants pour les conduire à l'école et leur éviter ainsi de traverser à pied un lotissement qu'ils savent hostile aux « Arabes ». Le soir, quand les garçons jouent à l'ombre du figuier, mieux vaut prendre garde à ne pas envoyer le ballon contre l'immeuble d'à côté : le locataire du troisième les a déjà insultés... Et même si les actes de violence demeurent très rares, il n'est pas question d'organiser de grandes fêtes de famille, de peur de s'attirer les foudres du voisinage.

Abou Siryah n'entend pas pour autant renoncer à son terrain. « Le fait de rester est un acte de résistance, assure-t-il, je suis comme une épine dans leur gorge. Bien que je sois pessimiste pour l'avenir, je ne partirai jamais. Ils peuvent démolir ma maison, je resterai dessous! »

P. Br.

## L'attentat contre la pizzeria a atteint un lieu d'« harmonie »

## correspondance

Au travail, le plus proche confident de Tehila, juive pratiquante, était Ala'eddine Abou Omar, un Palestinien résident de Jérusalem-Est. Directeur adjoint du restaurant où elle était serveuse, Ala'eddine lui prêtait sa voiture pour qu'elle puisse suivre ses études tout en continuant à travailler. Fin juillet, Tehila avait préparé une fête pour les vingtquatre ans d'Ala'eddine. Elle ne fêtera pas ses dix-neuf ans. Elle ne commencera pas non plus son service militaire, comme Ala'eddine le lui avait conseillé. « C'est un moyen d'avoir un avenir meilleur », lui avaitil dit. Tehila, une iolie ieune fille avec de longs cheveux blonds, a disparu le 9 août. Cet après-midi-là, elle était de service à la pizzeria Sbarro. Tehila est une des quinze victimes de l'attentat, sans compter le kamikaze, qui a eu lieu ce jour-là au cœur de Jérusalem-Ouest.

Souriante, boute-en-train, toujours prête à organiser des fêtes, Tehila était la coqueluche de toute l'équipe de la pizzeria Sbarro, qui comprend autant d'Arabes que de

juifs. Parmi les employés qui tra-vaillaient avec elle le 9 août, huit personnes, Juifs et Arabes, ont été blessées. Tous sont aujourd'hui rentrés chez eux, attendant que la pizzeria rouvre ses portes. Parmi eux, le patron, Ronan Hirbawi, un druze israélien et le chef d'équipe, Jamal Kountar, un Palestinien qui habite à Beit Jala, un faubourg de Bethléem.

## LA BISE SUR LA JOUE

Jamal est vivant parce que, quelques minutes avant que le terroriste ne pénètre dans le restaurant, il avait cédé sa place à Tehila à la caisse. Protégé par un pilier au moment de l'explosion, il n'a eu que de légères blessures. Encore sous le choc, il confie : « J'espère que les bonnes relations que nous avions dans le restaurant seront un jour celles qui existeront entre nos deux peuples. »

Néanmoins, la tension du conflit israélo-palestinien pénétrait parfois à l'intérieur des murs de la pizzeria. Il y eut cette fois où un client exprima son indignation, après avoir vu une jeune serveuse juive déposer une bise sur la joue du chef d'équipe arabe, ou bien cet autre incident, lorsqu'un policier est venu réclamer brutalement leurs papiers aux employés palestiniens, aussitôt défendus par leurs collègues juifs. Et puis ni Ala'eddine ni les autres employés arabes de la pizzeria Sbarro n'ont dit au revoir à Tehila comme ils le souhaitaient : ils n'ont pu se rendre à l'enterrement de leur amie. Les uns, habitant à Bethléem, en ont été empêchés par les barrages militaires israéliens à l'entrée de Jérusalem; les autres ont préféré rester discrets. Ils craignaient que leur présence ne blesse la famille de Tehila ou ne provoque sa colère.

A Jérusalem, l'« harmonie » qui règne à la pizzeria Sbarro n'a rien d'exceptionnel. Juste en face, au troquet Tsomet, qui sert des sandwichs orientaux, la coexistence est également de rigueur. Baroukh, le patron, qui est juif, explique : « Ici, c'est pas la guerre comme les gens le pensent à l'étranger. Bien sûr, il y a des extrémistes des deux côtés, mais à Jérusalem, c'est différent. »

C. Du.

# Affaire Ben Barka: l'ex-agent Ahmed Boukhari Violences contre les ouvriers comparaît au Maroc pour... chèques sans provision

Son avocat dénonce une « affaire montée » pour le réduire au silence

L'ex-agent secret Ahmed Boukhari, à l'origine de révélations sur l'affaire Ben Barka (Le Monde du 30 juin et des 1er et 2 juillet), devait comparaître,

mercredi 22 août, devant un tribunal à Casablanca. Il est accusé d'émission de chèques sans provision, dont certains datent du début des années

1990. Son avocat, M° Jamaï, dénonce une « affaire montée » par les services marocains pour l'empêcher de témoigner devant la justice française.

SUR LA BALANCE de la justice marocaine, la prescription pèse d'un poids spécifique. Mercredi 22 août, Ahmed Boukhari, l'exagent secret qui, depuis fin juin, a multiplié les révélations sur l'affaire Ben Barka et le fonctionnement de la police politique du royaume pendant les « années de plomb », doit comparaître devant la chambre correctionnelle du tribunal de première instance de Casablanca. A l'ex-membre du « cab-1 », le service de contre-subversion, est reprochée l'émission de plusieurs chèques sans provision, au nom de l'entreprise familiale qu'il avait reprise après son départ des services spéciaux, en 1977.

Liés à la faillite de cette société de construction mécanique, les chèques aux montants les plus importants datent du début des années 1990. Bien que la prescription en la matière soit de cinq ans, et bien que l'ex-agent ait déjà été condamné, en 1998, à un an de prison pour le non-paiement de ses dettes, Ahmed Boukhari est de nouveau poursuivi et, depuis le 15 août, placé en détention.

## PLAINTE IRRECEVABLE

En même temps, le parquet de Rabat estime que l'enlèvement suivi de disparition, le 29 octobre 1965 à Paris, de Mehdi Ben Barka, la figure historique de la gauche marocaine, est frappé de prescription. Le parquet a émis cet « avis consultatif » à la suite d'une plainte déposée, le 5 juillet, par le principal parti gouvernemental, l'Union socialiste des forces populaires (USFP), la formation revendiquant l'héritage politique de Mehdi Ben Barka. L'USFP a porté plainte, avec constitution de partie civile, contre Ahmed Boukhari et « toutes les personnes citées dans son témoignage » sur les circonstances de la mort du principal opposant au roi Hassan II.

Le 30 juin, dans *Le Monde* et dans l'hebdomadaire marocain Le Journal, l'ex-agent avait relaté en détail comment Mehdi Ben Barka avait été torturé à mort par de hauts responsables du royaume, sur le sol français, avant que son corps ne soit rapatrié pour être dissous dans une « cuve d'acide ». Invoquant la prescription des crimes, qui est fixée à vingt ans au Maroc, le parquet de Rabat juge irrecevable la plainte de l'USFP, ce parti étant par «L'USFP est partie prenante [...] puisque Mehdi Ben Barka était un de ses fondateurs et dirigeants. Sa disparition a dangereusement frappé notre parti. »

Déjà le 5 août, le premier ministre socialiste Abderrahmane Youssoufi avait affirmé qu'il était « essentiel que les responsabilités, dont celle de l'Etat marocain, soient clarifiées ». D'ailleurs, depuis la fin juillet, les journaux de l'USFP avaient largement ouvert leurs

## Le forum Vérité et Justice proteste

Créé pour faire la lumière sur les « années de plomb », le forum marocain Vérité et Justice « considère que les révélations et aveux d'un ancien membre du service de la contre-subversion sont à même d'apporter un éclairage sur les multiples disparitions ou assassinats politiques non encore élucidés ». Sa section française estime qu'on n'a « pas le droit de ne pas prendre en considération des aveux d'assassinats aussi terribles formulés avec détail et précision par quelqu'un qui réclame d'être jugé ». Suite à l'incarcération d'Ahmed Boukhari pour émission de chèques sans provision, le forum « dénonce les tentatives répétées d'étouffer le dossier criminel » des services secrets et « toute mesure nécessairement dilatoire - qui empêcherait M. Boukhari de se rendre en France » pour y être entendu par le juge d'instruction chargé de l'affaire Ben Barka. En ce qui concerne cette dernière, au Maroc, la prescription devrait être « suspendue du fait que, jusqu'à ce jour, les plaignants n'étaient pas en mesure d'agir pénalement ».

ailleurs débouté « pour défaut de qualité et d'intérêt », n'étant pas une personne morale ayant subi de « préjudice direct ».

L'USFP estime « sans fondement » cet avis que le juge d'instruction saisi par la plainte n'est pas, en principe, tenu de suivre. « Îl s'agit avant tout d'une affaire politique, où il ne peut y avoir prescription », a fait valoir, dimanche, le numéro deux de l'USFP, Mohamed Yazghi, dans un article publié par Al-Ittihad Al-Ichtiraki, l'organe du parti. « C'est un crime auquel ont participé plusieurs pays, et l'affaire restera ouverte tant que nous ne parviendrons pas à la vérité », a-t-il ajouté.

colonnes à Ahmed Boukhari, qui y a décrit par le menu, une trentaine de noms d'agents à l'appui, enlèvements, tortures et envois de colis piégés par le « cab-1 ».

Dans ce contexte, trois anciens collègues des services spéciaux, mis en cause par Ahmed Boukhari dans l'affaire Ben Barka, ont porté plainte pour « diffamation et faux témoignage ». L'enquête a été menée par la police judiciaire de Casablanca qui, à partir du 27 juillet, a presque quotidiennement interrogé l'exagent devenu transfuge. « C'était une garde à vue camouflée », accuse l'avocat d'Ahmed Boukhari, Me Jamaï, qui s'insurge aussi contre

« la présence de nombreux agents secrets » lors des interrogatoires de police. « On a retenu mon client cing, six heures par jour, alors que cette procédure en a caché une autre, qui était entre-temps préparée par les services », ajoute-t-il. Fin juillet, en effet, les créanciers d'Ahmed Boukhari ont saisi la justice pour réactiver leurs poursuites, dont certaines avaient été abandonnées depuis plusieurs années. « C'est une affaire montée », conclut Me Jamaï.

## « CONTRAINTE PAR CORPS »

Trois dossiers sont soumis au tribunal de Casablanca. Le premier, concernant deux chèques d'une cumulée d'environ 25 000 francs, porte sur des créances récentes qu'Ahmed Boukhari reconnaît et qu'il s'était engagé à honorer avant la fin du mois. A présent, sa famille se déclare prête à rembourser ces sommes dues séance tenante. Le second dossier, pour des impayés à des fournisseurs de 100 000 francs, remonte au début des années 1990. Ahmed Boukhari récuse cette dette, pour laquelle il a fait un an de prison. Enfin, également liés à la faillite de son ancienne société et à sa condamnation antérieure, des chèques pour un montant global de 195 000 francs font l'obiet d'une demande de « contrainte par corps ». Faute d'avoir remboursé cette somme, Ahmed Boukhari pourrait être maintenu en détention, selon son avocat « pendant un an ou même

En l'absence d'une instruction sur l'affaire Ben Barka au Maroc, et dans l'impossibilité de se présenter à la justice française qui a convoqué ce témoin capital pour le 7 septembre, l'ex-agent resterait ainsi muet jusqu'à nouvel ordre.

Stephen Smith

# agricoles en Afrique du Sud

L'ONG internationale Human Rights Watch déplore l'incapacité des autorités à faire respecter les droits de l'homme dans les fermes commerciales

## **JOHANNESBURG**

de notre correspondante Couvert de peinture blanche des pieds à la tête, l'homme est un paysan victime d'une « punition » infligée par des fermiers blancs pour avoir traversé leur terre. La photo de ce jeune garçon a été publiée dans la presse nationale. Mais, si l'on en croit le rapport de Human Rights Watch (HRW), une ONG internationale, publié mercredi 22 août, consacré aux droits de l'homme dans les zones rurales d'Afrique du Sud, cette mobilisation de la presse est exceptionnelle. En règle générale, les travailleurs agricoles noirs, victimes d'injustices et de maltraitance, ne font pas la une des journaux, ni ne reçoivent d'attention de la part de la police et de la justice. Le gouvernement sud-africain est incapable d'assurer la protection des personnes travaillant dans les grandes fermes commerciales du pays, conclut l'étude de HRW.

Plusieurs dizaines de témoignages recueillis dans les grandes régions agricoles montrent que les conditions de vie des travailleurs n'ont guère changé depuis la fin de l'apartheid. Les relations entre employeurs, en grande majorité des Blancs (ils représentent 0,6 % de la population mais possèdent 80 % des fermes commerciales) et les Noirs reposent encore souvent sur le mode du maître et de l'esclave. Même si tous les fermiers ne sont pas des patrons indignes, les violences verbales et physiques per-

Selon HRW, ni la police, ni les forces parallèles (les « commandos », structure militaire héritée de l'apartheid, les sociétés de sécurité privées) n'ont montré leur capacité à protéger et à assister les travailleurs agricoles et leurs familles... quand ces unités ne sont pas elles-mêmes impliquées dans

des exactions. Quant à la police, mal équipée, mal formée, parfois en sous-effectif, elle est souvent démunie.

Encore faut-il qu'elle soit informée. Or, la plupart des victimes, qui travaillent dans des fermes isolées, n'osent pas porter plainte par crainte de représailles. « Si tu portes plainte, tu perds ton boulot, tu as une réputation de fauteur de troubles dans toute la région. Impossible de retrouver du travail », rapporte un employé cité dans le rapport.

Aucune statistique n'est disponible sur les violences perpétrées dans les fermes à l'encontre des travailleurs. Les syndicats d'agriculteurs, qui regroupent essentiellement des propriétaires blancs, estiment, sondages à l'appui, que la majorité des ouvriers sont bien traités. Agri-SA, la plus importante fédération, a d'ailleurs demandé aux syndicats affiliés de ne pas accepter dans leurs rangs les fermiers qui ne respecteraient pas la

## **OCCUPATIONS ILLÉGALES**

L'insécurité et la violence n'épargnent pas les exploitants. En dix ans, selon Agri-SA, plus d'un millier de personnes, principalement des fermiers blancs ou des membres de leur famille, ont été tuées et 5 600 fermes attaquées. Eux aussi exigent que l'Etat assure leur sécurité. Difficile de savoir quel est le motif de ces agressions, le vol, la vengeance d'ouvriers agricoles ou, comme le soutient une minorité de Blancs, un plan machiavélique fomenté par le gouvernement pour les conduire à abandonner leur ferme au profit des milliers de Noirs sans terre.

L'insécurité dans les campagnes est à l'image de l'ensemble de l'Afrique du Sud, pays parmi les plus violents du monde. Comme en ville, les victimes sont en majorité des Noirs pauvres, les plus nombreux et dépourvus des moyens de s'offrir les services de sociétés de sécurité privée.

Mais la situation en milieu rural inquiète particulièrement le gouvernement confronté aux demandes de plus en plus pressantes de restitution des terres confisquées sous l'apartheid. Près de 4 millions de dossiers ont été déposés et, depuis 1994, quelque 12 000 cas ont été réglés, tous à l'amiable. Les critiques se font de plus en plus nombreuses sur la lenteur de cette réforme et, à l'instar du Zimbabwe voisin, des occupations illégales de terre ont été signalées. Elles ont été condamnées par le gouvernement qui tente de préserver l'idéal d'une « nation arc-en-ciel » où Blancs et Noirs cohabiteraient en harmonie. En juin, la commission nationale des droits de l'homme a entamé grande enquête sur la violence dans les fermes pour prévenir un dérapage à la zimbabwéenne.

Fabienne Pompey

# Agressions et menaces contre un responsable de l'OMS défenseur de l'accès du tiers-monde aux médicaments

CELA AURAIT pu fournir la trame d'un roman à la John Le Carré, ou les premières pages du scénario d'un thriller. Malheureusement pour German Velasquez, un Colombien âgé de cinquante-trois ans, directeur du Programme d'action pour les médicaments essentiels à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les faits sont bien réels. Ils justifient la mise sous protection de son domicile, du côté français de la frontière avec la Suisse.

Le 26 mai, alors qu'il se trouve à Rio de Janeiro, dans le cadre de ses fonctions à l'OMS, il est attaqué dans la rue et dévalisé. Armé d'un couteau, son agresseur lui laisse en souvenir une plaie au bras de seize centimètres. Deux jours plus tard, German Velasquez se trouve à Miami, à la veille d'une réunion de l'OMS consacrée aux restructura-Alore qu'il soir, dans Lincoln Road, deux hommes l'agressent. Ils braquent un pistolet sur lui, le menacent de mort, et le frappent à coups de pied. En partant, l'un des deux malfrats

lance : « On espère que tu as retenu la leçon de Rio. Arrête de critiquer l'industrie pharmaceutique! » German Velasquez signale aussitôt l'agression à la police de Miami, et informe le siège de l'OMS, à Genève, ainsi que les Nations unies à New York.

## **COUP DE TÉLÉPHONE ANONYME**

Dix jours plus tard, un correspondant anonyme appelle German Velasquez à minuit à son domicile, et lui demande en anglais: « Tu as peur ? » Et lorsque le responsable de l'OMS demande à qui il a affaire, il s'entend répondre : « Miami, Lincoln Road. »

Le service de sécurité de l'OMS met alors immédiatement en place une protection. Parallèlement, les autorités judiciaires francaises sont alertées : le procureur de la République de Bourg-en-Bresse est saisi d'une ambassade de France à intervient auprès du ministère de l'intérieur à Paris, qui autorise la mise sur écoute du téléphone de German Velasquez. Le 19 juin, nouveau coup de téléphone anonyme. Cette

fois-ci, le même homme avise explicitement le fonctionnaire de l'OMS de ne pas assister le lendemain à une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où doit être débattue la question du droit à la santé et des droits de propriété intellectuelle sur les médicaments. German Velasquez y représentera malgré tout le Dr Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'OMS.

Survenant dans les mois qui ont suivi la défaite judiciaire de trente-neuf laboratoires pharmaceutiques face à l'Afrique du Sud, il apparaît clairement que les menaces proférées contre German Velasquez ne sont pas le fruit du hasard. Titulaire d'un doctorat en économie obtenu à la Sorbonne, le Colombien est l'un des meilleurs experts, et un infatigable défenseur de l'accès des pays

les moins riches aux traitements. a en particulier rédigé let, une brochure pour l'OMS intitulée « Mondialisation et accès aux médicaments », dans laquelle est disséqué l'accord sur les Aspects du droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC, également connu sous le sigle Trips). Les auteurs y signalent en particulier les brèches que peuvent constituer, pour les pays en voie de développement, deux dispositions de cet accord : les licences obligatoires et les importations parallèles.

## **INSTRUCTION OUVERTE**

La direction de l'OMS a subi de nombreuses pressions, américaines notamment, pour que cette brochure ne soit pas diffusée et pour que l'économiste colombien soit renvoyé, mais elle a tenu bon. De plus, German Velasquez passe pour avoir aidé le gouvernement sud-africain dans l'élaboration de la loi sur les médicaments que les multinationales ont tenté en vain de bloquer (Le Monde du 7 mars).

tés judiciaires françaises qu'une instruction a été ouverte au début du mois de juillet.

Paul Benkimoun

# La crise de l'informatique frappe Bangalore, capitale indienne de la high-tech et de la sous-traitance internationale

## **BANGALORE**

de notre envoyée spéciale

C'est jour de congé au RV College de Bangalore, l'un des dix meilleurs de la ville pour les technologies de l'information, et les étudiants de 3e et de 4 années déambulent dans les allées du campus. Pourtant l'inquiétude perce chez ces jeunes qui, il y a peu encore, se savaient sur la voie royale de la réussite. Le ralentissement de l'économie américaine, l'effondrement en chaîne des « point-com », la chute des marchés financiers, commencent à peser sur Bangalore, capitale de la high-tech indienne, qui abrite plus de 900 sociétés d'informatique, dont les plus grands noms du secteur.

Coordinateur des placements pour les étudiants de 3<sup>e</sup> année que les sociétés viennent contacter plus d'un an avant la fin de leurs études, Sourabh Arora relève: « Cette année, les choses se présentent mal. Six sociétés seulement ont annoncé des dates pour leur venue : un nombre très inférieur à la norme », dit cet étudiant en maîtrise de télécommunications. Pire, pour les aînés, trois compagnies ont annulé des contrats d'embauche qu'elles avaient passés en 2000. « On ne sait pas ce qui va nous arriver d'ici octobre [date de sortie pour les 4e année], la situation est très confuse », commente Kapil Bharat, en fin d'études d'instrumentation électronique.

## SITUATION INVERSÉE

Du gel total des recrutements aux licenciements, en passant par le retour en Inde des spécialistes qui ont perdu leur travail aux Etats-Unis, la situation de l'emploi s'est inversée presque aussi vite qu'elle s'était emballée. « Avant, les candidats ne nous disaient iamais combien ils avaient de propositions en même temps. Vous leur fixiez des rendezvous, ils n'y allaient pas, ne vous prévenaient même pas, ils n'avaient aucune courtoisie », se souvient Anil Doddbele, chef de Fisher Consulting, l'un des « chasseurs de têtes » de Bangalore. « Maintenant, ils se ruent avec leur curriculum vitae et sont prêts à accepter des réductions de salaire », ajoute-t-il. Le nombre des chômeurs a augmenté brutalement et, confie Sheaker B.R., de CVR Consultants, la plupart des nouveaux demandeurs d'emploi « ne sont pas réemployables car ils sont formés à des technologies qui ne sont pas en cours en ce moment ».

La tension sur le marché du travail est une nouveauté pour les jeunes informaticiens habitués à sauter d'un emploi à l'autre pour quelques roupies de plus ou une meilleure répartition des bénéfices. A trente-deux ans et après huit ans de travail. Tanui en est à sa quatrième entreprise, une multinationale qui a déjà licencié à Bangalore plus de cent personnes. « Chacun a peur de perdre sa place et personne ne veut bouger. l'ai un ami qui vient juste de rentrer des Etats-Unis et il a accepté un salaire beaucoup moins élevé que là-bas, ce qu'il n'aurait jamais fait

Phare de l'informatique indienne, Infosys a annoncé une prévision de croissance de 30 % pour l'année à venir, comparée aux croissances à trois chiffres des années précéden-Son directeur adjoint, M. S. Gopalakrishnan, ne nie pas le ralentissement, mais affirme: « Nous croyons que les investissements en informatique vont continuer et donc que cette situation, dont nul ne peut prédire la durée, n'est que passagère. » Tout en se fixant un taux de croissance « raisonnable ». Infosys s'est adaptée à la situation. « Les augmentations de salaires aui étaient en movenne de 25 à 30% ne seront cette année que d'environ 15 % », confie-t-il, en envisageant de reporter des investissements stratégiques. Employant sur son campus ultramoderne de Bangalore 9 300 personnes à la moyenne d'âge de 25,5 ans, Infosys n'envisage de recruter cette année que 1 500 à 2 000 informaticiens (contre 4 000 l'an passé).

Avec le ralentissement aux Etats-Unis, Bangalore compte sur un regain de délocalisations, les compagnies cherchant à réduire leurs coûts. «L'Inde est 70 % moins cher que les Etats-Unis et donc les compagnies viendront ici. Mais cela prendra du temps », assure Vivek Kulkarni, responsable des technologies de

l'information dans le gouvernement du Karnataka. « Deux cents des 500 plus grandes compagnies citées par le magazine Fortune utilisent Bangalore comme base », expli-

## **CAMPAGNE DE PUBLICITÉ**

Le gouvernement va lancer une campagne de publicité à l'étranger pour vanter les mérites de Bangalore et envoyer des délégations prospecter dans les pays pouvant délocaliser des services. L'Inde est aussi un grand pourvoyeur de prestations de soutien (back office), qui ont le vent en poupe. En quelques années, les centres d'appel (call center), les bureaux de transcriptions médicales, de règlement des dossiers d'assurances ou de traitement des factures se sont multipliés. Autant de services qui requièrent moins « de travail très qualifié », note Santosh Joseph, directeur de Ma Foi, autre chasseur de têtes.

Cette première crise de l'informatique indienne a mis en lumière sa très grande dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Aujourd'hui la plu-

part des firmes cherchent à s'ouvrir sur d'autres continents et notamment l'Europe. Soixante-douze pour cent des revenus d'Infosys viennent d'Amérique du Nord, contre 20 % d'Europe (15 % l'année précédente) et 6 % d'Asie-Pacifique. Mais les chasseurs de têtes reconnaissent que les candidats à l'Europe sont moins nombreux. « En Europe, affirme Mandeep Sibia, de Ma Foi. il n'y a pas vraiment de communauté indienne et l'obstacle de la langue retient les jeunes Indiens. »

A Bangalore, beaucoup pensent que la crise a des vertus et que seules les compagnies les plus solides vont subsister. Elle ramènera à la raison une industrie dont les exportations représentent 1.5 % du commerce informatique mondial et dont la part dans le PIB indien n'est que de 5 %. Passagère dans l'esprit de tous, la crise permettrait d'assainir une industrie qui s'est développée de façon exponentielle en n'attirant pas toujours des vrais professionnels.

Françoise Chipaux

INTERNATIONAL 4 / LE MONDE / JEUDI 23 AOÛT 2001

## L'OTAN lance son opération Le FMI sauve l'Argentine de récupération des armes de l'UCK en Macédoine de la cessation de paiement

Les Etats-Unis apportent un soutien aux soldats européens

De retour de Skopje, le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Joseph Ralston, a été invité par l'OTAN à organiser un déploiement rapide des 3 500 hommes, fournis par onze pays européens, pour recueillir les arme-ments de la guérilla albanaise en Macédoine. Le

dispositif sera complet dans moins de quinze jours. La mission de l'OTAN - la troisième dans les Balkans – est prévue pour durer un mois.

## **BRUXELLES**

de notre bureau européen Les ambassadeurs qui représentent les pays membres de l'Allian-ce atlantique, réunis à Bruxelles mardi 21 août sous la présidence du secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, ont décidé de donner leur feu vert au lancement de l'opération « Moisson essentielle », destinée à récupérer les armes de la guérilla albanaise en Macédoine. La mission, qui devait commencer dans la matinée du mercredi 22 août, a été décidée selon la procédure dite de « silen-ce » – classique à l'OTAN –, qui consiste à formaliser une initiative et à fixer les modalités de son entrée en vigueur sous condition qu'aucun des Etats membres n'émette d'objections dans un

## Manifestations contre la force multinationale

Des manifestants répondant à l'appel du Congrès mondial des Macédoniens (Slaves) bloquaient, mardi 21 août, un axe ferroviaire reliant Skopje au postefrontière de Blace, pour protester contre la venue de l'OTAN. Différents obstacles ont été posés sur cette voie ferrée, axe de communication entre la force de l'OTAN au Kosovo (KFOR) et sa base arrière en Macédoine. Depuis le 18 août, d'autres manifestants bloquent la circulation sur la route parallèle. Ils estiment que le déploiement de l'OTAN sert les intérêts de la guérilla en gelant des positions conquises par les armes. Par ailleurs, le gouvernement macédonien a accusé l'UCK d'avoir détruit à l'explosif, mardi à l'aube, l'église orthodoxe du monastère de Lesok datant du XIVe siècle. - (AFP.)

délai prévu. Sans qu'il soit besoin d'une nouvelle réunion, le général américain Joseph Ralston, com-mandant suprême des forces alliées en Europe (Saceur), peut lancer l'« ordre d'activation ».

## **TRENTE JOURS**

C'est précisément l'évaluation de la situation sur le terrain par le général Ralston qui a permis aux ambassadeurs de prendre leur décision. Le « Saceur », de retour de Skopje où il se trouvait lundi, leur a indiqué que le cessez-le-feu était globalement respecté, même si des incidents se produisent encore, le dernier en date étant la destruction du monastère orthodoxe de Lesok (nord-ouest).

La solidité du cessez-le-feu conclu en juillet entre le gouvernement de Skopje et la guérilla albanaise était la dernière condition nécessaire au départ des troupes de l'OTAN. Le Saceur a souligné qu'« il ne pouvait pas garantir à 100 % que l'opération serait sans risques », selon un responsable. Estimant néanmoins la situation « favorable », il s'est prononcé pour un déploiement rapide des forces.

Les ambassadeurs ont considéré que le moment opportun était venu, le niveau de risque susceptible d'être encouru par les soldats de l'Alliance étant pour l'instant jugé acceptable. Trop attendre risquerait, en revanche, de provoquer une détérioration de la situation, qui s'est améliorée depuis la signature de l'accord de paix du 13 août. Cet accord octroie des droits supplémentaires à la minorité albanaise, en échange du maintien d'un Etat macédonien unitaire. La collecte des armes, en une quinzaine de dépôts surveillés, permettrait de restaurer la confiance.

L'opération devrait mobiliser au total 3 500 hommes. Un état-major de quelque 400 personnes avait été dépêché dès le 15 août sous commandement britannique, le Royaume-Uni fournissant un millier d'hommes. Les premières unités chargées de la logistique (transmissions et intendance) devraient être déployées dans un délai de quarante-huit heures après le feu vert de mercredi. Le déploiement complet des soldats chargés de récupérer les armes et de ceux qui devront les protéger ne devrait pas prendre plus de dix jours à compter de cette même date. Ensuite commencera l'opération de collecte, qui doit se faire avec l'accord de l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine, et qui ne doit pas durer plus de trente jours.

Les Etats-Unis, qui maintiennent environ 500 hommes en Macédoine dans une base arrière pour le Kosovo, n'ont pas prévu de participer à « Moisson essentielle » autrement que sous la forme d'une aide en matière de renseignement (Le Monde du 17 août), d'assistance médicale, de prêt d'hélicoptères et, au cas où on le leur demanderait, de protection d'un des dépôts d'armes à la frontière avec le Kosovo.

## Rafaële Rivais

▶ www.lemonde.fr/macedoine

sous commandement britannique, avec 7 000 hommes; la brigade sud, sous commandement allemand, avec 6 000 hommes et la brigade ouest, sous commandement italien, avec 5 500 hommes.

● En Macédoine. L'opération devrait comprendre quatre bataillons (commandés par les Britanniques, les Français, les Grecs et les Italiens) totalisant 3 500 hommes issus de onze pays (Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni, République tchèque, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas et Turquie) bénéficiant d'un appui américain. La participation française sera de 530 hommes, distincts des 550 déjà déployés en Macédoine au titre de

## Faute de pouvoir payer ses fonctionnaires, la province de Buenos Aires vient d'introduire une nouvelle monnaie : les « patacones »

## **BUENOS AIRES**

de notre correspondante Le gouvernement argentin a obtenu, mardi 21 août, après douze jours de tractations avec le Fonds monétaire international (FMI), une nouvelle ligne de crédits de 8 milliards de dollars (8,9 milliards d'euros). Dans une brève communication à la presse faite à la résidence présidentielle d'Olivos, dans la banlieue nord de Buenos Aires, peu de temps après avoir été informé de l'accord annoncé par le directeur du FMI, Horst Köhler, qui a conseillé à son directoire de faire passer l'aide de l'institution de 14 milliards à 22 milliards de dollars, le président argentin, Fernando de la Rúa, s'est félicité de voir la situation « se détendre ». Les Etats-Unis avaient pesé en faveur de l'accord. « Il y avait pour la région un intérêt à ce que l'Argentine ne propage pas [sa] contagion au reste du monde », a expliqué le chef de

l'Etat argentin. Le même jour, un nouveau signe de la débâcle financière du pays est apparu par le biais d'une nouvelle monnaie, émise sous forme de bons baptisés « patacones ». Ces bons ont été introduits par le gouvernement de la province de Buenos Aires - qui regroupe le tiers de la population et le tiers de la production nationale. Ils serviront à payer une partie des salaires et des pensions des 180 000 fonctionnaires et retraités qui gagnent plus de 740 dollars par mois et ne sont pas payés depuis deux mois. « Celui qui ne veut pas de patacones pourra recourir à la justice, mais il doit savoir que je n'ai pas d'argent pour le payer », a déclaré crûment le gouverneur Carlos Ruckauf (péroniste), en lançant ces nouveaux billets qui ont le même format et pratiquement les mêmes couleurs pastel que le

peso, la monnaie nationale. Alors que, depuis dix ans, la loi de convertibilité assure une parité entre le peso et le dollar américain (un peso = un dollar), personne ne sait quelle est la valeur exacte des patacones. Ils pourront être utilisés pour régler les impôts et les fournisseurs provinciaux mais ne serviront pas à l'échelon national car ils ne sont pas garantis par l'Etat fédé-

A l'intérieur de la province, les patacones ne seront acceptés que dans certains commerces. Les grandes entreprises étrangères, qui gèrent les compagnies de services publics privatisées, ont accepté qu'un pourcentage des factures d'électricité, d'eau et de gaz soit payé avec la nouvelle monnaie. En revanche, les patacones ne seront pas valables pour payer le téléphone, acheter de l'essence ou des médicaments. « La vérité, c'est que l'Argentine est en banqueroute », a affirmé M. Ruckauf.

## **GRÈVE DES ENSEIGNANTS**

Depuis des mois la province de Buenos Aires est dans une situation de chaos avec de nombreuses manifestations ou barrages sur les routes pour protester contre les réductions de 13 % des salaires des fonctionnaires. A la suite d'une grève nationale des enseignants, 2,5 millions d'élèves et d'étudiants universitaires de la province (sur un total de 3,5 millions) n'ont plus de cours depuis trois semaines.

Soucieuse de ne pas perdre de clients, la chaîne américaine McDonald's a lancé, mardi, dans ses 80 restaurants de la province, un nouveau menu, le « patacombo ». Il coûte cinq patacones. La chaîne ne rendra cependant pas la monnaie en pesos si le client n'a pas la somme exacte en patacones.

Christine Legrand

## Les missions de l'Alliance dans les Balkans

Dans les Balkans, l'OTAN conduit déjà deux opérations, celles-ci relevant cependant, à la différence de la Macédoine, du rétablissement de la paix.

• En Bosnie. La SFOR (Stabilisation Force) comprend actuellement quelque 20 500 hommes, dont 2 750 Français. Outre son état-major et sa logistique à Sarajevo, elle est organisée en trois divisions multinationales: l'une, au sud-est, sous commandement français, comprend 7 000 hommes; la seconde, au

nord, sous commandement américain, aligne 6 500 hommes; et la troisième, au sud-ouest, sous commandement canadien, est forte de 5 000 hommes.

• Au Kosovo. La KFOR (Kosovo Force) déploie aujourd'hui quelque 43 000 hommes, dont 39 000 sont au Kosovo et les autres en logistique arrière répartis entre la Macédoine (2 500), l'Albanie (1 300) et la Grèce (200). On recense 5 210 Français, pour l'essentiel au Kosovo même. Outre son état-major à Pristina, la KFOR est organisée en cinq brigades : la brigade est, sous commandement américain, avec 8 000 hommes; la brigade nord, sous

commandement français, avec 7 000 hommes originaires de neuf pays différents; la brigade centre,

> syndicaliste. Des propos repris également par un autre syndicat, le Siap, où l'on soulignait

> Mardi 21 août, le président du Conseil, Silvio Berlusconi, a interrompu d'une journée ses vacances pour faire le point avec ses ministres des affaires étrangères et de la défense sur la question des prochains rendez-vous internatio-

> La ligne du gouvernement devrait être celle de déplacer en Afrique le sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) - dont le siège se trouve dans la capitale italienne – prévu début novembre à Rome, et de tenir, toujours à Naples, mais hors du centre-ville, celui des ministres de la

> La décision définitive devrait être prise lors u premier conseil des ministre fin août. Un pays doit savoir « assumer ses responsabilités », a déclaré, mardi 21 août, le ministre de la défense, Antonio Martino.

> > Salvatore Aloise

▶ www.lemonde.fr/genes

# Une vingtaine de policiers italiens seront poursuivis pour les violences de Gênes

correspondance

Le parquet de Gênes a choisi la prudence. Dans l'enquête sur les violences commises par les forces de l'ordre lors du sommet du G8 et en particulier au moment de la perquisition musclée dans l'école mise à disposition du mouvement antimondialisation, les magistrats chargés du dossier agiront par petits pas.

Les 140 fonctionnaires et agents présents à la descente policière qui, dans la nuit de samedi 21 à dimanche 22 juillet, avait provoqué des dizaines de blessés ne recevront pas, en bloc, l'avviso di garanzia, l'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de chacun d'entre eux comme le laissaient entendre les indiscrétions en provenance du palais de justice de Gênes. C'est le procureur de la République, Francesco Meloni, qui a tranché : il a annoncé, rateurs, mardi 21 août, que la position de chaque policier sera examinée au fur et à mesure que seront identifiés les responsables d'actes de violence. Pour l'instant, le parquet devrait commencer par l'ouverture d'une information judiciaire contre une vingtaine de policiers. Les noms seront rigoureusement tenus secrets.

Les forces de l'ordre se sentent sur la sellette. Au ministre de la justice, Roberto Castelli, qui demandait à grands cris aux magistrats « de ne pas oublier les actes de violence commis par les manifestants », le procureur de Gênes n'a pas manqué de répliquer que l'enquête continuait également pour identifier les responsables des dégradations. Les jeunes interpellés à l'occasion du G8 et accusés d'appartenir au Black Bloc, ont, petit à petit, été remis en liberté et les policiers craignent maintenant de rester les seuls à payer pour les incidents.

## **DÉPLACER LE SOMMET DE LA FAO ?**

Les syndicats ont contesté les décisions des magistrats et sonné l'alarme sur le sentiment d'abandon qui pourrait s'emparer des forces de l'ordre. Le responsable pour la région de Naples du principal syndicat de police, le Siulp, ses mots, il jours, pour attaquer les hommes politiques qui semblent vouloir laisser aux policiers le rôle de « victimes sacrificielles ». Une prise de position très dure avant la réunion du sommet des ministres de la défense de l'OTAN, fin septembre, à Naples. « Pour défendre l'ordre public dans la rue, il nous faut des garanties », avait déclaré le qu'il n'y a rien de pire pour un policier que de se

naux fixés en Italie.

défense des pays de l'OTAN.

# L'Europe marque un point dans sa guerre commerciale avec Washington

## L'OMC rappelle que les subventions à l'exportation sont interdites par le règlement

## **BRUXELLES**

de notre bureau européen L'Union européenne vient de marquer un point dans la guerre commerciale qui l'oppose aux Etats-Unis à propos du régime fiscal de leurs sociétés de vente à l'étranger (foreign sales corporations, FSC). Un groupe spécial d'experts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a déclaré, lundi 20 août, que ces sociétés bénéficient de subventions à l'exportation incompatibles avec les règles du commerce international. Néanmoins, l'Union européenne va-t-elle tirer bénéfice de cette victoire?

C'est la troisième fois que les Etats-Unis se font condamner sur le même sujet. En 1976, déjà, un système de subventions déguisées aux entreprises exportatrices américaines, le « domestic international sales corporation », avait été décla-ré illégal par le GATT, prédécesseur de l'OMC. Quelques années plus tard, un système analogue réapparaissait sous la dénomination de sociétés de vente à l'étranger: il consistait à faire transiter les exportations américaines par des sociétés écrans situées dans des paradis fiscaux, de manière à ce qu'elles échappent à l'impôt. La plupart des activités industrielles et de services, mais aussi une grande partie des exportations de céréales et de soja étaient concer-

## **DÉDOMMAGEMENTS**

En février 2000, l'OMC, saisie par l'Union européenne, puis, en appel, par les Etats-Unis, a considéré que ce système procurait aux entreprises américaines des avantages concurrentiels contraires

aux règles du commerce international. Les Etats-Unis ont prétendu se mettre en conformité avec les règles de l'OMC, en adoptant, en novembre 2000, une loi « portant abrogation des dispositions relatives aux FSC et régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux ». Le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a immédiatement considéré que ce nouveau texte, qui maintenait les subventions aux exportations, reproduisait les violations déjà condamnées.

Les experts de l'Organisation mondiale du commerce, de nouveau saisis par l'Union européenne, lui donnent totalement raison. Ils concluent que « les Etats-Unis n'ont pas complètement retiré les subventions FSC dont ils ont constaté au'elles constituaient des subventions à l'exportation ».

Les entreprises américaines

exportatrices espèrent que les Etats-Unis feront appel, ce qui leur donnerait un nouveau répit iusqu'au début de l'année prochaine. Ce délai permettrait aussi de laisser passer la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qui aura lieu en novembre à Quatar, où l'Europe pourrait se présenter en position de force.

Si les Etats-Unis ne font pas appel avant le 19 octobre, ils devront soit modifier leur législation, soit payer des sanctions. L'Union européenne a l'intention de réclamer 4 ou 5 milliards de dollars (entre 4,4 et 5,5 milliards d'euros) de dédommagements. La Commission préférait toutefois que ce partenaire se mette enfin en conformité avec les règles du libre-échange.

R. Rs

# **Bouclier antimissile:** premiers travaux en Alaska

WASHINGTON. Les premiers travaux de construction d'un centre d'essais pour le bouclier antimissile américain commenceront fin août sur la base militaire de Fort Greely, dans le centre de l'Alaska, a indiqué, mardi 21 août, le Pentagone. Le département de la défense veut « faire des excavations afin d'installer des silos souterrains pour cinq missiles intercepteurs ». La construction d'un centre de contrôle et des silos devra être approuvée par le Congrès en 2002 et elle ne devrait pas être achevée avant 2003 à 2004 au plus tôt. Cette annonce intervient alors qu'une délégation civile et militaire américaine, conduite par John Bolton, secrétaire d'Etat adjoint, discute à Moscou de questions stratégiques. Les experts juridiques du Pentagone considèrent l'édification du site en Alaska compatible avec le traité de limitation des systèmes antimissiles.- (AFP.)

## Liban : l'état de santé d'un opposant arrêté a empêché son interrogatoire

BEYROUTH. Un juge d'instruction militaire a dû interrompre l'interrogatoire du conseiller du parti chrétien interdit des Forces libanaises (FL), Toufic Hindi, accusé de contacts avec Israël, en raison de son état de santé, a indiqué, mardi 21 août, son avocat. M. Hindi « semblait affaibli et marchait le dos courbé en traînant les pieds », a déclaré Me Harb à l'AFP. « Il n'arrivait pas à se concentrer et semblait comme sonné ou sous le coup d'une dépression nerveuse », a-t-il ajouté, souhaitant que son client soit examiné par un cardiologue.

Par ailleurs, Reporters sans frontières (RSF) a adressé une lettre au président libanais, Emile Lahoud, pour protester contre l'arrestation « en dehors de toute légalité » de deux journalistes libanais, Antoine Bassil et Habib Younès. RSF dénonce « une volonté claire de la part des services de renseignement de museler les médias ». - (AFP.)

■ CHILI: la Cour suprême a accepté, mardi 21 août, d'examiner la décision de la cour d'appel de Santiago, qui avait suspendu en juillet les poursuites contre l'ex-dictateur Augusto Pinochet en raison de la détérioration de son état de santé mentale. A l'unanimité, les cinq magistrats ont jugé « admissible » le recours en cassation présenté par les avocats des parties civiles. - (AFP.)

■ ETATS-UNIS: Amnesty International a appelé, mardi 21 août, l'Etat d'Oklahoma à respecter la récente décision de la Cour internationale de justice sur les droits consulaires des détenus étrangers en n'exécutant pas le Mexicain Gerardo Valdez. - (AFP.)

■ COLOMBIE : les trois membres présumés de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), Martin McCauley, James Monaghan et Niall Connolly (représentant du Sinn Fein à Cuba), arrêtés le 11 août à Bogota, ont été placés en détention provisoire. Ils sont accusés « d'assistance à des activités illicites » et « d'utilisation de faux documents ». - (AFP.)

■ SRI-LANKA: au moins 23 personnes (quinze policiers, deux civils et six rebelles séparatistes) ont été tuées dans l'attaque d'un poste de police par les Tigres tamouls, mardi 21 août, dans la province d'Ampara (est), selon l'armée sri-lankaise. Cette attaque est la plus meurtrière depuis 1997. – (Reuters.)

**VIOLENCE** Deux hommes, dont un militant présumé de l'organisation clandestine Armata Corsa, ont été assassinés, mardi 21 août, à Moriani-Plage (Haute-Corse). Leurs

corps ont été retrouvés calcinés, l'un dans une voiture incendiée, l'autre à proximité du véhicule. 

DOMINI-QUE MARCELLI, qui avait été poursuivi pour des délits de droit commun, avait été mis en examen et incarcéré, en décembre 1999, par le juge Bruguière pour sa participation à la conférence de presse clandestine annonçant la création du

groupe Armata Corsa, le 26 juin 1999. ● À MATIGNON, on persiste à afficher une relative sérénité malgré l'embarras suscité par le silence des élus corses. ● EN CORSE, une militan-

te du Manifeste pour la vie, Marie-Dominique Predali, dénonce la « loi des armes ». « Il n'y a pas de bons et de mauvais morts, il n'y a que des morts », souligne-t-elle.

5

# Deux nouveaux assassinats accroissent la tension en Corse

Les corps calcinés de deux hommes, dont l'un était considéré comme un proche de l'organisation clandestine Armata Corsa, ont été retrouvés, mardi 21 août, dans un véhicule brûlé, au sud de Bastia (Haute-Corse). La police hésite entre la piste politique et le règlement de compte de droit commun

**DEUX HOMMES** présentés comme proches de François Santoni, le leader nationaliste tué vendredi 17 août, ont été assassinés, mardi 21 août, à Moriani-Plage, à une quarantaine de kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse). Mercredi matin, les enquêteurs hésitaient au suiet de l'interprétation à donner à ces deux nouveaux crimes, qui pourraient s'inscrire dans un règlement de comptes entre nationalistes mais aussi relever d'une affaire de droit com-

Les corps calcinés des deux victimes ont été découverts à la mi-journée près du stade de Moriani-Plage. Les gendarmes de la localité avaient été alertés par des témoins qui avaient entendu des coups de feu, vers 12 h 30. Ils ont retrouvé le corps totalement calciné d'un homme assis au volant d'une voiture incendiée, une Volkswagen Passat blanche, ainsi que le corps du passager, brûlé, à l'extérieur, vraisemblablement après être parvenu à s'extraire du véhicule en flammes.

Selon les premières constata-

tions effectuées par les gendarmes, les deux victimes, qui semblent être tombées dans un guetapens, ont été abattues par une arme automatique de calibre 9 mm et un fusil de chasse tirant des chevrotines. L'une des deux victimes est Dominique Marcelli, un jeune homme de vingt-cina ans, originaire d'Orezza (Haute-Corse), que les gendarmes ont pu identifier grâce à son alliance, sur laquelle était gravée la date de son mariage. La seconde victime n'avait pas été formellement identifiée mercredi matin. Les enquêteurs paraissaient postuler qu'il s'agirait de Rachid Rasouani. Les deux hommes, à défaut d'être des intimes, évolueraient selon les enquêteurs « dans la sphère de François Santoni ».

## « AUCUN ÉLÉMENT PROBANT »

Dominique Marcelli était notamment soupçonné par la justice d'appartenir au mouvement clandestin Armata Corsa dont François Santoni passait pour être le chef. Il avait été incarcéré six mois, en détention provisoire, pour sa participation à la conférence de presse clandestine organisée dans l'extrême sud de l'île par Armata Corsa, le 25 juin 1999, afin d'annoncer sa création. Mis en examen et écroué par le juge d'instruction parisien Jean-Louis Bruguière, le 24 décembre 1999, pour « association de malfaiteurs et infraction à la législation sur les explosifs en liaison avec une entreprise terroriste », Dominique Marcelli avait été remis en liberté le 16 juin 2000 (Le Monde du 20 juin 2000). Il était également connu des services de police pour des délits de droit commun. Il avait notamment été condamné à de la prison avec sursis pour vol.

Interrogé par Le Monde mardi soir, l'avocat de Dominique Marcelli, Me Pascal Garbarini, a contesté que ce dernier ait appartenu à Armata Corsa. « On a tenté de l'impliquer, afin de satisfaire l'opinion publique, dans une affaire à laquelle il était totalement étranger, a-t-il noté en évoquant son incarcération. La justice n'a réuni aucun élément probant contre mon client ». Les policiers pensaient être parvenus à identifier Dominique Marcelli après un examen minutieux des photographies prises lors de la conférence de presse clandestine. Ils l'auraient repéré grâce à la paire de baskets qu'il portait cette nuit-là. « Cela est absurde », estime MeGarbarini qui affirme avoir découvert, après enquête, que « 32 000 paires de marque Nike similaires à celles que portait Dominique Marcelli avaient été vendues rien qu'en Haute-Corse ».

Personnage incontournable de la galaxie nationaliste, Pascal Garbarini, qui était, jusqu'à ces derniers mois, l'avocat de François Santoni mais aussi de l'ennemi iuré de ce dernier. Charles Pieri - incarcéré depuis 1998 dans le cadre d'une affaire de cache d'armes -, a déclaré au Monde qu'il était « certain » que le double assassinat de Moriani n'avait « rien à voir avec un règlement de comptes politique ». « Il faut faire très attention à ne pas jeter de l'huile sur le feu, ce serait extrêmement dangereux dans le contexte actuel », a ajouté l'avocat. « Il v a eu suffisamment de morts parmi les nationalistes, il ne faudrait pas que cette affaire provoque un nouveau bain de sang ». Me Garbarini s'est dit persuadé que le meurtre de Dominique Marcelli - auquel il ne trouve aucune explication - n'est « pas lié » à celui de François Santoni qui n'était, d'après lui, qu'une « simple connaissance de [son] client, et non un proche ».

## **UN « AVERTISSEMENT »**

Les déclarations de Pascal Garbarini visent à faire baisser la tension, qui va croissante dans la mouvance autonomiste depuis la mort de François Santoni. Les proches de l'ancien chef de file d'A Cuncolta naziunale, notamment les clandestins d'Armata Corsa, pourraient voir dans le double assassinat commis mardi aprèsmidi un « avertissement » destiné à les dissuader de lancer des représailles contre ceux qu'ils soupçonnent d'être à l'origine de la disparition de leur chef François Santoni - en l'occurrence l'entourage de Charles Pieri (Le Monde daté 19-20 août). De leur côté, les enquêteurs ne privilégient pas, pour le moment, la piste politique. Ils font observer que les deux victimes avaient été impliquées dans des affaires de droit commun et constatent que le scénario de leur exécution évoque davantage les méthodes du milieu. L'hypothèse d'un règlement de comptes dans le cadre d'un trafic de stupéfiants est d'ailleurs envisagée.

Outre le profil des victimes, le fait que les meurtres aient été commis deux jours après l'enterrement de François Santoni est toutefois jugé «troublant» par les policiers. Selon l'un d'eux, cette affaire pourrait illustrer « les liens » entre le grand banditisme et certains indépendantistes corses œuvrant dans la clandestinité. « Cette imbrication rend l'analyse de nombreux assassinats, comme ceux perpétrés mardi à Moriani, très délicate », ajoute cet enquêteur, qui n'exclut pas que Dominique Marcelli et la personne qui l'accompagnait aient été exécutés pour des motifs à la fois crapuleux et politiques.

Fabrice Lhomme

## Armata Corsa a revendiqué de nombreux attentats

- 26 juin 1999. Naissance du mouvement Armata Corsa, lors d'une conférence de presse clandestine, tenue par une vingtaine d'hommes encagoulés et armés. L'organisation revendique quatre attentats à l'explosif perpétrés depuis mars 1998.
- 21 juillet 1999. Assassinat de Dominique Savelli, commis-boucher de vingt-huit ans, revendiqué le 20 août par Armata Corsa. Le groupe clandestin soupçonnait la victime de préparer l'exécution d'un « contrat » visant Jean-Michel Rossi.
- 21 septembre 1999. Armata Corsa revendique cinq attentats commis contre des bâtiments publics en Haute-Corse et en Corse-du-Sud.
- 7 février 2000. Armata Corsa apporte son soutien à la politique de « dialogue » initiée par Lionel Jospin et se dit prête, sous certaines conditions, à s'autodissoudre.
- 21 juin 2000. Assassinat de Paul Grimaldi, ancien bras droit du parrain du Var Jean-Louis Fargette. Il était soupçonné d'être le commanditaire du contrat confié à Dominique Savelli. Ce meurtre n'a pas été revendiqué.
- 7 août 2000. Assassinat de Jean-Michel Rossi et de son garde du corps, Jean-Claude Fratacci, à se (Haute-0

Conculta Nazionalista, vitrine légale du FLNC historique et ancien rédacteur en chef d'U Ribombu, était considéré comme le cofondateur, avec François Santoni, d'Armata Corsa.

- 7 octobre 2001. Fondation de Presenza Naziunale, qui apparaît comme la vitrine légale d'Armata Corsa. François Santoni dénonce le pré-accord de Matignon comme une « vaste escroquerie politique ».
- 3 janvier 2001. Armata Corsa menace le gouvernement. Il exige que l'enquête sur l'assassinat de Jean-Michel Rossi soit bouclée sous peine de mener des actions « aveugles et meurtrières » à Paris. L'organisation revendique par ailleurs deux « exécutions » et huit attentats en représailles des meurtres de MM. Rossi et Fratacci.
- 22 mars 2001. Une voiture chargée d'explosifs est découverte par la police dans le 15° arrondissement de Paris sur les indications d'un interlocuteur anonyme se présentant comme un membre d'Armata Corsa.
- 17 août 2001. Assassinat de François Santoni à Monacia-d'Aullène (Corse-du-Sud). Considéré comme le principal dirigeant d'Armata Corsa, François Santoni était l'ancien secrétaire national du mouvement A Jean-Michel Rossi, ex-dirigeant d'A FLNC-Canal historique.

# Matignon commence à s'inquiéter du silence des élus de l'île

POUR L'INSTANT, prudence et déminage officieux. Des deux nouveaux crimes commis, mardi 21 août, en Corse, dont l'un sur un proche de François Santoni, assassiné le 17 août, Matignon ne tire « aucune conclusion ». Alors que Lionel Jospin revient rue de Varenne mercredi, veille du premier conseil des ministres, ce nouvel épisode tend pourtant à faire de la Corse le dossier politique omniprésent de la rentrée. La guigne, alors qu'il v a tant de mesures à prendre ou à valoriser sur le plan économique et social, aux yeux du premier ministre (lire page 24).

Les accords de Matignon apparaissent désormais encore plus fragilisés par le risque d'un engrenage de la violence, mais l'entourage de M. Jospin trouve de bonnes raisons de penser que la situation est meilleure que l'an dernier. Notamment parce que le pilotage politique du dossier est enfin entre les mains du bon ministre. En août 2000, au moment de l'assassinat de Jean-Michel Rossi, Jean-Pierre Chevènement n'était qu'à quelques semaines de sa démission, encore incertaine. Aujourd'hui, font valoir les collaborateurs du premier ministre, Daniel Vaillant est le bon homme à la nuer à porter le projet de loi à l'Assemblée, en parfaite harmonie avec M. Jospin et son gouvernement. Non seulement sans états d'âme, mais avec conviction, ayant pour objectif un vote définitif du texte avant que le Parlement ne ferme ses portes pour cause d'élections. Le pilotage est au ministère de l'intérieur, là où il doit être, explique-t-on rue de Varenne. Et de soupirer sur le temps perdu. Un changement de communication qui n'enlèvera rien à la responsabilité politique de M. Jospin, en cas d'échec.

Son entourage puise aussi son relatif optimisme dans le fait que le débat parlementaire a été engagé, donnant l'occasion d'expliquer largement le compromis trouvé. Ce qui n'était pas le cas il y a un an. Comme François Hollande l'a dit et répété, le gouvernement a fait le choix du dialogue avec les élus, d'un processus public et transparent, la « seule solution », possible. L'opposition, dont certains représentants ont demandé la dissolution de l'Assemblée de Corse, est renvoyée dans ses cordes. Désavouer les élus du suffrage universel, voilà qui serait donner une prime à la violence, pense-t-on à Matignon. Cette violence dont personne, parmi les proches de M. Jospin, ne pen-L'assassinat de M.Santoni, depuis longtemps menacé, faisait certes partie des éventualités. Ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle. mais cela appartient, aux yeux des collaborateurs de M. Jospin, aux règlements de compte du passé.

Le silence des élus corses d'opposition, favorables au processus est en revanche beaucoup plus embarrassant pour le gouvernement. L'appel discret de François Hollan-

« Pour l'instant, on n'est pas dans la remise en cause du processus » François Hollande

de dans leur direction, lundi sur Europe 1 (Le Monde du 21 août) est, pour l'instant, resté sans réponse (lire ci-dessous). L'intervention de M. Rossi prévue pour le 3 septembre, est encore bien lointaine. Si le premier ministre a ouvert les portes de Matignon, c'est pour que les élus construisent eux-mêmes leur avenir et prennent leurs responsabilités: d'autant plus gênant pour lui,

admettent les proches du premier ministre. D'autant plus que les ténors nationaux de l'opposition qui avaient voté pour le projet de loi sur la Corse en première lecture à l'Assemblée, tels Edouard Balladur, Raymond Barre ou François Léotard, ou ceux qui s'étaient abstenus, comme Nicolas Sarkozy ou Valéry Giscard d'Estaing, refusent également de s'exprimer. « Pour l'instant, on n'est pas dans la remise en cause du processus : ce serait le cas, seulement si les nationalistes et les élus nous lâchaient », observe M. Hollande. Si leur silence se prolongeait, nul doute qu'il faudrait y voir un signe inquiétant pour le processus, commencent à penser aussi les proches de M. Jospin.

Ceux-ci sont bien conscients des deux risques, au moins, qui guettent le dossier corse : une escalade de violence avec de graves troubles à l'ordre public ou un risque d'enlisement politique et parlementaire si les soutiens jusque-là acquis font défaut. Dans ces conditions, alors que M. Jospin réfléchit à une intervention télévisée avant l'université d'été du PS le 31 août, sur les questions économiques et sociales, il paraît bien difficile d'échapper à une nouvelle explication sur la Corse.

Béatrice Gurrey

## « Il n'y a pas de bons ou de mauvais morts, il n'y a que des morts »

AJACCIO (Corse-du-Sud) de notre envoyée spéciale

La radio vient de donner la nouvelle et le visage de Marie-Dominique Predali s'est durci. On ne connaît pas encore l'identité des deux victimes, dont les cadavres ont été retrouvés ce mardi 21 août, dans une pinède de la commune de Moriani-plage, au sud de Bastia (Haute-Corse), près d'une voiture détruite par le feu. On ignore encore que l'un des deux hommes, Dominique Marcelli, précédemment impliqué dans des affaires de droit commun, a été incarcéré, en décembre 1999, par le juge Bruguière pour sa participation présumée à une conférence de presse clandestine du mouvement Armata Corsa. Les deux victimes de Moriani ont été tuées par balles, puis brûlées, c'est tout ce que l'on sait, en ce milieu d'après-midi. « Carbonisés, répète M<sup>me</sup> Predali. J'en ai la chair de poule. » Pour cette militante du Manifeste pour la vie, mouvement qui dénonce, depuis plus de six ans, la « loi des armes » qui règne en Corse, la « consternation » est totale. « Il n'y a pas d'assassins plus ou moins monstrueux : il y a des assassins. Il n'y a pas de bons ou de mauvais morts : il n'y a que des morts », explique la jeune femme.

## « ENCORE DEUX ? QUELLE AMBIANCE! »

Professeur de corse dans un collège proche d'Ajaccio, elle habite, depuis plus de dix ans, un paisible village de montagne. Dans les ruelles, après la sieste, les vieilles femmes jouent au loto. Ici comme ailleurs, l'annonce du double meurtre ne tarde pas à se répandre, comme une traînée de honte. La jeune femme ressent surtout de la colère. Fidèle, selon sa formule, au « principe de l'autodétermination », elle s'insurge :

« Cela ne m'intéresse pas d'être autonome ou indépendante sur des bases mafieuses. » Au sein du Manifeste, toutes, loin s'en faut, ne partagent pas ses convictions nationalistes. Leur accord est ailleurs, dans la dénonciation de la loi du plus fort, quand le comportement guerrier finit par remplacer l'affrontement politique. « Au Manifeste, nous avons toujours expliqué qu'il n'y aurait la paix qu'à certaines conditions : que les enquêtes aboutissent, que l'on sache par la faute de qui et pourquoi des dizaines de gens ont été tués ; que I'on nous dise s'il y a, oui ou non, des imbrications mafieuses dans ces affaires; et si les enquêtes financières ont, oui ou non, avancé. Tant que l'on reste dans la confusion et l'opacité, on ne peut pas progresser. »

« Encore deux ? Quelle ambiance! C'est lamentable », s'exclame un habitant d'Ajaccio, qui vient d'apprendre la nouvelle par téléphone. Lui aussi se dit accablé. Homme de gauche, il en veut « autant à l'Etat qu'aux nationalistes ». Mais il préfère quand même que son nom ne soit pas cité. « N'écrivez pas "nationalistes", mettez plutôt "séparatistes", c'est mieux. Après tout, moi aussi je suis nationaliste! », se reprend-il. « J'ai l'impression qu'on rentre dans une nouvelle période de règlements de compte entre mafieux », commente Michèle Lafay, une « continentale » de Corte, dont le mari a été assassiné, en juin 1987, sans que ses meurtriers aient jamais été retrouvés. A Ajaccio, à la terrasse du bar Tout va bien, le serveur fait mine de ne rien savoir. Le double meurtre de Moriani-plage? Un des clients arbore un sourire désabusé: « Racket, machines à sous, trafics en tous genres. En Corse, ce n'est pas le choix qui nous manque!»

Catherine Simon

## Les proches de M. Chirac sont partagés sur l'opportunité d'une nouvelle intervention du président sur la Corse

**DEPUIS** l'assassinat de François Santoni, la plupart des élus corses sont restés silencieux. Pour sa part, José Rossi (DL) a fait savoir par son entourage qu'il n'entendait pas intervenir publiquement avant le 3 septembre, jour de rentrée de l'Assemblée de Corse, dont il est le président.

A la veille du premier conseil des ministres de la rentrée, les proches de Jacques Chirac sont partagés sur l'opportunité d'une nouvelle intervention du chef de l'Etat. Tout en indiquant ne pas avoir eu de contact avec l'Elysée « depuis quinze jours », Dominique Perben affirme qu'à son avis M. Chirac « va bouger ». « Il va faire une remarque. Je ne vois pas comment il pourrait ne pas le faire », poursuit le député RPR de Saône-et-Loire, qui note que le processus de Matignon est désormais « extrêmement fragile ». M. Perben estime que M. Chirac « pourrait rappeler le sens des principes républicains et s'interroger sur la pertinence de la poursuite du processus de Matignon ».

Iean-Pierre Raffarin affirme, à l'inverse, que, « sauf à disposer d'informations précises, ce n'est pas au président de lancer l'offensive maintenant ». « Les événements parlent pour lui », note le président (DL) de la région Poitou-Charentes. Tout en évoquant la « mauvaise gouvernance » du dossier corse, M. Raffarin invite le chef de l'Etat à la prudence en raison, notamment, de « l'opacité de la situation » sur l'île.

## « CRÉDIBILITÉ DE L'ÉTAT NIÉE »

M. Chirac a déjà fait connaître à plusieurs reprises ses réserves, voire son opposition au projet de loi sur le nouveau statut de la Corse. Après avoir publiquement évoqué les risques de rupture du « pacte républicain » et rappelé l'« indivisibilité de la République » (Le Monde du 16 décembre 2000 et du 8 janvier), M. Chirac s'était appuyé sur l'avis sévère rendu par le Conseil d'Etat pour refuser d'inscrire ce texte à l'ordre du jour du conseil des ministres du 14 février. « C'est au Parlement de débattre », avait alors répliqué Lionel Jospin. L'adoption de ce même texte en conseil des ministres, la semaine suivante, avait donné lieu à une nouvelle passe d'armes entre les deux chefs de l'exécutif. Le premier ministre avait rejeté ouvertement le terme de « combine », employé la veille devant des journalistes par le président de la République, et rappelé au chef de l'Etat « vingt-cinq ans de répression sans dialogue et d'arrangements sans transparence » en Corse.

Interrogé sur France-Inter, mercredi matin, le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, a invité les « dénonciateurs du gouvernement » à avoir « le courage de se regarder dans un miroir et de contempler (...) leur incurie antérieure ». «L'assassinat de François Santoni est un règlement de comptes et ne met aucunement en cause le plan Jospin », a-t-il ajouté. La veille, le président de l'UDF, François Bayrou, avait déclaré sur Europe 1 que « la crédibilité de l'Etat est aujourd'hui complètement amoindrie, pour ne pas dire niée ».

Jean-Baptiste de Montvalon

## **AGROALIMENTAIRE**

Confédération paysanne a donné le coup d'envoi, mercredi 22 août, à Beaucaire, dans le Gard, de sa campagne d'arrachage des plantes transgéniques cultivées en plein champ. Par ces actions, le syndicat entend « lancer un débat de fond sur les objectifs de la recherche sur les OGM ». ■ LE GOUVERNEMENT s'est engagé

sur ce dossier à la « transparence ». Ainsi a-t-il rendu publique la liste des 45 autorisations accordées en 2001. • LES PARCELLES mises en culture expérimentale sont soumises à des procédures de contrôle rigoureuses. Malgré ces précautions, les risques, sur les plans sanitaire et environnemental, restent mal évalués. • L'EUROPE, depuis la fin

des années 1980, a jugé nécessaire de légiférer sur les OGM. Ses tentatives de réglementation se heurtent à la pression des lobbies industriels. (Lire aussi notre éditorial page 11.)

# La Confédération paysanne ouvre sa campagne sur les OGM

Des opposants aux organismes génétiquement modifiés ont mené, mercredi 22 août, dans le Gard, une opération d'arrachage de maïs transgénique. Ils entendent ainsi contraindre le gouvernement à renoncer aux expérimentations en plein champ

LA CONFÉDÉRATION paysanne est passée à l'acte, mercredi 22 août, à Beaucaire, dans le Gard: 150 opposants aux organismes génétiquement modifiés (OGM) ont mené une opération d'arrachage sur une parcelle plantée de maïs transgénique. Le 28 juillet, José Bové, porte-parole du syndicat, avait appelé à la « désobéissance civile » si la France ne procédait pas à la destruction des parcelles de cultures expérimentales transgéniques sur son territoire avant le 12 août. Depuis l'expiration du délai, le syndicat semble avoir rencontré des difficultés pour mobiliser des troupes. Des associations antimondialisation, des syndicats, des défenseurs de l'environnement et des consommateurs ont été invités à le rejoindre. Mais si les volontaires se font fait attendre, il s'agit essentiellement, selon M. Bové, d'un problème de calendrier. « Les éleveurs sont disponibles en août mais beaucoup d'autres personnes sont en vacances », affirme-t-il.

Au cours de l'opération menée à Beaucaire, 1 000 mètres carrés d'hybrides de maïs génétiquement modifiés, notifiés par la société Monsanto, ont été fauchés, avant d'être déposés devant la préfecture de Nîmes. D'autres actions suivront dans la semaine, en particulier dans la région Rhône-Alpes. Les équipes agissent en plein jour, à visage découvert, quitte à encourir des poursuites judiciaires. « Nous voulons lancer un débat de fond sur les objectifs de la recherche sur les OGM », explique René Louail, l'un des porte-parole du

## « CULTURE TOTALITAIRE »

La polémique sur les plantes génétiquement modifiées a été relancée par un avis publié par l'Agence française de sécurité sani-taire des aliments (Afsaa), le 23 juillet. Les experts révélaient la présence de faibles traces d'OGM dans 41 % des échantillons de maïs conventionnels testés, malgré l'instauration d'un moratoire sur les nouvelles variétés de plantes en 1998. L'agence estimait que cette dissémination ne présentait pas de danger pour la santé. Ces résultats, cependant, confortent les associations anti-OGM, qui dénoncent le risque de dissémination dans les cultures traditionnelles depuis plusieurs années. Selon elles, les OGM sont une « culture totalitaire » : d'autres formes de culture ne pourraient subsister à ses côtés. De là, leur opposition catégorique à toute expérimentation de planplein champ. En revanche, « nous ne sommes pas opposés à ce que les chercheurs travaillent en milieu con-

finé », affirme M. Bové.

1998. « Sur ces plantes, on peut faire ce qu'on veut. Mais les entreprises s'en tiennent à des expérimentations. pouvaient pas forcer les choses », affirme Philippe Gracien, directeur du Groupement national interprofessionnel des semences (GNIS) et de tout autre arpent de colza pour parcelle surveillée pendant un an

Confédération paysanne, ce chiffre doit être multiplié au moins par deux si l'on tient compte des expérimentations commencées les années précédentes, mais aussi des essais menés sur les 15 variétés de maïs ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché avant

Au total, 35 hectares de plantes

génétiquement modifiées sont cul-

tivés en plein champ à des fins d'ex-

périmentation en France. Selon la

porte-parole des semenciers et des industriels du secteur.

Au moment où le syndicat agricole lançait son ultimatum, le gouvernement réagissait aux chiffres rendus publics par l'Afsaa en appelant à mettre au point une « charte de transparence » des essais incriminés. La Confédération paysanne a boycotté la première réunion de travail, ainsi que la Coordination rurale et l'association Greenpeace. « Nous voulons marquer notre opposition à un procédé qui vise à faire accepter les OGM », déclarait alors sier OGM chez Greenpeace. Même son de cloche à la Confédération paysanne, pour qui il s'agissait d'« une mascarade de concerta-

tion » (Le Monde du 10 août). Dans l'entourage du ministre de l'agriculture, Jean Glavany, on affirme pourtant vouloir jouer la transparence : « Nous proposons un débat citoyen sur les OGM, nous ne comprenons pas que ces associations ne veuillent pas y participer. »

## **ÉVITER LES SANCTIONS**

Il a pourtant fallu attendre une décision du tribunal administratif rendue en mars pour que la liste des autorisations accordées en 2001 par la commission du génie ani ministère, soit rendue publique. La marge de manœuvre est étroite pour le gouvernement, qui doit ménager de nombreux intérêts

sont désireux de faire progresser leurs recherches, les industriels soucieux de protéger leur bien et d'améliorer les caractéristiques techniques de leurs produits. Les agriculteurs restent partagés entre la crainte d'une éventuelle panique des consommateurs et la perspective d'améliorer leurs rendements. La FNSEA et les Jeunes agriculteurs se sont en tout cas prononcés en faveur d'une filière garantie « sans-OGM ». Quant aux associations, elles relaient le bilisés par de nombreuses alertes sanitaires et alimentaires.

contradictoires. Les scientifiques

Selon le ministère de l'agriculture, « on n'a pas tout dit sur les

OGM », en particulier sur leurs bienfaits potentiels dans le domaine médical. Cependant, sur les quarante-cinq essais autorisés par la commission du génie biomoléculaire en 2001, seulement trois ont une vocation médicale. Une majorité porte sur la tolérance de plantes aux herbicides et leur résistance aux insectes. « Quatre-vingt-dix pour cent des essais sont menés pour vérifier si la manipulation génétique a réussi, notamment pour vérifier si le maïs est tolérant aux herbicides, ce qui permet de multiplier les doses. Il n'est pas normal de faire supporter des risques à la collectivité pour ce type d'expérience », affirme Benoist Bus-

## Une commune peut-elle s'opposer à un essai?

Le tribunal administratif de Rennes estime qu'il existe « un doute sérieux sur la légalité » d'une délibération adoptée par le conseil municipal de Chasnésur-Illet (Ille-et-Vilaine), qui souhaitait la fin d'un essai de maïs transgénique conduit sur son territoire par la société Novartis. Le tribunal, dans une ordonnance du 10 août, estime qu'il n'est pas du ressort de la commune de s'opposer à un essai autorisé par le ministère de l'agriculture. Le maire avait invoqué le « principe de précaution, eu égard, notamment, à l'insuffisance de l'information donnée aux populations sur les conséquences » de ces essais. Selon France-Nature-Environnement (FNE), les conseils municipaux peuvent, en adoptant de simples vœux, marquer leur opposition aux OGM sans encourir de poursuites. FNE voit dans une campagne d'arrêtés municipaux anti-OGM une alternative aux destructions de parcelles, qui exposent à des poursuites judiciaires.

son, juriste de l'association France-Nature-Environnement (FNE).

Selon le gouvernement, ces essais sont indispensables pour mieux connaître les risques potentiels sur la santé et l'environnement. « Nous devons pouvoir dire non aux OGM grâce à des arguments scientifiques afin de ne pas risquer de sanctions commerciales comme dans l'affaire du bœuf aux hormones », explique-t-on au ministère. Le gouvernement va en tout cas tenter de consolider sa position avant le prochain somcommerce (OMC), qui doit avoir lieu au Qatar du 9 au 13 novembre.

Gaëlle Dupont

### 109 essais « partie B » sur 30 départements RÉPARTITION DES EXPÉRIMENTATIONS **D'OGM DÉCLARÉS EN 2001** (à des fins de recherche et de développement) Avelin () **GUYANE** Vron Boult-sur-Suippe Servigny-lès-Sainte-Barbe Sarry Arches Be St-Quentin-sur-Coole (2) St-Germain-la-Ville Beux Ploudaniel Faux-Vésigneul (2) Prunay-le-Gillon INISTÈRE L'Hermitage (2) ET-VILAINE Montsuzain (2) Cintre Chasné-sur-Illet RENNES Ti Louville-la-Chenard (3) Tillay-le-Peneux Yèvre-la-Ville Guignen Le Rheu (2) St-Cyr-en-Val (3) Is-sur-Tille (2) Monnaie St-Claude-de-Diray Auverse Varois-et-Chaignot (4) Chambray-lès-Tours ALLIER Montaiquët-en-Forez Civaux AIN St-Pierre-d'Amilly (2) Artonne (5) Frans MAÏS Alix Pont-du-Château Joze BETTERAVE RHÔNE PUY-DE-DÔME POMME DE TERRE DRÔME TOURNESOL LOT-ET-Cléon-d'Andran GIRONDE VIGNE Donzère Salettes Virazeil La Garde-Adhémar-PEUPLIER AVEYRON Sigalens . Pierrelatte (3) -Montségur-sur-Lauzon Druelle CAFÉ LANDES Allons Meauzac (2) Cayrac Vielle-Soubiran Montech (2) Campsas **TABAC** FÉTUQUE Lasserade GERS St-Julia Labastide-Savès (2) (2) Nombre de sites Montesquieu-Lauragais (2) -Beaumont-sur-Lèze -Carbonne (2) 1 : Samatan (2)

## Essais en champ, mode d'emploi

• Expérimentation. Avant leur commercialisation, les OGM font l'objet d'essais « confinés », sous serre, ou disséminés dans l'environnement. La commission du génie biomoléculaire (CGB), chargée d'évaluer les risques sanitaires et environnementaux, donne un avis consultatif avant autorisation de mise sur le marché par les ministres de l'agriculture et de l'environnement. Depuis quinze ans, plus de 600 dossiers ont été instruits. En 2001, 45 dossiers d'autorisation d'expérimentation en champ d'OGM dits de partie B (avant autorisation de mise sur le marché) ont été agréés, correspondant à des essais conduits sur 109 parcelles. Selon le ministère de l'agriculture, les surfaces cultivées seraient de 35 hectares, contre 13 hectares pour les variétés d'OGM déjà autorisés pour la culture (dits de

• Précautions. Les procédures de culture expérimentale en champ sont mises en place au cas par cas. Pour le colza, par exemple, on

isolera la parcelle de 500 mètres limiter les risques de fuite de pollen. Les plantes seront intégralement récoltées, et la pour éradiquer la repousse d'OGM et d'hybrides. On procède de même pour le maïs, la distance entre parcelles variant curieusement selon les demandeurs (200 mètres chez Monsanto, 400 chez Meristem Therapeutics). Pour les betteraves et les pommes de terre, on procède à la récolte avant floraison, et on surveille la repousse les années suivantes.

• Contrôles. Ils sont effectués par les agents des services régionaux de la protection des végétaux. En 2001, sur 138 sites d'essais de partie B, 256 contrôles ont eu lieu. Selon le ministère de l'agriculture, les agents ont relevé huit « non-conformités ». Deux essais ont été détruits à la suite de ces contrôles, quinze l'avaient été au préalable, à l'initiative des responsables des expérimentations.

## autre. la population n'en parle pas. une seule personne est venue s'informer », affirme, le maire de Yèvre, Philippe Dupré. « Je suis pour la consultation. A quoi bon cacher les choses? Mais je n'ai pas le droit de donner la situation de la parcelle ni le nom de l'exploitant. Il y a des choses qu'on peut dire, et d'autres pas », sourit le maire. « Des essais, il en faut sans doute, mais il y a des précautions à prendre, éviter la dispersion par exemple », ajoute-t-il.

cours dans le Loiret. La nationale 20, toute proche, est bondée de vacanciers. Au volant de sa voiture, cet habitant d'Artenay, en Beauce, désigne du doigt deux parcelles qui, à son avis, ont « abrité » récemment des essais d'OGM sur des betteraves. L'un des deux champs a été replanté en céréales en 2001.

Quatre essais sont actuellement en

Marc, agriculteur installé dans cette commune, coopère habituellement avec l'Institut technique de la betterave industrielle (ITB). En 1999, cet organisme lui a proposé lettre-contrat un essai

d'OGM: « Cela m'a paru bizarre, car il était spécifié que je ne devais en parler à personne. J'ai refusé l'essai. L'ITB n'était pas très content. Il estimait que cela lui faisait perdre une année de recherche. » Selon lui, « le cultivateur qui s'engage n'est pas payé, il ne fait que prêter un bout de terrain, les techniciens s'occupent de tout ».

A Artenay, où des essais sont connus depuis 1998, le dernier avis affiché en mairie date du 3 avril 2000. Mais l'indifférence - ou un silence prudent - semble régner. Personne n'est venu consulter la « fiche d'information », regrette le maire, Bernard Chevolot (div. gauche), partisan que « le public soit informé ». En novembre 2000, il a même reçu des militants d'Attac d'Orléans. « Je ne suis pas écolo, mais je ne vois pas l'intérêt de ces recherches pour notre agriculture. Peut-être pour les pays pauvres, si on a la preuve de leur absence de nuisances pour la santé », ajoute le

Depuis que José Bové et la Confédération paysanne se sont lancés dans des actions commandos, les organisations professionnelles sont sur le qui-vive. La coopérative sucrière d'Artenay a adressé à ses agriculteurs adhérents, le 14 mai, une circulaire leur interdisant désormais de pratiquer des essais de betteraves OGM sur leur exploitation, même si ceux-ci « sont réalisés sous le contrôle du ministère de l'agriculture ». La raison de cet oukase? «Les risques liés à une médiatisation négative. » La direction de la sucrerie brandit même la menace de sanctions commerciales si les exploitants ne respectent pas la consigne : leur récolte ne sera pas achetée.

« Ici, le paysan a pieds et mains liés par les grands groupes », soupire M. Chevolot. Mais le maire ajoute: « Il faut, certes, de la transparence pour le citoyen, mais ne pas le rendre encore plus anxieux. Entre l'hyper-précaution et le laxisme, il y a un juste milieu. »

Régis Guyotat

# Dans la Beauce, un simple avis placardé en mairie

## **ORLÉANS**

de notre correspondant régional Au pied des ruines du château de Yèvre, dans le Loiret, seule touche de relief dans cette plaine beau-

## REPORTAGE \_

La situation de la parcelle et le nom de l'exploitant sont tenus secrets

ceronne, un carré de betteraves isolé des cultures voisines par une bande de terrain non cultivé attire l'attention. un essai d'OGM? Placardé à la porte de la mairie, à côté des bans de mariage, un avis, en date du 12 avril 2001, indique qu'un « essai au champ de betteraves génétiquement modifiées » a lieu en ce moment dans la commune de Yèvre-la-Ville, et qu'une « fiche d'information » est disponible en mairie. Durée de l'essai: 2001-2002. Nom du « pétitionnaire » (l'opérateur) : Advanta. « le n'ai pas étudié ce dossier plus qu'un

## « MÉDIATISATION NÉGATIVE »

maire, qui est aussi médecin.

SOCIÉTÉ LE MONDE / JEUDI 23 AOÛT 2001 / **7** 



# L'Union européenne tente de réglementer sans entraver l'industrie des biotechnologies

**BRUXELLES** 

de notre bureau européen A la fin des années 1980, la Commission européenne a jugé nécessaire de légiférer sur les organismes génétiquement modifiés (OGM), pour deux raisons : elle a voulu éviter que chaque Etat-mem-bre développe sa propre réglemen-tation, ce qui aurait limité la libre circulation des produits. Elle a considéré que les incertitudes scientifiques liées aux nouvelles techniques de génie génétique imposaient un contrôle des OGM, du stade de la recherche jusqu'à celui de la commercialisation.

En 1990, l'Union européenne a donc adopté deux directives dites « horizontales », parce que leurs principes concernent tous les types d'OGM. La première porte sur l'utilisation confinée (en laboratoire) de micro-organismes génétiquement modifiés (bactéries, virus, levures, mousses), et vise principalement la recherche médicale, publique ou privée. La Commission a annoncé, le 10 août, qu'elle assignait la France devant la Cour de justice des Communautés européennes pour avoir incomplètement transposé cette directive, qui impose des normes de sécurité. Le cabinet de Roger-Gérard Schwartzenberg, ministre de la recherche, répond que cette transposition n'était pas nécessaire, les conditions imposées en France étant plus sévères que celles prévues par le droit communautaire.

La deuxième directive « horizontale », de loin la plus importante, concerne la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement. Elle couvre les micro-organismes, les plantes et les animaux. Sa modification, commencée en 1998 et achevée en février, a montré que le législateur était partagé entre le souci d'appliquer le principe de précaution et celui de ne pas pénaliser l'industrie des biotechno-

Le nouveau texte, qui devra être transposé dans les droits nationaux en octobre 2002, prévoit que les autorisations soient délivrées pour une durée limitée (dix ans), et non plus illimitée. Il impose une évaluation des risques plus poussée que par le passé. Mais il prévoit l'élimination progressive des marqueurs de résistance aux antibiotiques seulement s'ils sont « susceptibles d'avoir des effets préjudi-

## Entre les lobbies industriels et les unions de consommateurs la bataille ne fait que commencer

ciables sur la santé », formule pour le moins floue. Il se garde d'imposer aux producteurs d'OGM la responsabilité civile de tout dommage - la Commission ayant toutefois promis un texte spécifique. Au conseil des ministres de l'en-

vironnement, plusieurs Etats-membres ont, à la demande de la France, assorti leur vote favorable d'une déclaration dans laquelle ils annoncent leur intention de maintenir un moratoire sur les autorisations de mise en culture et de mise sur le marché d'OGM, en attendant des dispositions effectives imposant leur traçabilité et leur éti-

Il existe certes déjà, depuis 1997, un certain nombre de textes dits « verticaux » ou « sectoriels », qui prévoient l'étiquetage des denrées alimentaires produites à partir d'OGM. Ils portent sur les semences et les produits finis, mais non sur les maillons intermédiaires. Ils excluent l'étiquetage lorsque le produit final ne contient plus de traces de transgénèse (huile hautement raffinée, par exemple).

Deux propositions de règlement introduites par la Commission au mois de juillet visent à combler ces lacunes. Elles étendent l'obligation d'étiquetage à tous les dérivés d'OGM. Elles imposent que l'information nécessaire soit disponible à tous les stades de la chaîne de production et de distribution. Elles étendent le champ d'application de la législation actuelle aux aliments pour animaux. Elles prévoient toutefois le droit de ne pas étiqueter en dessous d'un seuil de pollution accidentelle de 1 %.

Le ministère de l'environnement français n'est pas en mesure de dire s'il juge ces textes satisfaisants. A Bruxelles, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) se « félicite » des propositions de la Commission, qui « permettront au consommateur de choisir ». Il se prépare toutefois à un ferme lobbying en direction du Conseil et du Parlement, après avoir appris que certains élus ne veulent pas imposer de dépenses d'étiquetage pour les produits dérivés dans lesquels on ne trouve plus d'ADN modifié. « Les consommateurs qui refusent cette technique pour des raisons éthiques doivent pouvoir l'éviter », indique le BEUC. La bataille de l'étiquetage ne fait que commencer.

Rafaële Rivais

# Une technique mal contrôlée qui confine parfois au bricolage

Parmi les questions en suspens, l'influence sur la chaîne alimentaire

**QUE** reproche-t-on aux organismes génétiquement modifiés? Les géants de l'agrochimie les disent « substantiellement équivalents » aux plantes qu'ils sont censés remplacer. Mais les opposants soulignent que l'introduction d'un ou plusieurs gènes, souvent issus d'organismes appartenant à des espèces différentes, n'est en rien anodine, du point de vue tant sanitaire qu'environnemental. La découverte par une équipe de chercheurs belges d'un fragment d'ADN d'origine inconnue dans le soja génétiquement modifié commercialisé en Europe par Monsanto depuis 1996 démontre que la technique génétique confine encore parfois au bricolage (*Le* Monde daté 19-20 août).

Ces craintes sont anciennes. La Guerre au vivant (Agone, 2001), ouvrage coordonné par Jean-Pierre Berlan, ou encore OGM, le vrai débat, de Gilles-Eric Séralini (Flammarion, 2001), en offrent un panorama édifiant. Une des premières molécules issues d'une bactérie génétiquement modifiée, le l-tryptophane, un complément diététique commercialisé en 1989 aux Etats-Unis, est soupçonnée d'être à l'origine du syndrome de la myalgie éosinophile, qui a tué au moins trente-sept personnes et en a laissé plusieurs milliers d'autres handicapées à vie outre-Atlantique. Il n'a pas été possible de déterminer si la manipulation génétique - ou plutôt le mode de préparation du composé - était en cause, les stocks de bactéries détenus par Showa Denko, la compagnie japonaise déjà à l'origine de la pollution au mercure à Minamata, ayant été détruits... par un incendie.

Le doute subsiste aussi pour les pommes de terre transgéniques produisant des lectines, protéines qui renforcent leur résistance aux ravageurs. En août 1998, Arpad Pusztai, chercheur de renom, avait été suspendu du Rowett Institute d'Aberdeen (Ecosse) après avoir annoncé à la télévision, sur la base de résultats préliminaires, que le système immunitaire de jeunes rats avait été affaibli par l'ingestion de ces tubercules. Il a fallu attendre octobre 1999 pour que le Lancet accepte de publier les résultats de Pusztai, contre l'avis des scientifiques chargés de relire le manuscrit.

Reste que certains OGM ont déjà montré leur pouvoir allergisant, comme, en 1996, ce soja doté d'un gène de noix du Brésil, qui a pu être retiré à temps du marché. On s'interroge aussi sur les effets imprévus des insecticides produits par l'OGM, et sur ceux des herbi-cides auxquels la plante a été rendue tolérante et qu'elle métabolise: quelle est leur influence sur la chaîne alimentaire? Sur les insectes non ciblés par les produits (comme le papillon monarque) et leurs prédateurs (chrysope)? La présence à haute dose de l'insecticide Bt produit par les OGM ne risque-t-elle pas d'induire, à terme, une résistance chez les nuisibles, ce qui rendrait inopérante une molécule utilisée par ailleurs en agriculture biologique?

## RISQUE DE DISSÉMINATION

Autre risque souvent évoqué, la dissémination incontrôlée d'un gène de résistance à un antibiotique, l'ampicilline, introduit dans certaines lignées d'OGM pour en contrôler la mise au point. Ce gène pourrait se transmettre aux souches de bactéries présentes dans le sol ou chez l'homme. Le retrait du gène en question aurait renchéri la mise au point des OGM. Les chercheurs ont donc développé des méthodes pour s'en passer, mais il continue à être utilisé par certains industriels.

Les scientifiques étudient aussi le transfert de capacités de tolérance aux herbicides à des adventices (mauvaises herbes). Or il apparaît, non seulement, que de tels transferts sont possibles – du colza vers la ravenelle, plante cousine des radis sauvages, par exemple - mais, de plus, qu'ils sont durables. Aucune autorisation de mise sur le marché n'a donc été délivrée en France au colza transgénique, qui fait cependant l'objet d'essais en champ.

Le maïs est moins suspect, de ce point de vue, car il n'existe pas en Europe d'espèce sauvage qui lui soit apparentée. En revanche, il peut fort bien polliniser des plants non OGM et les contaminer, comme le prouve le récent avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), qui a révélé que des traces de contamination avaient été mesurées sur 41 % de quelque 39 échantillons de maïs non OGM. En mai 2000, la France avait déjà dû arracher 600 hectares de colza d'Advanta Seeds, dont les semences comportaient environ 1 % de graines transgéniques. A l'automne 2000, des traces de maïs transgénique Starlink, de la firme franco-allemande Aventis, en principe réservé à l'alimentation animale parce que suspecté de causer des allergies chez l'homme, étaient repérées dans des centaines de produits de consommation humaine.

Ces contaminations, si elles ne constituent pas forcément un problème sanitaire, posent de façon aiguë la question de la pérennité de la filière non OGM. Il conviendrait, en effet, de séparer de plusieurs centaines de mètres les parcelles des deux types, afin d'éviter les pollinisations croisées, favorisées par le vent et le butinage des insectes. Gestion du territoire, logistique et contrôle de la filière agroalimentaire sont donc aussi cruciaux que les questions posées à la recherche fondamentale par l'utilisation des OGM.

Hervé Morin

# Ce qu'en disent les partis politiques

● PS. Selon Géraud Guibert, secrétaire national à l'environnement, le PS est favorable à la poursuite de la recherche. Il s'est prononcé en faveur du moratoire la production tant que les risques pour la santé et l'environnement ne sont pas maîtrisés. Il souhaite la plus grande transparence et une large concertation sur les modalités d'expérimentation en plein champ. Les actions d'arrachage ne lui paraissent pas la bonne méthode si le gouvernement fait preuve d'une volonté totale de discuter et de négocier des protocoles clairs sur les expérimentations.

• PCF. Patrick Le Hyaric, membre du collège exécutif, souligne que le plus grand risque réside dans la pollinisation sauvage émanant des plantations en plein champ. Il souhaite que des moyens plus importants soient donnés à la recherche publique, notamment pour assurer une meilleure sécurité des essais. En matière de production et de commercialisation, le PCF demande un moratoire mondial généralisé. Il se prononce pour une interdiction de la brevetabilité du vivant, sorte de privatisation de la nature, à ses yeux. Il désapprouve les arrachages, considérant que des travailleurs ne doivent pas détruire le travail des autres.

• Verts. Pour Denis Baupin, porte-parole, les Verts ne sont pas opposés aux OGM qui servent à expérimenter des produits pharmaceutiques. Ils refusent en revanche les OGM à but uniquement commercial, dangereux pour la santé,

pour l'environnement et qui rendent les agriculteurs dépendants des multinationales. Favorables à un moratoire, les Verts estiment légitime de lutter par tous les contre les essais en plein champ qui risquent de contaminer toutes les cultures avoisinantes. Ils jugent que la loi n'est pas à la hauteur pour protéger les citoyens contre les risques encourus, en phase d'expérimentation. • PRG. Les OGM appartiennent

davantage au domaine de la recherche que de la production de masse. estime Elisabeth Boyer, secrétaire nationale. A ce titre, l'arrachage des plants transgéniques relève d'une action rétrograde et d'une entrave au progrès scientifique.

• MDC. Partisan de la recherche en matière d'OGM, le MDC est attentif à ce qu'elle soit effectuée par des laboratoires déliés d'intérêts privés et marchands à court terme, précise Jean-Yves Autexier, porte-parole. Il se prononce contre les actions d'arrachage car ils pénalisent selon lui la seule recherche dans le monde effectuée par le secteur public. Détruire les expérimentations, c'est laisser à terme libre cours à la seule recherche américaine, liée aux grands groupes commerciaux, estime-t-il.

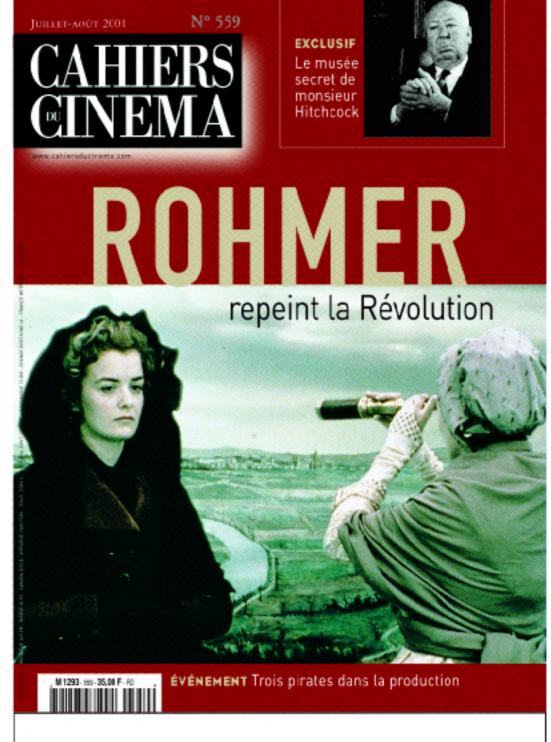
• RPR. Selon Christian Jacob, député de Seine-et-Marne, «il faut laisser avancer la recherche afin de prendre position en fonctions d'éléments probants et non pas d'une doctrine ». L'ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs, qui dénonce les « propos incantatoires » tenus, selon lui,

par José Bové, souligne que « la recherche en plein champ est nécessaire si on veut mesurer les conséquences » des OGM.

• UDF. Spécialiste des ques-UDF de l'Assemblée nationale, François Sauvadet affirme qu'« il ne faut pas s'interdire de poursuivre la recherche » afin, notamment, de « ne pas se mettre en retard par rapport à nos partenaires ». « Avoir une position pure et dure sur les OGM serait un non-sens économique et écologique », souligne le député de Côte-d'Or. Selon M. Sauvadet, José Bové « ne rend pas service à la cause qu'il prétend défendre ».

• DL. Membre de la commission environnement, santé publique et protection du consommateur du Parlement européen, dont elle est vice-présidente. Françoise Grossetête se dit « tout à fait favorable à la recherche en laboratoire », afin de « ne pas entraver les progrès réalisés », mais se montre hostile à toute « dissémination extérieure des OGM ». Sans approuver ses méthodes, Mme Grossetête affirme que Iosé Boyé, dont elle se sent « assez proche », a « raison dans son action ».

• Corinne Lepage, ancienne ministre de l'environnement du gouvernement d'Alain Juppé, a récemment affirmé, au sujet des OGM, qu'« une véritable violence est exercée sur le patrimoine ». « On est à la limite d'une situation de légitime défense », avait-elle déclaré sur RTL, le 14 août. Mme Lepage s'est prononcée pour des « expérimentations en site confiné ».



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# Eurotunnel tente d'obtenir la fermeture du centre de réfugiés de Sangatte

Londres menace de sanctionner la société pour chaque clandestin ayant gagné son sol par le tunnel

Sommé par la Grande-Bretagne de mettre fin à l'arrivée massive sur son sol de demandeurs d'asile clandestins via le tunnel sous la Manche,

Eurotunnel, concessionnaire franco-britannique, a saisi, mardi 21 août, le tribunal administratif de Lille pour demander l'annulation de l'arrêté de réquisition du centre de réfugiés de Sangatte (Pas-de-Calais). Le ministère de l'intérieur juge que la société « se trompe de cible ».

LA DIRECTION d'Eurotunnel souhaite en finir avec les étrangers sans papiers qui utilisent le tunnel sous la Manche pour passer en Grande-Bretagne. Le concessionnaire franco-britannique a saisi, mardi 21 août, le tribunal administratif de Lille pour demander l'annulation de l'arrêté préfectoral de réquisition du centre de réfugiés de Sangatte (Pas-de-Calais). Arguant du caractère d'« urgence », la société, qui avait demandé la fermeture du centre le 23 juillet, a également introduit un référé contre l'arrêté préfectoral. « L'arrêté de réquisition du centre de Sangatte a eu et a toujours pour conséquence de concentrer à 2 kilomètres du terminal d'Eurotunnel les candidats à l'immigration illégale en Grande-Bretagne. Cette décision de création du centre d'accueil va à l'encontre de l'obligation de l'Etat de protection du site », assure le porte-parole de la direction d'Eurotunnel, François Borrel.

Le centre d'accueil d'urgence de la Croix-Rouge de Sangatte, créé sur des hangars appartenant à Eurotunnel afin d'héberger les étrangers fuyant leur pays d'origine, accueille depuis quelques mois près d'un millier de candidats à l'immigration (Le Monde du 31 mars). Ces derniers ne demandant pas l'asile en France: le jugeant trop restrictif et aléatoire, ils attendent un éventuel passage vers la Grande-Bretagne chèrement monnayé aux passeurs. Pour la plupart non reconductibles à la frontière - ils sont inexpulsables compte tenu de la situation politique qui prévaut dans le pays de la majorité d'entre eux –, ces candidats à l'exil tentent tous les soirs, au péril de leur vie, de monter à bord d'un train à la gare de Calais-Fréthun. Depuis le début de l'année, quatre personnes ont trouvé la mort en tentant de passer clandestinement sous le

tunnel et 18 500 autres ont été appréhendées.

En juillet, les passages se sont accrus considérablement. « Nous étions obligés d'interrompre le trafic toutes les nuits pour faire descendre les immigrants. Cela signifiait à chaque fois deux à trois heures de retard », raconte M. Borrel. Malgré les contrôles serrés et une protection du site qui lui donne des allures de camp retranché, des dizaines de réfugiés parvenaient à tromper la surveillance des vigiles et montaient dans les trains. La réaction des autorités britanniques ne s'est pas fait attendre. Après une série de mises en demeure enjoignant la société franco-britannique d'« assurer plus la sécurité de son terminal

La société plaide la bonne foi en arguant que le dispositif de sécurité a été à nouveau renforcé en juillet. Les effectifs des agents de sécurité ont été doublés et atteignent 100 personnes; une nouvelle clôture d'encerclement des quais a été ajoutée aux deux existantes. « Depuis, chaque nuit, quelque 300 personnes sont interpellées aux abords du terminal et nous avons beaucoup moins d'intrusions sur les trains », argumente M. Borrel. En conséquence, la direction du concessionnaire a décidé, le 15 août, d'« assigner le gouvernement britannique en illégalité du projet d'amendement de la loi sur l'immigration » devant la High Court de Londres.

Eurotunnel considère que l'appli-

## Les demandeurs d'asile réclament l'aide du HCR

Les réfugiés du centre de Sangatte ont décidé de se faire entendre. Dans une lettre du 13 août, les communautés kurde, iranienne et afghane ont demandé l'intervention du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), organisation des Nations unies, pour les aider à rejoindre la Grande-Bretagne. Les trois communautés, représentant à elles seules 85 % des réfugiés de Sangatte, demandent au HCR de « s'intéresser à leurs problèmes » et « d'essayer de les résoudre de façon juste et humaine ». Dans leur missive, les Kurdes évoquent « des traitements inhumains » subis en Irak, les Afghans, « la guerre et les persécutions du gouvernement taliban », et les Iraniens le fait d'« avoir risqué leur vie et payé très cher des passeurs pour accéder à la liberté ». Le centre de la Croix-Rouge a connu un regain de tension cet été après les affrontements intercommunautaires qui avaient fait une quinzaine de blessés le 23 juillet. Le 2 août, 250 réfugiés avaient manifesté sur la route de Sangatte pour réclamer « la liberté ».

en France », Londres annonçait, le 12 août, avoir saisi le Parlement anglais d'un projet de modification de l'« immigration act » de 1999, permettant d'infliger à Eurotunnel des amendes de 2 000 livres (20 000 francs) pour chaque clandestin ayant réussi à pénétrer en Grande-Bretagne en s'étant caché à bord d'une navette fret.

cation du régime d'amendes prévues serait « illégale et constituerait un abus de pouvoir ». En effet, les textes fixant les modalités de contrôle frontalier sur les trains circulant dans le tunnel (traité de Cantorbéry, protocole de Sangatte) indiquent que ces contrôles s'effectuent conjointement dans le pays de départ par la police française et

anglaise. Contrairement aux autres moyens de transport maritimes ou aériens, où un deuxième contrôle s'effectue à l'arrivée, aucun contrôle n'est prévu au débarquement des trains, afin « de permettre la fluidité et la célérité du trafic », précisent les textes. Ce statut particulier d'Eurotunnel le mettrait donc à l'abri des amendes réclamées.

## « PROBLÈME HUMANITAIRE CONCRET »

Officiellement, le gouvernement français n'a pas encore réagi à l'initiative d'Eurotunnel. Le cabinet du ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, estime qu'en déposant une plainte contre l'arrêté préfectoral de création du centre de Sangatte, la société « se trompe de cible ». « La création du centre a répondu à un problème humanitaire concret d'hébergement de familles et de personnes isolées présentes à Calais. Ce n'est pas le centre qui fait pression sur la gare de Calais-Fréthun mais la réalité de cette présence humaine », fait remarquer un conseiller. Le ministère de l'intérieur assure la SNCF et Eurotunnel de son soutien: place Beauvau, on estime ainsi que la SNCF a renforcé la sécurité du site et que l'Etat y participe, avec trois compagnies de CRS présentes en permanence. Pour le gouvernement français, la balle est dans le camp des Anglais. « Cette concentration de candidats à l'asile à Calais n'est que la conséquence de la législation britannique. Ni la France ni la SNCF ne peuvent subir unilatéralement cette pression migratoire », explique-t-on au cabinet du ministre de l'intérieur. Le gouvernement français souhaiterait voir Londres modifier sa politique à l'égard des demandeurs d'asile. Le sujet sera abordé lors d'une réunion interministérielle jeudi 23 août.

Sylvia Zappi

# A Nantes, des sans-papiers interpellent M. Ayrault sur leur logement

NANTES (Loire-Atlantique)

de notre correspondant

Le collectif sans-papiers de Nantes a investi, lundi 20 août, le square situé face à l'hôtel de ville, en y installant une tente pour y passer la nuit. Une quinzaine de militants associatifs et de sans-papiers s'y relaient depuis. Cette action vise à interpeller le maire, Jean-Marc Ayrault, « à la fois sur le cas local des sans-papiers, et sur la politique menée par le gouvernement qu'il soutient en tant que président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ».

A Nantes, depuis trois ans, une centaine de sans-papiers occupent une partie de la Bourse du travail, soutenus par un collectif d'associations et par la CGT, principal locataire du bâtiment jusqu'à la mi-août. La CGT vient en effet de quitter ce lieu emblématique de la vie sociale nantaise pour gagner la nouvelle Maison des syndicats, construite par la ville sur l'île de Nandu travail, la municipalité n'entend pas les laisser se transformer en lieu ouvert à tous, sans les garanties qu'apportait la présence de la CGT. Elle a donc cherché une solution au problème du logement des sans-papiers qui l'occupent, en relation avec les services sociaux concernés de l'Etat et du conseil général de Loire-

## **OCCUPATION DE LA BOURSE DU TRAVAIL**

Etablie par un travailleur social, une liste de 80 personnes sert de base au travail en cours : 65 à 70 sans-papiers ayant le statut de demandeur d'asile pourront bénéficier de logements HLM gérés par des associations et financés par l'allocation de logement temporaire, avec un complément de la Ddass. Pour les sans-papiers n'ayant pas de statut, ni l'Etat ni la ville ne peuvent intervenir directement. C'est l'évêché qui leur prêtera secours, avec un local qui devrait servir de logement collectif, géré par des associations catholiques et disposant de conditions d'hygiène plus décentes qu'à la Bourse du travail.

ces personnes, doit être mis en place pour la mi-septembre, indique Pascal Bolo, le directeur de cabinet du maire de Nantes. Mais nous ne pouvons nous engager que sur la liste des person

nes identifiées. Il est impossible d'aller au-delà. La ville n'a pas vocation ni compétence pour régler le problème général de l'hébergement des

Satisfait de cette avancée, le collectif sanspapiers de Nantes refuse toutefois la limitation à un nombre précis de bénéficiaires, qui obligera selon eux à faire le tri entre les sans-papiers. « La situation évolue, il peut en arriver d'autres. Hier, nous étions cent vingt», explique l'un d'eux, Soriba Diakhady, un Guinéen qui vit cette situation à Nantes depuis quatre ans et a participé aux occupations de l'église Sainte-Thérèse, puis de la Bourse du travail.

La plupart des sans-papiers de l'époque ont obtenu la régularisation de leur situation, mais d'autres sont venus et arrivent encore d'Afrique du Nord, d'Afrique noire, ou d'Europe centrale. Aussi, pour le collectif des sans-papiers de Nantes, l'occupation de la Bourse du travail tembre, quand bien même un logement serait trouvé pour 80 d'entre eux.

Dominique Luneau

# **Une ville de Seine-Saint-Denis** aurait été empêchée d'installer une colonie à côté de Bity

Le terrain a été vendu à la Fondation Claude-Pompidou

LA FONDATION Claude-Pompidou aurait acheté, en 1978, le terrain situé aux abords du château de Bity, propriété de Jacques Chirac à Sarran (Corrèze), afin d'éviter qu'une municipalité de la Seine-Saint-Denis n'y installe une colonie de vacances, révèle Le Canard enchaîné dans son édition du mercredi 22 août. Cette commune, dont l'hebdomadaire n'a pu retrouver le nom, aurait été, en 1977, sur le point d'acheter les cinq hectares de terrain à son propriétaire, Henry Joly, lorsque la Fondation Claude-Pompidou est intervenue afin de casser la promesse de vente. « Au dernier moment, mes voisins [Jacques et Bernadette Chirac, ndlr], qui étaient au courant depuis le début de ce projet, m'ont demandé d'accorder la priorité à l'association Claude-Pompidou, déjà implantée dans la région, ce que j'ai accepté », a raconté Henry Joly, dans une profession de foi envoyée aux habitants de Sarran, lors de sa candidature aux élections municipales

Dans ce document, que Le Canard enchaîné s'est procuré, Henry Joly rappelait également la promesse faite par la fondation de bâtir sur le terrain une résidence pour personnes âgées dépendantes. La fondation, dont Jacques Chirac était à l'époque le trésorier, a finalement obtenu le terrain pour 500 000 francs (1,4 million de francs actuels). La maison de retraite n'a jamais vu le jour, mais la tranquillité des époux Chirac a depuis toujours était assurée (Le Monde du 14 août).

Dans ses éditions précédentes, Le Canard enchaîné avait montré que l'achat, en 1978, du terrain par la Fondation Claude-Pompidou avait été possible grâce à l'attribution de subventions de la Ville de Paris, dont Jacques Chirac était alors le maire. Quatorze jours après l'acquisition de la parcelle, le conseil municipal de la capitale décidait de faire passer l'aide accordée à la fondation de 175 000 francs à 350 000 francs pour l'année suivante. C'est Jacques Chirac en personne, trésorier puis vice-président de la fondation, qui aurait proposé l'achat du terrain jouxtant son château.

## Rentrée anticipée dans un quart des écoles primaires

LE QUART DES 60 000 ÉCOLES primaires va effectuer une rentrée scolaire anticipée, échelonnée entre les mercredis 22 août et 5 septembre. En Haute-Saône, mercredi, en Dordogne jeudi, puis dans 73 autres départements, les élèves qui travaillent quatre jours par semaine pendant l'année scolaire reprennent les cours avec quelques jours d'avance sur les autres écoliers, pour compenser les mercredis et samedis libérés. Les effectifs concernés dans chaque département étant très variables, de 3 % à 100 %, cette rentrée anticipée touche 20 % des élèves du primaire. Pour les autres écoliers, la rentrée aura lieu jeudi 6 septembre, comme fixé au calendrier officiel, tandis que les collégiens et lycéens auront déjà commencé l'année 2001-2002 la veille, mercredi 5 septembre.

## DÉPÊCHES

■ SANTÉ: deux cas de légionnellose ont été diagnostiqués au centre hospitalier d'Annecy depuis le 31 juillet, a-t-on appris mercredi 22 août. Les deux malades, aujourd'hui hors de danger, sont originaires d'Allonzier-la-Caille (Haute-Savoie), petit bourg de 1 000 habitants à une quinzaine de kilomètres d'Annecy. La Ddass n'a pu déterminer l'origine de cette maladie déclarée sur la même commune.

■ PRISON : les policiers ont retrouvé, mardi 21 août, à Carcassonne (Aude), un véhicule volé contenant des armes. La police pense que le fourgon a été utilisé par un détenu évadé en août 2000 de la prison Saint-Michel à Toulouse. Le fugitif, Roger Garcia, condamné à 30 ans de réclusion, assortis d'une période de sûreté de 18 ans, aurait été reconnu, lundi, par un ancien surveillant de prison. Il a, depuis, échappé deux fois aux policiers.

■ MÉDICAMENTS : la multinationale pharmaceutique suisse Serono a annoncé, mardi 21 août, qu'elle avait obtenu l'autorisation de commercialiser dans l'Union européenne une hormone de croissance destinée à pallier les déficits de cette molécule chez l'adulte. Ces déficits se caractérisent notamment par une morphologie corporelle anormale, des capacités physiques réduites, des troubles de l'humeur et une augmentation des risques d'affection cardio-vasculaires.

■ NUCLÉAIRE : la direction de la centrale nucléaire du Blavais (Gironde) a admis, mardi 21 août, « une défaillance dans le mode de contrôle de la part des équipes de surveillance », certains appareils de adioactivité s'étant révélés inoné 40 heures, entre le 9 et le 11 août. Cet incident, qui a touché le dispositif de contrôle de radioactivité dans le circuit secondaire du réacteur numéro 4, a été classé de « niveau 1 », sur une échelle de gravité croissante qui en compte 7.

À PARTIR DU SAMEDI 25 DATÉ 26-27 AOÛT 2001

## L'HISTOIRE DU K2

par Charlie Buffet

citué au cœur du Cachemire, le K2 est considéré par les alpinistes comme la plus belle montagne du monde. Mais derrière cette pyramide presque parfaite se cache une malédiction. Disparitions, trahisons, mensonges..., toutes les expéditions qui tentent de gravir le K2 en subissent tôt ou tard les revers. Récits autour des victimes du K2 dans un feuilleton d'une semaine.





# Le travail des abeilles, une infinité de transhumances

Sur 40 000 tonnes de miel que les Français consomment par an, plus de la moitié est importée. Le petit monde secret des 80 000 apiculteurs de l'Hexagone a conservé ses méthodes artisanales. Et l'activité, vieille comme le monde, est aussi sensible aux variations météorologiques qu'aux insecticides

**SEPTEUIL (Yvelines)** 

de notre envoyé spécial

Marcel Patault, presque octogénaire, et soixante années de métier derrière lui, ne lâchera pas comme cela « ses » abeilles. Même s'il a passé la main à son fils, qui dirige à présent l'exploitation apicole familiale à Septeuil, un bourg cossu d'à peine deux mille habitants, dans une zone des Yvelines préservée de l'avancée du béton, entre Mantesla-Jolie et Houdan. L'élevage des reines, il en fait toujours son... miel: lever très matinal, constante inspection des « ruchettes » (le lieu où sont élevées les jeunes reines, à l'écart des autres abeilles), surveillance et sélection des larves, des nourrices, etc. Ce demi-siècle de passion délicate et absorbante lui a forgé une réputation flatteuse au sein du milieu apicole français.

Avec la sériculture (l'élevage des vers à soie), le petit monde, secret et très individualiste, de l'apiculture est le seul exemple d'activité où l'homme tire directement profit de l'élevage des insectes. La récolte de miel reste toujours une tâche artisanale. A la différence des animaux domestiques, le comportement des abeilles n'a pas pu être modifié par l'homme, qui doit donc s'adapter à elles et non le contraire. « Ah, ça! ce n'est certes pas un métier de fei-

## 15 kilos à 18 kilos par an et par exploitation

L'Hexagone compterait de 80 000 à 90 000 exploitants, pour 1 000 000 à 1 400 000 ruches, avec une préférence pour les régions qui fournissent une plante goûtée par les abeilles : la Provence avec la lavande, le Limousin et les Landes avec la bruyère, l'Ile-de-France avec le colza, les Vosges avec le sapin... Pour être rentable, une exploitation apicole doit compter au moins 300 ruches. 400 professionnels en possèdent entre 400 et 1 000. Quelques dizaines de grosses exploitations dépassent le millier. Une ruche moyenne coûte de 1 000 à 2 000 francs (152,45 à 304,90 euros). Elle produit, grosso modo, de 150 à 200 kg de miel, dont seul l'excédent, de 15 à 18 kg, peut être commercialisé - les abeilles utilisant les trois quarts de la récolte pour leurs besoins propres. Un essaim se compose d'une reine, d'environ 25 000 ouvrières et 300 mâles (ou faux bourdons). L'essaim peut atteindre 80 000, voire 100 000 individus lors des fortes miellées.

gnant. Il ne faut pas avoir peur de faire des heures supplémentaires, dit, l'œil goguenard, l'ancien président du syndicat des producteurs de miel de la région parisienne. Et puis, contrairement à ce que l'on peut penser, nos ruchers bougent souvent puisque nous suivons le rythme de floraison des espèces à butiner!» Justement, son fils est parti, dès

## Les apiculteurs dénoncent le Gaucho, un insecticide agricole responsable de la dépopulation de leurs ruches

potron-minet, déplacer quelque 35 ruchers de 50 000 abeilles chacun, en bordure de la forêt de L'Isle-Adam. Elles y resteront, sans surveillance, entre huit et quinze jours, en fonction des conditions climatiques. Puis il faudra les ramener et, peut-être, repartir avec de nouvelles unités pour un autre endroit mellifère. Cette transhumance sur les lieux de forte miellée garantit à l'exploitant la diversité et la qualité du miel récolté.

Les Patault ne se plaignent pas de ces conditions de travail. « Il en a toujours été ainsi », assure le patriarche, qui se rappelle que son grand-père l'avait mis en garde, lorsqu'il lui avait fait part de sa volonté d'abandonner l'amateurisme pour se lancer dans une production plus conséquente : « Tu ne va pas pouvoir vivre avec cela.» « Voyez, le résultat », souligne, non sans fierté, Marcel Patault.

Selon les années, l'exploitation utilise entre 700 et 800 ruches, réparties en 25 ruchers disséminés sur des terrains de paysans amis moyennant une petite redevance en miel - dans un rayon de 30 kilomètres. Visités tous les quinze jours environ, ces ruchers assurent une production annuelle d'une vingtaine de tonnes de miel, auxquelles il faut ajouter, depuis peu, la récolte de pollen et de gelée royale dont la demande augmente (lire le reportage ci-contre) et celle, encore très artisanale, de miel fermenté, ou hydromel.

La production mondiale annuelle de miel a avoisiné 1,2 million de tonnes en 1999. L'apiculture est une affaire vieille comme le monde, aiment à rappeler ceux qui l'exercent : elle était déjà pratiquée sous forme de cueillette au néolithique, pendant les pérégrinations des populations, bien avant leur sédentarisation et l'apparition des premières cultures. C'est dans l'Egypte des pharaons que l'apiculture s'est perfectionnée – vers 2 500 avant l'ère chrétienne. Sous le nouvel Empire, en effet, les ruches, bien qu'encore rudimentaires, devinrent plus «confortables »: elles préfiguraient déjà, à quelque chose près, celles de notre

époque. Mais la véritable naissance de l'apiculture moderne se situe au début du XIX<sup>e</sup> siècle. « Il y a eu une véritable révolution qui a permis à l'apiculture de devenir une des branches à part entière de l'agriculture », explique François Jeanne, responsable de l'Office pour l'information et la documentation en

apiculture (Opida), créé par les professionnels. « En France, le monde apicole a connu un fort développement dans les années 50, poursuitil, Mais c'est un monde très fluctuant car, mis à part les professionnels qui en vivent, la majorité des exploitants ne pratiquent l'élevage des abeilles qu'en appoint à d'autres productions. »

Les Français sont amateurs de bon miel. Ils en consomment environ 40 000 tonnes par an. La demande dépasse largement la production nationale, qui atteint à peine les 18 000 tonnes, et la tendance ne semble pas devoir s'inverser. Le nombre des apiculteurs subit, en effet, une lente érosion. Les performances de quelques professionnels, qui ont mis la technologie au service de la qualité de leur miel, ne suffisent pas à masquer ce recul.

« Les jeunes ne veulent pas reprendre le métier de leurs parents, parce qu'ils estiment qu'il est très difficile par rapport au profit qu'ils peuvent en tirer », se désole Michel Béraud, président du syndicat des producteurs de miel de France (SPMF). « De plus, ajoute-t-il les producteurs étant très individualistes, c'est une filière difficile à organiser, où le petit artisan pèse le même poids que le gros producteur », ce qui ajoute aux difficultés pour entamer une démarche commune.

Mais pour Michel Béraud, les perspectives d'avenir sont avant tout liées à l'évolution du marché – « les prix du miel en vrac stagnent depuis quinze ans; les consommateurs ne veulent pas toujours payer le prix de la qualité, face à une concurrence souvent déloyale des produits étrangers » - et à des problèmes phytosanitaires, récurrents depuis une dizaine d'années. Déjà largement affectés par les mauvaises conditions météorologiques - froid, pluies, etc. - qui déciment et affaiblissent leur cheptel et les rendent propices aux attaques virulentes d'un parasite, le varroa, les apiculteurs sont unanimes pour dénoncer un autre fléau, responsable, selon eux, de la dépopulation de leurs ruches: le Gaucho, un insecticide agricole, produit par la firme Bayer pour traiter, en particulier, le tournesol (Le Monde du 17 novembre 2000).

« 40 % des abeilles qui vont sur du tournesol traité au Gaucho disparaisdes apiculteurs de France (UNAF).

bien du mal à se faire une religion, entre la colère des apiculteurs et Bayer qui nie toute implication de son insecticide - au chiffre d'affaires très important – dans l'hécatombe qui frappe les abeilles. En janvier 1999, le ministère a, cependant, suspendu le Gaucho pour deux ans, appliquant pour la première fois le principe de précaution aux pesticides. La mesure a été reconduite pour deux ans supplémentaires en février 2001, et Jean Glavany a décidé d'engager une étude épidémiologique nationale « qui n'exclura aucune question sur les causes possibles des troubles des

sent en quelques jours : elles perdent le sens de l'orientation et meurent sans rejoindre la ruche. Dès le lancement de cet insecticide, j'ai sonné le tocsin en Indre, où i'ai mes ruches. On court droit à la catastrophe écologique », s'indigne Maurice Mary, vice-président de l'Union nationale

Le ministère de l'agriculture a

## Trois principaux regroupements a fait route avec l'UNAF

● SNA : Syndicat national de l'apiculture, le plus ancien. Il regroupe 119 antennes départementales, pour un effectif de 32 000 adhérents.

• SPMF : Syndicat des producteurs de miel de France. Îl a été créé en 1931. Il regroupe 400 professionnels et jusqu'en 1980.

• **UNAF** : Union nationale de l'apiculture française. Elle a vu le jour en 1946 et a fédéré pendant quelque temps le SNA et le SMPF. Elle regroupe plus de 100 syndicats départementaux, qui représentent environ 22 000 apiculteurs.

# Du Lot à la Saône, une péniche-rucher au fil de l'eau

EN 1992, Bruno Poissonier et sa femme, Mireille, à la tête d'une exploitation apicole de 500 ruches dans la région de Cahors (Lot), prennent une grande décision: leur vie se déroulera désormais au fil de l'eau. Mais s'ils

## REPORTAGE -

Les Poissonier ont vendu terrain et maison pour s'acheter un bateau et y installer leurs abeilles

ont décidé de « larguer les amarres », ils n'entendent pas, cependant, abandonner leurs abeilles et un métier « pratiqué par des individualistes très soucieux de leur liberté et respectueux d'un animal jamais domestiqué malgré les apparences, et qui reste encore un grand mystère pour l'homme ». Deux ans plus tard, leur rêve

Ils ont tout vendu, terrain et maison, pour s'acheter une péniche, la mettre aux normes et l'adapter à sa nouvelle fonction de rucher flottant et de récolte du miel. De type Freycinet, légèrement raccourcie, à 30,60 mètres, dotée d'une miellerie ultramoderne dans la cale et d'un emplacement pour les cent ruches sur le pont, l'embarcation aura représenté un investissement de plus de 1 million de francs. « Nous n'avons plus rien à terre. Tout est parti dans La Phalène [le nom du bateau]. Mais nous ne regrettons rien », explique Bruno Poissonier, qui semble ravi d'être « le seul au monde à pratiquer actuellement l'apiculture sur les voies d'eau, en complète transhumance. »

Il n'est, malgré tout, pas le premier : les Egyptiens des temps pharaoniques étaient coutumiers de cette apiculture au fil du Nil et la Rome antique, fervente des plaisirs sucrés, la pratiquait volontiers dans ses provinces orien-

## **OBJECTIF: 10 TONNES**

À la fois péniche résidentielle, « rucher d'eau » et exploitation apicole flottante, La Phalène se déplace six mois de l'année, dans un rayon de 250 kilomètres, sur le Tarn, le canal des Deux-Mers, celui de la Garonne, entre Toulouse et Bordeaux, et le canal du Midi, entre Toulouse et Sète, pour la récolte des miellées. Huit jours par-ci, huit jours parlà, suivant l'éclosion des espèces de fleurs à butiner. Au cours du voyage, les abeilles sont légèrement engourdies par fumage.

La vente de la production emmène toute la famille - les ruches hibernent alors à terre jusqu'en Lorraine et dans les villes et villages des vallées de la Saône et du Rhône.

Le « bateau-abeille », ainsi qu'il commence à être connu par les riverains, avale nonchalamment les kilomètres et dévore les paysages au gré des saisons et... de l'humeur de ses propriétaires. « Nous arrivons tout juste à nous en sortir, déclarent ces derniers, mais pas moins que les autres exploitants apicoles restés à terre. » Avec un « plus », néanmoins : le fait de travailler à leur goût et selon leur choix de vie. Bon an mal an, la récolte de miel s'élève à 7 tonnes. L'objectif à atteindre reste les 10 tonnes. Michel Barraud s'est spécialisé depuis quelque temps dans la production de gelée royale et de pollen, « cette semence mâle des fleurs ». Des produits dont la notoriété ne cesse de grandir, tant sur le plan médicinal que cosmétique.

Et le marché est de plus en plus porteur : une dose de 10 grammes de gelée royale pure est vendue aux alentours de... 120 francs! « Nous sommes très heureux, quand nous pouvons en récolter un kilo par ruche et par saison », assure encore M. Poissonier. Mais attention aux contrefaçons et ajouts de toutes sortes! Pour garantir la qualité de cette production, une trentaine d'apiculteurs professionnels viennent de créer le Groupement des producteurs de gelée royale.

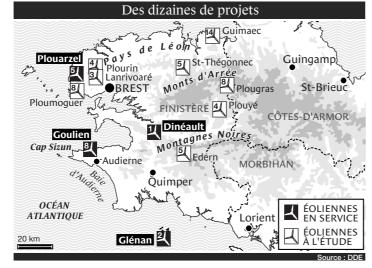
Ali Habib

# En Bretagne, la multiplication des implantations d'éoliennes suscite des polémiques

Dans le Finistère, 27 installations attendent une autorisation préfectorale, et plus de 70 sont à l'étude

APRÈS L'AUDE, le Larzac (lire ci-contre) et le cap Corse (Le Monde du 6 juillet), les polémiques sur les éoliennes gagnent la Bretagne. En cause, là comme ailleurs, les nuisances provoquées par cette énergie renouvelable, qui suscite un intérêt croissant. L'implantation d'un site d'éoliennes peut représenter une source de revenus importante - taxes professionnelles et baux - pour des petites communes démunies. Mais l'esthétique particulière de cette nouvelle filière énergétique n'est pas toujours en adéquation avec le respect du paysage, nouvelle notion patrimoniale de mieux en mieux intégrée par la population, surtout sur des sites côtiers, là où le vent souffle le plus, en Corse comme en Bretagne.

Dans le Finistère, 16 éoliennes fonctionnent déjà, 27 projets sont en attente de permis de construire (délivré, pour ce type d'installation, par les préfets, et non par les maires). De 70 à 80 autres dossiers sont à l'étude dans le département. L'Association pour la protection des sites des abers (APSA) dénonce des implantations anarchiques, des permis de construire attribués à la va-vite, selon elle, par la préfecture. « Nous souhaiterions que des règles soient fixées, explique Joël Retiere-Lehideux, président de l'APSA, et que le plan d'aménagement éolien soit soumis



aux règles des installations classées, à une enquête d'utilité publique et à l'approbation de la population. » A Plouarzel, petite bourgade de la région de Léon, les cinq éoliennes déjà en place au lieudit des Deux-Croix ne sont pas appréciées par tout le monde, d'autant que d'autres implantations seraient prévues. Mais c'est surtout à Saint-Thégonnec, près de Landivisiau, que la polémique se développe au sujet du site La Butte du télégraphe, où un permis de construire a été délivré par le préfet, malgré l'avis négatif de la commission départementale des sites.

Cinq éoliennes de 43 mètres de haut doivent être implantées sur cette colline de 220 mètres, qu'une association locale cherche à préserver. « C'est un site historique de randonnée remarquable qui domine le bocage breton », assure son président, Jean-Claude

## **COMITÉ DE PILOTAGE**

« Le rapport efficacité et protection des paysages nous apparaît négatif », estime-t-on prudemment à la préfecture de Brest, où l'on est conscient des problèmes soulevés par les nombreuses demandes de permis de construire. Les sites prospectés pour les nouvelles implantations englobent un large secteur, comprenant notamment le cap Sizun, la montagne Noire, les monts d'Arrée, la baie d'Audierne et le littoral sud du département. Les projets émanent aussi bien du secteur public nale de l'environnement (Diren) prépare une charte pour canaliser l'afflux de projets.

Le débat sur les éoliennes semble d'ailleurs diviser également les écologistes locaux. Si le président de l'association Diwall an Aberiou, Pierre Rivoile, partage les revendications de l'APSA, Marie-

## Vent de discorde sur le Larzac

Dans l'Hérault aussi, des projets d'implantation d'éoliennes suscitent des protestations. Vingt et un projets sont en attente d'un permis de construire, un a déjà été refusé. Le projet Lodévois-Larzac, élaboré par la Compagnie du vent, qui s'intégrait dans le programme national Eole 2005, est critiqué par l'Association de défense des paysages du Larzac, dont le porte-parole est Jean-Louis Gentile, ancien haut fonctionnaire de l'Assemblée nationale et socialiste de longue date.

L'Association a déposé un recours devant le tribunal administratif. Après le refus des propriétaires du site initialement retenu, à Pégairolles-de-l'Escalette, de louer ou vendre, la construction devrait se faire 500 mètres plus loin, sur la commune de Saint-Michel-d'Alajou, sans qu'il soit nécessaire, selon l'entreprise, d'effectuer une deuxième étude de prédiagnostic d'impact sur l'environnement, ce que, pour sa part, conteste M. Gentile.

(EDF) que privé. Pour tenter de couper court aux polémiques, le préfet du Finistère a estimé indispensable de s'entourer d'un comité de pilotage au niveau départemental, composé des élus et des représentants des administrations ou des entreprises privées intéressées. Par ailleurs, la direction régioFrance Tanguy, la présidente d'une autre association de défense de l'environnement, Abers Nature, se déclare, elle, résolument pour les éoliennes. « Elles représentent un peu les moulins à vent de notre siècle », conclut-elle.

Christine Chalier

## DÉPÊCHES

■ GIRONDE: la direction de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) a admis, mardi 21 août. « une défaillance dans le mode de surveillance » survenue entre le 9 et le 11 août. Certains appareils de mesure de la radioactivité se sont révélés inopérants pendant environ 40 heures. L'incident a été classé de niveau 1 sur une échelle de gravité croissante qui en compte 7. EDF s'est engagée mardi, lors d'une réunion extraordinaire de la commission locale d'information, à renforcer les contrôles.

■ HAUTE-SAVOIE: la concertation annoncée par Jean-Claude Gayssot, ministre des transports, sur le retour du trafic des poids lourds dans le tunnel du Mont-Blanc, à la suite du référendum organisé, dimanche 19 août, à Chamonix et dans deux communes environnantes, « ne tient pas compte de toutes les parties concernées par le tunnel », a estimé le ministre Vert de l'environnement, Yves Cochet dans un entretien publié mercredi 22 août par Aujourd'hui-Le Parisien. M. Cochet, qui avait souhaité mardi que le tunnel reste fermé aux poids lourds (Le Monde du 22 août), demande que « les associations nationales ou locales et, pourquoi pas, les syndicats » soient invités à participer aux discussions à côté des élus et des transporteurs routiers. Dans le même journal, Daniel Chevallier, président de l'Unostra, qui regroupe les routiers artisans, juge l'attitude du ministre de l'environnement « irresponsable ».

## HORIZONS

ALETA est l'un de villaces ges sibériens perdus dans la taïga, loin l'unique route qui relie Oulan-Oude à Tchita. Il faut le traverser, franchir un méchant pont de bois sur la rivière et continuer une piste de terre pour arriver chez Anatoli Krioukov. A cinquante ans, l'homme, massif, a les cheveux noirs de jais de sa mère, une Bouriate, et les yeux bleus transparents de son père, un Russe. Se voûtant légèrement après plusieurs verres de vodka, Anatoli se déplace du pas lent de celui qui sait ce que marcher veut dire. Durant quinze ans, l'hiver surtout, l'été parfois malgré les nuées de moustiques, il a arpenté la forêt, posant ses pièges, suivant les traces des animaux.

« J'ai tué beaucoup et de tout, dit-il, le métier de trappeur est dur mais on est seul, libre et voilà ce que j'ai pu me payer. » Anatoli fait visiter sa maison, l'une des plus belles de la région. Deux étages de bois ornementé, sculpté, du pin, du mélèze, du cèdre et des meubles sur mesure, dont certains ont été copiés sur un vieux catalogue allemand. «J'ai tout fait moi-même, en deux ans, et maintenant les gens viennent parfois me commander des meubles », explique-t-il fièrement en montrant, de l'autre côté du jardin qui bute sur la forêt, son atelier de menuisier.

Trappeur, artisan du bois, Anatoli et son épouse, Galina, se sont également installés l'an dernier comme fermiers privés. Les premiers dans cette région où, hors les kolkhozes généralement dévastés, ne subsistent que les jardins familiaux. Les Krioukov ont obtenu treize hectares, le maximum autorisé par les autorités de l'oblast. « En Bouriatie, à 40 kilomètres, on a toute la terre que l'on veut, mais ici les vieilles règles ont été à peine aménagées », proteste-t-il. « Le kolkhoze du village va bientôt mourir, et c'est tant mieux, ce qui est basé sur le mal ne peut

donner du bien », ajoute-t-il.

Outre l'argent, c'est une haine obsessionnelle du système soviétique qui a poussé M. Krioukov à se faire trappeur. D'un tiroir, il sort un dossier obtenu il y a quelques années auprès du FSB (ex-KGB) de Tchita. Une photo d'abord, celle d'un homme, crâne rasé, barbe hirsute, regard dur, torse enveloppé dans une veste molletonnée déchirée: « Danila Krioukov, mon grand-père, né en 1872, fusillé comme koulak le 26 janvier 1938 », dit Anatoli. La photocopie du rapport du NKVD énumère les fautes. Le koulak possédait « une maison, une grange, cinq vaches, deux cochons, quatre chevaux, une machine agricole »; il « ne participe pas à la révolution ». La condamnation à bre 1937. Une soixantaine d'autres paysans de Maleta seront fusillés ou envoyés dans les camps, au nord de la région.

« Mon père m'a toujours appris à haïr le communisme, j'ai compris que c'était comme le fascisme. Ce régime ne s'est jamais arrangé, alors je suis parti dans la forêt loin du village et de ces stupidités », dit le trappeur. Anatoli a atteint son but, venger le grandpère en reconstituant peu ou prou le patrimoine confisqué par les soviets. Les Krioukov ont leur ferme, des cochons, le jardin, un tracteur, du matériel de scierie. Et toujours la forêt qui améliore l'ordinaire. « Je fais encore 300 à 400 fourrures par an, de l'écureuil, du renard blanc, quelques zibelines parfois, que je vends aux Chinois 100 à 200 roubles (25 à 50 francs) la peau », dit Anatoli. A cela s'ajoute la récolte des noix de cèdres sibériens, 350 kilos cette saison, revendus sur les marchés d'Irkoutsk ou aux fabriques de confiserie.

« D'accord, le village vit beaucoup moins bien qu'il y a quinze ans, d'accord, tout a été détruit, mais le parti n'existe plus. Et moralement, on vit tellement mieux... Cette liberté refusée à tous nos parents, nous l'avons maintenant, rien ne peut plus compter que cela », dit M. Krioukov. Formé dans un institut technique de





■■■4■ DU BAÏKAL À VLADIVOSTOK

# Gens de Sibérie

Le trappeur, décembriste, l'entrepreneur. A eux trois, ils incarnent un certain esprit sibérien, longtemps forgé dans le bagne tsariste et le goulag soviétique. Aujourd'hui ils se revendiquent libres, indépendants de tout, et de Moscou d'abord. **Portraits** 

Tchita, le trappeur-fermier n'a plus quitté Maleta et espère bien que son fils, « étudiant à la ville », viendra l'y rejoindre. « Moscou a disparu de notre pay-sage, tant mieux, tout reste à faire ici et tout est possible pour des gens qui ont des idées », conclut-il.

INA BELOMESTNOVA est la gardienne d'une autre mémoire, celle du bagne tsariste. Petrovsk-Zabaïkalski, aujourd'hui ville de 70 000 habitants, en fut le cœur. C'est ici, dans ce qui n'était qu'un village serré autour d'une usine métallurgique, que furent déportés, empridécembristes. En 1825, ces jeunes officiers et aristocrates de Saint-Pétersbourg, sous l'influence des Lumières et de la Révolution française, rêvent de réformes, de liberté, d'une Constitution et complotent contre le tsar.

La révolte échoue piteusement. Le tsar Nicolas Ier convoque personnellement les conjurés pour leur signifier leur condamnation à mort ou leur peine de bagne. Loin, très loin, au-delà d'Irkoutsk et du lac Baïkal, promis à être « ensevelis au pays des neiges éternelles », comme le disait la Grande Catherine II. « Ils étaient jeunes, courageux, ils ont été l'élite intellectuelle de la Sibérie », sourit Nina Belomestnova en faisant visiter le petit musée des décembristes, qu'abrite une isba reconstruite au modèle de celle où vécut la comtesse Troubetskoï, lorsqu'elle fut autorisée à rejoindre son époux.

Nina Belomestnova ne se lasse pas de cette histoire. C'est bien sûr son métier, un pauvre métier de gardienne et guide payé 200 francs par mois. « Vous savez l'état de la culture ici... le budget permet tout juste au musée de ne pas mourir, alors nous payer plus, organiser des expositions, ce n'est pas possible », regrette-t-elle en passant. Car elle préfère raconter cet « esprit décembriste aui demeure en nous malgré toutes les

Les descendants des décembristes se retrouvent régulièrement à Petrovsk-Zabaïkalski ou à Irkoutsk, là où certains conjurés furent autorisés à vivre après que leur peine de bagne fut commuée en relégation. Au premier étage un tableau noir les dates anniversaires des condamnés. Au cimetière, une pente d'herbes folles qui domine l'usine, face à la ville, leurs tombes sont soigneusement

répressions » et dont l'écho même faible s'entend encore en Sibérie. « Ils sont demeurés suspects, même sous Staline, poursuit-elle, après la guerre, des fouilles ont été menées sur le site de la prison et on est tombés sur une pleine caisse de documents. Qu'allait penser le comité du parti? On a préféré brûler tout ça, tout le monde avait

et a sauvé du désastre un petit vil-

a commencé en élevant des cochons, se souvient sa femme, avec cet argent, on a pu démarrer l'affaire.»

Elle prospère et fait la fortune de son patron, qui roule en Land Cruiser Toyota et énumère presque avec naïveté ses richesses, ses dépenses et les dizaines de milliers de dollars brassés. Iouri Dankan adore voyager: « Je suis allé en France pour la Coupe du monde de football, aux États-Unis, à Hongkong, souvent en Chine et au Japon, au Canada. » Mais l'entrepreneur revient toujours au village, dans sa maison bâtie sur la rive d'un bras de l'Amour. Sa femme montre avec fierté le grand potager, vante la qualité des pommes de terre récoltées et des confitures. « Nous n'achetons que la viande et le poisson, dit-elle, tout vient du jardin, c'est mon domaine et celui de mes deux

Riche et fort content de l'être, Iouri Dankan l'est encore plus d'avoir pu remonter « son » village. « On va s'en sortir, assure-t-il, il faut mobiliser les gens, arrêter de

« Mon père m'a toujours appris à haïr le communisme, j'ai compris que c'était comme le fascisme. Ce régime ne s'est jamais arrangé, alors je suis parti dans la forêt loin du village et de ces stupidités ».

Anatoli Krioukov, trappeur

suppression de dizaines de stations pour intensifier le trafic venu de Chine et d'Extrême-Orient. Ce Transsibérien, dont le tout premier projet fut justement réalisé par un décembriste, Gavrila Batenkov, qui rêvait de voies ferrées et de routes pour dévelop-per le continent eurasiatique.

Ci-contre: Iouri Dankan, exploitant forestier,

nouveau « roi » de la Sibérie.

ques bobines d'acier à la Chine.

« Elle assure tout le chauffage de

la ville, si elle ferme c'est foutu »,

dit l'administrateur. L'hiver, la

neige est noire des poussières de

la centrale électrique à charbon,

« un vieux truc que l'on bricole tout l'été et où il faudrait investir des millions de roubles que per-

Pour rejoindre son logement,

Nina Belomestnova traverse le

parc de la Culture, marche devant

le palais des Métallurgistes, autre-

fois glorieux, aujourd'hui en

ruine. Les derniers emplois offi-

ciels de la ville sont ceux de la sta-

tion du Transsibérien, dont on fête les cent ans cette année. Ce fut une gare principale de la région de Transbaïkalie, poste de

construction puis d'entretien et

de stockage. Elle est aujourd'hui

menacée de fermeture par la

réforme en cours, qui prévoit la

En bas: Anatoli Krioukov,

trappeur, artisan du bois

et l'un des premiers fermiers privés.

sonne n'a ».

UI est riche. Jeune aussi, trente-neuf ans, et nanaï, ₄membre de ce petit peuple - 12 000 personnes - qui vit dans le bassin du fleuve Amour, au nord de Khabarovsk. Iouri Dankan ne s'intéresse que modérément au passé. La langue de son peuple se perd? «Il vaut mieux aujourd'hui apprander l'anglais.» La Sibérie terre des damnés, des prisonniers, des peuples punis par Staline et des millions de victimes du goulag? « C'est notre histoire, mais tout est maintenant possible ici si Moscou ne nous embête pas. » M. Dankan est entrepreneur et a remonté une exploitation forestière qui fait aujourd'hui la fierté de l'arrondissement nanaï.

« Je suis le premier payeur d'impôts de la région », dit celui qui fut nommé meilleur chef d'entreprise de l'arrondissement en 2000. Dans un secteur - le bois - où l'illégalité, les coupes sauvages, la fraude aux douanes et au fisc sont la règle, M. Dankan est loué entreprise ne s'écarte pas - pas trop - du cadre réglementaire, emploie dans des conditions correctes une centaine de personnes

boire, leur donner des envies; mes meilleures équipes de bûcherons je peux les payer jusqu'à 1 000 dollars par mois », un salaire inimaginable dans cette taïga de l'Extrême-Orient. Comme dans d'autres villages, l'entreprise, quand elle est viable, a remplacé la puissan-ce publique évanouie depuis des années. Iouri a fait construire une discothèque flambant neuve. « Les jeunes traînaient, faisaient des bêtises, ils me disaient "Oncle Iouri, il n'y a rien à faire ici", maintenant, on s'amuse. » Il pense remonter la maison de la culture, va acheter des chevaux, veut créer des bourses d'étudiants.

La grosse épicerie du village est également à l'entreprise. « Nos premiers contrats étaient du troc, du bois contre des produits, ensuite on a acheté, et un deuxième magasin va ouvrir », explique-t-il. Mais son grand projet est à l'écart du village: une datcha, pour lui, et des maisons en construction pour les amis et les employés. « On va faire un centre de tourisme et cela servira de lieu de vacances et de détente pour nos ouvriers », promet-il.

Seigneur du village et employeur, Iouri Dankan ne sait pas ce que signifie paternalisme pas plus qu'il ne s'interroge sur ce modèle social étranger qui rappelle furieusement le XIXe siècle européen. Ce matin, il a eu une importante s autorités de l'arrondissement. « On a examiné le plan - oui, cela existe encore -, j'ai rempli les objectifs mais on me demande de faire plus », dit-il. Son entreprise réin-



entretenues, une petite chapelle a été reconstruite. « Comprenez, notre vie quotidienne nous pèse, mais là c'est l'histoire, les décembristes ont été une tache de lumière et d'intelligence, puis nous n'avons pas su l'entretenir, il faut maintenant tout faire pour qu'elle ne disparaisse pas », se justifie la gardienne.

Ce pourrait être la dernière fierté de Petrovsk-Zabaïkalski, ville en pleine crise ayant vécu, selon l'un des administrateurs locaux, « un terrible cauchemar au milieu des années 1990 ». Les mines de charbon ont fermé. Il n'y a plus ni hôtel ni restaurant. L'usine métallurgique vivote en vendant quellage de 800 habitants, Cinda. « Je suis né là et je continue à y vivre, c'est ma terre, pas question pour moi d'aller à la ville », explique-t-il.

Iouri a vendu 20 000 mètres cubes de bois au Japon et en Chine en 2000. A Cinda, il fait visiter l'atelier de fabrication de meubles qui démarre tout juste, avec des jeunes. « Ils sont nanaïs, aiment leur pays et vont réussir », promet-il. Créée en 1992, son entreprise s'est constituée sur les ruines d'un kolkhoze forestier. L'époque des « privatisations » sauvages, celle où le matériel était à prendre et tous les circuits commerciaux à réinventer. « On

vente-t-elle le kolkhoze? « Peutêtre, répond-il en riant, mais un kolkhoze qui gagne de l'argent. A Cinda, il n'y a plus de pouvoir depuis quinze ans, les autorités n'ont pas de budgets : qui va assurer les services si ce n'est l'entreprise? » L'entrepreneur, nouveau roi de la Sibérie: M. Dankan y croit fermement, qui dit voir miroiter des horizons radieux. Et ceux-là n'ont rien à voir avec le soviétisme.

François Bonnet

**PROCHAIN ARTICLE** Nanaïs du fleuve Amour

# Philosophie : les non-dits d'une amère controverse

L'OPPOSITION de nombreux enseignants de philosophie ainsi que d'une partie de l'inspection générale à la mise en application des nouveaux programmes de philosophie (Le Monde du 12 juillet) suscite depuis plus de deux ans une polémique étrangement amère.

La décision, prise cet été, de geler pour la prochaine année scolaire certaines parties d'une réforme qui avait été élaborée par un groupe d'experts, constitué à l'initiative de Claude Allègre et dirigé par le philosophe Alain Renaut, a été suivie du remplacement de ce dernier par un adversaire déclaré de la refonte: le philosophe des sciences Michel Fichant - M. Renaut ayant été chargé par Jack Lang d'une mission concernant l'enseignement supérieur. Mais plus que le contenu proprement pédagogique de ce débat, c'est sa virulence qui étonne. Une virulence qui semble indiquer qu'il recèle bien d'autres enjeux, et surtout illustre la montée, préoccupante, d'un climat nouveau d'intolérance intellectuelle.

## L'IDÉOLOGIE MULTICULTURALISTE

Il reste en effet difficile au profane de comprendre pourquoi un projet qui envisageait le remplacement des têtes de chapitre du programme de la classe de terminale par des couples de notion (« histoire et progrès », « le désir et le besoin », « langage et communication » etc.), et proposait que l'accent fût mis sur la technique argumentative en matière de dissertation dans le but de permettre une meilleure définition des critères d'appréciation de l'élève au baccalauréat, ait pu s'achever en invectives où certains n'ont pas hésité à parler de « Vichy » et de « résistances ». Comment expliquer l'appel au boycottage des ouvrages d'Alain Renaut par un groupe d'enseignants de Clermont-Ferrand, suivi d'une contre-pétition de soutien au même Alain Renaut signée par quatre-vingts intellectuels ou chercheurs (parfois eux-mêmes

réservés sur la réforme)? On ne peut certes écarter que celle-ci ait eu à subir le contrecoup de l'impopularité de Claude Allègre auprès des enseignants. Ni que d'inutiles maladresses aient pu braquer un peu plus des professeurs de toute façon mobilisés. La publication des nouveaux programmes au Bulletin officiel, en août 2000, avant la consultation des intéressés, le test pratiqué à l'université de Paris-IV sur les « questions d'approfondissement », n'ont pas manqué d'alimenter l'impression d'une appropriation de la discipline par Alain Renaut, qui enseigne dans cette faculté, et son « école ».

De plus, quiconque est familier du parcours de ce philosophe peut, en cherchant bien, replacer des problématiques comme « droits de l'homme et démocratie » ou « la question de l'autorité: tradition et autonomie » ou encore « la question de la société juste : égalité et différences » dans le contexte des réflexions d'Alain Renaut sur la philosophie politique, ce dont ses adversaires ne se sont pas privés. De là à conclure, comme Henri Pena-Ruiz, auteur de Dieu et Marianne. Philosophie de la laïcité (PUF, 2001), à l'« institution d'une philosophie officielle » ou à une « idéologisation de la discipline », il y avait tout de même un grand pas à franchir!

philosophie paraît largement instrumentalisée par certains de ses opposants pour viser l'hydre qui effraie les défenseurs d'un modèle républicain jugé en péril : l'idéologie multiculturaliste. Vecteur d'une vision « light » (légère) de la scolarité, Alain Renaut serait, aux yeux de certains de ses adversaires, un fourrier de la mondialisation, de la livraison de l'école, pieds et poings liés, à l'entreprise et de la transformation de l'« enseignement de la République » en « lieu de vie », cela au nom d'une « idéologie de la communication », nouvelle « religion » dans la France contemporaine, à en croire le philosophe Robert Redeker, collaborateur régulier de la revue Les Temps modernes. Plus récemment, un professeur de philosophie qui s'exprimait dans Politis, Laurent Morazzani, tout en concédant que la réforme du programme de philosophie « n'est pas nette-ment pro-libérale », jugeait qu'elle s'inscrivait « dans un projet de destruction de l'école (...) d'inspiration

## L'« EXCEPTION » FRANÇAISE

libérale ».

L'œuvre d'Alain Renaut, auteur de Kant aujourd'hui, spécialiste de Fichte, traducteur, et qui vient de diriger une vaste Histoire de la philosophie politique en cinq volumes (parue aux éditions Calmann-Lévy), cadre mal avec une définition soft de la discipline. Certes, cette œuvre comporte un versant polémique. Avec Luc Ferry, Alain Renaut n'a pas hésité à heurter de front des courants politico-théoriques aujourd'hui très présents dans la recherche et dans l'enseignement supérieur. Par exemple, celui de Pierre Bourdieu et de ses disciples, attaqués jadis dans La Pensée 68 (1985). Mais d'autres adversaires se sont depuis agrégés. Parmi eux, ceux des professeurs qui se reconnaissent dans une idéologie républicaine ou républicaniste, pour qui la « classe de philosophie » constitue le symbole par excellence de l'« exception » française et républicaine - l'enseignant jouant, plus que celui d'un professeur, le rôle d'un Socrate, chargé de transformer le jeune en citoyen.

Il est vrai que dans un essai intitulé Alter ego, publié avec Sylvie Mesure, Alain Renaut s'est prononcé en faveur d'une reconnaissance des « droits culturels » - mais sans qu'une telle avancée implique aucune reconnaissance de droits collectifs pour les communautés ni empiète sur ceux de l'individu. Il est vrai aussi que, plus récemment, dans la revue Comprendre il a souhaité que la République fasse une place, à côté du français, aux langues régionales. Il est enfin exact que l'Europe constitue pour lui une dimension importante.

Mais de telles positions demeurent à mille lieues d'un multiculturalisme ou d'un communautarisme debridé prônant la « sainte alliance » du local et du mondial contre la nation! En somme et à leur façon, les polémiques dont sa réforme et lui-même ont été l'objet mettent en pleine lumière l'état de crise de l'intellectuel français à l'heure de l'Europe. Un intellectuel dont la figure et les postures, fussent-elles critiques, avaient grandi à l'ombre de l'Êtatnation, et dont le désarroi se retrouve à la mesure des actuelles mutations de celui-ci.

Nicolas Weill

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21. Télex: 202 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute). Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# Contrôler les OGM

l'appel de la Confédération paysanne, des plantes transgéniques cultivées en pleins champs viennent d'être détruites. D'autres actions identiques suivront. En France, selon les chiffres du ministère de l'agriculture, une quarantaine d'hectares répartis sur cent neuf sites dans trente départements sont touchés par ces expérimentations.

Certains chercheurs crient au scandale et dénoncent dans ces arrachages le retour de l'obscurantisme. En novembre 2000, mille scientifiques italiens, dont le Prix Nobel de médecine Rita Levi Montalcini, ont signé un appel à la « liberté de la recherche scientifique » en matière d'OGM. Le 10 juillet, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a défini les biotechnologies comme « le seul et le meilleur outil » du développement des agricultures des régions défavorisées et considère que les OGM représentent une avancée essentielle au développement humain.

Ces destructions de plantes transgéniques ne seraient-elles que l'expression d'une méfiance à l'égard de la science, renforcée par la suffisance égoïste des nantis? Assurer l'alimentation de six milliards de personnes reste un défi. Mais au nom de cette cause, indiscutablement prioritaire, il est impératif d'examiner les erreurs commises dans les sociétés développées afin de ne pas en commettre d'autres. Pour produire plus vite, rentabiliser les élevages, offrir une viande moins chère à un nombre de consommateurs toujours plus grand, scientifiques et industriels ont trouvé des solutions : ils ont nourri de paisibles ruminants avec des protéines animales. La suite est connue.

Si le risque zéro n'existe pas, le principe de précaution paraît la seule voie raisonnable. Quel gouvernement est aujourd'hui en mesure de garantir la non-dissémination de ces cultures? Un protocole scientifique assure-t-il le suivi précis du développement de ces expériences? Une fois les recherches terminées, un organisme officiel contrôle-t-il qu'il n'y ait aucune possibilité de rémanence?

Selon un rapport de l'Agence française de sécurité des aliments (Afssa), rendu public en juillet, 41 % des échantillons de semences et de récoltes de maïs soumis à l'agence contenaient des OGM. Force est de constater qu'en dépit des mesures de protection actuelles, la dissémination s'opère.

Les opérations d'arrachage sauvage doivent être considérées comme autant de signaux d'alerte adressés aux pouvoirs publics. Parce que ces questions environnementales sont aussi des questions de santé publique, des mesures durables doivent être prises. Elles passent par une amélioration de la directive européenne, adoptée par le Parlement de Strasbourg le 14 février, qui prévoit notamment une limitation de la durée des expérimentations et oblige les industriels à procéder à une meilleure évaluation des risques. Il faudrait sans doute v ajouter le confinement réel et efficace des cultures expérimentales.

## 2002: à la recherche du troisième homme

Suite de la première page

La génération « munichoise ». Celle de l'entre-deux-guerres. Puis vinrent les refondateurs, ceux des IVe et de la Ve République qui, malgré leurs impuissances, surent, trop lentement, dégager le pays des guerres coloniales, sceller la réconciliation franco-allemande, clé de l'Europe, donner à la France des institutions, des lois sociales et des infrastructures industrielles.

C'est alors qu'arriva au pouvoir la génération Chirac-Jospin, la troupe giscardo-mitterrandienne, qui n'a à son actif que la modernisation des mœurs (Giscard) et l'alternance politique (Mitterrand). Pour le reste, c'est une génération « munichoise » comme celle de l'entre-deux-guerres. Elle ne laisse en cette orée du

Qui? Mon choix se porte sur Jean-Pierre Chevènement. Il pourrait être le passeur, celui qui transmet le relais d'une génération à l'autre

troisième millénaire que des problèmes: Europe (quel sens?), réorganisation territoriale de la France (à la manière de la capitulation devant une minorité violente, comme en Corse?), intégration de minorités extra-européennes (problème du communautarisme), orientation économique (délocalisations, mondialisation, que faire?), politique sociale (deux millions de chômeurs, travail précarisé, problèmes de la santé publique, des retraites, financement des 35 heures), politique de l'école et de la culture, question de la sécurité: tout est en suspens.

Cette génération politique a déconstruit, abandonné tous les chantiers ouverts, ne léguant que des problèmes majeurs, liés tous, en fait, à la question du sens qu'il faut donner, dans les décennies à venir, à l'histoire de ce pays : que faire de la France? Que faire de la souveraineté démocratique alors que partout se mettent en place des oligarchies, des pouvoirs communautarisés? Aucune réponse claire n'a été apportée par cette génération, par M. Jospin et M. Chirac, les deux visages du Janus politique qui nous gouverne depuis trente ans. On a châtré la France, pour, disait-on, construire l'Europe, mais voilà, la castration s'est opérée mais l'Europe est impuissante.

On comprend mieux, dans ce contexte, la fonction que jouent les affaires et le retour obsessionnel du passé. Les juges et les journalistes ne sont pas en cause. Ils font leur métier. Mais l'écho que reçoit leur travail est symptomatique du désarroi de la France officielle. Il vaut mieux parler du trotskisme dissimulé de l'un, des abords du château de l'autre, plutôt que d'analyser le Traité de Nice que les deux compères ont paraphé de la même encre! Il vaut mieux s'interroger sur la guerre d'Algérie que sur le rôle que pourrait jouer la France en Méditerranée ; il vaut mieux se repentir à propos de la collaboration, plutôt que de réfléchir sur le sens du couple franco-allemand dans une Europe à vingt-cinq, avec une Allemagne unifiée.

Rejouer ce qui s'est passé il y a soixante, cinquante, trente ou vingt ans, voilà ce que l'on propose au pays, façon de lui faire croire qu'il existe encore une gauche et une droite, et qu'il v a entre elles de grands débats de fond. Façon de dissimuler le vide commun, des uns et des

Notre classe politique est-elle à ce point affolée par les résultats de son action depuis trente ans qu'elle doive sortir fébrilement tous les cadavres des vieux placards, pour tenter de se donner l'illusion qu'elle vit encore! Mais qu'a-t-elle donc fait depuis trente ans? Elle s'est partagé le pouvoir comme dans la région Ilede-France elle se répartissait sous la table les commisssions versées par les entreprises. Et l'on voudrait nous faire croîre à la vertu des uns et à la corruption des autres? Hypocrisie et mensonge, telle est la réalité!

Mais elle en masque une plus grave : la démission, l'absence de vision, l'esprit munichois. Et qu'on ne vienne pas dire que c'est la France et son peuple qui sont veules, démunis, etc. La génération du « lâche soulagement », celle des années 1930, disposait d'excellents atouts et même, en 1940, des chars en nombre plus grand et de meilleure qualité que les tanks allemands. Mais manquait la détermination, la lucidité, le courage. La situation est la même aujourd'hui.

Il arrive souvent à ce pays d'avoir des élites politiques qui ne sont pas à sa hauteur. Et peut-être est-ce là l'une des questions majeures de notre histoire nationale: depuis

Chirac et Jospin sont, en fait, les associés rivaux, les symboles de toute une génération politique qui gouverne le pays depuis une trentaine d'années

deux siècles au moins - 1793? 1815 ? – le peuple se méfie et méprise les « girouettes » - Barras, Fou-– aui le trompent et chissent et les élites ont peur de ce peuple, qui tout à coup s'enflamme et se donne, un temps, en décembre, à un Louis-Napoléon Bonaparte par-

ce qu'on l'a berné en juin! Aujourd'hui, nos deux héros et leur troupe sauront-ils attirer assez de spectateurs pour masquer leur absence de bilan? Il leur sera difficile de faire croire qu'on peut, en 2002, jouer comme dans les années 1970 ou 1980 ou même 1990. Car en trente ans, en dix ans, tout a changé: révolution scientifique et technologique (biologie et Internet), mondialisation, révolution politique (disparition de l'URSS), révolution culturelle (fin des grandes idéologies séculières, des utopies, images...) et conscience des périls écologiques, flux migratoires, etc.

Mais en France, notre classe politique et ses relais débattent des choix des politiques et des affaires des années 1940 ou 1960. Débats utiles mais historiques. Et, pour aujourd'hui, les grandes questions soulevées sont de savoir s'il faut faire des berges de la Seine une plage de parasols (je cite) et défendre les oiseaux migrateurs! Le débat politique vire ainsi de l'hypocrisie et du mensonge de la fuite dans le passé au ridicule. Et pendant ce temps-là, le cœur violent de l'histoire implacable continue de battre.

Comment en sortir? Un troisième homme serait le bienvenu. Qui? Bayrou, disent certains. Pourquoi pas? Mon choix se porte sur Jean-Pierre Chevènement. Il pourrait être le passeur, celui qui transmet le relais d'une génération à l'autre, puisqu'il ne s'est pas laissé dériver, au prétexte du socialisme et du gaullisme du « possible », vers l'opportunisme le plus plat. Il a su refuser la soumission au choix unique. Il incarne un autre visage de cette génération. Et un débat Bayrou-Chevènement aurait au moins du sens : l'Europe comme futur de la France, ou la France comme moteur d'une autre Europe.

Certes, selon les augures, le duel du second tour opposera les deux associés rivaux. Voire. Mais si c'était sir non pas automatiquement entre la gauche ou la droite, la vertu ou la corruption, mais en fonction d'une analyse personnelle, réfléchie: lequel de ces deux acteurs serait le plus apte – même malgré lui – à faire surgir une nouvelle donne politique ? Pari qui a peu de chance d'être gagnant. C'est bien pour cela qu'il faut se mobiliser autour d'un « troisième homme ». A la condition qu'il s'engage à ne pas être le rabatteur de l'un des deux camps. Qu'il laisse ceux qui l'auront rejoint se déterminer seuls, librement, comme ils le font en le soutenant.

Max Gallo

## **AU COURRIER DU « MONDE »** L'AVENIR DU FESTIVAL

D'AVIGNON La véritable force motrice du Festival d'Avignon est son formidable soutien public. Que ce rendez-vous annuel soit ainsi plébiscité est pour chacun d'entre nous un formidable encouragement. Que chaque année, plusieurs milliers de spectateurs participent à cette gigantesque fête théâtrale, ne peut que forcer le respect des hommes de théâtre que nous sommes. Faut-il dès lors parler de « refondation » (Le Monde daté 29-30 juillet)? Le mot paraît exagéré si, derrière le mauvais procès fait par certains à l'actuel directeur du festival, se cache en fait une volonté de retour en arrière. L'âge d'or de l'époque Vilar appar-

tient désormais à l'Histoire. Évoquer le fait qu'un artiste puisse aujourd'hui diriger une pareille entreprise procède de la même nostalgie. S'il faut davantage d'artistes à la tête des théâtres publics, Avignon doit faire exception. Quel que soit son talent, un créateur y perdrait rapidement son âme et son crédit. Il faut, à la tête du Festival, un intendant inspiré, ouvert, responsable et aguerri. Bernard Faivre d'Arcier, comme naguère Alain Crombecque, correspondent, dans des styles bien différents, à ce profil exigeant. D'autres à venir aussi, et c'est

tant mieux. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas tant celle de la nomination d'un homme providentiel que celle d'une absence de volonté politique commune. La municipalité d'Avignon et l'Etat sont-ils disposés à confier au directeur du Festival, présent ou à venir, les moyens de gérer l'apparente contradiction entre l'ambition artistique qui suppose la prise de risques et le nécessaire soutien populaire qui légitime ce festival ? L'heureuse formule d'Antoine Vitez, « un théâtre élitaire pour tous », est plus que jamais d'actualité.

Vincent Colin, directeur du Centre dramatique de l'océan Indien fe Illonde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noë-I-gan Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Alain Fourment

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau Directeur artistique : Dominique Roynette ; *adjoint* : François Lolichon Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard Rédacteur en chef technique : Eric Azan Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer

Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre Rédaction en chef:
Alain Debove (International); Patrick Jarreau (France); Anne Chemin (Société);
Jean-Louis Andréani (Régions); Laurent Mauduit (Entreprises); Jacques Buob (Aujourd'hui);
Josyane Savigneau (Culture); Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 166 859 é. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises

Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## Les pourparlers sur la Corée

SIX SEMAINES se sont écoulées depuis le début des pourparlers d'armistice de Kaesong. On n'est pas en mesure aujourd'hui de prévoir s'ils aboutiront. Le malentendu existait dès le début; la tendance communiste a été constamment de porter la négociation sur le terrain politique, alors qu'aux yeux des Américains elle devrait être purement militaire: elle n'avait pour objectif que de fixer les conditions du « cessez-lefeu », celles de la paix étant discutées plus tard.

La conférence ayant commencé le 10 juillet, c'est seulement le 27 au'elle aborda la fixation d'une zone démilitarisée de chaque côté du front. La discussion dure toujours, les Sino-Coréens voulant, on le sait, arrêter les deux armées sur la ligne idéale du 38° parallèle, alors que les Américains tiennent à conserver le front actuel, situé sensiblement plus au nord, sauf du côté de Kaesong.

Les Américains se placent au point de vue militaire : leurs positions sont des positions tactiques constituant une défense solide et permettant le cas échéant de reprendre la lutte dans de bonnes conditions si l'armistice n'aboutissait pas. S'ils se retiraient sur le 38e parallèle, ligne artificielle et beaucoup plus longue, ils se trouveraient dans une situation défavorable en cas d'échec des pourparlers.

Il va sans dire que leurs adversaires le savent. Ce n'est pas cependant la seule raison de leur insistance en faveur du 38° parallèle. Celuici était la frontière politique avant les hostilités. Les Sino-Coréens voudraient y revenir, alléguant que les négociations de paix doivent se poursuivre sur la base du « statu quo ante bellum ».

(23 août 1951.)

## Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Télématique : 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60 Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

# Aimé Paquet

## Ancien médiateur de la République

ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT au tourisme et ancien médiateur de la République, Aimé Paquet est mort lundi 20 août à l'âge de quatre-vingt-huit ans à son domicile de Saint-Vincent-de-Mercuze (Isère).

Né dans cette commune le 10 mai 1913, agriculteur, Aimé Paquet rejoint, au lendemain de la Libération, le mouvement Réconciliation française qu'il préside en 1945 et 1946. Elu conseiller général du canton du Touvet en 1945, il devient maire de son village natal en 1947. Il occupera ces deux fonctions respectivement jusqu'en 1982 et 1984. Elu député en 1951, Aimé Paquet participe, en 1968, à la création de l'Association des maires, conseillers généraux et conseillers municipaux de la Ve République. Initialement affilié au Centre national des indépendants (CNI), il rejoint Valéry Giscard d'Estaing en 1962 pour fonder les Républicains indépendants. A cette date, il fait campagne pour

■ XAVIER ORVILLE, écrivain martiniquais, est mort dimanche 19 août dans sa ville natale de Case-Pilote des suites d'un cancer. Né le 3 janvier 1932, Xavier Orville étudie à la faculté de lettres de Toulouse et obtient l'agrégation d'espagnol. Il est, de 1979 à 1982, conseiller culturel des présidents sénégalais Léopold Sédar Senghor puis Abdou Diouf, avant de revenir en Martinique en 1983 pour y enseigner la littérature espagnole à l'université. Ami d'Aimé Césaire, le poète de la « négritude », et marqué par l'univers latino-américain, Xavier Orville commence très tôt à écrire. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, parmi lesquels Délice le fromager (prix des Caraïbes, 1977), L'Homme aux sept noms et des poussières (1981), Marchand de larmes (1985), parus chez Grasset. A partir de Cœur à vie (prix Frantz-Fanon, Stock, 1993), la mort devient un thème majeur de son œuvre, comme le confirme *La Voie des cerfs-volants* (Stock, 1995). Son dernier roman, Moi, Trésilien-Théodore Augustin (Stock, 1996), dénonce sur le ton de la farce les nombreux dictateurs des Caraïbes. « Voix magique qui abolit espace et temps » et rappelle « les romanciers cubains et Garcia Marquez » (Le Monde du 7 juin 1985), Xavier Orville situait son travail dans la mouvance du réalisme merveilleux, où onirisme et véracité font bon ménage. Il s'était opposé au courant esthétique de la créolité, représenté par Raphaël Confiant et Patrick Chamoiseau.

**DEBARRAS** integral, tous locaux, récupérations. **BIGUES BENNES** 01 49 95 95 42 Service rapide tous les jours

le « non » au référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel.

En 1966, Aimé Paquet est nommé vice-président de la Fédération nationale des Républicains indépendants, dont il dirigera le groupe, à l'Assemblée nationale, de 1969 à 1973. Au Palais-Bourbon, où il siège jusqu'en 1973, il suit plus particulièrement les questions économiques, financières et agricoles. Il est ainsi rapporteur du budget social (1958), puis du budget de l'agriculture (1967). De 1962 à 1971, il est également président de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations. En avril 1973, Aimé Paquet abandonne son mandat de député pour entrer dans le deuxième gouvernement de Pierre Messmer, où il occupe la fonction de secrétaire d'Etat au tourisme jusqu'au remaniement de février 1974. Pendant ces quelques mois, il manifeste son souci de faire sortir le tourisme social du dédain dans lequel on le tenait.

En juin 1974, Valéry Giscard d'Estaing, qui vient d'être élu président de la République, le nomme médiateur de la République, en remplacement d'Antoine Pinay. En mai 1980, peu avant de quitter ses fonctions – son mandat n'étant pas renouvelable -, Aimé Paquet évoque une institution qui, selon lui, a désormais « assez de pouvoirs mais trop peu de moyens ». Au lendemain de la défaite de M. Giscard d'Estaing, qu'il impute très largement à l'attitude de Jacques Chirac, il dresse un tableau bien plus sombre de la vie politique française. Dans un entretien au Dauphiné libéré du 2 juillet 1981, il dénonce « la tricherie, la déformation des faits, la trahison délibérée, le fric et les rats ». Agé de soixante-huit ans, il avait alors décidé de « tourner la page, de fermer le livre ».

Cheikh Touré Heiba

# Kim Stanley

## Une grande actrice de Broadway

KIM STANLEY, actrice américaine qui avait créé les pièces Picnic et Bus Stop, de William Inge, et fait quelques apparitions remarquables à l'écran, est morte lundi 20 août à Santa Fe (Nouveau-Mexique) des suites d'un cancer.

Née Patricia Reid le 11 février 1925 à Tularosa (Nouveau-Mexique), Kim Stanley fait ses premières armes sur scène en Californie avant de partir pour New York en 1947. Elle y suit les cours de Lee Strasberg à l'Actors'Studio et fait ses débuts sur les scènes de l'off Broadway naissant, où elle côtoie Sidney Lumet ou l'acteur et réalisateur Gene Saks, avant de triompher à Broadway dans la création de deux pièces de William Inge, Picnic, en 1953, et Bus Stop, en 1955. Dans cette dernière, Kim Stanley incarne Cherie, une chanteuse de cabaret, un rôle que Marilyn Monroe reprendra dans l'adaptation cinématographique de la pièce par

Joshua Logan. Juste retour des choses, Kim Stanley interprète un personnage inspiré du cas Monroe dans La Déesse, de John Cromwell, l'une de ses rares apparitions à l'écran, en 1964.

Actrice exigeante, parfois imprévisible - elle abandonne en 1959 les représentations de A Touch of the Poet d'Eugene O'Neill après une violente dispute avec une partenaire -, Kim Stanley n'apprécie guère le travail sur les plateaux de cinéma. Après Rideau de brume de Bryan Forbes, en 1964, dans lequel son interprétation d'une voyante face à Richard Attenborough lui vaut une nomination à l'oscar, elle reste absente des écrans jusqu'en 1983, date à laquelle elle interprète la mère de l'actrice Frances Farmer dans Frances, de Graeme Clifford, rôle pour lequel elle reçoit une seconde nomination.

**Thomas Sotinel** 

# Chaque samedi avec Le Monde retrouvez LE MONDE TELEVISION

## Abonnez-vous au Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex OUI, je souhaite recevoir Le Monde pour 173<sup>F</sup> (26,37€) par mois par prélèvement automatique. Adresse Code postal : Localité : Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement posta N° NATIONAL D'ÉMETTEUR ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE Autorisation de prélèvements N° 134031 J'autorise l'établissement teneur de TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITEF mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde. Je resterai libre de suspendre provisoire-Code postal Ville ment ou d'interrompre mon abonnement à NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT tout moment. DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne) Signature: Code postal Ville DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi. Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99<sup>FTTC</sup>/min) "Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518 Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA-Tél.: 800-428-30-03

## **AU CARNET DU « MONDE »**

## **Naissances**

Samuel et Clara ont la joie d'annoncer la naissance de

## Elie.

le 11 août 2001.

Isabelle WEKSTEIN-STEG et Gabriel STEG, 64, rue de Miromesnil, 75008 Paris.

http://mapage.noos.fr/pgsteg

Je m'appelle

## Félix,

je suis né le 12 août 2001,

- Coucou, me voilà!

pour la plus grande joie de mes parents et

36, rue Rémy-René-Bazin, 85590 Treize-Vents.

## Diane et Jean-Michel STEG

Emmanuel et Raphaelle la joie d'annoncer la naissance de

## Gabrielle, Claire, Alix,

le 17 août 2001.

Villa n° 1, 66. boulevard Exelmans. 75016 Paris.

## <u>Décès</u>

Mer.

Mme Emile Audra, Ses enfants

et leurs conjoints Ses petits-enfants et leurs conjoints.

Ses arrière-petits-enfants, Et tous ses proches, font part du décès de

## M. Emile AUDRA,

survenu le 21 août 2001, à Blois, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année

La cérémonie aura lieu le jeudi 23 août, à 15 heures, au temple de Mer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Et ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de

## Mlle Lina CARAT,

survenu le lundi 20 août 2001.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 24 août, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy.

On se réunira à l'entrée principale à

Selon la volonté de la défunte, prière de n'apporter ni fleurs ni couronne

Cet avis tient lieu de faire-part.

avenue des Mollins. 92260 Fontenay-aux-Roses.

Ses amis font part du décès de

## M<sup>lle</sup> Jacqueline GAUDIN,

survenu dans la demeure familiale, au 29, rue de L'Oisillonnette, à Cholet (Maine-et-Loire).

- Profondément peinés par la

## Jacques KERCHACHE,

à Cancun (Mexique), le 8 août 2001,

L'Association pour le développement de l'Espace Paul-Rebeyrolle à Eymoutiers (Haute-Vienne), Le personnel de l'Espace Paul-Rebeyrolle,

Et la municipalité d'Eymoutiers, adressent à sa femme, ses filles et ses proches le témoignage de leur vive et douloureuse sympathie.

En la personne de Jacques Kerchache, ils perdent un ami fidèle, attentif à tous, chaleureux et délicat, dont la curiosité, l'immense savoir, et le sens des choix ont joué, comme partout où il intervenait, un rôle décisif dans la création et le développement de l'Espace Rebeyrolle.

Cléder (Finistère)

Nous sommes priés d'annoncer le

comte Jean de GUÉBRIANT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, membre fondateur et président honoraire

du club des explorateurs, survenu à Kergournadeac'h, le

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 23 août, à 10 h 30, en l'église de Cléder.

De la part de la comtesse Jean de Guébriant, née Marguerite de Jumilhac,

le comte Hervé de Guébriant, le comte et la comtesse Hugues de Roquette-Buisson, Wanda de Guébriant ses enfants,

Jean et Antoine de Roquette-Buisson, Alain et Etienne de Guébriant, ses petits-enfants,

le marquis de Durfort.

Condoléances sur registre.

- Pont Aven.

Mme Robert Larzul, son épouse, Loïs, Sandrine.

Yann, Marie-Line, Marie-Odile, Patrick, Tanneguy, Bénédicte, Gaël, Isabelle, Erwan.

ses enfants, Boris, Florian, Simon, Victor, Corentin, Marie, Margaïd, Gillian, ses petits-enfants,

Mme Pierre Cabotte, sa belle-mère,

Et toute sa famille, font part du rappel à Dieu du général (c.r.)

## Robert LARZUL,

promotion général Frère, commandeur de la Légion d'honneur.

Ses obsèques auront lieu en l'église de Nizon en Pont-Aven, le jeudi 23 août 2001, à 14 h 30.

> « Je suis le chemin. la vérité et la vie. »

- Le service de pédopsychiatrie du nord des Hauts-de-Seine a la tristesse d'informer de la disparition

## Jean MÉNÉCHAL,

psychologue, psychanalyste, maître de conférences à l'université Lyon-II,

survenue le 20 août 2001.

## **CARNET DU MONDE** -TARIFS année 2001 TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, **ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 141 FTTC - 21,50 € TARIF ABONNÉS** 119 FTTC - 18,14 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, **MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS** 600 F TTC - 91,47 € **FORFAIT 10 LIGNES** TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74.85 € **FORFAIT 10 LIGNES** 

La ligne suppl. : 60 FTTC- 9,15 €THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 FTTC - 12,96 €

**COLLOQUES -**CONFÉRENCES :

**101.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42** Fax: 01.42.17.21.36

e-mail: carnet@mondepub.fi

et facturées.

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires

LE MONDE DES LIVRES

avec Le Monde DATÉ VENDREDI

- Charles et Jacqueline,

ses enfants,

Françoise et Monique,

ses belles-filles. Armelle, Marie-Caroline, Georges, Alexandre et Charles-Hubert,

. . . . .

Anaïs, Vincent, Marie-Alixe et Jean, ses arrière-petits-enfants,

Sa famille Ses proches et ses amis, ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu de

M<sup>me</sup> Antoinette SEROUDE, née FAUCHER,

Elle est partie rejoindre son mari,

## Georges SEROUDE,

et son fils.

## Jean SEROUDE.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Georges de Riom-ès-Montagnes, à 15 heures, le jeudi 23 août

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Rungis, 75013 Paris. 11, rue Leconte-de-Lille, 75016 Paris.

– M<sup>me</sup> Gilbert Tixier.

M. et Mme Jérôme Tixier

et leurs enfants M. et Mme Bernard Tixier

et leurs enfants, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

## M. Gilbert TIXIER,

professeur émérite des facultés de droit. chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre national de Côte-d'Ivoire.

le 20 août 2001.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 27 août, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part

9, rue Deves, 92200 Neuilly-sur-Seine.

 Delphine et Xavier Pavie. Sigolène Flicoteaux.

Etienne Flicoteaux,

leur père, Les familles Torrilhon, Camus et Flicoteaux.

ont la douleur de faire part du décès de Marie-Luce TORRILHON,

le 16 août 2001, à Château-Thierry

## Anniversaires de décès

Il y a un an,

Michel BIGOT

nous quittait.

Une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- Le 23 août 2000, dans le massif des Ecrins,

## Jean DEOTTO

perdait la vie.

Ceux qui l'aiment pensent à lui.

## Messes anniversaires

Depuis le 21 août 2000.

Proches et amis apprennent à vivre l'absence de

## Claude DEXIDOUR.

« Pour la richesse et la noblesse de ton cœur. Pour ton goût de la liberté, Pour le jeu de ta fantaisie, Pour l'amitié que tu cultivais, Pour ton élégance et ton sourire, Tu illumineras toujours ma vie. » Béatrice Dexidour-Gruber, son épouse.

Une messe anniversaire sera célébrée mercredi 5 septembre 2001, à 19 heures,

en l'église Saint-Paul, Paris-4e.



POLITIQUE MONÉTAIRE La Réserve fédérale américaine a décidé, mardi 21 août, de baisser pour la septième fois de l'année les taux d'in-

térêt, un rythme sans précédent

depuis vingt ans. ● LE LOYER de l'argent au jour le jour est revenu aux États-Unis de 6,50 %, en janvier, à 3,50 %, son seuil le plus bas depuis le printemps 1994. ● UNE VÉRITABLE

COURSE contre la récession est engagée. Le chiffre révisé du PIB au deuxième trimestre pourrait être négatif. • LA BAISSE des taux est censée soutenir à la fois l'investisse-

ment, en chute libre, et la consommation, qui s'effrite peu à peu. ● LES **INCERTITUDES** sur la consommation et le moral des ménages, liées à la baisse de Wall Street et à la multiplication des annonces de licenciements, sont fortes. 

L'AFFAIBLISSE-MENT du dollar, induit par celui de la rémunération de l'argent, pourrait favoriser les exportations.

# La Réserve fédérale américaine tente d'empêcher la récession

Le loyer de l'argent a été abaissé pour la septième fois de l'année aux Etats-Unis, pour atteindre son seuil le plus bas depuis 1994. La banque centrale américaine tente de relancer l'économie en encourageant la consommation et les investissements. La faiblesse du dollar pourrait relancer les exportations

de notre correspondant Alan Greenspan peut-il sauver l'économie américaine de la récession? Le président de la Réserve fédérale (Fed) s'y emploie depuis huit mois. Il a décidé, mardi 21 août, de baisser pour la septième fois de l'année les taux d'intérêt (d'un quart de point cette fois), un rythme sans précédent depuis vingt ans. Le loyer de l'argent au jour le jour est revenu aux Etats-Unis de 6,50 % en janvier à 3,50 %, son seuil le plus bas depuis le printemps 1994. La Fed a engagé une véritable course contre la récession. En réduisant le prix de l'argent, elle tente de soutenir à la fois l'investissement, en chute libre, et la consommation, qui s'effrite peu à peu.

Après être passé soudainement, en 2000, d'une croissance proche de la surchauffe de plus de 5 % à un rythme de 1 %, l'économie américaine continue de ralentir. La dernière étude de la banque centrale américaine sur la conjoncture, le Livre beige, montre que les difficultés des entreprises - l'investissement et les bénéfices plongent - se diffusent vers l'ensemble de l'économie. Le calcul initial de 0,7 % de croissance en rythme annuel au deuxième trimestre devrait être sérieusement révisé la semaine prochaine. Peut-être même sera-t-il négatif, compte tenu à la fois de la forte baisse des stocks et du moindre dynamisme de la consommation. « Le ralentissement américain est plus profond qu'il n'était initialechiffre proche de 0 % au deuxième trimestre, et tout donne à penser que le troisième trimestre sera à nouveau très faible», indique la banque HSBC-CCF dans une étude publiée

Or une récession se définit, selon la théorie économique, par deux trimestres consécutifs de contraction

1,4 million d'Américains devraient se retrouver cette année en faillite personnelle. L'ensemble des dettes des ménages du pays représente 7 300 milliards de dollars

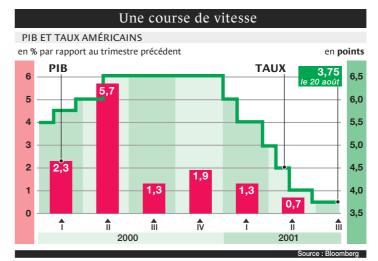
de l'activité. La Réserve fédérale est consciente du risque. Dans le communiqué qui a suivi, mardi, l'annonce de la baisse des taux, elle confirme que le principal danger pour l'économie américaine est « une faiblesse excessive de l'activité ». La Fed prévient qu'elle est prête à continuer à assouplir le crédit si la situation continue à se détériorer. « Nous ne sommes pas sortis d'affaire », et « la conjoncture conti-

ment attendu. Nous prévoyons un nue à se détériorer », avait déjà expliqué Alan Greenspan, mercredi 18 juillet, devant les parlementaires américains. « Jusqu'à ce que l'on voie davantage de signes concrets de réajustement des stocks et des dépenses d'investissement, les risques semblent pencher vers davantage de faiblesse de l'activité », avait-il aiouté.

Et les menaces ne manquent pas. On peut citer, en particulier : les incertitudes sur la consommation et le moral des ménages, liées à la baisse de Wall Street et à la multiplication des annonces de licenciements ; la faiblesse de la demande extérieure, provenant à la fois du ralentissement en Europe et en Asie, des crises financières en Argentine et en Turquie, et d'un dollar trop fort.

Les économistes, les banquiers et les politiques américains commencent à sérieusement s'inquiéter. Le scénario rassurant d'une reprise à la fin de l'année semble de moins en moins vraisemblable et, en dehors de la baisse du lover de l'argent, nul autre moteur ne semble susceptible de permettre à la première économie du monde de repartir. Alan Greenspan est plus que jamais l'homme des missions impossibles, un rôle qu'il tient à merveille depuis le krach d'octobre 1987. Mais, si le personnage est toujours aussi respecté, l'ampleur du ralentissement montre qu'il a été surpris, et certains lui reprochent d'avoir trop tardé à utiliser l'arme des taux.

L'action de la Fed commence



La Réserve fédérale a tardé à réagir à la baisse de la croissance du PIB à partir du troisième trimestre de l'an 2000.

tout de même à produire quelques effets. « Le pire est maintenant passé pour l'économie américaine, même si quelques mois seront nécessaires avant un véritable rebond ». estime la banque Merrill Lynch. « Les ménages vont bénéficier de 40 milliards de dollars de baisse d'impôts, de 30 milliards en moins dans leur facture énergétique et de 50 milliards de pouvoir d'achat supplémentaire avec la baisse du coût de l'argent. De quoi soutenir la consommation », ajoute Merrill Lynch.

La baisse des taux a aussi contribué à affaiblir le billet vert et à doper le marché obligataire. La rémunération des fonds placés en dollars ne cessant de se réduire, ce

dernier commence à en souffrir. La monnaie américaine a perdu en cinq mois environ 10 % de sa valeur face à l'euro et 5 % contre le ven. Ce qui est une très bonne nouvelle pour l'industrie américaine. asphyxiée par une monnaie trop forte. La bonne santé du marché obligataire (les cours des obligations montent quand les taux baissent) est aussi une bonne chose pour les entreprises. Elles peuvent se financer dans d'excellentes conditions.

Entre la baisse des rendements à long terme (descendus à 4,8 % à dix ans), favorable aux emprunteurs, et l'afflux de capitaux vers les obligations, considérées comme un placement plus sûr que les actions, le marché des emprunts a battu des records. Selon le cabinet Thomson Financial, les sociétés américaines non financières ont émis depuis le début de l'année 195 milliards de dollars (212,87 milliards d'euros) d'obligations, battant d'ores et déjà le record de 153 milliards de 1998. Les groupes les plus solides disposent donc de ressources financières abondantes, encore faut-il qu'ils les utilisent. Si M. Greenspan a fait beaucoup pour réduire le coût du crédit, il ne peut pas contraindre les emprunteurs à investir.

Comme toujours, le consommateur américain décidera ou non de la récession. Les ménages résistent vaillamment depuis un an au retournement de la conjoncture et à la baisse de Wall Street. Mais ils sont fragiles, car sensibles à l'évolution des cours de Bourse et, surtout, très endettés. Le magazine Newsweek du 27 août titre en couverture sur la menace du surendettement. Un million quatre cent mille Américains devraient se retrouver cette année en faillite personnelle. Selon la Fed, l'ensemble des dettes des ménages du pays représente 7 300 milliards de dollars. Le double de ce qu'elles étaient lors de la dernière récession, il y a dix ans. « Nous sommes engagés dans une course, affirme dans Newsweek Brian Nottage, d'Economy.com. La consommation restera-t-elle forte suffisamment longtemps pour permettre à l'économie de repartir?»

Eric Leser

# L'assouplissement monétaire affaiblit le dollar

LE NOUVEL ASSOUPLISSEMENT de la politique monétaire américaine a conforté le récent recul du dollar, notamment par rapport à la devise européenne. La monnaie unique s'échangeait, mercredi 22 août en début de matinée, à 0,9207 dollar, contre 0,908 la veille. La publication de l'indice du climat des affaires en Allemagne (IFO), en hausse pour la première fois depuis janvier 2001, a amplifié le rebond de l'euro. Ce mouvement de baisse du billet vert est amorcé depuis plusieurs jours (Le Monde du 15 août) : le dollar a ainsi perdu plus de 9 % face à la devise européenne par rapport à son niveau de début juillet.

Les investisseurs commenceraient-ils à perdre confiance dans le dollar? Selon les résultats de l'étude mensuelle de Merrill Lynch auprès des gestionnaires de fonds, ils sont 57 %, au mois d'août, à indiquer l'euro comme leur devise favorite pour les douze mois à venir, contre 31 % désignant le dollar. Il y a encore un mois, ils étaient encore 43 % à privilégier le dollar, et 40 % l'euro. Ce changement relever en fait d'une déception tempo raire plus que d'un renversement de tendance. « Le dollar se replie car les investisseurs se sont rendu compte que la sortie du ralentissement économique et de la crise des sociétés technologiques aux Etats-Unis serait plus difficile que prévu. La réaccélération de l'économie n'interviendra pas avant la fin de l'année, alors qu'ils l'attendaient au cours du second semestre », explique Hervé

Monet, directeur des études économiques à la Société générale.

Mais ce tassement de la devise américaine face à l'euro est en fait plutôt positif. « La légère hausse de l'euro est satisfaisante pour l'économie mondiale. Il ne fallait pas que la spirale baissière de la monnaie unique se poursuive », estime Jean-Pierre Petit, responsable des études économiques chez Exane. La situation pour les agents économiques des deux côtés de l'Atlantique était difficilement soutenable à long terme. Un dollar trop élevé affecte la compétitivité de l'industrie américaine, qui l'a plusieurs fois fait savoir au gouvernement, et il pénalise les entreprises internationalisées lors du rapatriement et de la conversion en dollar des profits de leurs

## **SOMBRES SCÉNARIOS**

En Europe, la force du billet vert, qui rend l'euro vulnérable, n'est pas non plus satisfaisante : elle est créatrice d'inflation, en raison de la hausse des prix des produits importés, et un confiance des investisseurs et des particuliers à la veille de l'introduction des pièces et des billets en euros.

Pourtant, rares sont ceux qui anticipent une véritable tendance à la baisse du dollar et, par conséquent, un net redressement de l'euro. Les récents mouvements sur le marché des changes et la baisse de la devise américaine sont davantage dus au regain des incertitudes sur la reprise économique aux Etats-Unis qu'à un renforcement de l'euro lié à une amélioration de la conjoncture européenne. Les perspectives de croissance restent toujours plus élevées aux Etats-Unis qu'en Europe. « Depuis la création de la monnaie unique, ses rebonds ont toujours été sans lendemain », souligne M. Petit. Les anticipations des économistes sur la valeur de l'euro à la fin de l'année se situent dans une fourchette de 0,90 dollar à 0,95 dollar.

Sans que cela soit leur scénario de prédilection, certains spécialistes n'excluent cependant pas une théorie nettement plus sombre, avec à la clé une crise du dollar. Pour Valérie Plagnol, économiste au CIC, il existe un risque qu'une spirale négative s'enclenche en cas de poursuite de la morosité des marchés boursiers ou de récession généralisée.

« Pour le moment, la Fed nous dit que la récession industrielle est plus dure que prévu et qu'elle risaue de s'étendre aux autres secteurs de l'économie. Mais si, en fin d'année, on ne voit toujours e reprise et que les profits des entrep se redressent pas, alors on court à la catastrophe », estime-t-elle en précisant que le troisième trimestre, sur lequel beaucoup ont reporté leurs espoirs sera décisif. S'ils étaient déçus, le dollar pourrait être entraîné dans un mouvement de baisse.

C. Pme

# La Fed n'a pas rassuré Wall Street

LA SEPTIÈME BAISSE des taux d'intérêt directeurs décidée par la Fed en 2001 n'a pas calmé les inquiétudes de Wall Street. Quelques minutes après l'annonce du nouvel assouplissement monétaire, le Dow Jones s'inscrivait au plus haut de la journée, en hausse de 0,57 %, à 10 378,88 points. Mais cet indice a ensuite dégringolé au cours des deux dernières heures de la séance, lorsque les opérateurs ont pris connaissance du message pessimiste accompagnant le geste de la Fed.

Finalement, le Dow Jones a perdu 1,41 %, à 10 174,14 points. L'indice Standard & Poor's 500, qui recense un plus large éventail de valeurs, a connu le même effet boomerang, passant d'une hausse de 1,95 % à un repli de 1,21 %, et terminant à 1 157,26 points. Surtout, l'indice du marché en valeurs de technologie, a échangé un gain de 0,64 % contre une perte de 2,66 %, finissant la séance de mardi à 1 831,30 points.

« Cette baisse de taux, largement anticipée, ne semble pas devoir être d'un grand soutien pour les marchés, qui attendent de voir les signes

d'une reprise franche des affaires dans les statistiques et surtout dans les prévisions des sociétés », observe Virginie Süe, économiste de marché chez Fortis Bank.

## PROCHAINE RÉUNION LE 2 OCTOBRE

Pour Bruce Steinberg, chef économiste de la banque d'affaires Merrill Lynch, « les considérations de la Fed sur la situation économique ne sont pas aussi pessimistes qu'en juillet mais ne donnent pas non plus l'impression qu'elle prévoit une amélioration soudaine de la situation », rapporte l'Agence France Presse. M. Steinberg s'attend donc à une nouvelle baisse de taux de la Fed « de 25 points de base lors de la prochaine réunion de son comité monétaire le 2 octobre ».

Mardi matin, Abby Joseph Cohen, l'analyste vedette de Goldtif de 12 500 points pour l'indice Dow Jones à la fin de l'année, mais légèrement réduit, à 1500 points, son estimation pour le S & P 500, sans convaincre non plus le marché.

Adrien de Tricornot

## TROIS QUESTIONS A... PHILIPPE WEBER

## Vous êtes économiste chez CPR Gestion. De quelle manière une baisse des taux d'intérêt peut-elle relancer l'économie ?

L'essentiel de la transmission se fait par le crédit. Le taux de la Banque centrale est celui auquel les banques commerciales empruntent. Elles répercutent une baisse de ce taux sur leurs clients, qui, grâce à ce crédit moins cher, peuvent emprunter plus, et donc consommer ou investir davantage. Le mécanisme ioue d'autant mieux que la baisse des taux de la banque centrale (à très court terme) est transmise à des taux aux durées plus longues.

Les marchés financiers jouent aussi un rôle; une baisse des taux fait mécaniquement monter la Bourse, par l'effet d'une diminution du taux d'intérêt avec lequel on calcule la valeur d'une action ou d'une obligation, renforcant le sentiment de richesse des ménages, donc leur

consommation. Il peut enfin y avoir une transmission par le marché des changes: une baisse des taux rend les placements du pays moins attirants, ce qui peut faire baisser la devise et favoriser les exportations.

Cela dit, ce n'est pas l'analyse monétariste, influente à la Bundesbank et, dans une moindre mesure, à la Banque centrale européenne. Pour les monétaristes, la quantité de monnaie influe sur les prix, mais n'a pas d'effet durable sur l'activité. Une baisse des taux accroît le crédit, donc la quantité de monnaie, donc les prix. C'est dans le cadre de cette théorie que la BCE suit de près la masse monétaire M3.

## 2 Pourquoi ne voit-on pas déjà les effets du mouvement de baisse des taux d'intérêt de la Fed sur l'économie américaine ?

Les délais de transmission sont longs (plusieurs trimestres) et la politique monétaire ne peut aplanir toutes les difficultés : aucune baisse des taux ne peut résoudre la surévaluation des actions ou le

surinvestissement de certains secteurs. En revanche, si les taux courts étaient restés à 6,50 %, la Bourse aurait baissé encore plus et l'économie serait en récession. La politique monétaire a limité les dégâts et, pour la part saine de l'économie, a préparé un rebond dont on devrait voir des signes au début de 2002.

## **3** Pourquoi la politique monétaire semble-t-elle plus efficace aux Etats-Unis qu'en Europe?

L'efficacité de la politique monétaire dépend, d'une part, de la crédibilité de la Banque centrale et de son président, mais aussi de la structure financière. Une économie où les agents sont très endettés, comme les Etats-Unis, réagit plus fortement à une baisse des taux. La place de la Bourse joue aussi : la capitalisation boursière américaine est très supérieure, rapportée au PIB, à ce qu'elle est en Europe.

> Propos recueillis par Cécile Prudhomme

## COMMENTAIRE *AU TOUR* DE LA BCE ?

Après la Réserve fédérale, la Banque centrale européenne va-t-elle baisser ses taux ? Jusqu'à présent. les Européens se sont bien gardés d'emboîter le pas aux autorités monétaires américaines. Personne n'interpréterait aujourd'hui comme un acte de suivisme vis-à-vis de la Fed une baisse des taux de la BCE: l'immobilisme de Wim Duisenbera et de ses collègues, comparé à la très vive réaction d'Alan Greenspan, aura au moins permis à la BCE de s'affranchir de l'ombre de sa grande sœur américaine.

De nombreux arguments plaident pour une baisse des taux rapide dans la zone euro. L'indice des prix à la consommation, après le pic atteint en juin, est à nouveau orienté à la baisse. Tout porte à croire, selon le message répété des

gardiens monétaires, qu'il passera en 2001 en deçà du seuil des 2 % fixé par la BCE. Le regain de forme de l'euro, qui demeure au-dessus de 0,91 dollar, en hausse de 10 % depuis juillet, milite aussi en faveur d'une détente. Car ce rebond allège la facture des produits importés, du pétrole en parti-

Par ailleurs, et surtout, les actueldifficultés économiques devraient contribuer à la baisse des prix. Plus personne ne doute que le ralentissement américain a un impact important sur la conjoncture européenne. Si la BCE paraissait encore optimiste voilà cing mois, elle est aujourd'hui sensible à cette réalité. Le ralentissement économique international a « pesé fortement sur les exportations de la zone euro ainsi que sur l'investissement », notait-elle dans son dernier bulletin mensuel, début août.

Voilà deux mois, la BCE se trouvait dans une passe autrement plus délicate : le pic d'inflation et la dégradation conjointe de l'économie limitaient ses marges de manœuvre. L'évolution des prix à la baisse a ouvert une nouvelle fenêtre de tir pour la BCE.

Dans ce contexte, la discussion sur l'assouplissement du pacte de stabilité et de la riqueur budgétaire au sein de l'Euroland tombe au plus mauvais moment. L'institut d'émission n'a d'ailleurs pas tardé, mardi 21 août, à rappeler discrètement les gouvernements à l'ordre, pour les inciter à « mettre en œuvre une politique budgétaire conforme au pacte de stabilité et de croissance ». La bataille entre dirigeants politiques et monétaires sur ce dossier sensible risque de se poursuivre. Espérons que la banque centrale n'utilise pas l'arme monétaire (en l'occurrence, le statu quo) pour « dissuader » les gouvernements de tout écart budgétaire.

Philippe Ricard

# La justice interdit à Serono de vanter son remède contre la sclérose en plaques

LA MULTINATIONALE pharmaceutique suisse Serono a été condamnée par la cour de justice de Genève à ne pas faire état auprès du grand public d'une étude comparant l'efficacité de son médicament contre la sclérose en plaques (SEP) commercialisé sous la marque Rebif - et un médicament concurrent similaire, l'Avonex, de l'américain Biogen. Celui-ci, qui bénéficie - grâce à la réglementation américaine sur les maladies rares - d'une exclusivité commerciale pour son produit aux Etats-Unis jusqu'en 2003, avait saisi la justice, à la suite de la publication de cette étude financée par Serono. Il estimait que les conclusions qu'en tirait son concurrent suisse étaient « fausses et trompeuses vis-à-vis des médecins et des personnes atteintes de

Dans son jugement du 17 août, la cour « fait interdiction à Serono International de faire toute publicité ou annonce (...) accessible au public, affirmant ou laissant entendre que les patients traités avec Rebif ont 90 % de chance de plus de ne pas être atteints par une poussée de la maladie (...) que ceux traités avec Avonex ».

La firme suisse se voit aussi interdire toute publicité « adressée aux professionnels de la santé » pour l'étude comparative ou un condensé de celle-ci. Elle est en revanche autorisée à faire figurer sur des sites Internet sécurisés les résultats de l'étude débarrassés de tout commentaire. Serono se dit satisfait de conserver « la liberté de communiquer les résultats complets de l'étude comparative aux professionnels de la santé.».

Jean-Yves Nau

# Bruxelles veut tester la publicité pour les médicaments sur ordonnance

Une « expérience pilote » devrait être menée, pour cinq ans, avec les traitements contre le sida, le diabète et l'asthme. Certains Etats redoutent un accroissement des dépenses de santé

L'EUROPE pourrait assouplir sa législation en matière de publicité médicale. Le Parlement et le Conseil de l'Union européenne examineront, sans doute en septembre, une décision prise le 18 juillet par la Commission (Le Monde du 19 juillet). Sa direction générale Entreprises, qui œuvre à la création d'« un environnement propice à l'épanouissement des entreprises », propose que les laboratoires pharmaceutiques puissent vanter auprès du grand public des produits vendus uniquement sur ordonnance. Dans un premier temps, cette ouverture à la publicité ne concernerait que les médicaments traitant le diabète, le sida et l'asthme. Il s'agirait d'une « expérience pilote », indique-t-on à Bruxelles, conduite pour une période de cinq ans. Ces nouvelles publicités pourraient être diffusées à la télévision, à la radio et dans la presse grand public, même si elles vantent des produits parfois considérés comme potentiellement dangereux s'ils sont contre-indiqués ou mal utilisés.

En France, pour l'instant, seuls les médecins sont habilités à recevoir des communications scientifiques validées en amont par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps), auteur, pour le compte de l'Etat, de règles strictes en matière de communication médicale. Un tel changement ne serait pas sans conséquences sur les politiques de santé publique. Cette décision devra encore être validée par les deux instances européennes pour être appliquée, un processus qui demandera au moins un an. Une telle directive serait une rupture brutale avec les interdictions en vigueur depuis

1986, encore renforcées et précisées par une directive en 1992. Contrairement aux Américains, on considérait jusqu'ici en Europe qu'il n'était pas souhaitable d'encourager la demande pour des médicaments pris en charge par la collectivité et qui nécessitent le diagnostic d'un médecin pour être bien utilisés.

## **DEUX CAMPS EN PRÉSENCE**

Les temps changent. Sous la pression des industriels, qui anticipent des pertes de revenus à cause de la concurrence accrue des médicaments génériques. Et sous la pression des « e-pharmacies », qui bousculent les législations nationales en proposant en vente libre depuis les Etats-Unis toutes sortes de produits très réglementés en Europe (le Viagra contre l'impuissance masculine, l'hormone DHEA censée lutter contre le vieillissement, la Ritaline utilisée contre l'hyperactivité et l'inattention...). Face à cette position inédite de la Commission, deux camps s'affrontent. Certains considèrent que les consommateurs bénéficieront ainsi d'une meilleure information, un argument développé par les publicitaires et repris par la Commission. D'autres estiment qu'à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande une telle mesure dopera inutilement la

Outre-Atlantique, en effet, des sommes fabuleuses sont dépensées chaque année par les industriels pour pousser les consommateurs à demander ces médicaments « vus à la télé » à leur médecin. En 1999, près d'1,8 milliard de dollars (1,98 milliard d'euros), selon l'institut IMS Health, ont été

dépensés pour vanter auprès du grand public des médicaments vendus sur prescription. Ce montant atteignait 1,3 milliard de dollars au seul premier semestre de 2000, soit une augmentation de 44,5 % par rapport aux six mois précédents. Ces médicaments fortement promus représentent chacun au bas mot 1 milliard de dollars de revenus pour leurs fabricants, selon un professionnel américain. La forme publicitaire originale permet au téléspectateur de faire un auto-diagnostic. Le patient va ensuite demander à son médecin de lui prescrire le médicament dont il est convaincu d'avoir besoin. Inutile de dire que cette démarche agressive gêne le corps médical, qui redoute que le patient ne dicte bientôt la prescription des médicaments.

Si ce texte est adopté, laboratoires et publicitaires devront être pointilleux. Aux Etats-Unis, de plus en plus d'hommes politiques - comme Al Gore - déplorent la baisse des budgets de recherche et développement des laboratoires au profit des budgets publicitaires. Les patients, eux, portent plus fréquemment plainte pour publicité mensongère. Une association de patients, la Prescription Access Litigation project (à Boston), a ainsi déposé, le 10 août, une plainte contre Schering Plough et son antiallergique vedette, la Claritine. L'association considère, selon la lettre professionnelle électronique éditée par CB News le 15 août, que le laboratoire « omettait volontairement de préciser que son médicament n'était en réalité efficace qu'une fois sur deux ».

Florence Amalou

# Le Club Med vérifie ses piscines après l'accident en Grèce

LE CLUB MÉDITERRANÉE a confirmé, mardi 21 août, qu'il avait engagé une inspection de ses piscines dans le monde, après l'accident mortel d'un enfant de sept ans survenu samedi dans un de ses villages en Grèce. Lundi, la justice grecque avait engagé des poursuites contre trois personnes pour homicide involontaire, dont le directeur du Club Med en Grèce (Le Monde du 21 août). Sur TF1, mardi soir, le PDG du groupe, Philippe Bourguignon, a déclaré que, sur les 200 piscines du Club Med, « les trois quarts sont aux normes françaises [de sécurité] ou au-delà », le reste étant aux normes locales, moins contraignantes. Selon le groupe, le bassin où s'est déroulé l'accident « appartiendrait » à cette dernière catégorie. La secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine, estimait mardi que ce décès « amènera probablement le Club à revoir sa stratégie autour des piscines et des activités d'eau ». Mercredi matin, le groupe précisait que le passage des piscines aux normes locales vers les normes françaises « faisait partie de la réflexion de l'audit qui est actuellement mené ».

## Le Sernam fermera trois agences en septembre

LA DIRECTION du Sernam, l'ancien service de messagerie de la SNCF, a annoncé, à l'issue d'un comité d'entreprise (CE) extraordinaire mardi, la fermeture en septembre de trois de ses agences, employant 116 personnes. Il s'agit des agences de Châteauroux (Indre), Creil (Oise) et Besançon (Doubs). La direction du Sernam, filialisé en 2000 et qui emploie 3 800 personnes, a aussi annoncé le regroupement en quatre unités de huit autres sites – sur soixante-quatre au total – à Chartres et Orléans, Chambéry et Annecy, Clermont-Ferrand et Montmarult, Oyonnax et Bourg-en-Bresse, selon un délégué de la CGT-Cheminots. Pour SUD-Rail, « le Sernam entre bien dans la phase de dégraissage exigé par Géodis [filiale routière de la SNCF] avant de reprendre cette entreprise au groupe SNCF». La direction a « également annoncé que vingt autres agences étaient en grande difficulté (sept cents postes au total) » précise SUD, pour qui « là aussi, des licenciements sont à prévoir ». Reclassements et mesures d'accompagnement ont toutefois été promis par le Sernam.

## AOL va supprimer 1 200 emplois

AMERICA ONLINE (AOL), le numéro un mondial de l'accès à Internet, a annoncé, mardi, qu'il comptait supprimer 1 200 emplois à travers le monde, soit plus de 7 % de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de restructuration. AOL va aussi supprimer 500 emplois au sein de Netscape, sa filiale commune avec le groupe informatique Sun Microsystems. Le coût de ces licenciements est estimé entre 100 millions et 125 millions de dollars (110 millions à 138 millions d'euros). Dans un communiqué, AOL écrit que le but de son plan de restructuration est « d'accélérer les synergies entre AOL et le groupe d'édition Time Warner », qui ont fusionné en début d'année, en intégrant les différents services des deux groupes dans les domaines de l'Internet et de la commercialisation des produits. De nouvelles entités seront créées pour regrouper les activités de services, d'une part, les autres activités Internet du groupe, d'autre part.

## **TABLEAU DE BORD**

## **ÉCONOMIE**

## L'Argentine obtient 8 milliards de dollars de plus du FMI

**LE DIRECTEUR** général du Fonds monétaire international (FMI), Horst Koehler, s'est dit prêt, mardi 21 août, à accorder 8 milliards de dollars (8,8 milliards d'euros) de plus à l'Argentine, contre une restructuration de sa dette et une application sans faille du programme de rigueur. Cet accord sera soumis au conseil d'administration du FMI début septembre et pourrait tion immédiate de 5 milliards de dollars. Un ballon d'oxygène pour l'Argentine, dans sa quatrième année de récession économique. La ligne de crédit de l'Argentine auprès du FMI va ainsi passer de 14 à 22 milliards de dollars. Ceux-ci s'ajoutent à plus de 25 milliards de dollars promis en décembre par plusieurs institutions internationales, dont la Banque mondiale, et certains pays tels l'Espagne.

## ■ FRANCE : l'excédent commercial au premier semestre a

atteint 2,491 milliards d'euros contre 3,290 milliards d'euros au premier semestre 2000, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées par les douanes françaises mercredi. En juin, le commerce extérieur a dégagé un excédent de 1,122 milliard d'euros après un excédent de 431 millions d'euros en mai.

- L'emploi salarié dans les entreprises d'au moins 50 salariés a augmenté en juin de 0,2 % par rapport à mai, dans le secteur privé et semiconcurrentiel (hors travail temporaire).
- ZONE EURO: les réserves nettes en devises de l'Eurosystème (BCE et banques centrales des pays de la zone euro) ont augmenté de 600 millions d'euros, à 273,8 milliards d'euros, sur la semaine close le 17 août.

## **AFFAIRES**

## INDUSTRIES

• BAYER: une première plainte a été déposée en Espagne contre la firme, après le décès d'un patient traité avec l'anticholestérol de Bayer, retiré du marché, selon la presse espagnole du 22 août. En France, une deuxième plainte a été déposée, lundi, par un patient de Guéret (Creuse). En Grèce, un homme de soixante-dix ans serait aussi décédé en juin des suites du traitement anticholestérol de Bayer, a indiqué, mardi, l'Organisme national de la pharmacie.

• MONTEDISON: Italenergia a acquis 96,9 % du capital de la holding industrielle et 95,7 % du capital de sa filiale Edison à l'issue d'une double OPA lancée par Fiat et son allié EDF.

FRANCFOR'

MADRID

MILAN

FTSE 100

MIBTEL 30

STOCK EXCHANGE

• STEELCASE: le groupe américain, numéro un mondial de l'aménagement de bureau, a annoncé mardi la suppression d'un millier d'emplois en Amérique du Nord, soit 5 % de ses effectifs mondiaux.

• CITROËN: le groupe a annoncé le lancement au printemps 2002 de la C 3, future concurrente de la Renault Clio et de la Peugeot 206, qui sera présentée au salon de Francfort, le 11 septembre.

## SERVICES

• PREUSSAG: le groupe allemand va être rebaptisé TUI, du nom de sa branche tourisme, pour signer l'ancrage de l'ancien sidérurgiste dans ce secteur, dont il est le leader européen.

● AFORM: l'Association française des opérateurs de réseaux multiservices a déposé mardi une requête devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de l'appel à candidatures pour la télévision numérique terrestre, publié par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

### **EUROPE** FRANCFORT DAX 30 LONDRES **PARIS** CAC 40 5236,22 5398,40 4828,16 6 J. 6 J. 6 J. 22 A 22 M. 22 A Indices sélection Var. % 21/08 Var. % 31/12 cours 22/08 Europe 9h57 EUROPE **EURO STOXX 50** - 20,89 - 0,88 - 19,73 EURO STOXX 324 317,62 - 0,43 299,28 - 0,77 - 16,82 4828,16 - 0,14 - 18,53 **PARIS** MIDCAC PARIS 3304,42 SBF 120 - 17,85 -0,23PARIS SBF 250 SECOND MARCHÉ AMSTERDAM 526,04 AEX - 0,62 - 17,50 **BRUXELLES** - 0,33 BEL 20 2838.60 - 6,15

5398,40

8232,20

35200,00

- 0,59

0,44

-0,11

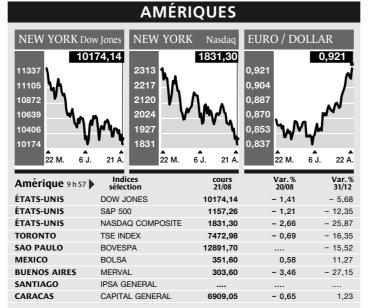
-0.98

- 13,24

- 9,63

-19,49

-18,02



Cours de change croisés										
<b>22/08</b> 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.				
DOLLAR		0,83612	0,92180	0,14056	1,45570	0,6062				
YEN	119,60000		110,25000	16,80500	174,13000	72,4350				
EURO	1,08483	0,90703		0,15245	1,58010	0,6576				
FRANC	7,11415	5,95350	6,55957		10,36655	4,3126				
LIVRE	0,68695	0,57400	0,63290	0,09655		0,4164				
FRANC SUISSE	1,64960	1,37850	1,52200	0,23170	2,40290					

	Α	SIE - P	ACIFI	QU	JE	
ТОКҮО	Nikkei	HONGKO	NG Hang	Seng	EURO / YE	EN
14091 13524 12957 12391 11824 11257	₩.	13867 13331 12795 12260 11724	**************************************	,57	110,3 108,3 106,3 104,3 102,3 100,4	##10,25 ///
22 M. 6 J.	22 Å.	<b>▲</b> 22 M.	5 Ĵ.	22 Å.	<b>2</b> 2 M.	6 J. 22 Å.
Zone Asie 9h57	Indice sélecti			urs /08	Var. % 21/08	Var. % 31/12
токуо	NIKKEI 2	25	1139	6,43	1,03	- 17,33
HONGKONG	HANG SE	ENG	1118	8,57	- 2,20	- 25,88
SINGAPOUR	STRAITS	TIMES	162	9,34	- 0,14	- 15,44
SÉOUL	COMPOS	SITE INDEX	7	0,76	1,19	11,70
SYDNEY	ALL ORD	INARIES	325	5,10	- 0,26	3,18
BANGKOK	SET		2	1,23	1,19	13,96
BOMBAY	SENSITIV	/E INDEX	329	7,43	0,56	- 16,99
WELLINGTON	NZSE-40		202	0,68	- 0,76	6,26

Taux de ch	ange	fixe zone Eui	0	Hors zone E	uro
Euro contre 🕨	Taux	contre franc 🕨	Taux	Euro contre 🕨	21/08
FRANC	6,55957	EURO	0,15245	COURONNE DANOISE.	7,4468
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,1215
LIRE ITALIENNE (1000)	. 1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	9,4310
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100).	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	34,0780
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100).	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN.	1,7110
SCHILLING AUTR. (10)	. 1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,4107
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR HONGKONG.	7,1196
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAI	S <b>2,97660</b>	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0874
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FORINT HONGROIS	256,2400
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324	LEU ROUMAIN27	205
DRACHME GREC.(100).	3,40750	DRACHME GREC. (100	). 1,92503	ZLOTY POLONAIS	3,8997

Taux d'intérêt (%)					Matif				
Taux 21/08	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	<b>Cours</b> 9 h 57	Volume 22/08	dernier prix	premier prix	
FRANCE	4,51	4,23	4,93	5,51	Notionnel 5,5				
ALLEMAGNE	4,49	4,32	4,82	5,42	DÉCEMBRE 2001	784	90,24	90,11	
GDE-BRETAG.	4,43	4,86	4,86	4,55	Euribor 3 mois				
ITALIE	4,49	4,27	5,20	5,82	JANVIER 2001	NC	NC	NC	
JAPON	0,07	0,01	1,36	2,46					
ÉTATS-UNIS	3,53	3,40	4,90	5,45					
SUISSE	3,25	3,03	3,22	3,92	Retrouvez ces			Web:	
PAYS-BAS	4.44	4.27	4.96	5.48	www.lemon	de.fr/bo	urse		

## BOURSES

MERCREDI 22 AOÛT, dans les échanges, l'indice premiers CAC 40, à 4 781,87 points, reculait de 1,10 %. A Francfort, l'indice DAX affichait une baisse de 0,92 %, mercredi matin, à 5 167,87 points, tandis qu'à Londres, l'indice Footsie cédait 0,83 %, à 5 385,10 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a gagné 1,03 % au cours de la séance de mercredi, à 11 396,43 points. A Wall Street, l'indice Dow Jones avait perdu 1,41 %, mardi 21 août, à 10 174,14 points. L'indice Nasdaq, riche en valeurs de technologie, s'était replié de 2,66 %, à 1 831,30 points.

## **TAUX-CHANGES**

L'EURO se repliait face au billet vert, mercredi matin 22 août, à 0,9152 dollar. La devise européenne avait vivement rebondi, regagnant un cent face au dollar, mardi en fin de journée, après l'annonce de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale et à la suite de la baisse des marchés d'actions. De son côté, le yen se renforçait face au dollar, mercredi matin, à 119,74 yens pour un dollar. Sur les marchés obligataires, le

Sur les marchés obligataires, le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 4,91 %. Celui du Bund allemand s'inscrivait à 4,79 %.

4410

**FUTURE NETWORK** GRANADA

GRUPPO L'ESPRES GWR GROUP HAVAS ADVERTISI

INDP NEWS AND M INFORMA GROUP LAGARDERE SCA N

M6 METROPOLE TV

MODERN TIMES GR SE

MEDIASET

MONDADORI NRJ GROUP PEARSON

PRISA PROSIEBEN SAT.1

PT MULTIMEDIA R

**PUBLICIS GROUPE** PUBLIGROUPE N REED INTERNATIO

REUTERS GROUP

UNITED PAN-EURO NL ★ UTD BUSINESS ME

VIVENDI UNIVERS

WOLTERS KLUWER

AHOLD ALTADIS

AMADEUS GLOBAL

ATHENS MEDICAL AUSTRIA TABAK A

BIC BRIT AMER TOBAC

AVIS EUROPE BEIERSDORF AG

CASINO GP

CLARINS COLRUYT

DELHAIZE

FIRSTGROUP GALLAHER GRP

GIVAUDAN N

L'OREAL

ICELAND GROUP

IMPERIAL TORACC

JERONIMO MARTIN KESKO -B-

LAURUS NV MORRISON SUPERM RECKITT BENCKIS

STAGECOACH HLDG TERRA NETWORKS

SAFEWAY SAINSBURY J. PL

WANADOO

▶ DJ E STOXX MEDIA P

SOGECABLE R TAYLOR NELSON S TELEWEST COMM.

34,89 1,29

2,06 80,30 7922,87

8705.75

IT\*

- 0,77

- 1,97

EURO STOXX50

## **VALEURS EUROPÉENNES**

• Le titre de l'équipementier finlandais **Nokia** a bénéficié du rebond des valeurs technologiques mardi 21 août. Il a terminé la séance en hausse de 2,97 %, à 19,4 euros. L'indice du secteur a grimpé de 2,29 % et a contribué à la hausse de l'ensemble des Bourses européennes, en attente de la décision d'une baisse des taux par la Réserve fédérale américaine.

• L'action du groupe pharmaceutique suisse Novartis a bondi mardi. Elle s'est adjugé 3,6 %, à 60 francs suisses, et a entraîné dans son sillage les autres valeurs du secteur, comme GlaxoSmithKline ou AstraZeneca. La société a annoncé qu'elle avait reçu le feu vert de la Food and Drug Administration pour la commercialisation aux Etats-Unis de son médicament

• Le titre de l'opérateur de télécommunications Colt Telecom pourrait sortir de l'indice boursier britannique Footsie 100. Cette information a provoqué une baisse de l'action, qui a cédé, mardi, 11,5 pence

• A Madrid, la journée de mardi a été calme, avec un volume de transactions de 1,05 milliard d'euros, inférieur de moitié à la normale. Dans ce climat assoupi, le titre de l'opérateur de télécommunications Telefonica a cédé 0,86 %, à

<b>22/08</b> 10 h 26	Code pays	Cours en euros	% Var. 21/08
AUTOMOBIL	E		
AUTOLIV SDR	SE	21,52	- 0,73
BASF AG	BE*	44,70	- 0,67
BMW	DE *	35	- 0,14
CONTINENTAL AG	DE *	14,25	- 0,70
DAIMLERCHRYSLER	DE *	48,70	- 0,16
FIAT	IT *	25,35	- 0,28
FIAT PRIV.	IT*	16,24	- 1,52
MICHELIN	FR *	34,15	- 0,29
PEUGEOT	FR *	51,95	+ 0,39
PIRELLI SPA	IT *	2,30	- 1,71
DR ING PORSCHE	DE *	368	- 0,19
RENAULT	FR *	49,65	- 0,20
VALEO	FR *	49,28	- 0,73
VOLKSWAGEN	DE *	48,20	- 1,03
DJ E STOXX AUTO	P	217,95	+ 0,05
· · ·			

BANQUES			
-	0.0	47.05	4.00
ABBEY NATIONAL	GB	17,85	- 1,66
ABN AMRO HOLDIN	NL *	19,74	- 0,80
ALL & LEICS ALLIED IRISH BA	GB GB	13,06	- 0,72
	BE *	19,73	- 0,48 - 0,59
ALMANIJ	GR	42,30 23	
ALPHA BANK B.P.EMILIA ROMA	IT*	33,90	- 0,69
B.P.LODI	IT*	10,34	- 0,48
B.P.NOVARA	IT*	7,37	- 1,34
B.P.SONDRIO	IT*	11	
B.P.VERONA E S.	IT *	11,25	- 0,88
BANCA ROMA	IT*	3,42	- 0,58
BANK OF IRELAND	GB		- 0,74
BANK OF PIRAEUS	GR	17,13 11,72	- 1,18
BANKINTER R	ES*	38,66	- 0,36
BARCLAYS PLC	GB	35,88	- 0,92
BAYR.HYPO-U.VER	DE *	46,50	- 1,48
BBVA R	ES*	13,58	+ 0,59
BCA AG.MANTOVAN	IT*	10,15	- 0,88
BCA FIDEURAM	IT*	10,13	- 1,83
BCA LOMBARDA	IT *	10,36	- 0,38
BCA P.BERGC.V	IT*	19,05	- 0,26
BCA P.MILANO	IT*	4,60	
BCO POPULAR ESP	ES*	41,95	+ 0,12
BCP R	PT*	4,33	
BIPOP CARIRE	IT*	3	- 1,96
BK OF SCOTLAND	GB	13,74	- 0,35
BNL	IT*	3,19	- 0,93
BNP PARIBAS	FR *	100,40	- 0,40
BSCH R	ES*	9,72	+ 1,25
COMIT	IT *	6,16	
COMM.BANK OF GR	GR	36,82	- 0,86
COMMERZBANK	DE *	26,40	- 0,38
CREDIT LYONNAIS	FR *	45,09	- 0,24
CS GROUP N	CH	192,54	
DANSKE BANK	DK	18,80	
DEUTSCHE BANK N	DE *	75,30	- 0,59
DEXIA	BE*	17,03	- 0,12
DNB HOLDING	NO	5,17	
DRESDNER BANK N	DE *	43,30	- 0,57
EFG EUROBK ERGA	GR	13,88	- 2,12
ERSTE BANK	AT *	58,54	- 0,44
ESPIRITO SANTO	PT*	13,60	
FOERENINGSSB A	SE	12,46	- 0,84
HALIFAX GROUP	GB	13,77	- 0,34
HSBC HLDG	GB	12,93	- 2,98
IKB	DE *	15,50	+ 0,32
INTESABCI	IT *	3,51	+ 0,57
KBC BANCASSURAN	BE*	41,55	- 1,28
LLOYDS TSB	GB	11,60	- 1,08
MONTE PASCHI SI	IT *	3,37	- 0,88
NAT BANK GREECE	GR	30,82	- 0,64
NATEXIS BQ POP.	FR *	101	- 0,49
NORDEA	SE	6,10	- 1,71
ROLO BANCA 1473	IT *	16,95	- 1,05
ROYAL BK SCOTL	GB	27,81	- 0,79
S-E-BANKEN -A-	SE	9,54	- 1,64
SAN PAOLO IMI	IT *	13,28	- 0,52
STANDARD CHARTE	GB	13,31	- 0,94
STE GENERAL-A-	FR *	65,55	- 0,30
SVENSKA HANDELS	SE	15,48	- 1,02
SWEDISH MATCH	SE	5,30	- 1,96
	CH	52.62	- 0.99
UBS N UNICREDITO ITAL	CH IT*	52,62 4,76	- 0,99 - 0,42

	•		
PRODUITS DE	DACE		
PRODUITS DE	DASE		
ACERALIA	ES*	13,39	+ 0,60
ACERINOX R	ES*	32	+ 0,38
ALUMINIUM GREEC	GR	34,30	- 0,69
ANGLO AMERICAN	GB	14,28	
ASSIDOMAEN AB	SE	24,71	
BEKAERT	BE ⋆	40,42	- 1,87
BHP BILLITON	GB	4,98	- 0,32
BOEHLER-UDDEHOL	AT *	46,25	- 0,64
BUNZL PLC	GB	7,17	
CORUS GROUP	GB	1,05	
ELVAL	GR	4,10	- 1,44
HOLMEN -B-	SE	22,53	- 0,93
ISPAT INTERNATI	NL *	2,41	
JOHNSON MATTHEY	GB	16,28	
MAYR-MELNHOF KA	AT *	54,35	+ 1,21
M-REAL -B-	FI *	7	
OUTOKUMPU	FI★	9,40	
PECHINEY-A-	FR *	54,95	- 0,45
RAUTARUUKKI K	FI★	4,20	+ 1,94
RIO TINTO	GB	18,34	- 0,77
SIDENOR	GR	4,12	- 0,96
SILVER & BARYTE	GR	21	
SMURFIT JEFFERS	GB	2,38	
STORA ENSO -A-	FI∗	12,70	+ 3,25
STORA ENSO -R-	FI★	12,60	+ 2,27
SVENSKA CELLULO	SE	25,08	- 0,21
THYSSENKRUPP	DE *	14,52	- 0,89
UNION MINIERE	BE*	44,95	- 1,01
UPM-KYMMENE COR	FI★	35,60	+ 1,17
USINOR	FR *	12,70	- 0,78
VIOHALCO	GR	9,44	- 1,87
VOEST-ALPINE AG	AT *	33,10	- 0,78
WORMS N	FR *	19,52	
▶ DJ E STOXX BASI P		179,56	+ 0,33
CLUBAIE			

CHIMIE			
AIR LIQUIDE	FR *	155	+ 0,65
AKZO NOBEL NV	NL *	47,69	- 0,23
BASF AG	DE *	44,70	- 0,67
BAYER AG	DE *	34,75	- 1,14
BOC GROUP PLC	GB	15,74	- 1,29
CELANESE N	DE *	23,80	- 0,42
CIBA SPEC CHIMI	CH	68,90	- 0,48
CLARIANT N	CH	20,64	- 2,19
DSM	NL *	39,64	+ 0,33
EMS-CHEM HOLD A	CH	4773,84	- 0,75
ICI	GB	6,73	- 1,17
KEMIRA	FI *	6,85	- 0,72
KON. VOPAK NV	NL *	20,45	
LAPORTE	GB	11,01	
LONZA GRP N	CH	660,03	- 1,48

anticancéreux, le Zometa.

et a terminé à 234 pence.

12,64 euros.

NORSK HYDRO	NO	47,16
RHODIA	FR *	<b>11,50</b> - 0,69
SOLVAY	BE*	<b>62,05</b> - 0,56
SYNGENTA N	CH	<b>57,79</b> - 0,40
TESSENDERLO CHE	BE*	<b>27,15</b> - 0,18
COLOPLAST -B-	DK	62,44
▶ DJ E STOXX CHEM	1 P	337,38 - 0,32
CONCLONÉ	DATC	
CONGLOMÉ	KAIS	
D'IETEREN SA	BE*	<b>189,20</b> - 0,94
AZEO	FR *	71,95
GBL	BE*	300,10
GEVAERT	BE*	29,10
INCHCAPE	GB	8,20
KVAERNER -A-	NO	5,97
MYTILINEOS	GR	<b>6,66</b> - 1,48
UNAXIS HLDG N	CH	<b>117,70</b> - 6,67
ORKLA	NO	20,56
SONAE SGPS	PT *	0,74
▶ DJ E STOXX CONC	i P	329,98
TÉLÉCOMMU	INUCA	TIONS
TELECOMINIC	JNICA	HONS
ATLANTIC TELECO	GB	0,19
BRITISH TELECOM	GB	<b>7,01</b> - 1,78
CABLE & WIRELES	GB	<b>5,09</b> - 1,23
COLT TELECOM NE	GB	<b>3,52</b> - 5,13

TÉLÉCOMMU	JNICA	TIONS	
ATLANTIC TELECO	GB	0,19	
BRITISH TELECOM	GB	7,01	- 1,78
CABLE & WIRELES	GB	5,09	- 1,23
COLT TELECOM NE	GB	3,52	- 5,13
DEUTSCHE TELEKO	DE *	16,84	- 2,21
E.BISCOM	IT *	47,50	
EIRCOM	IR *	1,34	
ELISA COMMUNICA	FI∗	13	- 1,14
ENERGIS	GB	1,28	- 3,57
EQUANT NV	NL*	11,70	- 0,43
EUROPOLITAN HLD	SE	6,26	- 2,48
FRANCE TELECOM	FR *	40,58	- 1,39
HELLENIC TELE (	GR	16,74	- 0,12
KINGSTON COM	GB	1,08	
KONINKLIJKE KPN	NL *	4,01	- 3,14
KPNQWEST NV -C-	NL*	8,90	- 1,98
LIBERTEL NV	NL *	8,35	- 2,91
MANNESMANN N	DE *	206,30	
MOBILCOM	DE *	16,70	- 1,12
PANAFON HELLENI	GR	5,46	- 3,19
PT TELECOM SGPS	PT*	7,40	
SONERA	FI∗	5,50	- 3
SONG NETWORKS	SE	0,75	
SWISSCOM N	CH	310,23	- 0,32
T.I.M.	IT *	6,01	+ 0,17
TDC -B-	DK	41,09	
TELE2 -B-	SE	32,34	- 0,97
TELECEL	PT*	7,25	
TELECOM ITALIA	IT *	9,55	
TELECOM ITALIA	IT *	5,37	- 0,56
TELEFONICA	ES *	12,68	
TELIA	SE	4,73	- 1,55
TISCALI	IT *	7,82	- 2,13
VERSATEL TELECO	NL*	0,83	- 2,35
VODAFONE GROUP	GB	2,08	- 1,50
▶ DJ E STOXX TCOM	P	424,22	- 0,52
CONCEDUCT	ON		
CONSTRUCTI			

ACCIONA	ES*	43,98	+ 0,6
ACS	ES*	30,77	- 0,2
AGGREGATE IND	GB	1,33	
AKTOR SA	GR	7,86	- 0,2
AMEY	GB	5,25	+ 0,3
UPONOR -A-	FI∗	17,50	+ 0,1
AUREA R	ES *	20,70	- 1,1
ACESA R	ES *	10,78	- 0,0
BOUYGUES	FR *	38,22	- 0,4
ВРВ	GB	3,93	
BRISA AUTO-ESTR	PT*	10,15	
BUZZI UNICEM	IT *	8,17	
NOVAR	GB	2,40	- 1,3
CRH PLC	GB	32,84	- 0,2
CIMPOR R	PT *	20	
COLAS	FR *	66,90	- 0,0
GRUPO DRAGADOS	ES *	14,80	
FCC	ES *	25	+ 0,6
GRUPO FERROVIAL	ES *	19,34	- 0,3
HANSON PLC	GB	8,42	- 0,1
HEIDELBERGER ZE	DE *	50,80	- 1,7
HELL.TECHNODO.R	GR	6,90	- 0,5
HERACLES GENL R	GR	14,94	- 0,4
HOCHTIEF ESSEN	DE *	22,60	- 0,8
HOLCIM	CH	224,52	- 1,0
IMERYS	FR *	117,50	+ 0,7
ITALCEMENTI	IT*	8,79	- 2,0
LAFARGE	FR *	102,60	
MICHANIKI REG.	GR	2,44	
PILKINGTON PLC	GB	1,84	
RMC GROUP PLC	GB	10,47	- 1,9
SAINT GOBAIN	FR*	171,90	- 0,1
SKANSKA -B-	SE	9,91	- 1,5
TAYLOR WOODROW	GB	2,87	
TECHNIP	FR *	162,50	- 0,9
TITAN CEMENT RE	GR	37,78	- 0.5
VINCI	FR *	66,35	- 0,9
WIENERBERGER AG	AT*	19,51	- 0,7
DJ E STOXX CNST I		234,15	- 0,1

▶ DJ E STOXX CNST	Р	234,15	- 0,14
CONSOMMA	TION	CYCLI	QUE
ACCOR	FR *	41,98	
ADIDAS-SALOMON	DE *	74	- 0,80
AGFA-GEVAERT	BE*	14,75	- 1,67
AIR FRANCE	FR *	18	
AIRTOURS PLC	GB	3,85	
ALITALIA	IT ★	1,09	- 0,91
AUSTRIAN AIRLIN	AT *	10,81	+ 1,98
AUTOGRILL	IT ★	12,36	
BANG & OLUFSEN	DK	22,56	
SIX CONTINENTS	GB	11,79	
BENETTON	IT ★	12,97	- 0,69
BERKELEY GROUP	GB	12,18	
BRITISH AIRWAYS	GB	4,90	- 1,59
BULGARI	IT ∗	12,84	+ 2,07
CHRISTIAN DIOR	FR *	38,80	- 1,02
CLUB MED.	FR *	63	- 2,02
COMPASS GROUP	GB	8,95	- 1,23
DT.LUFTHANSA N	DE *	17	+ 3,03
ELECTROLUX -B-	SE	15,59	- 0,68
EM.TV & MERCHAN	DE *	2,93	
EMI GROUP	GB	6,77	- 0,23
EURO DISNEY	FR *	0,96	+ 1,05
HERMES INTL	FR *	164,30	- 0,12
HILTON GROUP	GB	3,81	- 1,64
HDP	IT*	4,78	
HUNTER DOUGLAS	NL*	27,50	
KLM	NL *	16,25	- 0,61
LVMH	FR *	54,40	- 1,27
MEDION	DE *	38,02	- 1,78
MOULINEX	FR *	2,85	
NH HOTELES	ES*	12,75	- 0,08
NXT	GB	2,89	
P & O PRINCESS	GB	5,96	
PERSIMMON PLC	GB	5,93	
PREUSSAG AG	DE *	33,50	
RANK GROUP	GB	3,89	
RICHEMONT UNITS	CH	2588,03	- 2
ROY.PHILIPS ELE	NL*	28,55	- 1,14

STOXX 653		sur 1 an			sur !	5 jo	urs
404 382 361 340 319 298	www.	299,28	302,05	298	298,07	301,55	299,28
22 AOÛT	20 FÉV.	22 AOÛT	Ĵ	v	Ĺ	M	M

RYANAIR HLDGS	IR *	11,03	- 0,18
SAIRGROUP N	CH	73,19	- 1,11
SAS DANMARK A/S	DK	9,80	- 2,67
SEB	FR *	52,95	- 0,28
SODEXHO ALLIANC	FR *	54,60	+ 0,18
TELE PIZZA	ES *	1,90	+ 1,60
THE SWATCH GRP	CH	1101,15	
THE SWATCH GRP	CH	226,82	
THOMSON MULTIME	PA	32,28	- 0,98
J D WETHERSPOON	GB	5,41	+ 0,89
WILSON BOWDEN	GB	12,50	+ 1,29
WM-DATA -B-	SE	2,45	- 2,94
WOLFORD AG	AT *	18,20	
WW/WW UK UNITS	IR*	1,08	
▶ DJ E STOXX CYC GO	) P	125,18	- 0,49

PHARMACIE			
THAMINACIE			
ACTELION N	CH	31,06	- 1,87
ALTANA AG	DE *	48,85	+ 1,03
AMERSHAM	GB	9,76	- 0,65
ASTRAZENECA	GB	52,32	- 0,90
AVENTIS	FR *	84,10	- 0,18
BB BIOTECH	CH	69,89	- 1,85
CELLTECH GROUP	GB	15,45	+ 0,31
ELAN CORP	IR*	59,40	- 0,08
ESSILOR INTL	FR *	334,80	+ 0,30
FRESENIUS MED C	DE *	90,20	
GALEN HOLDINGS	GB	11,74	
GAMBRO -A-	SE	6,95	
GLAXOSMITHKLINE	GB	29,58	- 0,80
H. LUNDBECK	DK	27,35	
NOVARTIS N	CH	39,96	+ 0,33
NOVO-NORDISK -B	DK	216,20	
NOVOZYMES -B-	DK	24,44	- 0,55
ORION B	FI∗	18,90	
OXFORD GLYCOSCI	GB	12,91	+ 4,36
PHONAK HLDG N	CH	3182,12	- 1,13
QIAGEN NV	NL *	22,80	- 1,30
ROCHE HLDG G	CH	80,94	- 1,01
SANOFI SYNTHELA	FR *	73,70	- 0,47
SCHERING AG	DE *	58,75	- 0,25
SERONO -B-	CH	1000,92	+ 0,53
SHIRE PHARMA GR	GB	16,67	- 0,85
SMITH & NEPHEW	GB	5,79	- 0,27
SSL INTL	GB	9,11	+ 0,17
SULZER AG 100N	CH	222,54	- 1,03
SYNTHES-STRATEC	CH	737,18	
UCB	BE*	44,50	
WILLIAM DEMANT	DK	29,95	- 1,55
WS ATKINS	GB	11,99	- 0,26
	=-		

▶ DJ E STOXX HEAL

ALLIED DOMECQ	GB	6,38	+ 0,50
ASSOCIAT BRIT F	GB	7,52	- 0,63
BBAG OE BRAU-BE	AT *	44,60	
BRAU-UNION	AT *	43,50	
CADBURY SCHWEPP	GB	7,53	- 1,25
CARLSBERG -B-	DK	49,95	+ 0,54
CARLSBERG AS -A	DK	45,66	
COCA COLA HBC	GR	15,28	- 0,13
DANISCO	DK	40,96	
DANONE	FR *	147,80	- 0,20
DELTA HOLDINGS	GR	8	- 0,50
DIAGEO	GB	11,17	
ELAIS OLEAGINOU	GR	17,58	
ERID.BEGH.SAY	FR *	97	
HEINEKEN HOLD.N	NL *	43,30	
HELLENIC SUGAR	GR	8,46	- 0,24
KAMPS	DE*	6,20	- 2,52
KERRY GRP-A-	GB	22,45	
KONINKLIJKE NUM	NL*	42,88	- 1,13
MONTEDISON	IT *	2,93	- 6,98
NESTLE N	CH	240,01	- 1,89
NORTEL NETWORKS	GB		
PARMALAT	IT *	3,03	- 1,30
PERNOD RICARD	FR *	86,45	- 0,35
RAISIO GRP -V-	FI∗	1,28	+ 1,59
SCOTT & NEWCAST	GB	8,25	- 0,38
SOUTH AFRICAN B	GB	8,06	
TATE & LYLE	GB	4,46	- 0,35
TOMKINS	GB	3,01	- 1,04
UNILEVER	NL*	67,40	+ 2,82
UNILEVER	GB	9,39	- 0,50
UNIQ	GB	3,25	
WHITBREAD PLC	GB	9,76	- 0,16
▶ DI E STOXX F & B\		247,25	- 0,63

**ALIMENTATION ET BOISSON** 

BIENS D'ÉQ	JIPEM	ENT	
ABB N	CH	11,93	- 1,63
ADECCO N	CH	55,72	- 1,63
AGGREKO	GB	7,63	
ALSTOM	FR *	30,25	- 0,13
ALTRAN TECHNO	FR *	54,20	- 1
ALUSUISSE GRP N	CH	830,81	
ARRIVA	GB	5,50	
ASSA ABLOY-B-	SE	14,16	
ASSOC BR PORTS	GB	6,28	
ATLAS COPCO -A-	SE	22,64	- 3,17
ATLAS COPCO -B-	SE	21,58	- 2,86
ATTICA ENTR SA	GR	6,98	- 3,06
BAA	GB	10,53	- 0,15
BBA GROUP PLC	GB	4,44	
BODYCOTE INTL	GB	3,92	- 1,98
BUDERUS AG	DE*	26,01	- 0,91
CAPITA GRP	GB	7,46	- 1,67
aitá)			

## À NOS ABONNÉS

Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances

> un seul numéro 0825 022 021

(0,99 F TTC/mn)

ou par Internet : www.lemonde.fr

(rubrique «Services aux lecteurs»)

CDB WEB TECH IN CGIP

COOKSON GROUP P COPENHAGEN AIRP

DAMPSKIBS -A-DAMPSKIBS -B-DAMSKIBS SVEND

CIR

ÉNERGIE			
BG GROUP	GB	4,54	+ 0,35
BP	GB	9,52	+ 0,17
CEPSA	ES *	12,97	+ 0,23
COFLEXIP	FR *	188,10	- 0,48
DORDTSCHE PETRO	NL *	2,22	+ 0,91
ENI	IT *	14,12	+ 0,21
ENTERPRISE OIL	GB	9,36	+ 0,34
HELLENIC PETROL	GR	6,90	- 1,71
LATTICE GROUP	GB	2,57	
OMV AG	AT *	102,98	- 0,84
PETROLEUM GEO-S	NO	11,64	
REPSOL YPF	ES *	18,40	+ 0,82
ROYAL DUTCH CO	NL *	62,30	+ 0,83
SAIPEM	IT *	6,60	+ 2,48
SHELL TRANSP	GB	8,85	+ 0,36
TOTAL FINA ELF	FR *	161,60	+ 0,31
IHC CALAND	NL *	56,15	- 0,44
▶ DJ E STOXX ENGY	P	345,21	+ 0,53

SERVICES FIN	IANC	CIERS	
3I GROUP	GB	15,12	- 0,6
ALPHA FINANCE	GR	44,90	
AMVESCAP	GB	,	 - 1,4
BHW HOLDING AG	DE *	16,42 35,40	- 1,1
BPI R	PT*	2.50	- 1,1
BRITISH LAND CO	GB	7,57	- 0,2
CALEDONIA INV.S	GB	13,99	- 0,2
CANARY WHARF GR	GB	8,28	- 0,1
CATTLES ORD.	GB	4,62	+ 1,0
CLOSE BROS GRP	GB	12,45	+ 0,6
COBEPA	BE*	64.20	
CONSORS DISC-BR	DE *	12,69	- 3,5
CORIO NV	NL*	24,85	+ 0,2
CORP FIN ALBA	ES*	24,21	- 1,9
DAB BANK AG	DE *	13,95	- 1,7
DEPFA-BANK	DE *	84,05	+ 0,0
DROTT -B-	SE	11,03	- 1,4
EURAZEO	FR *	62.80	
FINAXA	FR *	114	
FORTIS (B)	BE*	28,96	- 0,1
FORTIS (NL)	NL*	29	- 0,5
GECINA	FR *	94,55	- 0,4
GIMV	BE*	34,10	- 3,6
GREAT PORTLAND	GB	4,43	+ 1,0
HAMMERSON	GB	8,09	+ 0,3
ING GROEP	NL*	36,22	- 0,8
LAND SECURITIES	GB	14,09	- 0,2
LIBERTY INTL	GB	8,38	
MAN GROUP	GB	15,12	
MARSCHOLLEK LAU	DE *	68,50	- 2,1
MEDIOBANCA	IT *	12,95	- 0,3
METROVACESA	ES *	16,23	+ 1,4
MONTEDISON	IT *	2,93	- 6,9
PROVIDENT FIN	GB	9,60	- 0,6
REALDANMARK	DK	71,17	
RODAMCO EUROPE	NL *	41,85	- 0,7
RODAMCO NORTH A	NL *	43	
SCHRODERS	GB	13,88	
SIMCO N	FR *	80	- 0,1
SLOUGH ESTATES TECAN GRP N	GB CH	5,66 74,51	+ 0,2
UNIBAIL	FR *	59,40	+ 0,2
UNIDAIL	rn*	59,40	+ 2,5

ES \*

WCM BETEILIGUNG DE \* 13,55 + 0,37

VALLEHERMOSO

▶ DJ E STOXX FINS P

7.53

DAMSKIBS SVEND	DK	11615,73	- 1,03
DE LA RUE	GB	8,39	+ 0,19
E.ON AG	DE*	61,25	+ 0,41
EADS SICO.	FR *	19,90	+ 0,51
ELECTROCOMPONEN	GB	8,11	
ENIRO	SE	9,22	- 2,25
EPCOS	DE *	43,70	- 2,91
			- 1,90
EUROTUNNEL	FR*	1,03	
EXEL	GB	11,58	
GROUP 4 FALCK	DK	126,23	+ 2,17
FINMECCANICA	IT *	0,98	- 1,01
FINNLINES	FI∗	22,49	- 0,04
FKI	GB	3,05	- 0,52
FLS IND.B	DK	12,49	- 2,11
FLUGHAFEN WIEN	AT *	37,10	+ 0,13
GAMESA	ES*	23,70	+ 0,17
GKN	GB	4,77	- 2,59
GROUP 4 FALCK	DK	126,23	+ 2,17
			- 2
HAGEMEYER NV	NL*	18,13	
HALKOR	GR	4,10	- 5,96
HAYS	GB	2,74	
HEIDELBERGER DR	DE*	57,05	+ 0,09
HUHTAMAKI OYJ	FI*	34	
IFIL	IT*	6,96	
IMI PLC	GB	3,55	- 0,88
IND.VAERDEN -A-	SE	17,28	
INDRA SISTEMAS	ES*	9,84	- 0,10
			- 2,53
INVENSYS	GB	1,22	- 2,53
INVESTOR -A-	SE	13,25	- 1,57
INVESTOR -B-	SE	13,20	- 0,40
ISS	DK	62,58	- 3,92
JOT AUTOMATION	FI *	0,45	+ 4,65
KINNEVIK -B-	SE	20,99	- 2,22
KONE B	FI∗	85	
	FI*		
LEGRAND	FR*	200	
LEGRAND LINDE AG	FR * DE *	200 46	
LEGRAND LINDE AG MAN AG	FR * DE * DE *	200 46 23,65	 - 5,78
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT	FR * DE * DE * GB	200 46 23,65 3,71	 - 5,78
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO	FR * DE * DE * GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60	 - 5,78 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES	FR * DE * DE * GB FI * DE *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21	 - 5,78
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES	FR * DE * DE * GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60	 - 5,78 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE	FR * DE * DE * GB FI * DE *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21	 - 5,78  - 1,49
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING	FR * DE * DE * GB FI * DE * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84	 - 5,78  - 1,49  + 0,54
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL	FR * DE * DE * GB FI * DE * GB DK GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58	 - 5,78  - 1,49  + 0,54
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK	FR * DE * DE * GB FI * DE * GB DK GB GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S	FR * DE * GB FI * GB DK GB GB GB FI * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS	FR * DE * GB FI * GB DK GB GB GB FI * GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB FI * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MKOTAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB GB FI * GB GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10  - 0,33
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MKOTAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB FI * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB GB FI * GB GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10  - 0,33
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA	FR * DE * DE * GB FI * DE * GB DK GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM	FR * DE * DE * GB FI * GB GB FI * GB FI * GB FI * GB GB FI * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXAM	FR * DE * DE * GB FI * DE * GB GB FI * GB FI * GB FI * GB GB FI * GB GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,19 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10   - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,15
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERILOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB GB FI * GB GB AT *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10  - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,15 + 0,10
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N	FR * DE * DE * GB FI * GB DK GB GB FI * GB GB NL * GB GB AT * CH	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55 268,03	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10  - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 + 0,10 - 0,15 + 0,10 - 1,81
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXAM REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE	FR * DE * DE * GB FI * GB GB FI * GB GB GB FR * GB GB FR *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55 268,03 3,33	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10   - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,15 + 0,10 - 1,81
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERIOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK	FR * DE * DE * GB FI * GB GB GB FI *	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55 268,03 3,38 22,96	 - 5,78  - 1,49  + 0,54  + 1,07 - 0,10 - 2,10  - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,15 + 0,10 - 1,81 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N	FR* DE* DE* GB FI* GB GB GB FI* GB GB GB FI* GB GB GB CB GB GB CB GB CB CC GB CC	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73	 - 5,78  - 1,49  + 1,07 - 0,10       - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 + 0,10 - 1,81 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXAM REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIDER ELECT	FR * DE * DE * DE * GB DK GB GB FI * GB GB GB FR * GB GB GB FR * CH GB GB CH FR * CH GB CH FR * CH GB CH FR * CH FR * CH	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXAM REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIDER ELECT	FR* DE* DE* GB FI* GB GB GB FI* GB GB GB FI* GB GB GB CB GB GB CB GB CB CC GB CC	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 5,33 67,20 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73	 - 5,78  - 1,49  + 1,07 - 0,110  - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,10 - 1,81  - 2,26
MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH	FR * DE * DE * DE * GB DK GB GB FI * GB GB GB FR * GB GB GB FR * CH GB GB CH FR * CH GB CH FR * CH GB CH FR * CH FR * CH	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62	  - 5,78  - 1,49  + 0,54  - 0,10 - 2,10  - 0,33 - 6,01 - 0,44 - 0,59 - 0,15 + 0,10 - 1,81 
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIDER ELECT SECURICOR SECURITAS -B-	FR * DE * DE * DE * GB GB DK GB FI * GB GB NL * GB GB FI * AT * CH GB SE CH * GB SE CH * GB GB SE CH * GB SE CH * GB	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62 22,55 36 325,73 62	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIGER ELECT SECURICOR SECURITAS -B- SERCO GROUP	FR * DE * TO BE * TO B	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62 22,63 18,24 5,58	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIDER ELECT SECURICOR SECURITAS -B- SERCO GROUP SGL CARBON	FR * DE * TO DE * GB FI * GB GB FI * GB GB GB FI * GB GB GB FR * AT * CH GB SE CH FR * GB SE GB SE GB CB * TO DE	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 4,28 4,77 10,95 3,62 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62 2,63 18,24 5,58	
LEGRAND LINDE AG MAN AG MEGGITT METSO MG TECHNOLOGIES MORGAN CRUCIBLE NKT HOLDING EXEL PACE MICRO TECH PARTEK PENINS.ORIENT.S PERLOS PREMIER FARNELL RAILTRACK RANDSTAD HOLDIN RENTOKIL INITIA REXAM REXAM REXAM REXAM REXAM REXEL RHI AG RIETER HLDG N ROLLS ROYCE SANDVIK SAURER N SCHNEIDER ELECT SECURICOR SECURITAS -B- SERCO GROUP	FR * DE * TO BE * TO B	200 46 23,65 3,71 9,60 11,21 4,01 24,84 11,58 6,01 9,99 3,70 9,10 4,28 4,77 10,95 3,62 20,55 268,03 3,38 22,96 325,73 62 22,63 18,24 5,58	

♣ 22 AOÛT		20	<b>≜</b> FÉV.	22 AOÛT	Ĵ
NGULUS TECHNO	DE*	25,45		CARREFOUR	FR *
KF -B-	SE	17,65	- 0,89	CASTO.DUBOIS	FR *
MITHS GROUP	GB		- 0,26	CC CARREFOUR	ES *
OPHUS BEREND -	DK	27,80		CHARLES VOEGELE	CH
PIRENT	GB	2,16	- 2,16	D'IETEREN SA	BE *
TOLT NIELSEN	LU *			DEBENHAMS	GB
ELE2 -B-	SE	32,34	- 0,97	DIXONS GROUP	GB
HALES	FR *	43,29	+ 0,82	GAL LAFAYETTE	FR *
OMRA SYSTEMS	NO	13,05		GEHE AG	DE *
PI	ES*	4,76	+ 0,21	GUCCI GROUP	NL *
RAFFICMASTER	GB	1,09	- 1,43	GUS	GB
NAXIS HLDG N	CH	117,70	- 6,67	HENNES & MAURIT	SE
A TECHNOLOGIE	AT *	31,90	+ 0,47	KARSTADT QUELLE	DE *
EDIOR NV	NL*	12,90	- 1,90	KINGFISHER	GB
ESTAS WIND SYS	DK	43,91	- 2,39	MARKS & SPENCER	GB
INCI	FR*	66,35	- 0,90	MATALAN	GB
VENDI ENVIRON	FR*	47,80	- 0,31	METRO	DE *
OLVO -A-	SE	15,96	- 0,66	MFI FURNITURE G	GB
OLVO -B-	SE	16,70	- 0,63	NEXT PLC	GB
ARTSILA CORP A	FI*	22,08		PINAULT PRINT.	FR *
ANSA	GB	4,63		SIGNET GROUP	GB
ARDOYA OTIS	ES*	10,20	- 0,39	VALORA HLDG N	CH
DJ E STOXX IND C	iO P	377,44	- 0,97	VENDEX KBB NV	NL *
				W.H SMITH	GB
				WOLSELEY PLC	GB
ASSURANCE	5			▶ DJ E STOXX RETL F	•
EGIS GROUP	GB	1,81			
EGON NV	NL*	33,03	- 0,84		
GF	FR*	60,65	+ 0,41	<b>HAUTE TECH</b>	NOL
LLEANZA ASS	IT *	12,66	- 0,94		

sur 1an

3775,61

sur 5 jours

3792,

3764,16 3758,04

J V L M M

60,65

61,10 15,34 75,50

189,20 6,88 3,52

47,55 88,40

35,50 5,71

19,40 - 1,08 35,50 - 0,56

**1.98** + 3.31 15,07 156,50

12,65 - 0,39 8,69 + 1,11

- 0,83

				,,		,	-,-
AEGIS GROUP	GB	1,81					
AEGON NV	NL*	33,03	- 0,84				
AGF	FR*	60,65	+ 0,41	<b>HAUTE TECH</b>	INOLO	GIE	
ALLEANZA ASS	IT *	12,66	- 0,94	AIXTRON	DE*	22.56	- 2,5
ALLIANZ N	DE*	309	- 0,96	ALCATEL-A-	FR*	17,03	- 1,8
ASR VERZEKERING	NL*	81,10		ALTEC SA REG.	GR	3.72	- 2,1
AXA	FR *	32,75	- 0,37	ARM HOLDINGS	GB	4,74	- 3,2
BALOISE HLDG N	CH	96,27	+ 0,17	ARC INTERNATION	GB	0,82	- 3,2
BRITANNIC	GB	14,51	- 0,22	ASML HOLDING	NL *	20.60	- 1,5
CATTOLICA ASS	IT ★	27		BAAN COMPANY	NL *	2,60	- 1,5
CGNU	GB	15,86	- 0,20	BALTIMORE TECH	GB	0.38	
CNP ASSURANCES	FR*	36,50	- 1,08	BAE SYSTEMS	GB		+ 0.5
CODAN	DK	92,66		BROKAT	DE*	1,71	
CORP MAPFRE R	ES*	22,40	+ 0,13	BULL	FR*	1,60	- 10
ERGO VERSICHERU	DE*	165	- 1,20		FR*	26,21	- 2,5
ETHNIKI GEN INS	GR	12,14		BUSINESS OBJECT	FR*	76.20	
EULER	FR*	52,80	- 0,09	CAP GEMINI	FI*		
FONDIARIA ASS	IT ★	6,07	- 1,46	COMPTEL	FR *		- 1,8
FORTIS (B)	BE*	28,96	- 0,14	DASSAULT SYST.		45,85	
GENERALI ASS	IT ∗	35,30	- 0,14	ERICSSON -B-	SE	5,46	. ,
GENERALI HLD VI	AT *	163,77	+ 1,09	F-SECURE	FI *		- 1,2
INDEPENDENT INS	GB	0,10		FILTRONIC	GB	3,49	
INTERAM HELLEN	GR	20,54		FINMATICA	IT *	13	- 1,1
IRISH LIFE & PE	GB	13,44		GETRONICS	NL *	3,48	- 2,5
LEGAL & GENERAL	GB	2,62	- 0,60	GN GREAT NORDIC	DK	7,12	
MEDIOLANUM	IT *	11,71	- 2,34	INFINEON TECHNO	DE*	23,65	
MUENCH RUECKVER	DE*	319	- 0,93	INFOGRAMES ENTE	FR *	17,47	
POHJOLA GRP.B	FI∗	20,45	+ 1,24	INTRACOM R	GR	15,30	- 0,3
PRUDENTIAL	GB	13,48	- 0,82	KEWILL SYSTEMS	GB		+ 2,0
RAS	IT *	14,51	- 0,68	LEICA GEOSYSTEM	CH	262,43	
ROYAL SUN ALLIA	GB	7,71		LOGICA	GB	10,83	- 2,4
SAI	IT *	16,05	+ 0,25	LOGITECH INTL N	CH	351,44	
SAMPO-LEONIA -A	FI∗	9,50	- 0,94	MARCONI	GB	1,08	- 1,4
SCHW NATL VERS	CH	636,95		NOKIA	FI *	18,67	
SCOR	FR*	49,40	- 1,20	OCE	NL *	11,80	
SKANDIA INSURAN	SE	8,75	- 1,79	OLIVETTI	IT *	1,76	- 1,1
ST JAMES'S PLAC	GB	6,30	- 0,25	PSION	GB	1,13	
STOREBRAND	NO	8,43		SAGE GRP	GB	3,28	- 0,9
SWISS LIFE REG	CH	672,56		SAGEM	FR *	53,45	- 1,9
SWISS RE N	CH	2390,21		SAP AG	DE*	153	- 0,9
TOPDANMARK	DK	31,56		SAP VZ	DE *	153,99	
ZURICH FINL SVC	CH	354,08	- 2,01	SEZ HLDG N	CH	42,20	- 8,9
<b>▶</b> DJ E STOXX INSU P	1	385,54	- 0,49	SIEMENS AG N	DE *	54	- 0,9
				MB SOFTWARE	DE *	0,30	- 9,0
				SPIRENT	GB	2,16	
MEDIAS				STMICROELEC SIC	FR*	35,30	- 1,3
D CIVY D CDOUD	C.D.	10.01	0.00	THINK TOOLS	CH	10,88	- 2,3
B SKY B GROUP CANAL PLUS	GB FR*	12,64	- 0,38	THUS	GB	0,63	
CANAL PLUS CAPITAL RADIO	GB *	3,63	- 1,09	TIETOENATOR	FI∗	24,98	- 0,6
	GB	11,45 5.12	1 00	▶ DJ E STOXX TECH	P	392,58	- 1,8
CARLTON COMMUNI	GB		- 1,22				
DLY MAIL & GEN	NL*	10,93	1 11				
ELSEVIER EMAR DI C	GB	14,42	- 1,44	SERVICES CO	DLLEC	TIFS	
EMAP PLC	QD.	11,33					

- 2,22

- 0,09 - 0,94

- 2,60 - 1,50

- 1,05

- 3,62 - 1,31

- 0,68

24.02

7,52 17,30 15,50

11,37 11,75

9,18 - 3.46

61 2,97

FR\*

FR\*

**BIENS DE CONSOMMATION** 

ES\*

DE\*

FR\*

BE\*

BE\*

GB

GB

**12,47** - 2,60

**32,97** - 0,72

**60,30** - 1,95

33,35 - 7,59 24,56 + 0,41 11,07 - 0,29

324,51 - 1,91

**33,51** - 0,27 **17,55** + 0,29

8.27 - 0.72

2,97 + 4,47 138,60 + 0,07 44,40 - 0,22 9,33 - 0,34 90,35 + 1,06

**87,30** - 0,11 **46,40** + 0,43

5,63 + 0,57 7,69 - 1,42 48,26 - 1,49

**70,80** + 0,71

**13,67** - 0,12

7,70 .... 8,80 + 1,73

5,05 - 1,94 3,22 - 0,49

6,08 - 0,26 1,40 - 1,12 8,30 - 0,72

- 0.13

- 0,48

- 2,57

SERVICES CO	DLLEC	TIFS	
ACEA	IT *	7,75	- 0,51
AEM	IT *	2,16	-0,46
BRITISH ENERGY	GB	5,28	+ 0,30
CENTRICA	GB	3,62	- 0,87
DISON	IT *	11,26	- 3,01
LECTRABEL	BE*	244	- 0,61
LECTRIC PORTUG	PT *	2,96	
NDESA	ES *	18,10	+ 0,84
NEL	IT *	7,41	- 0,27
VN	AT *	39,93	
ORTUM	FI *	5,19	+ 0,39
GAS NATURAL SDG	ES*	21	
IIDRO CANTABRIC	ES *	24,80	
BERDROLA	ES*	15,17	+ 0,80
NNOGY HOLDINGS	GB	3,68	- 0,43
TALGAS	IT *	10,85	+ 1,02
ELDA	GB	6,12	- 1,03
IATIONAL GRID G	GB	7,41	+ 0,21
NTERNATIONAL P	GB	4,44	+ 1,08
DESTERR ELEKTR	AT *	99,50	- 0,16
PENNON GROUP	GB	10,31	- 1,52
POWERGEN	GB	11,68	
COTTISH POWER	GB	7,73	- 0,20
SEVERN TRENT	GB	11,64	
SUEZ	FR *	37,49	- 0,79
SYDKRAFT -A-	SE	24,92	
SYDKRAFT -C-	SE	20,46	
ENOSA	ES *	19,62	- 0,86
JNITED UTILITIE	GB	10,06	
VIRIDIAN GROUP	GB	10,18	- 3,31
▶ DJ E STOXX PO SU	P P	322,66	+ 0,09

## **EURO NOUVEAU MARCHE**

Cours % Var. en euros 21/08 22/08 10 h 26 **AMSTERDAM** AIRSPRAY NV ANTONOV + 2,94 C/TAC CARDIO CONTROL - 0,68 HITT NV 7,25 INNOCONCEPTS NV 18.20 - 1,09 4,26 0,65 NEDGRAPHICS HOLD - 7,14 SOPHEON PROLION HOLDING RING ROSA UCC GROEP NV 0,03 7

BRUXELLES		
ARTHUR	3,20	
ENVIPCO HLD CT	0,35	
FARDIS B	16,40	
INTERNOC HLD	0,08	
INTL BRACHYTHER B	8,92	- 4,09
LINK SOFTWARE B	1,29	
PAYTON PLANAR	0,45	

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU: Luxembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche FI: Finlande - BE: Belgique - GR: Grèce. CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

**★ CODES PAYS ZONE EURO** 

WANADOO	rn ×	5,30	- 2,57
WELLA AG VZ	DE*	55,70	- 0,18
▶ DJ E STOXX N CY	G P	394,71	- 0,09
	DIGE		337
COMMERCE	■ b 1 ( < u u ·	3 1 - 3 H H H H Y	1.1
COMMINICE	PISIL	IDOIL	<b>JI</b> 1
ALLIANCE UNICHE	GB	9,42	- 1
ALLIANCE UNICHE AVA ALLG HAND.G	GB DE*	9,42 37	- 1 - 1,33
ALLIANCE UNICHE	GB	9,42	- 1

## FINANCES ET MARCHÉS

-0.09

## VALEURS FRANCE

AIR LIQUIDE.

155 16.9 16.92 1016,73 +0,65

110.99 - 2.48

10/05

07/05

- La Bourse de Paris était mal orientée à l'ouverture, mercredi 22 août, alors que la Réserve fédérale américaine, en baissant ses taux, n'a pas donné de signe d'espoir d'une reprise rapide de l'économie (lire page 13). La société de métallurgie Eramet, dont le titre se négociait à 33 euros, en progression de 2,48 %, a connu la plus forte hausse.
- Le titre Alcatel chutait de 3,29 %, à 16,78 euros, mercredi matin. Selon le cabinet d'études Dell'Oro, le groupe français serait numéro trois mondial des équipements optiques au deuxième trimestre, derrière le canadien Nortel, qui a perdu la première place au profit de l'américain Lucent. • L'action de l'éditeur de logiciels de jeux Titus Interactive chutait mercredi de 4,56 %, à 5,35 euros. Elle avait déjà cédé 3,45 % la veille. La publication des mauvais
- résultats financiers de sa filiale américaine Interplay a contribué à faire plonger le titre. L'éditeur souhaite prendre le contrôle de cette filiale et modifier l'équipe de direction. • Le titre Vivendi Universal était en recul mercredi et se négociait à 60,2 euros, en baisse de 2,11 %. Selon La Tribune, le groupe de médias aurait des difficultés à céder son pôle de presse professionnelle. Seul VNU aurait fait une offre ferme sur une par-

## PREMIER MARCHE

MERCREDI 22 AOÛT	Cours à 9 h 57
------------------	----------------

Dernier	jour	de	négociation	des	OSRD	:	27	août

France >		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier	
ACCOR	3	41,95	275,17	-0,59	coupon (1) 14/06	
AGF		60,65	397,84		06/06	
AFFINE		37,95 18	248,94 118.07	-0,03	01/06	

CHEMUNEX.

CION ET SYS

COIL

CMT MEDICAL...

COALA # ...... COHERIS ATIX.....

CONSODATA NV... ◆

CONSORS FRAN

CROSS SYSTEM....

CRYONETWORKS.

CYBERSEARCH ....

DALET # ..... DATASQUARE #....

DATATRONIC .....

DIREKT ANLAG

DURAN DUBOI ...

DURAN BS 00 ...... ◀

CYRANO #....

DESK #..

EGIDE #

Date

CRYO #.

ALCATEL	2	16,92	110,99		07/05	EURAZEO	1	62,80	411,94		26/04	PLASTIC OMN	3	86,30	566,09	
ALCATEL O		8,75		+2,94	07/05		1	0,95	6,23		30/09	PROVIMI	3	16,90		+0,90
ALSTOM	2	30,24	198,36	-0,17	30/07	EUROTUNNEL	1	1,03	6,76	-1,90		PSB INDUSTRI		87	570,68	
ALTRAN TECHN	2	54,20	355,53	-1	02/07	FAURECIA	1	62,20	408,01	-1,11	05/07	PUBLICIS GR	3	27,03	177,31	-3,46
ATOS ORIGIN	2	85,95	563,80	-1,83		FIMALAC	1	40,79	267,56	+0,34	07/06	REMY COINTRE	3	33,24	218,04	+0,09
ARBEL					01/07	F.F.P. (NY)		107	701,87	-0,74	14/06	RENAULT	3	49,58	325,22	-0,34
AVENTIS	2	83,75	549,36	-0,59	25/06	FINAXA					27/06	REXEL	3	67,20	440,80	-0,15
AXA	2	32,76	214,89		14/05	FONC.LYON.#		31,65	207,61	+0,48	28/05	RHODIA	3	11,50	75,44	
BAIL INVESTI	2	128,10	840,28		31/05	FRANCE TELEC	1	40,49		-1,60	14/06	ROCHETTE (LA		7,63	50,05	
BAZAR HOT. V					05/06	FROMAGERIES					16/07	ROYAL CANIN	3	134,90	884,89	
BEGHIN SAY	2	37,84	248,21	-0.13			1	160	1049,53	-0,06	13/06	ROUGIER #				
BIC		44,40	291,24		15/06	GAUMONT #		41	268,94	-1,20	11/05	RUE IMPERIAL		1721	11289,02	+0.06
BNPPARIBAS		100,20	657,27		11/06		1	94,55	620,21	-0,47	20/06	SADE (NY)		48		-1,62
BOLLORE		259,90	1704,83		26/06	GENERALE DE		19,79	129,81			SAGEM S.A	3	53,40	350,28	
BOLLORE INV	-	54	354,22		26/06		1	55,60	364,71	+1,09	12/07	SAGEM ADP	-	37,80	247,95	
BONGRAIN		44	288,62		11/05		i	15,90	104,30		25/07	SAINT-GOBAIN	3	171,20	1123	-0,52
BOUYGUES	1	38,10			08/06		i	18,52	121,48	-0,54	31/05	SALVEPAR (NY	-	63,20	414,56	0,02
BOUYGUES OFF		44,30	290,59	- 1,84	31/05	GROUPE ANDRE	1	120	787,15		31/05	SANOFI SYNTH	3	73,60		-0,61
				- 1,88				80,60	528,70	-1,23	30/05			62,10		-1,58
BULL#		1,57				GROUPE GASCO					02/07			49,40	324,04	
BUSINESS OBJ	4	26,25	172,19		15/07	GR.ZANNIER (		85,90		-2,22		SCOR				
BTP(LACI		 EO OE	200 21		15/07	GROUPE PARTO		65,95		-0,30	10/04		3	52,55		-1,04
BURELLE (LY)	٠,	59,35	389,31		12/06		3	87		-1,14	07/06	SELECTIBALL		44,51	291,97	
CANAL +	3	3,63		-1,09	02/05		3	10,41	68,29	-2,53	17/07	SELECTIBAIL(		15,51	101,74	
CAP GEMINI		76,80	503,77		18/05	IMERYS	2	117,40	770,09	+0,69	02/07	SIDEL		50	327,98	
CARBONE-LORR		41,55	272,55		09/05	IMMOBANQUE					12/06	SILIC				
CARREFOUR		60,55	397,18		03/05	IMMEUBLES DE		:::			02/06	SIMCO	2	80	524,77	-0,12
CASINO GUICH	2	90	590,36		11/06		3	17,41	114,20	-2,57		SKIS ROSSIGN	_	15,90	104,30	
CASINO GUICH	_	63	413,25		11/06	IM.MARSEILLA					06/07	SOCIETE GENE		65,35	428,67	
CASTORAMA DU	2	61,10	400,79		11/06	INGENICO		27,55		-1,25	03/07	SODEXHO ALLI	2	54,70	358,81	+0,37
CEA INDUSTRI		169,20	1109,88		17/07		3	174	1141,37		29/06	SOGEPARC (FI		•••		
CEGID (LY)		102,50	672,36		20/06	,	3	13,05		-1,88		SOMMER-ALLIB		•••		
CEREOL		25,87	169,70			KAUFMAN ET B		19,92	130,67		01/06	SOPHIA	3	32,50	213,19	
CERESTAR	3	28	183,67	+0,36		KLEPIERRE	1	103	675,64	-0,10	20/04	SOPRA #	2	61,15	401,12	-1,69
CFF.RECYCLIN		45,80	300,43		30/03	LAFARGE	1	103,10	676,29	+0,49	05/07	SPIR COMMUNI	3	81,85		-0,43
CGIP	2	34,89	228,86	-0,31	08/06	LAGARDERE	1	54,95	360,45	-0,09	25/05	SR TELEPERFO	3	22,36	146,67	-1,54
CHARGEURS		74,30	487,38	-0,13	20/07	LAPEYRE	1	54,20	355,53	-1,72	05/06	STUDIOCANAL		14,50	95,11	
CHRISTIAN DA		•••			04/07	LEBON (CIE)					16/05	SUCR.PITHIVI		440	2886,21	+2,56
CHRISTIAN DI	2	38,60	253,20	- 1,53	05/06	LEGRAND ORD	1	195,50	1282,40	-2,25		SUEZ	3	37,50	245,98	-0,77
CIC -ACTIONS		125	819,95	+0,24	06/06	LEGRIS INDUS	1	53,50	350,94		15/06	TAITTINGER		780	5116,46	-0,26
CIMENTS FRAN	2	52,05	341,43	- 1,61	20/06	LIBERTY SURF		3,51	23,02	-2,50		THALES	3	43,24	283,64	+0,70
CLARINS	2	87,30	572,65	-0,11	20/07	LOCINDUS		132	865,86	-0,75	02/07	TF1	3	32,96	216,20	-0,75
CLUB MEDITER		63	413,25		20/03		1	75,30	493,94	-0.92	08/06	TECHNIP	3	162,90		-0.67
CNP ASSURANC	3	36,50	239,42		15/06	LOUVRE #		75,50		+0,27	11/06	THOMSON MULT.		32,28	211,74	-0.98
COFACE		78,10	512,30		14/05		1	54,40	356,84		05/06	TOTAL FINA E		161,30	1058,06	
COFLEXIP		188,10	1233,86		05/06		1	65,95	432,60		30/11	TRANSICIEL #		35,95		-0,96
COLAS	1	66,90	438,84		29/05	MAUREL ET PR		15,50	101,67		31/03	UBI SOFT ENT	3	39,50	259,10	
CONTIN.ENTRE	-	48,20	316,17		13/06	METALEUROP		4,95		-0,80	04/07		3	59,50	390,29	
CPR		58	380,46				1	34,02		-0,67	22/05	UNILOG	3	73,15		-1,01
CRED.FON.FRA		12,45	81,67		03/07	MARIONNAUD P	-	53,50	350,94	-0,28		USINOR	ź	12,74	83,57	
CREDIT LYONN	3	44,97	294,98	-0,51	09/05	MONTUPET SA		15,22	99,84		30/06	VALEO		49,15	322,40	
CS COM.ET SY	-					MOULINEX		2,85		-2,40	14/09	VALLOUREC		53,85	353,23	
DAMART					20/12	NATEXIS BQ P	3	101	662,52		05/06	VICAT	-	62,60	410,63	
DANONE	3	 147,40	966,88	 -0.47	06/06		í	31,50	206,63			VINCI	1	66,40	435,56	
DASSAULT-AVI	1	291,10	1909,49		10/05		í	29,30	192,20				í	47,80	313,55	
DASSAULT SYS	3	45,80	300,43		25/06	NORBERT DENT	1	29,30	144,31		06/06	VIVENDI UNIV	1	60,15	394,56	
	1	70,50			02/07			22	144,51		12/06		1	5,29	34,70	
DEVEAUX(LY)#			462,45 95,11		18/06	NORD-EST	٦l	17 29	112 25	-272	15/03	WANADOO	4		J4,7 U	2,70
DEV.R.N-P.CA		14,50		_1.02		NRJ GROUP OBERTHUR CAR	;	17,28	113,35			WORMS (EX.SO	,	251	1646,45	-0.44
DMC (DOLLFUS		9,66	03,37	-1,02	20/06		4	8,50		-1,96		ZODIAC	4	251		-0,44
DYNACTION	,	74.05	400.00	1 51	10/07	OLIPAR	Ų	8 7.05		+3,49				•••		
EIFFAGE		74,85		- 1,51	30/04		2	7,25		-1,23	20/06			•••		
ELIOR	2	•••			23/04	OXYG.EXT-ORI	Ų	 E4 0E	260 45	0.45	29/06			•••		
ELEC.MADAGAS					00/00		2	54,95	360,45	-0,45	02/05					
ENTENIAL(EX		32,96		+0,03	06/06	PECHINEY B P	J	53	347,66		02/05					
ERAMET	3	33			15/06		3	51,50	337,82	-1,34	20/06			•••		
ESSILOR INTL	2	334,10	2191,55		21/05	PERNOD-RICAR		86,45	567,07		10/05			•••		
ESSO		83,15	545,43	+0,67	27/06	PEUGEOT	1	51,85	340,11	+0,19	23/05			•••		

341,10 +0,10 NEURONES #....

4,92 +10,29 OXIS INTL RG 50,90 +4,86 PERFECT TECH

48,34 -1,47 OPTIMS #.

15.15

7,02 0,98

15,68 +3,91

20,33 -9,62

1,97 ... 57,40 -1,46 62,91 -1,64 10,69 -9,44

4,46 +1,49 9,51 ...

**7,61** +13,73

9,51 ... R2I SAN I 186,29 -0,18 RECIF #...

+1,02

11,48 +1,16 SOI TEC SILI...

STELAX.

SYNELEC # ..... SYSTAR # ......

TETE DS LES.

+3,54 TITUS INTERA..... -1,96 TITUS INTER......

THERMATECH I....

45,92 -2,91 SOI TEC BS 112,82 +1,18 SOLUCOM.

17,71 -0,74 SQLI ACT.N 18,63 -21,11 STACI #....

41,92 -0,93 SYSTRAN.

64,55 -0,20 TEL.RES.SERV....... 23,61 -0,28 TELECOM CITY.....

145.62

**131.52** -1.23

15,87 -1,22 380,46 -0,34

27,55

29.19 +3.49 REPONSE #.

8,53 -2,99 RIGIFLEX INT......

471,31 +0,07 RISC TECHNOL .... 8,59 -6,43 SAVEURS DE F..... 14,43 -4,35 GUILLEMOT BS .... 24,66 -0,53 SELF TRADE......

-0,53 NICOX #...... OLITEC......

ORCHESTRA KA

PERF.TECHNO.....

PHARMAGEST I....

PICOGIGA..

PROSODIE #...

PROSODIE BS

QUALIFLOW ....

R2I SANTE BO ...... ◆

REGINA RUBEN ...

SILICOMP #.

SODITECH ING ...

SOFT COMPUTI....

SOI TEC BS 0......

SOLUCOM ACT..... ♦

QUANTEL ....

PHONE SYS.NE..... ♦

22/05	International >	•	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	dernier
01/06	Une sélection					coupon (1)
10/07	ADECCO		56	367,34	-0,88	14/05
31/08	AMERICAN EXP		40,84	267,89	-2,09	10/08
05/06	AMVESCAP EXP					03/05
01/06	ANGLOGOLD LT					30/03
15/05	A.T.T. #		21,21	139,13	-0,75	01/08
15/06	BARRICK GOLD		18,10	118,73	+0,84	15/06
04/05	COLGATE PAL		61	400,13		15/08
04/07	CROWN CORK O		5,27	34,57		20/11
06/06	DIAGO PLC		•••			23/04
12/06	DOW CHEMICAL					30/07
10/07	DU PONT NEMO		44,80	293,87	-1,84	12/09
10/07	ECHO BAY MIN		1,05	6,89		31/12
02/07	ELECTROLUX			•••		03/05
04/07	ELF GABON		173	1134,81		20/06
01/06	ERICSSON #	3	5,45	35,75	-3,02	05/04
07/05	FORD MOTOR #		22	144,31	-2,40	04/09
02/05	GENERAL ELEC		44,60	292,56	-2,11	25/07
08/06	GENERAL MOTO		61,80	405,38	+0,57	10/09
16/07	GOLD FIELDS					23/03
31/05	HARMONY GOLD			•••		20/08
	HITACHI #		9,06	59,43		10/12
12/06	HSBC HOLDING	3	13	85,27	-1,52	02/05
20/06	I.B.M	3	112,30	736,64	-1,58	10/09
21/09	I.C.I		•••	•••		25/04
11/05	ITO YOKADO #		47,53	311,78	-0,59	13/11
06/03	I.T.T. INDUS		49,30	323,39		01/07
04/07	KINGFISHER P	3	5,78	37,91	-2,03	15/06
	MATSUSHITA		15,60	102,33	+0,58	31/12
18/05	MC DONALD'S		32,63	214,04	-0,43	01/12
05/07	MERK AND CO		76,65	502,79	-2,04	02/07
31/05	MITSUBISHI C	_	9,86	64,68	+7,52	31/12
16/07	NESTLE SA #	3	237	1554,62	-2,59	11/04
19/06	NORSK HYDRO		45,80	300,43	-2,14	21/05
27/09	PFIZER INC		44,50	291,90	-2,05	06/09
09/05	PHILIP MORRI		50	327,98	-0,99	10/07
05/07	PROCTER GAMB		81,60	535,26	+0,12	16/08
11/06	RIO TINTO PL					06/04
31/05	SCHLUMBERGER		56,85	372,91		06/07
31/05	SEGA ENTERPR		17,04	111,78	+0,06	31/12
	SHELL TRANSP		8,80	57,72		23/05
29/05	SONY CORP. #	3	51,75	339,46	+1,67	31/12
19/06	T.D.K. #		51,20	335,85	+0,99	31/12
10/06	TOSHIBA #		5,12	33,58		10/12
12/06	UNITED TECHO		79,20	519,52	-1,80	10/06
28/06	ZAMBIA COPPE		0,43	2,82		
06/06			•••	•••		
01/06			_			
04/07	<b>ABRÉVIATIO</b>	N	5			
01/08	B = Bordeaux; Li = Lille; L	v =	Lyon; M = N	Marseille; Ny =	Nancy; N	s = Nantes.
27/06	CVMDOLEC			, .,	.,,	

10/05 SYMBOLES

## 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;

■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite ♦ cours précédent ; 1 Valeur pouvant bénéficier du service

**DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1):** Lundi daté mardi: % variation 31/12; Mardi daté mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation Vendredi daté samedi : nominal.

249,26

188.92

298,46

416.53

1077,74

243,36

34,44 92,03

397,84

767.47

287,97

393.57

458,51

109,54

190,23

1508.70

311.58

186,62 42,70 +3,33

227.62

**225,58** -0,03

209,97 +0,03

266.25 -0.07

360,78 +0,92

537,88 -7,92

232,86 -2,74

655,96 -0,10

90.52

-4,17

-0,59

-1,87

-0,48 -2,64

-0,08

-0,23

-0,14

-1,69

-3,61

-2,88 -3,01 +0,07

28.80

13.80

63,50 148,30 164,30

7,91 67

37,10 32,01 135 5,25 14,03

60,65

40.59

40,59 117 22,25 43,90

60 14,30 115

69,90

55 12 54,45 16,70

230

35,50

47.50

6,51

34,70 33,80 70,95

100

GEODIS.

GFI INDUSTRI...... GRAND MARNIE .. ◆

GROUPE BOURB... ◆

GROUPE CRIT .....

GROUPE FOCAL.... GROUPE J.C.D......

HERMES INTL.....

HYPARLO #(LY ....

IMS(INT.META..... INTER PARFUM....

JET MULTIMED ....

LECTRA (B) #.....

LOUIS DREYFU .....

LVL MEDICAL...... M6-METR.TV A.....

MANUTAN INTE...

PCAS #..... PETIT FOREST......

PINGUELY HAU ....

SABATE-DIOSO ....

SECHE ENVIRO ....

SIPAREX CROI.....

STERIA GROUP ....

SYLIS # ...... SYNERGIE (EX ...... ♦

TEAM PARTNER ...

UNION FIN.FR..... VILMOR.CLAUS....

SOLERI ...

SYLEA...

TRIGANO.

VIRBAC....

SOLVING #.. STEF-TFE #.

PIERRE VACAN.

POCHET.....

RADIALL # ...

PARC DES EXP ...... ♦

MANITOU #...

LAURENT-PERR.

## **NOUVEAU MARCHE**

MARDI 21 AOÛT

BRIME TECHNO...

BUSINESS INT.....

CAC SYSTEMES..... ♦

CARRERE GROU...

Une sélection

Émetteurs

BUSINESS ET.

BVRP ACT.DIV.

Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

One selection.	u. 5 . c.c	ves a le	
Valeurs <b>&gt;</b>	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
ABEL GUILLEM	9,81	64,35	-0,91
AB SOFT	2,89	18,96	-0,34
ACCESS COMME	5,05	33,13	+5,65
ADL PARTNER	13,10	85,93	-2,96
ADL PARTNER	6,49	42,57	+15,07
ALGORIEL #	5,57	36,54	
ALPHAMEDIA	0,95	6,23	
ALPHA MOS #	4,28	28,07	-2,28
ALPHA MOS BO ♦	0,18	1,18	
ALTAMIR & CI	126,30	828,47	
ALDETA	3,15	20,66	-10
ALTI #	8,62	56,54	-1,93
A NOVO #	21,50	141,03	+0,56
ARTPRICE COM	8,65	56,74	-1,03
ASTRA	0,68	4,46	
AUFEMININ.CO	0,89	5,84	+3,49
AUTOMA TECH	4.98	32.67	+163

DEVOTEAM #..... DMS #..... D INTERACTIV ..... DIREKT ANLAG .... DURAND ALLIZ .... EMME NV .. 2,04 0,20 13,38 -2,86 1,31 +11,11 AVENIR TELEC. ESI GROUP. BAC MAJESTIC ..... 13,12 -1,96BARBARA BUI ..... 110.86 BCI NAVIGATI. BOURSE DIREC ....

SICAV et FCP

ESKER.....EUROFINS SCI..... 16,90 5,90 26,50 2,88 EURO.CARGO S.... FIMATEX # 18,89 FI SYSTEM BS. 255,82 +0,52 FLOREANE MED .. 0,90 10,01 2,33 5,90 65,66 GAMELOFT COM . +0,30 GAUDRIOT #..... 15,28 10,60 69,53 55,30 107,25

Valeurs unitaires ★

-6 +0,27 6,17 245,33 +2,01 +4,41 GENERIX #... 163,01 +0,86 GENESYS #...... GENESYS BS00 14,21 2,50 4,22 93,21 16,40 27,68 230,96 GENSET. 35,21 21,94 0,24 +2,83 GL TRADE #...... 39,69 – 12,32 GUILLEMOT # .... 117,74 – 1,43 GUYANOR ACTI .. 143,92 1,57 ÉCUR, OBLIG, INTERNAT.... ÉPARCOURT-SICAV D. GÉOPTIM C. 2306.45 Cours de clôture le 21 août Fonds communs de placements

ÉCUREUIL VITALITÉ C

INDICIA ERANCE D ...... INDOCAM AMÉRIQUE C. INDOCAM ASIE C ..... INDOCAM FRANCE C ....

INDOCAM FRANCE D.

INDOCAM FONCIER

OPTALIS DYNAMIQ. C OPTALIS DYNAMIQ. D

OPTALIS ÉQUILIB. C. OPTALIS ÉQUILIB. D.

OPTALIS EXPANSION C

OPTALIS EXPANSION D.

OPTALIS SÉRÉNITÉ C ....... OPTALIS SÉRÉNITÉ D ....... PACTE SOL. LOGEM ......PACTE SOL.TIERS MONDE...

INDOCAM MULTI OBLIG. C..

ATOUT VALEUR D...... CAPITOP MONÉTAIRE C.... CAPITOP MONÉTAIRE D....

Fonds communs de placements

MILLIMAGES NATUREX.. -1,92

NET2S # 250,31 21/08 1798,96 21/08 184,72 21/08 15129,32 21/08 21/08

2520,84 3483,33

535 1219,82

302,72 361,50 731,65

657,20

542,21 291,70 1135,13

2910,81

745.89

1911.66

1199,35

542,35 1252,29

393,65 40,73 18,95 354,55

291,43 182,84

188,13 99,45 281,46 43,15 14,26 30,49 13,14 18,83 17,66 18,78 17,09 15,48 15,11 17,83 15,66 78,34 83,32

HE COMPANY.....

HIMALAYA ....

9,05 +2,99 IDP ...... 31,81 -14,16 IDP BON 98 (......

ILOG #..

HI MEDIA ..... HOLOGRAM IND..

HUBWOO.COM .....

IB GROUP.COM ....

INTERACTIF B......

INTERACTIF B.....

IMECOM GROUP..

INFOTEL # ....

INTEGRA

IPSOS #

ITESOFT.....

JOLIEZ REGOL..

KEYRUS PROGI

LYCOS FRANCE....

MEDCOST #....

MEMSCAP ..... METROLOGIC G ...

MICROPOLE ..

KALISTO ENTE.....

IT LINK....

INFO VISTA ...

INTERCALL #.....

IPSOS BS00.....

INFOSOURCES...... INFOSOURCE B .... ◆

HIGH CO.#..... HIGH BON DE ...... ♦

HIGHWAVE OPT ... 1

112 3,25 7,37 2,31

0,75 7,76 2,39 3,10 1,59 1,07 0,15 0,30 8,75 9,59 1,63

1,30

71,85 1,31 2,20 3,76 0,70 0,99 0,98 1,35 1,75 7 17,20 22,20

1,10 2,70 2,84 20,05

58 6,39

9,84 3,60 14,78 4,20

107,51 101,67

85,08

11,48 61

112.82

127,91

18.24

13,25

83,31 14,10

5.84

82,65

89,21

98,39 690,07

93,47

124.63

0,66

52.41

6,43 +6,52 83,31 +9,96 14,10 -8,12 2,89 +2,33

19,35 -6,65 9,51 -0,68 23,88 +1,11

124,63 +10,40 87,90 +1,90 13,64 +1,46

82,65 -6,67 80,03 -2,79 4,26 -10,96

+0,35

-3,06

-1.50

**67,56** -4,63 LEXIBOOK # S...... **77,73** -0,42 LINEDATA SER.....

+5,13 MEDIDEP #.....

+0.92

+6,14

+2 94

16,39 15,50 12,97

17.20

1,75 9,30 19,50

2,78

2,78 1,38 4,85 2,02 0,98 12,70 2,15 0,44

2,95 1,45 3,64 0,89

19 13,40 2,08

12,60 12,20 0,65 13,60

0,15

105,20 14,25

19 5,55 10,30

0,10

CIC ELITE EUROPE...... CIC ÉPARGNE DYNAM. C.... CIC ÉPARGNE DYNAM. D ... CIC EUROLEADERS ... CIC FRANCE C CIC FRANCE D 64,90 1433,64 224,73 21/08 271,44 21/08 CIC HORIZON D ... 9404,06 21/08 CM OBLIG. QUATRE. CIC MONDE PEA. 194.62 CIC OBLI COURT TERME C. 24,51 19,46 15,28 15,09 402,06 160,78 127,65 100,23 08 36 68 56 55 (2,21 F/mn) CIC OBLI LONG TERME C. CIC OBLI LONG TERME D... CIC OBLI MONDE

98,98 2637,34 CIC ORIENT ......
CIC PIERRE .....
MONEYCIC DOLLAR ... 149,40 35,87 1411,04 1229.39 21/08 235,29 21/08 21/08 Fonds communs de placements 21/08 21/08 CIAL PEA SÉRÉNITÉ. 840.50 5513.32 11,47 11,16 511,21 75,24 73,20 3353,32 21/08 21/08 21/08 21/08 CIC GLOBAL C. 255,85 1678,27 1678,27 21/08 CIC GLOBAL D 255.85 9,16 1030,38 5,79 23,83 CIC JAPON ...... CIC MARCHÉS ÉMERGENTS CIC NOUVEAU MARCHÉ ...... CIC PROFIL DYNAMIQUE..... 60,09 6758,85 37,98 156,31 21/08 20/08 20/08 21/08 19,05 135,93 193,48 86,44 18,78 CIC PROFIL ÉQUILIBRE CIC PROFIL TEMPÉRÉ.. CIC TAUX VARIABLES... 124,96 891,64 1269,15 21/08 21/08 21/08 CIC TECHNO. COM... 567,01 123,19 CIC VAL. NOUVELLES... 318,28 102,76 23/08 CREDIT LYONNAIS
ASSET MANAGEMENT

1234,05 23/08 21/08 652.35 20/08 17/08 17/08 1846.26 EURCO SOLIDARITÉ....... LION 20000 C/3 11/06/99 .... LION 20000 D/3 11/06/99 .... 200 86,19 17/08 SICAV 5000 123,52 115,84 123,19 112,10 20/08 20/08 20/08 20/08 SLIVAFRANCE SLIVAFRANCE SLIVARENTE... SLIVINTER .... TRILION...... 101,54 99,12 20/08 20/08 20/08 20/08 21/08

513,88 546,54 21/08 175.01 21/08

ACTILION DYNAMIQUE C... ACTILION DYNAMIQUE D... ACTILION PEA DYNAMIQUE ACTILION ÉQUILIBRE C.... 172,39 69,47 176,72 ACTILION ÉQUILIBRE D 165,23 170,16 ACTILION PEA ÉQUILIBRE .. 172,42 160,68 230,92 93,55 LION PEA EURO.

39,29 153,66 752,79 257,73 1007,94 4937,98 AMPLITUDE MONDE C..... AMPLITUDE MONDE D..... AMPLITUDE PACIFIQUE C. Fonds communs de placements AMPLITUDE PACIFIQUE D ... 183.02 1200.53 ÉLANCIEL EURO D PEA 1130,80 455,69 1159,21 21/08 21/08 21/08 ÉLANCIEL FRANCE D PEA. ÉMERGENCE E.POST.D PEA.... GÉOBILYS C ..... 1083,84 1116,18 GÉOBILYS D. INTENSYS C 613,65

www.clamdirect.com

1494,34 3198,45 2792,34

1088,89

1900.37

-5,676.95 1,25 -13,64 66,38 -2,69 **MARCHE** 1,90 +7,41 MERCREDI 22 AOÛT Une sélection. Cours relevés à 9 h 57

24,93

383,08 114,79

58,40 17,50 2,33 1,06 0,19 10,12

0,29

16,99

1,05 6,15 36,50

8,46 5,61 4,59 4,31

21,40

0,70 3,75 49,26

9 9,20 9,66 2,67

47,76 1,79 3,10 2,45

0.67

16,10 4,03 2,49 1,91 4,42 1,60 18,25

21/08

21/08

21/08 17/08

21/08

17/08

21/08 21/08

21/08 17/08 21/08

20/08

16,33

12.53

10,50

CM FRANCE ACTIONS

CM MID. ACT. FRANCE CM MONDE ACTIONS...

CM OPTION DYNAM....

CM OPTION ÉQUIL.

AMÉRIQUE 2000 .

ASIE 2000...... NOUVELLE EUROPE .

CM OBLIG. LONG TERME ....

CM OBLIG. COURT TERME .. CM OBLIG. MOYEN TERME..

CM OPTION MODÉRATION

LCF ROTHSCHILD

SAINT-HONORÉ CAPITAL C . SAINT-HONORÉ CAPITAL D . ST-HONORÉ CONVERTIBLES ST-HONORÉ FRANCE ......

ST-HONORÉ TECH MEDIA

ST-HONORÉ VIE SANTÉ ...... ST-HONORÉ WORLD LEAD. . WEB INTERNATIONAL .......

STRATÉGIE INDICE USA....

LA POSTE.

AMPLITUDE AMÉRIQUE C... AMPLITUDE AMÉRIQUE D.. AMPLITUDE EUROPE C.....

AMPLITUDE EUROPE D..

AMPLITUDE FRANCE

ADDILYS C.

ADDILYS D

ST-HONORÉ PACIFIQUE.

Fonds communs de placements

119,71

156,10

1023,95

566.09

-0.26

08/06

22/05

PINAULT-PRIN.

PLASTIC OMN.

111.45 6,89 40,34 239,42 -1,3055,49 36,80 +0,36 +1,77 30,11 28,27 -2,05 ACTIELEC TEC..... -0,49 ALGECO #...... ... ALTEDIA....... -2,92 ALTEN (SVN) ...... 152,84 140.37 -2.73 APRIL S.A.#(

-6,67 ARKOPH/ +7,14 ASSYSTEI -7,14 AUBAY.... 4.59 ARKOPHARMA # .. 24,60 323,12 59.04 63,37 -1,11 17,51 170.55 -4,49 -16,81 31,16 31,16 +0,64

-0,55 BENETEAU #...... +0,66 BOIRON (LY)#...... ... BONDUELLE....... 97,08 +2,07 23,35 +20,68 224,99 -2 313.29 +3,38 16,07 4.39

90 81,05 44,60 91,90 BQUE TARNEAU... ♦ 53 86,10 10,99 BRICORAMA #. BUFFALO GRIL .... C.A. OISE CC...... 92 64,65 C.A. PARIS I. C.A. PARTS I....... C.A.PAS CAL...... CDA-CIE DES...... 149 45,99 CEGEDIM # 53.50 -3,24 CIE FIN.ST-H. 129 52,50 60,50 CNIM #...... COFITEM-COFI..... ♦ DANE-ELEC ME... ... ENTRELEC GRO ... ◆
-0,74 ETAM DEVELOP ... EUROPEENNE C... EXPAND S.A 

**SECOND** 

Cours en euros

34,79 5,60

16,50 17,95

50 46 7,32

228,21

590.36

108,23

117.74

48,02

590,36

531,65 292,56

602,82

347.66

564,78 72,09

603,48

424.08

301,67

350.94

846,18 344,38 396,85

17.05

36,73

-0.53

-2,08

-- 1,96

-3,68

+0.06

-0,98

+3.92

-0,09

-0,02

+5,91

+1,36

-0.16

405,71 64,61 39,81 261,14 +3,40 364.71 140,70 34,80 23,08 922,93 228,27 151,39 -3,45 GECI INTL...... ... GENERALE LOC... 221,45 2070,92 107,01 701,94 32,16

21/08 OBLITYS C 21/08 210,96 21/08 353.82 21/08 1085,81 126,60 21/08 ASSET MANAGEMENT

838,25 459,04 1455,77 21/08 21/08 69,98 221,93 21/08 23513.50 21/08 21/08 21560.45 21/08 93,68 614,50 694,86 21/08 105.93 21/08 2493.95 21/08 21/08

**LEGAL & GENERAL BANK** STRATÉGIE IND. EUROPE .... 202,67 1329,43 20/08 Fonds communs de placements 61180,65 20/08 www.lapostefinance.fr Sicav Info Poste: 08 36 68 50 10 (2,21 F/mn)

697,22 21/08 105.45 691.71 21/08 26,13 25,31 33,40 31,98 89,12 231,65 207,78 16,86 16,11 171,40 209,78 584,59 21/08 21/08 1519.52 105,67 21/08 101,22 42,89 31,85 120,23 663.96 21/08 21/08 114.27

739,59 728,05 288,88 110,99 44,04 2597,24 2302,41 17036,78 POSTE GESTION C POSTE GESTION D. 15102,82 POSTE PREMIÈRE 7056.12 46285.11 21/08 PRIMIEL EUROPE C 383,01 REVENUS TRIMESTRIELS 784,72 5147.43 21/08 SOLSTICE D.. THÉSORA C.. THÉSORA D.. 363,23 186,56 155,74 47061,24 2382,63 21/08 1223,75 21/08 1021,59 21/08 TRÉSORYS C. 308701.50 21/08 Fonds communs de placements DÉDIALYS FINANCE 585.84 21/08 434,90 633,39 215,55 DÉDIALYS MULTI-SECT. DÉDIALYS SANTÉ ...... DÉDIALYS TECHNOLOGIES .. DÉDIALYS TELECOM .. 274,78 21/08 91,53 87,29 197,37 181,18 102,38 POSTE EUROPE C.....POSTE EUROPE D.....POSTE PREMIÈRE 8 ANS C... 600,40 572,58 1294,66 21/08 21/08 21/08 POSTE PREMIÈRE 8 ANS D.. 1188,46 21/08 671,57 21/08 REMUNYS PLUS. SG ASSET MANAGEMENT

Serveur vocal 08 36 68 36 62 (2,21 F/mn) CADENCE 1 D 1026.84 21/08 1026,84 1012,80 1013,65 1527,86 384,59 513,48 1262,32 1622,51 1115,72 CADENCE 2 D. CADENCE 3 D. 154,40 154,53 232,92 CONVERTIS C INTEROBLIG C 58,63 21/08 78,28 192,44 247,35 170,09 151,34 INTERSÉLECTION FR. D. SÉLECT DÉFENSIF C...... SÉLECT DYNAMIQUE C... 21/08 21/08 21/08 21/08 21/08 SÉLECT ÉQUILIBRE 2. 992,73 1421,07 3026,72 2834 3245,54 2924,72 SÉLECT PEA DYNAMIQUE .. 216,64 461,42 432,04 494,78 445,87 111,77 45,96 232,73 57,32 21/08 21/08 21/08 21/08 21/08 733,16 301,48 1526,61 SOGEOBLIG C SOGINTER C .... 375,99 Fonds communs de placements DÉCLIC ACTIONS EURO .. DÉCLIC ACTIONS FRANC 103.51

20/08 20/08 21/08 20/08 16,66 109,28 20/08 17,23 25,14 62,96 344,53 113,02 164,91 412,99 20/08 20/08 20/08 2259,97 21/08 49,43 541,91 324,24 20/08

3554,70

	Euros f	rancs ★★	cours		,
AGIPI				CRÉDIT AGI	
AGIPI AMBITION (AXA)	26,45	173,50	20/08	ATOUT CROISSANCE D	384,30
AGIPI ACTIONS (AXA)	26,73	175.34	20/08	ATOUT EUROPE C	531,03
<b>≥</b> r	,	-,-		ATOUT FRANCE C	206,83
*		361	5 BNP	ATOUT FRANCE D	187,42
BNP PARIBAS	08	36 68 17 17 (2.3	1 F/mn)	ATOUT FRANCE ASIE D	81,56
* y anner sammanner		,	. ,	ATOUT FRANCE EUROPE D	185,96
BNP MONÉ COURT TERME	2477,32	16250,15	21/08	ATOUT FRANCE MONDE D	46,15
BNP MONÉ PLACEMENT C	13592,74	89162,53	21/08	ATOUT MONDE C	55,11
BNP MONÉ PLACEMENT D	11867,77	77847,47	21/08	ATOUT SÉLECTION D	111,54
BNP MONÉ TRÉSORERIE	154781,44	1015299,69	21/08	CAPITOP EUROBLIG C	100,19
BNP OBLI. CT	164,69	1080,30	21/08	CAPITOP EUROBLIG D	82,66
BNP OBLI. LT	33,99	222,96	21/08	CAPITOP MONDOBLIG C	44,47
BNP OBLI. MT C	152,44	999,94	21/08	CAPITOP REVENUS D	173,05
BNP OBLI. MT D	139,91	917,75	21/08	DIÈZE C	443,75
BNP OBLI. SPREADS	184,96	1213,26	21/08	INDICIA EUROLAND D	113,71
BNP OBLI. TRÉSOR	1949,57	12788,34	21/08	INDICIA FRANCE D	393,65
				INDOCAM AMÉDIQUE C	40.70

BNP MONÉ ASSOCIATIONS	1816,16	11913,23	21/08
BANQUE POPULAIR	E ASSET M	IANAGEMEN <sup>®</sup>	Т
www.bpam.fr		01 58	19 40 00
BP OBLI HAUT REND	108,38	710,93	20/08
BP MEDITERRANÉE DÉV	59,13	387,87	20/08
BP NOUVELLE ÉCONOMIE	87,33	572,85	20/08
BP OBLIG. EUROPE	51,49	337,75	21/08
BP SÉCURITÉ	102278,38	670902,19	21/08
EUROACTION MIDCAP	137,38	901,15	21/08
FRUCTI EURO 50	101,61	666,52	21/08

COC IXIS Asset Managemen

FRUCTIFRANCE C ......FRUCTIFONDS FRANCE NM

Fonds communs de placements

MIII TI-PROMOTEURS 1250,71 20/08 3364,80 20/08 2596,74 20/08 NORD SUD DÉVELOP. D ..... E CAISSE D'EPARGNE

08 3 6 6	V =
00 30 0	<b>v</b>
53,18	ÉCUR. 1,2,3 FUTUR
	ÉCUR. ACTIONS EUROP. C
67,75	ÉCUR. ACTIONS FUTUR
43,87	ÉCUR. CAPITALISATION C
44,63	ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA.
45,12	ÉCUR. ÉNERGIE D PEA
14637,81	ÉCUR. EXPANSION C
41,88	ÉCUR. EXPANSIONPLUS C
54,92	ÉCUR. INVESTISSEMENTS
222,27	ÉCUR. MONÉTAIRE C

Sicav en ligne : **58 09 00** (2,21 F/mn) 348.84 21/08 21/08 21/08 21/08 120,24 444,41 287,77 292,75 21/08 360,25 ÉCUR. MONÉTAIRE D........ 191,68 1257,34

571,27 1146,74

www.cdcixis-am.fr

AURECIC 101,19 35,53 26,68 107,17 5,69 33,96 26,86 379,48 CIC CAPIRENTE MT C. CIC CAPIRENTE MT D 21/08 CIC CAPIRENT EM I D... 21/08 CIC AMÉRIQUE LATINE. 21/08 CIC CONVERTIBLES..... 21/08 CIC COURT TERME C... 21/08 CIC COURT TERME D...

702,99 37,32 21/08

21/08

Crédit . Mutuel CM EURO PEA

CM EUROPE TECHNOL

227,81 487,60 425,69 166 289,71

196,02 190,48 184,12 73,34 100,89 KALEIS ÉQUILIBRE D. 148,84 21/08 KALEIS TONUS C...... 30,17 21/08 LIBERTÉ ET SOLIDARITÉ

120,23 109,62 20,50 17,42 221,64 215,56 82,73 202,34 542,67 1327,26 1285.81 21/08

21/08 21/08

DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE DÉCLIC OBLIG. EUROPE.. DÉCLIC OBEIG. EUROPE..... DÉCLIC PEA EUROPE...... DÉCLIC SOGENFR. TEMPO... FAVOR ...... SOGESTION C. 21/08 21/08 SOGINDEX FRANCE C

**LÉGENDE**: ★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

## **AUJOURD'HUI**

**SPORTS** Montréal a été désignée, mardi 21 août à Tallinn (Estonie), comme siège de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Au terme d'un vote du conseil de fondation de l'AMA, la

ville canadienne a devancé Lausanne, battue au dernier tour de deux voix, Vienne, Bonn et Stockholm. ● APRÈS LES DÉFAITES de Toronto et du Canadien Richard Pound lors des votes

pour la désignation de la ville-hôte des Jeux olympiques de 2008 et la présidence du Comité international olympique, en juillet, ce choix offre une compensation à l'Amérique du Nord,

qui abritera le centre névralgique de la lutte mondiale contre le dopage. RICHARD POUND, par ailleurs président de l'AMA, estime « que la possibilité d'installer l'agence dans un autre continent que l'Europe a été un des facteurs dans le choix » de Montréal. L'Union européenne apparaît comme la principale perdante du

# Montréal abritera le quartier général de la lutte mondiale contre le dopage

La cité canadienne a été choisie pour accueillir le siège de l'Agence mondiale antidopage (AMA) aux dépens de Lausanne, qui comptait sur un plus large soutien du mouvement sportif. Ce vote sonne comme une mesure de compensation pour l'Amérique du Nord, grande perdante des derniers scrutins olympiques

RICHARD POUND, président canadien de l'Agence mondiale antidopage (AMA), et Denis Coderre, secrétaire d'Etat au sport du Canada, ont gagné : Montréal accueillera, à partir de 2002, le siège permanent de l'AMA. Le « conseil de fondation » de cet organisme créé conjointement il y a deux ans par le mouvement olympique et la communauté internationale a décidé, mardi 21 août à Tallinn (Estonie), de faire d'une ville d'Amérique du Nord le centre névralgique de la lutte contre le dopage dans le monde. Montréal l'a emporté au quatrième tour de scrutin face à Lausanne, par 17 voix contre 15. Les autres villes en lice, Bonn, Stockholm et Vienne, toutes trois issues de l'Union européenne, qui paie là le prix de ses dissensions (Le Monde du 21 août), ont été éliminées aux tours précédents.

Il y a pourtant encore quelques

favorite d'un scrutin qui semblait plutôt devoir couronner Lausanne. Le chef-lieu du canton de Vaud, qui abrite le Comité international olympique (CIO) et plusieurs fédérations internationales, pensait que l'arithmétique la plus basique lui permettrait de conserver le siège de l'AMA, qu'elle héberge « provisoirement » depuis sa création. Le « conseil de fondation » de l'AMA étant composé de deux collèges égaux de votants (17 représentants du mouvement olympique et 17 représentants des autorités publiques), la perspective d'atteindre la majorité n'effravait pas outre mesure les promoteurs de la candidature de Lausanne, persuadés que la « capitale olympique » chère à Juan Antonio Samaranch rallierait la totalité des voix issues de l'aile « sportive » de

En novembre 2000, à l'occasion

mois, Montréal était loin d'être la d'une réunion de l'AMA à Oslo, le sort de Montréal semblait même scellé. Plusieurs membres de l'organisation avaient alors pris la parole pour s'interroger sur un risque éventuel de « conflit d'intérêts » dans la perspective du vote à venir. En tant que citoyens canadiens, était-il « juste » que Denis Coderre et Richard Pound puissent participer au vote, sachant que Montréal avait fait acte de candidature? Le règlement du Comité international olympique (CIO) ne dit-il pas, par exemple, que les membres des pays d'où sont issues les villes candidates à l'organisation des Jeux n'ont pas le droit de voter? Denis Coderre et Richard Pound n'étaient pas seuls dans leur cas : le membre canadien du CIO, Paul Henderson, membre de l'AMA au titre de l'Association des fédérations internationales olympiques d'été (ASOIF), ainsi que l'ancien champion norvégien de ski de fond Johann Olav Koss, qui vit dans l'Ontario depuis son mariage, se trouvaient dans une situation com-

## « CONFLIT D'INTÉRÊTS »

Une expertise juridique a alors été commandée auprès d'un cabinet d'avocats suisse (l'AMA est une fondation de droit privé suisse). Sa conclusion a été dévoilée quelques mois plus tard, au Cap, lors d'une nouvelle réunion de l'AMA : selon le droit suisse, seule l'existence d'« un lien économique et financier direct» entre les votants et les villes candidates peut être considéré comme un « conflit d'intérêts ». Montréal a retrouvé le sourire : les quatre membres canadiens de l'AMA allaient pouvoir voter, en toute liberté, pour la ville de leur choix. Mardi à Tallinn, cette « tolérance » a, de toute évidence, été décisive dans le scrutin, vu que seulement deux voix ont permis de faire la différence. Richard Pound a toutefois préféré s'abstenir.

Seule candidate du continent américain, Montréal a également bénéficié de la coloration très anglophone du collège des « autorités publiques ». Particulière-ment actif, ces derniers mois, dans les procédures ayant conduit à l'adhésion de nouveaux membres, Denis Coderre a ainsi largement favorisé l'accès de représentants originaires de pays ayant des relations historiques ou culturelles avec le monde anglo-saxon, à l'instar des trois ministres de pays africains présents à l'AMA : l'un est égyptien, l'autre sud-africain et le troisième nigérian.

Mais Montréal doit aussi son succès aux deux échecs subis par le Canada lors de la 112<sup>e</sup> session du CIO, qui a eu lieu à Moscou à la mi-juillet. Les défaites de Toronto, battue par Pékin dans la course aux Jeux d'été de 2008, et de Richard Pound, battu par le Belge Jacques Rogge pour le fauteuil de président, ont été trop larges pour ne pas éveiller une certaine méfiance à l'égard de la maison olympique. Donner l'AMA à Lausanne, alors que l'appareil du CIO a œuvré pour que Pékin et Jacques Rogge l'emportent, n'aurait pas été bien perçu.

Denis Coderre ne s'y est pas trompé en déclarant, mardi : « Le choix [entre Lausanne et Montréal] était celui entre l'ancien régime et le renouveau. » Richard Pound, lui, est ravi : il lui suffira de quelques minutes de voiture pour se rendre de son cabinet d'avocat, situé sur le boulevard René-Lévesque, jusqu'à la tour de la Bourse de Montréal où l'AMA aura son siège.

Parce qu'il le vaut bien.

## TROIS QUESTIONS A... RICHARD POUND

Vous êtes le président canadien de l'Agence mondiale antidopage (AMA). La décision d'attribuer le siège de l'AMA à Montréal vous satisfait-elle? Avez-vous fait campagne pour cette ville où vous vivez?

Je suis, bien sûr, très content, en tant que Canadien, de voir que Montréal abritera l'AMA. Et je suis d'autant plus content que je n'ai pas participé au vote. En tant que président de cette organisation, j'ai pris la précaution de rester neutre jusqu'au bout car, quel que soit le vainqueur, il aurait fallu que je travaille avec. C'est d'abord la qualité du dossier de Montréal qui a fait la différence. Je pense également que le Canada, depuis l'affaire Ben Johnson aux Jeux olympiques de Séoul, en 1988, a beaucoup fait pour la lutte contre le dopage. Le Canada possède des experts de très grande qualité et l'un des meilleurs laboratoires antidopage au monde, qui se trouve précisément à Montréal. Je crois, enfin, que la possibilité d'installer l'agence dans un autre continent que l'Europe a également été un des facteurs dans le choix final.

2 Doit-on considérer la défaite de Lausanne comme le signe d'une séparation avec le Comité international olympique? Est-ce une revanse à la présidence du CIO ?

Depuis sa création, l'AMA a eu déià l'occasion de démontrer qu'elle était indépendante du mouvement olympique. De plus, le score a été extrêmement serré : seulement deux voix ont permis à Montréal de battre Lausanne. Quant à savoir si mon échec pour la présidence du CIO, en juillet, a eu une influence sur ce vote, la réponse est non. Je n'ai pas exercé de lobbying pour que l'AMA ne s'installe pas à Lausanne. Je ne sais pas moi-même si je vais rester président de l'AMA. Je dois rencontrer le président du CIO, Jacques Rogge, pour en parler avec lui. Pour le moment, je lui ai simplement dit qu'en tant que membre du CIO je resterai à l'AMA jusqu'aux Jeux de Salt Lake City, en février 2002.

3 Les championnats du monde d'athlétisme, début août à Edmonton, ont été marqués par l'affaire legorova, testée dans un premier temps positive à l'EPO avant d'être relaxée. L'AMA est-elle pour le simple test urinaire ou le test combiné urines/sang anti-EPO?

Nous avons demandé à notre de Salt Lake City.

> Propos recueillis nar Frédéric Potet

commission médicale chargée de la recherche de produire des études sur ce suiet. Nous attendons ses conclusions pour le mois de novembre. Il sera alors temps de prendre une décision. Pour le moment, seul le test combinant les deux contrôles a une valeur à nos yeux. Il est encore trop tôt pour savoir ce qu'il en sera lors des Jeux

# Bravo et merci Michael d'avoir porté aussi haut les couleurs de l'Oréal Paris. **ELSÈVE**

# PSG et Troyes qualifiés pour la Coupe de l'UEFA

PARIS-SAINT-GERMAIN ET TROYES SE SONT QUALIFIÉS, mardi 21 août, pour la Coupe de l'UEFA en écartant respectivement le club italien de Brescia et le club anglais de Newcastle en « finales » retour de la Coupe Intertoto. Les Parisiens, au terme d'une partie tendue, ont fait match nul en Italie (1-1, 0-0 à l'aller) grâce à un but du Brésilien Aloisio (75°), auteur d'un tir puissant consécutif à un bon travail du défenseur Didier Domi. De leur côté, les Troyens ont décroché la première qualification en coupe d'Europe de leur histoire en tenant en échec chez eux les joueurs de l'entraîneur Bobby Robson (4-4, 0-0 à l'aller) au cours d'un match riche en rebondissements. Les Troyens ont mené 4-1, grâce à des buts de Medhi Leroy (25°), Nicolas Goussé (28°) et Samuel Boutal par deux fois (47° et 66°), avant de se faire rejoindre sur le fil par Newcastle. Les deux clubs français se sont qualifiés au bénéfice des buts marqués à l'extérieur et connaîtront leur prochain adversaire après le tirage au sort, qui se déroulera à Monaco vendredi 24 août.

## **DÉPÊCHES**

■ TENNIS : Amélie Mauresmo (tête de série n°6) s'est qualifiée, mardi 21 août, pour le troisième tour du tournoi de New Haven (Connecticut) en battant la Slovaque Henrieta Nagyova (7-6 [16-14], 6-3). Sandrine Testud, autre Française en lice dans ce tournoi, a été éliminée par l'Américaine Venus Williams (7-6 [7-5], 6-3).

■ La Française Mary Pierce (91° au classement WTA) a déclaré forfait pour l'US Open, qui doit débuter lundi 27 août, en raison d'une douleur récurrente dans le bas du dos (lumbago). Depuis le début de saison, la lauréate du tournoi de Roland-Garros 2000 n'a joué que quatorze matches. Sa dernière apparition remonte au tournoi de Strasbourg, en mai, où elle avait été éliminée au premier tour.

www.lorealparis.com

Michael Schumacher quadruple champion du monde avec

AUJOURD'HUI-VOYAGES **18** / LE MONDE / JEUDI 23 AOÛT 2001



# Chios, l'île des capitaines

**KARDAMYLA** 

de notre envoyée spéciale Le capitaine Costas Mikidis n'a

pas son pareil pour raconter les coups de chien qu'il a essuyés sur toutes les mers du globe. Et il ne se fait pas prier. Le sourcil broussailleux, les yeux perçants des icônes byzantines, le petit homme sec, avec la fougue de ses soixantecinq ans, oublie dans l'instant la douceur de cette fin d'après-midi à Marmaro, le port de Kardamyla, sur l'île de Chios, il ignore la lamentation des cigales, les parfums mêlés du jasmin et du citron, le bleu intense de la mer Egée. Campé sur la terrasse de son cabanon, au milieu des figuiers, comme à la barre d'un vaisseau, le capitaine revit « son » typhon en mer de Chine avec la force d'un Conrad.

re, les mots courent comme les lames levées par la tempête : «Le 1<sup>er</sup> avril 1980, à trois heures du matin dans le détroit de Taïwan, mon chef ingénieur m'annonce une avarie au moteur, dit-il. Il faut changer un piston. On est au milieu du détroit de Taïwan. On commence à réparer. Tout l'équipage est dans la salle des machines quand la radio annonce une très mauvaise météo. » Avec des vents de 100 km/h et plus, son Antigone, un cargo de 25 000 tonneaux, appartenant à Stephanos Sravelakis de Kardamyla, les cales pleines de charbon à livrer en Roumanie, roulée, couchée par les déferlantes, dérive et se rapproche dangereusement de la côte chinoise. « Quand, à l'aube, se souvientil, à 2 milles du rivage, on a été pris dans un courant inverse, qui nous a éloignés des récifs. »

**TOUS ULYSSE** « Dans chaque famille, on ne compte pas moins d'un capitaine. affirme Costas Mikidis. On se rencontre partout dans le monde, on communique par radio VHF, des Caraïbes à l'océan Indien. Je ne suis pas de Grèce mais de Kardamyla », insiste-t-il. Le fier sexagénaire est le prototype des enfants du pays. Tous Ulysse, tous fils d'Homère. Tous, capitaines, matelots ou armateurs. L'auteur de L'Iliade et de L'Odyssée serait, dit-on, né à Chios, cette île de 50 km de long

Etape privilégiée sur la route des épices depuis l'Antiquité, patrie dit-on d'Homère, elle a donné et donne toujours à la Grèce ses plus fiers marins et ses plus riches armateurs

côte turque et dont la population vénère le rocher duquel le père de la mythologie aurait dispensé son enseignement.

On raconte encore, avec orgueil, que Christophe Colomb, alors tisserand à Savone, aurait participé à deux expéditions, en 1474 et 1475, alors que l'île était sous domination génoise, afin de consulter des marins de Chios. Une maison porte son blason, à Pyrgi, le « village armorié » aux façades couvertes de xysta, sgraffite dessinant des frises géométriques, signe ostentatoire de la richesse locale. Pyrgi marque le centre de la région du mastic (la Mastichochoria) où l'on exploite

avec profit et exporte, depuis l'Antiquité, à travers la Méditerranée et au-delà, la fameuse résine provenant du lentisque qui parfume l'ouzo, les pâtisseries et est utilisée dans l'industrie pharmaceutique.

A l'inverse de Pyrgi, Kardamyla cache bien son jeu. Le petit port assoupi de la côte nord de Chios donne à la Grèce la plupart de ses marins et il n'y a pas un bateau le long du quai. Seules trois barques pour la pêche. Pas une échoppe. Deux tavernes d'habitués au ras de l'eau. Les façades immaculées aux volets clos ceinturent la baie au fond d'un golfe bien fermé. A l'heure de la sieste, de 14 heures à 18 heures, on ne voit pas l'ombre d'une silhouette sur le remblai. Il faut attendre 22 heures, que les terrasses se remplissent, qu'on serve le vin réciné et la friture nous que les bruyantes tribus familiales  $\ge$ tirent Kardamyla de sa torpeur.

## **DES HISTOIRES FANTAISISTES**

Les affaires se traitent ailleurs, à Londres, New York et Athènes. Les armateurs viennent une fois l'an, pour les vacances, du 15 juillet au 15 août. On murmure que la deuxième guerre mondiale aurait été une manne pour ces as du commerce. Des histoires fantaisistes circulent sur le marché noir, les ventes d'armes, les primes d'assurance, les naufrages, les donations et autres fondations. Les 1 250 églises, chapelles et monastères de Chios, dressés jusqu'aux criques et promontoires les plus recu-

## Les orangeraies du Kampos

La culture des agrumes, introduite sous la domination génoise, occupe une verte échancrure au sud de la ville de Chios. Luxuriante campagne, le Kampos devint le périmètre de prédilection de l'élite chiote. Ces « grandes familles nobles de Chios, issues de très anciennes maisons byzantines, à l'exception des très nobles maisons génoises des Argenti, Grimaldi, Ziffo, etc. », au nombre de trente-sept, dont Philip P. Argenti, descendant de l'une des plus illustres, dresse la liste dans son Livre d'or conservé à la bibliothèque Korais, construisent au XVII<sup>e</sup> siècle des villégiatures d'été (*pyrgoi*) au cœur des orangeraies.

Bâties dans un appareillage de pierres ocre et rouge, ces quelque deux cents propriétés patriciennes en imposent avec leurs tours, leurs arcades, colonnades, cour pavée, citerne et porche aux armoiries de la famille. Nombre d'entre elles ont été rachetées par les armateurs. Patrimoine protégé, le Kampos fait l'objet d'un livret édité à l'initiative du ministère de la culture qui suggère des itinéraires, commentaires et photos à l'appui.



lés, où brûlent des cierges à la Vierge Marie et aux vingt-deux saints locaux, aident à la paix des âmes.

« Avec 3 000 habitants, Kardamyla est la capitale nautique de la Grèce. 95 % de la population y vit de la mer, la moitié des épouses sont femmes de marins », affirme Maria Dendrinou, moderne Pénélope aux yeux verts et à la chevelure mordorée qui n'a rien à envier à la légendaire éplorée. « Autrefois les enfants embarquaient à douze ans. Aujourd'hui, pour les jeunes de dixhuit ans sans qualification, c'est toujours un bon moyen de se procurer facilement de l'argent », dit-elle.

## **UNE POSITION STRATÉGIQUE**

Son père était marin, son mari, capitaine de Fighting-Lady, est, pour l'heure, en plein Atlantique, entre Liverpool et la Jamaïque. «Je ne voulais pas de ce statut, mais c'est arrivé. On n'avait pas le choix. J'ai trois enfants et toutes les responsabilités. » Maria habite sur quai. «J'aime l'hiver, confie-t-elle. L'eau, les vagues viennent manger la maison qui est comme un bateau qui ne bouge pas. J'aime la mer par n'importe quel temps, en colère ou calme. » Quelque 800 bateaux, appartenant aux



guent autour des cinq continents. Les plus grosses fortunes grecques proviennent de cette île perdue de la mer Egée, comme celle des Lemos, ou celle de Stavros Livanos, dont Onassis et Niarchos se disputèrent les deux filles, Tina et Eugénie, qu'ils épousent dans la même église orthodoxe de New York, en 1946 et 1947. Parmi les pionniers, Constantin Vassilachi

achète, en 1898, le premier bateau à vapeur (alors que la flotte kardamylienne comptait 150 unités à voile de 2 300 tonneaux, naviguant d'Europe du Nord en Afrique du Sud). L'armateur milliardaire logeait à l'année, avec toute sa famille, au Beau-Rivage à Lausanne.

Ce sens des affaires ne date pas d'hier. Dans l'Antiquité, vers 600 avant J.-C., Chios, puissance maritime et commerciale de taille, instaure la première démocratie, qui, dit-on, inspira celle d'Athènes. D'après Thucydide, les Chiotes étaient « les Grecs les plus fortunés ». L'historien parle de « la plus heureuse, la plus riche, la plus sage des villes grecques ». L'expression « vie de Chios » signifiait l'opulence. De son école de sculpture saluée par Pline, on admire, au musée archéologique, la korê en marbre blanc, divinité que l'on associe à Athéna, dont le sanctuaire se dressait sur la côte Sud, à proximité d'Emporio, comptoir commercial d'où l'on exportait le vin et le mastic.

Les Byzantins reconnaissent à leur tour la position stratégique de Chios, sur la route des épices entre l'Orient et l'Occident, et la forti-



fient (les murailles du Kastro sont juste restaurées). Ils fondent, au XIe siècle, sous l'égide de l'empereur Constantin, le fameux monastère Néa Moni, aux saints enrubannés de mosaïques dorées. Il reste aussi de cette époque de touchantes chapelles isolées comme Panagia Krina, la Toute-Sainte. Les Génois, qui avaient pris leurs habitudes en escale, finirent par coloniser l'île. Ils y demeurèrent deux siècles, de 1346 à 1566, avant d'être chassés par les Turcs, modernisant le commerce, réunissant la population à l'abri des pirates, dans ces bourgs de pierre accrochés à flanc de montagne, comme Mesta, Vessa ou Anavatos, le plus abouti des villages caméléons, tant il se confond encore avec la paroi rocheuse où prospère l'origan.

Ces hameaux, désertés par les jeunes générations, tournent autour d'une grand-place, dérobée par un lacis de venelles. Le gros platane y donne l'ombre aux tavernes, qui tiennent lieu de parlement local. Les patriarches tuent le temps à jouer au *kukan* (sorte de rami) ou au *tavli* (tric-trac) en égrenant un chapelet d'ambre, « signe de quelque aristocratie des loisirs ou celui d'une secrète détresse », écrit Jacques Lacarrière dans *L'Eté grec*. Connue de l'amateur d'art qui

Connue de l'amateur d'art qui sait que le tableau de Delacroix,

Collines nues, brûlées de soleil et de vent, sur la côte nord-est entaillée de profonds fjords comme celui du port de Kardamyla (en haut, à gauche). Au cœur de la région du mastic, le bourg médiéval fortifié d'Olympi décoré de xysta, frises géométriques selon la technique des sgraffite, (à gauche). Fresque du Tout-Puissant sur la coupole de l'église byzantine Agio Apostoli de Pyrgi exécutée au XII<sup>e</sup> siècle d'après celle du monastère Néa Moni (à gauche). Sur la place de Vessa, l'un des plus beaux villages du sud, la taverne tient lieu de parlement (ci-dessus). Dans les orangeraies du Kampos, la villa patricienne des Argenti, illustre nom de la noblesse chiote, récemment rachetée et rénovée par l'armateur Lucas Ktistakis (ci-dessous).

exposé au Louvre, met en scène l'effroyable massacre de sa population par les Turcs en 1822, Chios cultive sa différence et se tient à l'écart de la popularité des Cyclades. Elle porte le nom du fils





de Poséidon, dieu de la mer, et d'Amphitrite, petite-fille d'Océan. Elle ne saurait renoncer à son destin

Florence Evin



## Carnet de route

■ ACCÈS. Deux vols quotidiens Paris-Athènes sur Olympic Airways avec correspondance Athènes-Chios: à partir de 2 457 F, 373 €, (tél.: 01-44-94-58-58). Liaisons en ferry, de nuit, depuis le Pirée; en plein été, chaque jeudi, un bateau rapide fait le trajet en 4 heures.

■ VOITURE. Indispensable, compte tenu des distances et du relief. De bons tarifs chez Rent a car-Vassilakis: de 12 000 à 14 000 drachmes (36 à 42 €) par jour, assurance et taxes inclues, voiture avec toit ouvrant (tél.: 0030-271-29300, Internet: www.chios.gr/vassilakis).

**■ ÉTAPES**. Les rares hôtels balnéaires sont sur la plage de Karfas. Comme le Golden Sand Hotel, 3 étoiles avec piscine, qui reçoit les Européens du nord, arrivés par charters. Il est agréable de séjourner en chambre d'hôtes dans une des propriétés du Kampos. A Perleas Mansion, meublée d'antiquités, appartenant aux Lemos, richissime famille d'armateurs : adresse secrète (environ 35 000 DR, la chambre avec terrasse privée, 180 €, tél. : 32-217 ou 32-962, fax: 32-364). Plus familiale, Perivoli, avec ses chambres aux boiseries laquées (17 000 DR, 51 €, la chambre, tél.: 31-513). Restaurée en hôtel, Mavrokordatos offre huit chambres (de 21 000 à 26 000 DR, 60 à 75 € environ la chambre double, tél.: 32-900, fax.: 32-902, Internet: www.chios.compulink/mavrokord

atiko). De modestes pensions bien tenues (autour de 32 € la chambre) dans les villages : à Vessa, To Petrino (tél. : 73-137, Stella, la patronne, parle anglais) ; A Avgonima, près du monastère Nea Moni, Ta Spitakia (tél. : 42-702) ; à Daskalopetra, près de Vrondados, sur la côté est, hôtel Kiveli (tél. : 94-300).

■ FORFAITS. Rares sont les habitants parlant français ou anglais. Pour réserver les meilleures étapes, s'adresser à Hatzelenis Tours, agence située sur le port, face à l'embarcadère, et dont la propriétaire Margaret Hatzelenis, d'origine normande, est de bon conseil : elle réserve avion, ferries, voitures, hôtels, chambres chez l'habitant et propose une sélection de locations (tél. : 0030-271-20-002, fax. : 26-531 et e-mail : mano2@otenet.gr).

mano2@otenet.gr).
■ TAVERNES: A Chios, Iacovos
Plytas, dans la ville fortifiée (le
Kastro), 20, rue Saint-Georges;
chez Hontzas, rue Aplotarias, et
Théodosiou, au bout du quai, à
côté de la police. Sur la côte ouest,
Despina à Lithi sert poissons et
langoustines. Sur la côte est, à
Pandoukios, juste avant Langada,
d'excellents homards. A Agia
Ermioni, au sud de Karfas,
Apolafsis (La Volupté) et sa
terrasse sur le port.

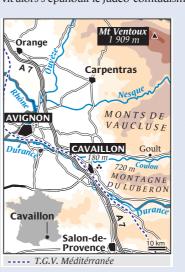
■ LECTURE. L'Eté grec, de Jacques Lacarrière (Terre humaine/Poche) et son tout nouveau Dictionnaire amoureux de la Grèce (Plon). Le Quart, de Nikos Kavvadias (Climats). Chez Hachette, Guides Bleus : Iles grecques.

■ INFORMATION. Office national

hellénique du tourisme 3, avenue de l'Opéra, 75001, tél. : 01-42-60-65-75, Minitel 3615 Grèce, Internet : www.grece.infotourisme.com. A Chios, au 11, rue Kanari, tél.: 44-389 et 44-344.

## Week-end judéo-comtadin à Cavaillon

Un melon, surtout s'il est gros comme celui (en ciment) que Cavaillon a placé à son entrée côté Durance, peut cacher une ville ; pis, faire croire qu'ici c'est *Americavaillon*, capitale des cucurbitacées traitées, donc maltraitées... Eh bien, non! les Cavaillonnais du XXI° siècle, comme leurs ancêtres cavares, qui firent un lieu de délices de leur territoire, sont raisonnables tendance écolo. Et le chef Prévôt a su prouver que le petit... charentais pouvait trôner dignement au centre de la gastronomie comtadine. Car nous sommes ici en Comtat-Venaissin, et non en Provence! Cédé au souverain pontife par la France, en 1274, ce « pays » – qui ne comprend pas Avignon – revint dans le giron français en 1791, à jamais marqué par ses siècles pontificaux, dont cent ans (1309-1409) en présence effective de papes ou d'antipapes. Cavaillon vit alors s'épanouir le judéo-comtadisme, dont il reste notamment une



synagogue, chef-d'œuvre de fini artistique Louis XV. De rues hébraïques en juiveries, de bains rituels en noms judéocomtadins illustres (Bernard Lazare, Darius Milhaud, René Cassin, etc.), la Carriera israélite cavaillonaise ouvre un circuit sui generis à travers le séfaradisme franco-méridional: environ deux mille âmes en 1787 dans le Comtat, dont 10 % à Cavaillon. Le vélo est idéal pour reconnaître une région quadrillée de cent calmes petites routes ou pistes. De l'arc romain à la cathédrale romane Saint-Véran (patron des bergers), récemment décrassée, le reste du Vieux Cavaillon, d'artères piétonnes en arcades, se laisse aussi

agréablement parcourir. Le lundi, jour du débordant marché général, les amateurs de solitude et d'air libre montent à pied ou à bicyclette sur le roc géant boisé dominant la cité, avec panorama inouï sur la vallée de la Durance, le Ventoux, le Luberon, les Alpilles. L'oppidum offre en outre des traces bien mises en valeur de nos ancêtres les Gaulois et de leurs colonisateurs latins ; un temple jupitérien mué en chapelle Saint-Jacques, qui a donné son nom chrétien à la « colline inspirée » de Cavaillon ; un résumé de l'odorante flore du Midi continental. Alexandre Dumas avait bien raison d'aimer l'ancien port fluvial cavare. Il en fut d'ailleurs récompensé par une rente en cantaloups, restaurée en 1982, à la demande de l'académicien Alain Decaux, au profit des Amis de Dumas... Difficile, quand même, ici, d'échapper aux melons!

## de notre envoyé spécial, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ Musée judéo-comtadin (tél.: 04-90-76-00-34). Musée de la Crèche provençale (tél.: 04-90-71-25-97). Hôtels: Le Parc (tél.: 04-90-71-57-78); le Toppin (tél.: 04-90-71-30-42): chambre double à partir de 250 F (38 €). Gastronomie régionale inventive, chez Prévôt (tél.: 04-90-71-32-43): menu de midi à 160 F (24 €); XV° Festival culinaire melonnier chez Prévôt, jusqu'en septembre. Marchés à Cavaillon (lundi), Carpentras (vendredi), Apt (samedi) et L'Isle-sur-la-Sorgue (dimanche). Renseignements auprès de l'Office cavaillonnais du tourisme (tél.: 04-90-71-32-01). Cyclix (tél.: 04-90-78-07-06) loue à Cavaillon des VTT: 180 F (21 €) le week-end; enfants: 90 F (14 €). Lire: Les Juifs du pape, de René Moulinas (Albin Michel, 1992); Route du patrimoine juif du Midi de la France, à l'office du tourisme; Guide Michelin Provence.

## HÔTELS

## The Bonham, à Edimbourg

**INSTALLÉ** depuis trois ans dans une demeure victorienne, l'hôtel Bonham - 48 chambres - s'inscrit dans la lignée des nouveaux établissements de charme britanniques. Contrastant avec les motifs à fleurs et les dentelles empesées des siècles passés, des couleurs chaleureuses y habillent un mélange savamment orchestré de meubles anciens, d'œuvres d'artistes écossais et d'objets issus du design anglo-saxon. Luminaires, sofas, tableaux et boiseries y témoignent d'un luxe sans excès. Un lieu discret, situé sur une place verdoyante, dans un quartier tranquille, à quelques minutes de Princes Street, la grande artère commercante et du château des cerné de passages secrets qui inspirèrent à Stevenson son Docteur Jekill et Mister Hyde. Cité fière et austère, Edimbourg n'en exhale pas moins un charme et une convivialité que l'on savourera, à petites gorgées, dans les nombreux pubs locaux et, plus particulièrement, à l'occasion du Military Tattoo (parade militaire), les quatre premières semaines d'août, ou des nombreux festivals (jazz, livre et film) qui y sont programmés, notamment le Festival international d'été (jusqu'au 1er septembre). L'hôtel Bonham propose d'ailleurs des forfaits spectacles, au diapason de l'ambiance théâtrale dans laquelle baigne la ville.

## Jean-Luc Delblat

★ The Bonham (tél.: 00-44-131-226-60-50, www.thebonam.com). Chambres doubles autour de 1 700 F (259 €). Forfaits « 2 nuits + avion » chez Donatello (tél.: 01-44-58-30-81, www.donatello.fr), 3 310 F (505 €) par personne.

## A tous prix

■ 1 550 F, 236 €, sept jours à pied en Forêt-Noire, en Allemagne. Une formule sans bagages, pour bon marcheur (25 kilomètres, 7 heures par jour), proposée par l'office du tourisme de Villingen-Schwenningen, qui a choisi des sites spectaculaires (le lac Titisee, les gorges de la Wutach, etc.) et des haltes quotidiennes dans des auberges typiques (confort 2-étoiles), à charge pour les propriétaires de ces établissements d'assurer le transport des bagages. Carte et documentation sont fournies. Prix par personne pour 6 nuits en chambre double avec petits déjeuners. Renseignements en français au 00-49-7720-821208, réservation par fax.: 821207 ou e-mail: touristinfo@villingen-schwenningen.de. ■ 2 626 F, 400 €, la croisière à voile aux Antilles, de deux semaines, au départ de la Guadeloupe, de la

Martinique ou de Saint-Vincent

(avion en sus). Le jeu consiste à for-

mer, entre amis (bonne entente

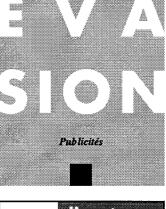
oblige), un équipage de six person-

nes, afin de louer un voilier, un

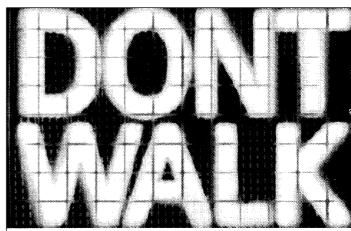
Dufour 38 (environ 12 mètres) par exemple, très confortable, avec son vaste carré (cuisine-salon), ses 3 cabines doubles et 2 salles d'eau avec douche (eau chaude) et wc, équipé de guindeau électrique (enrouleur de grand-voile, avec prise de ris et de génois), de bimini (taud, à poste, contre le soleil) et d'un pilote automatique. Ce tarif valable jusqu'au 28 octobre 2001. inclut 30 % de réduction. La location du voilier pour 15 jours revient à 15 760 F, assurance tous risques comprise. On prendra cap au sud, vers les Grenadines et Saint-Vincent, où les cyclones d'automne sont très rares, à l'inverse des îles Vierges et de Saint-Martin, situés au nord. Réservation Sunsail. 01-44-79-01-10 et sur Internet (www.sunsail.com).

■ 15 600 F, 2 378 €, méharée dans le désert de Gobi, en Mongolie, le long d'un cordon dunaire adossé aux sommets, flirtant avec les 3 000 mètres, des contreforts de l'Altaï. A 500 kilomètres au sud

d'Oulan Bator, après le passage de la chaîne granitique de Bagagazarin (villages et lamasseries actives), l'itinéraire coupe à travers la steppe et va à la rencontre des nomades et de leurs troupeaux de chameaux. Accueil exceptionnel d'une population fière de ses traditions, nuits en bivouac (tente à deux) et sous une yourte. On circule à dos de chameau (4 jours de méharée, la selle est un tapis de laine, muni d'étriers, installée entre les deux bosses), à pied ou en 4 × 4 (un véhicule transporte la logistique), selon le souhait de chacun. Il faut s'attendre aux brusques changements de temps. La canicule peut succéder à une tempête de neige comme à une tornade. Prix pour 16 jours en pension complète (supplément tente individuelle, 600 F, 91,45 €), au départ de Paris, avec vol Aeroflot, via Moscou, dans un groupe de 6-12 personnes, avec guide français et guide interprète mongol, à l'initiative de Comptoir des déserts, tél.: 01-53-10-21-60.







## Pour 1575 F par semaine\*, ne vous cassez plus les pieds! Visitez la Floride ou le Canada en version climatisée.

Réservez directement sur www.avis.fr ou appelez le :

**0 820 05 05 05** (0.79 F/mn TTC) ou contactez votre agence de voyages.

\*Offre soumise aux conditions générales de location en vigueur aux USA et au Canada. Prix à partir de 1575 F TTC sur catégorie X/A pour 7 jours incluent kilométrage lilimité, assurances LOW/ALI, taxes et supplément aéroport. Surcharge haute saison Canada: +140 F du 20/7 au 20/8.



JEUDI. Les hautes pressions présentes de la France à la Scandinavie vont se renforcer sur la Scandinavie. Une perturbation peu active ondule du proche Atlantique à la Manche et à la mer du Nord.

Les conditions sont estivales sur la France, avec des températures de plus en plus élevées.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Sur la Bretagne, le ciel sera assez gris le matin. Des trouées perceront l'après-midi. Ailleurs le soleil brillera, mais sera voilé sur le Cotentin par des nuages élevés. Le thermomètre indiquera 19 à 21 degrés sur les côtes et 25 à 28 degrés ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie. **Ardennes.** Sur les régions proches des côtes de la Manche, le ciel sera nuageux par moments, mais le soleil se montrera. Ailleurs le soleil brillera largement.

Le thermomètre sera en légère hausse, avec 24 à 26 degrés sur les côtes picardes et 28 à 30 degrés

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.\_ Après, quelques brumes ou brouillards matinaux, le soleil sera très généreux.

Le thermomètre atteindra de 29 à 31 degrés.

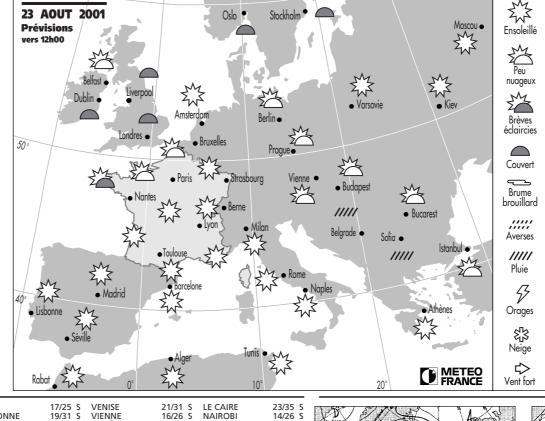
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Au petit matin, de la brume ou du brouillard se formeront, puis le soleil s'imposera. Des nuages bourgeonneront sur les Pyrénées.

Le thermomètre grimpera entre 29 et 33 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Après quelques brumes ou brouillards au lever du jour, le soleil dominera. Des cumulus se formeront sur les Alpes.

Les températures seront comprises entre 28 et 32 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée sera très ensoleillée. Les températures seront comprises entre 28 et 31 degrés sur les côtes et atteindront jusqu'à 35 degrés dans l'intérieur.



## **LE CARNET DU VOYAGEUR**

■ VISAS. Sur Internet, le site eDiplomate. com permet d'obtenir un visa (pour plus de 85 pays) en téléchargeant le formulaire idoine. Pour 190 F TTC (29 €), plus le prix du visa demandé, eDiplomate se charge des démarches et de la réexpédition des documents administratifs. Un service similaire est proposé par www.allvisas.fr avec, pour les sociétés, la possibilité d'ouvrir un compte et de régler mensuellement...

■ EUROPE. Fnac Voyages propose un été placé sous le signe de l'art avec, notamment, des week-ends de 3 jours à Vienne pour Le Greco (jusqu'au 2 septembre, à partir de 2 575 F, 393 €), à Madrid pour Canaletto (jusqu'au 2 septembre, à partir de 2 410 F, 367 €), à Londres pour Vermeer et l'école de Delft (jusqu'au 16 septembre, à partir de 1 990 F, 303 €), à partir de 1 620 F, 247 €). Renseignements au 0-825-09-06-06.

## **PRÉVISIONS POUR LE 23 AOUT 2001** Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;

C: couvert; P: piule; *: neige.								
FRANCE métr	opole	NANCY	1					
AJACCIO	20/28 S	NANTES	1					
BIARRITZ	18/28 S	NICE	2					
BORDEAUX	17/32 S	PARIS	1					
BOURGES	14/30 S	PAU	1					
BREST	13/23 C	PERPIGNAN	2					
CAEN	16/24 N	RENNES	1					
CHERBOURG	16/23 N	ST-ETIENNE	1					
CLERMONT-F.	14/31 S	STRASBOURG	1					
DIJON	15/29 S	TOULOUSE	1					
GRENOBLE	14/31 S	TOURS	1					
LILLE	16/29 S	FRANCE outr	e-1					
LIMOGES	14/28 S	CAYENNE	2					
LYON	16/31 S	FORT-DE-FR.	2					
MARSEILLE	21/31 S	NOUMEA	1					

POINTE-A-PIT. ST-DENIS-RÉ. EUROPE **AMSTERDAM** 16/29 S 15/31 S 22/29 S ATHENES BARCELONE BELFAST BELGRADE BERLIN BERNE 16/29 S 20/32 S BRUXELLES BUCAREST 15/29 BUDAPEST 17/31 S 17/32 S COPENHAGUE DUBLIN FRANCFORT mer 23/31 S GENEVE HELSINKI ISTANBUL

PAPEETE

22/28 S 25/31 P LISBONNE LIVERPOOL LONDRES 19/27 S LUXEMBOURG MADRID MILAN 24/32 21/28 13/19 S MOSCOU 17/24 P MUNICH NAPLES 17/26 15/29 S OSLO ΡΔΙ ΜΑ DE Μ 19/28 ROME 17/26 S 13/20 SEVILLE SOFIA ST-PETERSB 17/30 S 16/29 S STOCKHOLM TENERIFE VARSOVIE

15/21

19/26

17/27

17/35 21/33

11/19 S

15/27 S 20/30 S

15/21 C

18/29 S 20/36 S

11/18 S

13/20 C

Nord

20/31

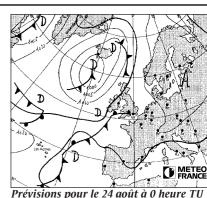
VIENNE AMÉRIQUES BRASILIA BUENOS AIR. 18/31 9/18 S 24/28 20/24 CARACAS CHICAGO LIMA 14/16 C LOS ANGELES 16/23 MEXICO MONTREAL 11/21 17/21 24/29 12/17 **NEW YORK** SANTIAGO/CHI 7/20 S TORONTO 19/24 WASHINGTON AFRIQUE 17/31 ALGER DAKAR KINSHASA

NAIROBI PRETORIA RABAT 12/28 19/27 S TUNIS 22/31 S ASIE-OCÉANIE BANGKOK **BEYROUTH** 26/30 S BOMBAY 26/28 C DJAKARTA DUBAI 29/41 S HANOI HONGKONG JERUSALEM 28/35 24/31 S **NEW DEHLI** 28/34 S PEKIN **SEOUL** 24/31 S SINGAPOUR 26/30 C SYDNEY

Situation le 22 août à 0 heure TU

LANGUEDOC

Sud



CÔTE D'AZUR

# Sur les plages

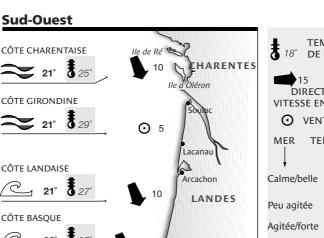
Le 23 AOÛT 2001 vers 12 heures

Sur les côtes de la Manche et de la Bretagne, le ciel sera voilé avec quelques cumulus. Sur la pointe de la Bretagne les nuages seront plus nombreux. Sur toutes les autres côtes françaises le soleil brillera largement.

Les températures seront comprises entre 19 et 21 °C sur les côtes normandes et bretonnes, 23 et 25°C sur les côtes picardes et vendéennes, 27 et 29°C sur les côtes charentaises et aquitaines, 29 et 32 °C sur les côtes méditerranéennes.

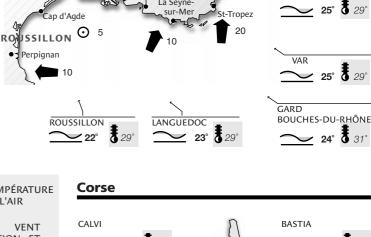
## **Ouest** CÔTE NORMANDE BAIE ST-MICHEL 19° **−** 18° FINISTÈRE NORD NORMANDIE 0 BRETAGNE POINTE BRETAGNE <u></u> 18° ₹ 20 SUD FINISTÈRE VENDÉE St-Gilles-18° oix -de-Vie SUD BRETAGNE VENDÉE 20° \$ 25°

## PAS-DE-CALAIS 19° 6 24 CÔTE D'OPALE 19° CÔTE D'ALBÂTRE Le Touquet PICARDIE **\_\_ 19° ै** 18 Le Tréport BAIE DE SEINE **\_\_\_ 19**° 🖥 19° NORMANDIE



## TEMPÉRATURE DE L'AIR VENT DIRECTION ET VITESSE EN KM/HEURE VENT VARIABLE TEMPÉRATURE DE L'EAU Très forte/grosse

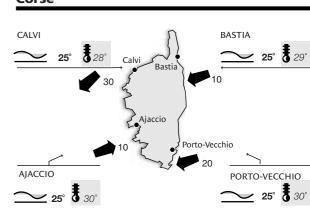
N° 1958



**PROVENCE** 

St-Raphaë

# **\_\_\_\_ 21**° 🕻 25° CÔTE GIRONDINE CÔTE LANDAISE CÔTE BASQUE



## **MOTS CROISÉS**

1

3

PROBLÈME N° 01-197

9 10 11 12

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fi

I II III IV V VI **VII** VIII

7

8

## HORIZONTALEMENT

IX

X

I. Fournisseur de jus. - II. Blanc et crémeux. Conductrice qui ne fera pas d'excès de vitesse. - III. Volcan des Philippines. Redonnent un peu de vigueur. - IV. Obligatoirement. Pris en pitié. -V. Entre les portes de l'écluse. Ruinée au jeu. - VI. Pièce de terre. Déchet qu'il faut absolument éliminer. Moins aisé que la critique. - VII. Font partie de la famille. Coule dans la Mayenne. -VIII. Pour travailler sur la table. Raver des listes. Cri d'exclamation. - IX. Conviendrait. Ferai de l'effet. - X. Qui ne sont certainement pas en odeur de sainteté.

## **VERTICALEMENT**

1. Pas possible de le prendre au sérieux. - 2. Fera des rapprochements. - 3. Sortie de son enveloppe. Article contracté. - 4. Patron contracté. Tranquilles dans leur coin. - 5. Pour faire du bon travail sans marcher sur les plates-bandes. - 6. Coule au Nord. Au cœur du verseau. - 7. Fait le moins possible. Fait un peu plus. - 8. Déjà mise au courant. Stratégie asiatique. - 9. Pièce d'attelage. Wagner y a trouvé de l'or. - 10. Crie au fond des bois. Mauvaise note. - 11. A éviter pour ne pas verser sur le côté. Bouts d'andouille. - 12. Evite toute incompréhension. En France.

Philippe Dupuis

## **SOLUTION DU N° 01 - 196**

## Horizontalement

I. Francophonie. - II. Retardé. Sang. - III. Apogée. PC. Sa. - IV. Non-être. Auer. - V. Cri. Entartré. - VI. Item. Ea. Siam. - VII. Le. Imite. Lie. - VIII. Irisés. Païen. - IX. Pensai. TNT. - X. Nacrées. Jets.

## Verticalement

ISSN 0395-2037

MARQUE STROKENE

PRINTED IN FRANCE

1. Francilien. - 2. Reporter. - 3. Atonie. Ipc (pic). - 4. Nage. Miser. - 5. Crête. Mène. - 6. Oder-Neisse. - 7. Pe. Etat. As. - 8. Epi. - 9. Oscars. - 10. Na. Utilité. - 11. Inséraient. - 12. Egarements.

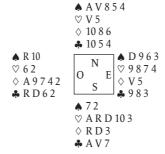
Imprimerie du Monde

12, rue M. Gunsbourg 94852 lvry cedex

## **BRIDGE**

PAIRES MIXTES À GENÈVE Cette donne a été jouée à Ge-

nève lors d'Olympiades par paires



Ann.: E. don. N.-S. vuln.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord

**O** 

Ouest	Nord	Est	Sud
_	_	passe	1 ♡
passe	1 \land	passe	2 SA
passe	3 SA	passe	passe

Ouest a fait l'entame normale du 4 de Carreau, sur lequel Sud a cru bon de mettre le 10 du mort pour le Valet d'Est pris par la Dame de Car-

Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy Directeur général : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.

## 4 de Trèfle pour le 8 et le Valet. Comment Catherine Saul, en Ouest, a-t-elle fait chuter TROIS SANS ATOUT?

reau. La déclarante monta au mort

par le Valet de Cœur afin de jouer le

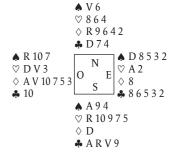
## Réponse

Catherine Saul a su reconstituer la main de la déclarante en Sud car son enchère de « 2 SA » promettait 19 points d'honneur avec sûrement A R D de Cœur (Est ayant mis le Valet de Carreau à l'entame), R D de Carreau et A V de Trèfle. Sud ne pouvait donc avoir encore la Dame de Piaue. Ouest contre-attaaua alors le Roi de Pique. Sud laissa passer, et Ouest continua du 10 de Pique. Estimant que sa meilleure chance était qu'Ouest ait la Dame de Pique, la déclarante mit le Valet pris par la Dame d'Est, qui rejoua le 5 de Carreau pour le 3 et le 9. Ouest fit quatre Carreaux, et la défense réalisa sept levées : D de Trèfle, R D de Pique, 9 de Carreau et A 72 de Carreau.

Si la déclarante avait fourni l'As de Pique du mort (au lieu du Valet) afin de tirer ses Cœurs maîtres, Ouest pouvait défausser un Trèfle et un Carreau. Mais elle était squeezée sur le cinquième Cœur, devant garder A 9 de Carreau et R 6 de Trèfle. Sud, avec D 3 de Carreau et A 7 de Trèfle, pouvait mettre Ouest en main à Carreau pour l'obliger à livrer un Trèfle, la neuvième et dernière levée!

## L'ESCAMOTAGE

Voici un contrat qui devait chuter, mais le déclarant a trou-vé un piège pour réussir ses dix levées.



Ann.: S. don. E.-O. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♡	2 ♦	2 ♡	passe
4 ♡	passe	passe	passe

Ouest a entamé le 10 de Trèfle (certainement un singleton). Comment Sud a-t-il ioué pour gagner le contrat de QUATRE CŒURS qui était théoriquement infaisable ?

## Note sur les enchères

Malgré la Dame de Carreau sèche, Sud a sauté à la manche sans passer par une enchère d'essai à cause de ses levées de tête. Heureusement, car Nord aurait probablement refusé l'invitation de la manche à Cœur.

Philippe Brugnon

**ARTS** Le metteur en scène américain Bob Wilson fête cette année ses soixante ans. C'est aussi le dixième anniversaire de la fondation qu'il a créée, Watermill (moulin à eau)

située au nord de Long Island. ● CHAQUE ÉTÉ, l'artiste travaille avec ses équipes dans cet atelier international d'où partent grand nombre de ses idées de mises en scène théâtrales, d'opéras, concerts, arts visuels et autres performances. ● LE CRÉATEUR du Regard du sourd, nous guide dans les jardins et les pièces de « sa base » où figurent des

œuvres d'art au carrefour des mythes anciens et des gestes contemporains. • « WATERMILL n'est pas une école, dit Yacob Manz, un jeune architecte danois. Mais plutôt une manifestation de la philosophie, de l'esthétique, du maître des lieux. Cela implique de faire le jardinage, la plonge, ou de réparer une porte. L'arrogance n'a pas cours ici. »

# Vingt-quatre heures dans les pas de Bob Wilson

Chaque été, le metteur en scène américain rejoint Watermill Center, à Long Island. Sa fondation, créée il y a dix ans, est un espace de création où chaque détail est réglé selon son esthétique et où se préparent dans une ambiance d'émulation internationale bon nombre de ses spectacles

LONG ISLAND

de notre envoyé spécial A deux heures de Manhattan, vous quittez brusquement l'autoroute insipide qui traverse Long Island et filez à travers les haies des Hamptons, au nord de l'île. Une grille, un chemin de gravier, un humble peuple de chaises, sur un talus couvert d'écorces, vient vous saluer. Une diaspora de chaises, venues d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique, parfois à peine extraites de l'arbre, tournées vers le spectacle du monde. Gardiennes d'un espace dont pas un pouce carré n'est exempt de mise en scène, elles dessinent une économie universelle du corps, de sa majesté. Elles sont le premier signe, orchestré par Bob Wilson, de sa présence. L'annon-ce que vous entrez dans son univers,

L'institution, sur laquelle le metteur en scène américain concentre son attention, un mois durant, chaque été, est un work in progress : une œuvre en cours. Sur le terrain qui entoure le bâtiment principal actuellement en travaux - de cette académie sans équivalent, pas un recoin n'échappe à l'œil d'un artiste soucieux des perspectives, des couleurs et des matières. A la lumière, un simple bouquet de soleils, ou la composition d'une coupe de fruits y pourvoient. Dans les sous-bois, des génies de pierre, venus d'Indes extrêmes, le murmurent entre les feuilles, fragments dérobés de l'aventure humaine.

celui du Watermill Center.

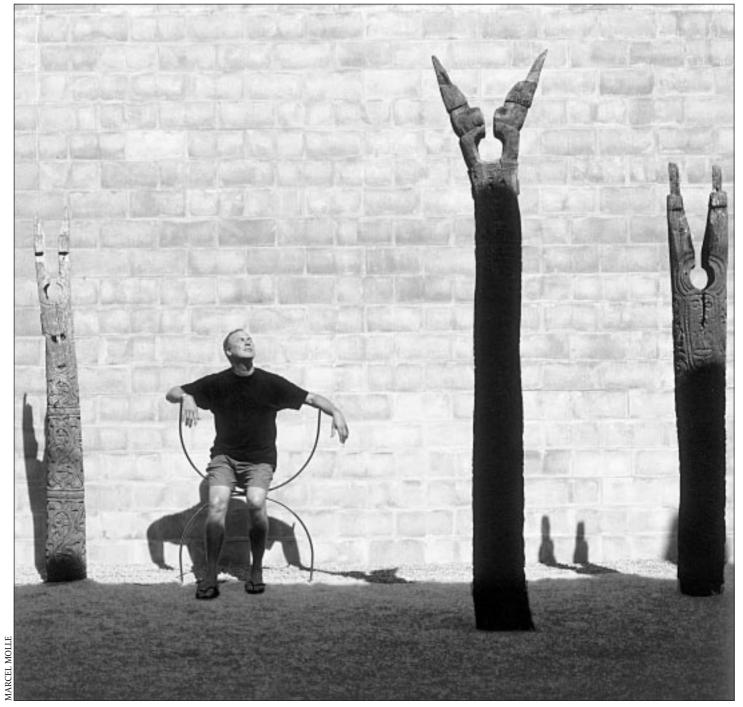
## **GESTES CONTEMPORAINS**

Bob Wilson aime se placer ainsi au carrefour de mythes anciens et de gestes contemporains. Accrocher une ligne de fuite à un bosquet de pierres dressées et polies il y a plus de cinq millénaires à l'autre bout du monde (île de Sumba), soutenues dans leur mouvement ascendant par les fûts minces de hêtres.

Le matin trouve le metteur en scè- in e en short et T-shirt noir, devant une petite table, dans la seule pièce accessible du bâtiment. Un long rezde-jardin face à une pelouse aux encoignures de galets zen. A l'intérieur s'alignent des ordinateurs en tête à tête avec autant de jeunes gens affairés. Cinq idées lancées, nourries, les jours précédents, suivent leur cours entre leurs mains attentives. La pièce est garnie de chaises (originales) de Frank Lloyd Wright ou de Rietveld; les murs couverts de dessins et de peintures (John Cage, Agnès Martin ou Paul Thek); et, surtout, des portraits photographiques. L'hôte conduit immanquablement le visiteur français devant une photo d'Aragon jeune, dans un journal français [Les Lettres françaises], une lettre au poète André Breton, qui a lancé ma carrière. » A deux pas : Genet et Gertrude Stein ; Brecht et Weigel; Jessye Norman et Merce Cunningham. Bob Wilson aussi, ieune. Et sa Marlène. Sous dix angles au moins. Des Nadar, des Man Ray, des Horst, des Mapple-

La veille, au cours d'une séance de travail, Bob Wilson a décidé que La Tentation de saint Antoine, d'après Flaubert (prévue pour Salzbourg 2003), serait un gospel-rock. « Pas un seul spiritual n'est négatif. Bien qu'ils aient été composés par des esclaves, nas un ne s'insurge. L'histoire musicale des Etats-Unis commence avec eux. » Pour cet opéra, il a pensé à Lou Reed. « J'entends déjà ta voix », fait-il écrire au rocker, tandis qu'un assistant tape le programme du jour: 11 h 30: La Voix humaine; 13 heures: interviews; 15 heures, collection Paul Thek; 16 h 30: La Femme sans ombre; 17 h 30, projet Flaubert. Réunions et ateliers se déroulent sous des tentes blanches. à mi-pente de la clairière. Ouelques cloisons esquissent des espaces de travail. Des chaises, encore. Celle de Hamlet machine voisine avec un trône d'ébène ; un tabouret de cireur de chaussures avec celui de Starck. Des sculptures. Des échelles (il en possède sept cents). De l'ordre.

La Voix humaine est sur le gril. Version Poulenc. Un assistant français,



A Watermill, Bob Wilson passe d'un thème à l'autre de la même façon qu'il franchit les fuseaux horaires le reste de l'année.

Jean-Yves Courregelongue, expose l'argument et montre un fac-similé du dessin préparatoire de Christian Bérard. Aussitôt, Bob Wilson envoie chercher un ouvrage de Herbert List, où figure le fameux portrait de Bérard, et une image de femme, qui représente, selon lui, le personnage. Sue-Jane, première main du maître, évoque le film de Rossellini. « S'il te plaît, j'aimerais le voir », dit-il. Puis les scènes défilent, résumées. Bob

(personne ne l'appelle autrement) est parti du croquis de Bérard. Une pile de feuilles blanches sous la main droite. Un crayon noir (HB2-doux) avec gomme dans la main gauche. Il cadre, dessine. Un coup de pouce amène une ombre, un coup de gomme une lumière. Chaque scène est annotée. Il demande à entendre la musique.

Rires lorsque la voix de la chanteuse s'élève. Rien à voir avec Jessye Norman qui reprendra le rôle au Châtelet en septembre 2004, tandis qu'Isabelle Huppert devrait jouer la version théâtrale à l'Athénée. Durée totale? Quarante minutes. C'est

Tous passent sur l'aire de jeu. Les chaussures des acteurs et danseurs sont rangées en ligne droite. Un lit oriental est amené. Clémentine Bært - une jeune élève de Georges Lavaudant à l'école de Cannes – s'y replie. Le maître guide le mouvement de sa main. Un tremblement de feuille sur le drap blanc et tout Wilson est affirmé. Tandis qu'une porte est tracée de trois fils blancs tendus, il joue le rôle du jeune homme, relayé par un

Combien de temps ? interroge t-il. Pas assez long. Les mouvements sont prolongés. La musique éclate, Clémentine se lève. C'est poignant. En une heure, un prologue muet a été dessiné. Avec une captation vidéo, les dessins répertoriés ont été envoyés aux archives. Leurs photocopies intégreront le cahier, assorti de textes, qui servira de base au travail

Bob est déjà ailleurs, guidant un groupe de journalistes américains, citant Malraux, racontant, avec patience et courtoisie, pour la centième fois comme si elle était la première, une anecdote en forme de fable, invitant chacun à table pour un savoureux déjeuner, préparé dans de grandes coupes par un cuisinier malais. Et le voici revenu sous les tentes, avec des New-Yorkais, à débattre du financement d'une galerie dédiée à Paul Thek au sous-sol de Watermill. Chacun n'est pas parti, son ordre de mission en tête, qu'il est assis ailleurs, devant une maquette des décors de La Femme sans ombre, prévue à l'Opéra-Bastille en décembre 2002. Il compare avec un de ses dessins, demande des corrections, se lève pour saluer une femme de passage, toujours concentré, toujours mobile.

## **MOUVEMENT EXACT**

Tandis qu'une équipe de dramaturges et architectes allemands planchent sur le projet du lac de Forggensee - face au château de Louis II de Bavière —, sur lequel Bob Wilson a prévu d'envoyer un rideau de fumée en 2003, le metteur en scène est retourné vers son Flaubert. Andy de Groat présente la chorégraphie d'une séquence. Bob la veut sans musique. Puis il place les acteurs à sa façon. « Prenez garde à ce que les mouvements ne soient pas trop mécaniques, vous n'êtes pas des feux de signalisation. »

Il dessine avec les corps comme sur la feuille blanche. Sans cesse. A de nouveaux visiteurs, il dira: « D'habitude, la mise en place intervient après. Chez moi, c'est avant. Pour Aïda, j'ai d'abord cherché le mouvement exact, puis j'ai mis la musique. La scène occidentale est trop souvent ficelée par le texte. Elle devrait être visuelle, comme en Asie ou en Afrique. » Il déconstruit patiemment, jusqu'au moment où il réintègre la chorégraphie finale. Ne se lasse pas de reprendre, avant d'être appelé ailleurs. Ainsi Watermill le fait-il passer d'un sujet à l'autre, comme il franchit les fuseaux horaires le reste de l'année. Sans varier sa course, sans regard en arrière. Inspiré par le changement, aspiré dans le mouvement. Assuré de retrouver toute chose devant lui suffisamment nouvelle pour être appelé à la perfectionner.

Jean-Louis Perrier

## Libres enfants de Watermill

## LONG ISLAND de notre envoyé spécial

Bob Wilson célèbre cette année son soixantième anniversaire, qui est aussi le trentième du Regard du sourd, le spectacle qui le fit connaître, et le dixième du Watermill Center. Le Centre occupe un ancien bâtiment de la Western Union, où aurait été inventé le fax, et dont le clocheton de brique, fait pour capter les signaux du monde, vaudrait bataille. Le coup de foudre qui présida à son acquisition n'ignorait cependant rien de l'environnement des Hamptons, où s'abritent aux temps chauds quelques-unes des plus grandes fortunes des Etats-Unis. Pour être « couché sur un trésor », selon les mots de Charles Fabius, directeur exécutif de la maison Wilson, il n'en faut pas moins l'extraire. Un investissement de chaque instant, qui culmine par une soirée de charité (benefit) début août.

L'événement est concu comme une œuvre en soi. Participation au dîner et aux enchères : mille dollars (mille cent euros). Entre le benefit « assiettes d'artistes contre la maltraitance », et le benefit « champagne safari » contre la maladie d'Alzheimer, le benefit du Watermill Center est l'un des plus courus de la saison. Un fameux maroqui-

nier français a sorti les meilleurs crus de sa cave pour Bob Wilson. Sans trop se préoccuper des provocations de jeunes Russes auparavant mis en scène par lui à la Biennale de Valence (Espagne) sous le titre de « Russian Madness » (Folie russe), et auxquels il a donné champ libre.

Seize photos d'un Lénine rigolard obturent les fenêtres du centre, et quelques aphorismes sur les vertus mal partagées du dollar accompagnent des visiteurs parfois venus en hélicoptère. Entrées et vente aux enchères (Chuck Close, Donald Baechler, Cindy Sherman) ont permis d'engranger 700 000 dollars (765 100 euros) qui laissent entrevoir la réouverture du bâtiment à

Le Watermill Center traite en premier lieu, un mois de rang, des créations de Bob Wilson. Une douzaine cette année, où domine l'opéra. Il intervient dans un projet dano-suédois sur l'Oeresund, suscité par la création d'une nouvelle région à cheval sur deux pays. Six réunions regroupent anthropologues, architectes, designers, comédiens, pour un programme prévu en septembre 2002.

Bob Wilson traitera d'un opéra sur les camps de concentration des

Japonais durant la guerre (Los Angeles, avec Nagano); ou d'un festival au Barbican Center à Londres. pour lequel il souhaite adapter Ei La Galigo, épopée de Célèbes. Une douzaine de projets réunissent autour des tables une cinquantaine de personnes venues pour la plupart d'Europe : stagiaires (payants), invités, assistants (payés), dans une imbrication difficile à démêler.

## « OUVRIR AU MONDE »

« Watermill n'est pas une école. dit Yacob Manz, un jeune architecte danois. Mais plutôt une manifestation de la philosophie, de l'esthétique, du maître des lieux. Cela implique de faire le jardinage, la plonge, ou de réparer une porte. L'arrogance n'a pas cours ici. Si vous ne savez pas déplacer une chaise selon son ordre, vous ne pouvez pas faire partie de l'équipe. » Quelques-uns se découragent, d'autant que le coût du séjour est de 7500 dollars (8200 euros) le plus souvent couverts par une bourse. Mais la plupart reviennent goûter plusieurs années de suite l'atmosphère si particulière des Hamptons. « Il y a un véritable échange : il nous utilise, certes, mais nous tirons aussi beaucoup de lui », dit Clémentine Baert.

Le metteur en scène a tout axé

sur les croisements, la jeunesse. « Si j'étais allé à Yale ou à Harvard suivre des cours de théâtre, ie ne serais pas devenu ce que je suis, ditil. Le centre doit permettre que ce genre de choses arrive. Nous vivons dans un monde de spécialistes. L'éducation étroitise nos possibilités. Je veux que des gens que rien n'appelle à se rencontrer puissent le faire. Je ne veux pas d'une école qui dise : voilà c'est la Bible. Et je veux d'un lieu où le voisinage puisse aller et venir, aue les enfants de Brooklyn nuissent visiter. Aux Etats-Unis, nous sommes très mal informés de ce aui se passe dans le reste du globe. Nous savons à peine où se trouvent la Pologne ou le Groenland. Watermill doit ouvrir au

Pas question d'un théâtre à Watermill. L'idée d'un Bayreuth new-vorkais est repoussée avec le sourire. Il s'agit d'étudier, d'ordonner, de montrer. Rien d'autre. « Deux fois, Michel Guy m'a offert un théâtre, et j'ai refusé. A Hambourg, les Allemands m'ont proposé un centre, et j'ai refusé. Je ne veux pas être expatrié. Je veux une base. Et, pourquoi pas, vivre ici. C'est d'ici que je peux lancer le processus de fabrication. »

• Isamu Noguchi: après Londres (Design Museum, jusqu'au 18 novembre 2001), Weil am Rhein et Madrid ia), l'installation

McNay à San Antonio (Texas), du 11 au 19 mai.

J.-L. P.

## L'Agenda 2001/2002

## Mises en scènes

● Les Trois Sœurs : Stadsteater de Stockholm, à partir du 12 septembre (création).

 Winterreise: Théâtre. du Châtelet à Paris les 24, 27 et 30 septembre.

 Woyzeck: après Berlin, Stockholm, Dublin, Wroclaw, Madrid, la pièce sera à Toulouse du 9 au 11 novembre ; et à l'Odéon, à Paris du 30 novembre au 9 décembre.

• Siegfried: Opéra de Zurich, à partir du 18 novembre (création).

• Aïda: à La Monnaie, à Bruxelles , à partir du 30 janvier 2002 (création).

• *Dr Caligari* : Deutsches Theater à Berlin, à partir du 22 mars (création).

• Osud : Opéra de Prague, à partir du 19 avril (création).

• Le Crépuscule des dieux : Opéra de Zurich, à partir du 20 mai (création).

## **Expositions**

sera à Paris à l'automne 2002. • Theatre of drawing: Musée

## Palestine 2001/3

# Concerts de musique classique sous état de siège

Fondé en 1995, Yabous s'est donné pour vocation d'organiser des spectacles et de produire des artistes à Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville

## JÉRUSALEM, RAMALLAH

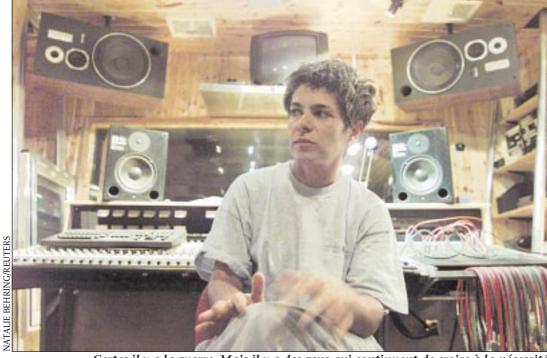
de notre envoyée spéciale Lors du dernier concert de la saison 2000-2001 à Jérusalem, les musiciens qui venaient de Ramallah ont mis quatre heures pour franchir les 15 petits kilomètres qui les séparent de la Ville sainte, pour cause de barrages militaires israé-

Le grand festival de musique arabe classique, organisé lui aussi par l'association culturelle Yabous, au Tombeau des rois chaque année en juillet, a été suspendu du fait des événements. « Malgré la situation politique, nous chanterons, affirme pourtant Rania Elias, la jeune directrice de Yabous. En un temps où Jérusalem est en état de siège, où ses institutions sont attaquées, où ses atouts culturels sont affaiblis par une négation délibérée de l'histoire et de l'esprit palestiniens, nous voulons produire des manifestations culturelles qui nourissent la création contemporaine au sein du patrimoine arabe et international de Jérusalem. »

Fondée en 1995, Yabous s'est donné pour vocation d'organiser des concerts et de produire des artistes à Jérusalem-Est, la partie arabe de la ville. Treize festivals ont déjà eu lieu - jazz, musique religieuse chrétienne et musulmane, chant classique arabe, théâtre, danse – à l'intérieur et à l'extérieur des remparts de la vieille ville. L'association a invité des artistes d'Inde et d'Afrique du Sud, du Maroc ou des Etats-Unis, pour «favoriser rencontres et expériences artistiques nouvelles, destinées aux habitants de Jérusalem », explique Rania Elias.

La population palestinienne n'a pas l'habitude de sortir le soir au concert, dit-elle, du fait du manque d'argent, d'habitudes culturelles et, aussi, des réserves de certains milieux islamiques qui désapprouvent les soirées de musique et de danse. « Maintenant, c'est pire. Avec la tension politique, les gens ont peur et restent chez eux. » Habituellement, la moitié du public des festivals de Yabous vient de Ramallah ou de Bethléem, deux villes à présent bouclées.

Pour promouvoir les artistes palestiniens à l'étranger, Yabous vient de produire une compilation sur CD qui donne un aperçu des



« Certes il y a la guerre. Mais il y a des gens qui continuent de croire à la nécessité d'une vie artistique », affirme la chanteuse palestinienne Kamilya Jubran.

professionnels moment, de la musique classique de l'Ensemble oriental aux musiques actuelles de groupes comme Sabreen ou à la chanson de qualité comme celle de Rim Banna (www.vabous.org). Il a été réalisé en collaboration avec le Conservatoire national de Ramallah, une institution fondée en 1993, liée à l'université de Bir Zeit.

## « CHANTER LES BLESSURES »

Quatre cents élèves se pressent dans les locaux étroits du Conservatoire de Ramallah et de ses antennes ouvertes à Jérusalem et Bethléem pour étudier musique occidentale et orientale, piano et oud (le luth arabe). « Cette année, les élèves des villages et des camps de réfugiés ont été pénalisés. L'annexe de Bethléem comptait cent inscrits en début d'année. A cause des bouclages, le nombre est tombé à vingt-cinq, puis remonté en juin à soixante-cinq », explique Huda Odeh, responsable des relations publiques.

Le conservatoire a organisé trente concerts cette année, malgré l'annulation de sa saison d'automne. Trois séries ont pu se dérouler entre décembre et juin, sur les thèmes « Chanter les blessures », « Puisse la musique arrêter les bombardements » et « Que la musique brise le siège ». Le pianiste argentin Miguel Angel Estrella a participé à la dernière série, à l'invitation de Rima Tarazi, compositrice et fondatrice du conservatoire.

« Certes il y a la guerre. Assurément nous vivons enfermés dans une cage. Mais il y a des gens qui continuent de croire à la nécessité d'une vie artistique », affirme Kamilia Jubran, chanteuse du groupe Sabreen. Issue d'une famille de musiciens classiques arabes, la jeune femme chante les textes de poètes palestiniens tels Mahmoud Darwich, Fadwa Touqan ou Hossein Barghouti, sur des mélodies actuelles. Dans ses locaux situés à Jérusalem-Est, Sabreen a aménagé un studio pour enregistrer ses compositions et produire les disques d'autres groupes palestiniens. Ses musiciens assurent régulièrement des camps de vacances musicales et des ateliers dans les écoles. « Depuis cette Intifada, les professeurs sont très demandeurs, observe Kamilia Jubran. Ils veulent maintenir des activités variées pour leurs élèves. Mais nous avons dû renoncer à nos projets à Gaza, du fait des problèmes de circulation. »

Au conservatoire de Ramallah, tel un conte moral, l'histoire d'un jeune violoniste circule de bouche en bouche. Lors de la première Intifada, sa photo avait fait le tour du monde: petit bonhomme serré dans un anorak rouge, il jetait des pierres sur l'armée israélienne. Au fil de ses années au conservatoire, l'enfant a délaissé les pierres au profit du violon. Aujourd'hui, il a obtenu une bourse de deux ans pour approfondir sa formation, en France, au Conservatoire national des

Catherine Bédarida

**DEMAIN** Mahmoud Darwich, poète en retour d'exil

Mise en vente

des manuscrits

FRANÇOIS KOLTÈS a décidé de

mettre en vente les manuscrits de

son frère, Bernard-Marie Koltès

(1948-1989), l'auteur de théâtre

français qui est actuellement le

pièces, Roberto Zucco, Sallinger,

La Nuit juste avant les forêts, et un

roman, La Fuite à cheval très loin

dans la ville (tous publiés aux édi-

tions de Minuit). Ils sont écrits à

la main, sur des blocs Rhodia et

avec les crayons H2 que l'auteur

affectionnait. « Celui de Sallinger

contient trente pages recopiées à

l'encre bleue et il est très beau »,

dit François Koltès. Cinéaste, ce

dernier travaille beaucoup en Afri-

que, continent cher à son frère.

« Dans sa dernière interview, Ber-

nard-Marie disait qu'il voulait

construire un hôpital en Afrique.

Moi j'ai commencé à y faire des

puits. J'ai besoin d'argent pour

mener à bien ce projet. C'est pour

cela que je me sépare des manus-

crits de mon frère. Mais je ne veux

pas de vente publique, pour éviter

**■** THÉÂTRE: Simone Valère et

**Jean Desailly fêteront leurs** 

soixante ans de théâtre en jouant

La Maison du lac d'Ernest Thom-

son, à partir du 11 septembre. Cet-

te pièce qui avait été créée par

Edwige Feuillère et Jean Marais en

1986, sera mise en scène par Geor-

ge Wilson. Elle sera jusqu'à fin

décembre à l'affiche du Théâtre de

la Madeleine, que Simone Valère

et Jean Desailly, acteurs histori-

ques de la compagnie Renaud-Bar-

rault, dirigent depuis 1980.

les enchères. »

DÉPÊCHE

de Koltès

plus joué au monde.

## A Uzeste, l'utopie musicale à la fête

24e Hestejada de las arts d'Uzeste musical (du 10 au 19 août)

## **UZESTE** (Gironde)

de notre envoyé spécial Uzeste musical tranche sur tout ce qui se fait : festivals de jazz, lancers de béret, fêtes du maïs hybride, meetings politiques, courses en sac. Contesté, activiste, localement bien implanté (son côté cul-terreux); peu prophète en son pays versel à la lunette du village, Uzeste musical, 24e édition, s'est déroulé du mercredi 15 août 11 heures au lundi 20 août vers 5 heures 07. Revenant in extremis d'une édition 2000 en « grève active », le festival a vu sa fréquenta-

tion s'accroître. Au sommet et à la base, Bernard Lubat, musicien. Lubat au déblocnotes, tous les jours à 5 heures; Lubat aux Entretiens d'Uzeste, sur la colonisation, la torture en Algérie, l'éducation populaire; Lubat supérieur à l'accordéon (blues et valse), à la batterie, au piano, ou sur un instrument pauvre, le melodica: Lubat aux prises avec des souris trotteuses; créateur verbal, un des rares musiciens capables de détourner sa musique comme on détourne un avion. Musicien reconnu par ses pairs d'Amérique, d'Europe, d'Inde et de Langon. Tout repose là-dessus, malentendu compris.

## TROMBONE ILLUMINÉ

Dans La Nuit des Pères manants, accoutré, mentalement aussi, récupérant avec une passoire de petits jouets mécaniques qui se cassent la gueule, Lubat glisse: « Uzeste musical est au bord du gouffre. » Même élan chez les autres permanents: Minvielle génialement omniprésent et ses Chants manhifestes (de la « hesta », la fête en gascon): Auzier, trombone illuminé embrasant le lac et les bois de feux d'artifice ; la Comédïa del Utopïa avec toute la troupe, groove énorme et sens du swing écorché; Perrone pour faire danser les survivants sur des airs de demain au bord du lavoir; Corneloup ou la fureur du souffle, chacun sa parole, cent fleurissent dans la nuit, Uzeste ne dort pas.

La partie stages, arts plastiques, performances voix (Minvielle et Fabrice Vieira), la Rue et ses costumes (Juliette Folliot et Evelyne commence cinq jours plus tôt. Cent vingt inscriptions d'adultes à 1 500 F (227 €), plus de cent Partie spectacles: 500 abonnements forfaits à 550 F (83 €). Paquet à la journée : 130 F (19,5 €). Les 200 000 F (30 350 €) du conseil régional arrivent à point pour mener les tambours.

Les collectivités locales préfèrent les festivals normaux. Leur question n'est pas celle de la musique. On comprend. Armand Meignant: « Qui veut noyer son jazz l'accuse d'élitisme. » La Compagnie maintient: « Uzeste musical, c'est toute *l'année.* » Elle se vit pour ce qu'elle est, « seul bassin de ressources », de recettes et d'emplois dérivés. L'artistique et ses travailleurs culturels sont seuls à remuer une région désertée, retraitée. Passé le succès de cette 24e édition, personne ne sait à quelle garbure Uzeste musical sera mangé en septembre. « Vingt-cinq ans que ça dure », dit Lubat, philosophe.

Attac est là, partenaire de la manifestation, plus les bras secourables de la CGT, l'Espace Marx, le CUC (Collectif uzestois citoyen), l'APE (Association des parents d'élèves du regroupement pédagogique intercommunal), l'association qui a permis le maintien de l'école d'Uzeste. C'était pendant la législature du jeune docteur Séguin: il tient maintenant salon de thé pendant la Hestejada, Aux

roses trémières, pour lui aussi, première année sans déficit. Le titre de cette édition est Sibylline Gasconcubine. L'invention de Lubat, son luxe, c'est l'accélération du langage et de la pensée, parfois à vide, avec effet de courroie sur la troupe. Plus scat que rap, poésie spontanée, sur fond de rythme et de sauternes.

Assez de politique : « Si vous ne comprenez rien à la musique, jouezen, c'est pire, » Higelin donne trois heures d'artiste, pas de star. Pour « L'Œdipe complexe », Arthur H, son fils, délicat, Texier en famille, tellurique, Michel Portal au sommet, que découvre, au bout de vingt-quatre ans de présence ici, un M. Lacape émerveillé (c'est lui qui prête le pré du grand podium).

## **DRÔLERIE INCONNUE**

Au chapitre des découvertes sérieuses, les filles, celles qui devraient être dans tous les festivals de l'été, s'il y était question de musique: Julot Torride, les Femmouzes T, Martine à la plage, ajoutons Caroline, Marjolaine... Elles sont en train de faire trembler la musique improvisée en douce. Avec une drôlerie inconnue au bataillon, Ou Monica Passos, Brésilienne de feu, donnant, superbement entourée, une version déchirante d'O Corsario, une des sept chansons qui comptent au siècle dernier. Fermons le ban.

La Compagnie des musiques à ouir (Christophe Monniot, Denis Charolles, Rémi Sciotto) mériterait un chapitre spécial: par son goût, ses parures de scène, sa façon de décaler la musique pour la rejoindre. Il viendra. Archie Shepp aussi. Blues impérial dans la nuit des Soli sauvages. Il est venu. L'an prochain, il veut diriger des stages, faire l'histoire poïélitico-africaine, de la Great Black Music. Ça promet.

Francis Marmande

## **PARIS** Bill Carothers Trio

**SORTIR** 

Prudent vis-à-vis des appels d'une gloire de surface, le pianiste américain Bill Carothers mène depuis une dizaine d'années sa carrière de jazzman tout en conservant des attaches avec son métier d'informaticien. Compositeur de mélodies lyriques, il aborde à l'occasion le répertoire des standards, ou les terres les moins connues de l'histoire musicale des Etats-Unis. Si Carothers se laisse parfois aller à la démonstration, il sait aussi se montrer concis et n'oublie pas dans son jeu l'un des fondamentaux du jazz, le swing. Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1er. Mº Châtelet. 21 heures, les 23, 24 et 25. Tél.: 01-42-33-22-88. 100 F.

## MEURTHE-ET-MOSELLE

La Mousson d'été 2001

C'est sur les bords de la Moselle, à l'Abbaye des Prémontrés (Meurthe-et-Moselle) que se tient la septième édition de la Mousson d'été, consacrée aux écritures contemporaines. Cette manifestation met l'accent cette année sur l'Europe du Sud. Une occasion de découvrir les textes de Sergi Belbel, Rodrigo Garcia (Espagne), Cucha Carvalheiro. Abel Neves (Portugal), Dimitris Dimitriadis, (Grèce), Spiro Scimone, (Italie )... Mais aussi à entendre les nouveaux écrits de Christine Angot, Pascal Rambert (France) ou ceux de Jean-Marie Piemme (Belgique).... Six jours de mises en espace, de lectures, conversations, spectacles pour retrouver le « goût de la parole vivante » sous les auspices de Michel Didym, fondateur et directeur artistique. Ce rendez-vous, qui réunit sans contrainte autour des auteurs, des comédiens, des metteurs en scène, des traducteurs, des universitaires, propose également une université d'été avec des stages liés à l'écriture. Abbaye des Prémontrés (Pont-à-Mousson). Rue saint-Martin. Jusqu'au 29. Tél.: 03-83-83-10-50. De 30 F à 50 F, pour les spectacles.

## **SOMME**

## Le Souffle de la Terre

Gigantisme, fidélité et solidarité autour de « 2000 ans d'histoire en Picardie » : même metteur en scène (Dominique Martens) depuis 1986, même compositeur (Dominique Laprise) et près de six cent cinquante bénévoles du val de Noye (Somme) pour une version - la seizième - améliorée d'année en année. « Faire partager l'histoire de la Picardie au plus grand nombre », tel est le but du metteur en scène picard. Le Souffle de la Terre, spectacle en trente-six tableaux – de la Gaule à l'ère industrielle –, à voir en famille (1 000 places seront offertes aux sinistrés de la Somme, dimanche 2 septembre), voit défiler deux mille six cents personnages costumés, des chars, des cavaliers, dans un site naturel de 4 hectares. Et s'achève par un feu d'artifice à chaque fois. Ailly-sur-Noye (Somme). A 21 h 30, tous les vendredis et samedis, jusqu'au 22 septembre. Tél. : 03-22-41-06-90. 50 F, pour les 5-12 ans; 95 F, pour les adultes; il existe des tarifs de groupe et « jeunes et familles ».

## **SARTHE**

Montserrat Figueras (soprano), Xavier Diaz (guitare, théorbe), Arianna Savall (harpe), Pedro Estevan (percussions), Jordi Savall (viole de gambe, direction)

Le festival de Sablé-sur-Sarthe a le mérite de faire rayonner dans le département et la région une jolie programmation mêlant découvertes et noms connus, comme ceux de Jordi Savall et de son épouse Montserrat Figueras. Le groupe, auquel participe la fille du couple catalan, Arianna Savall, se produit ce soir dans la musique espagnole qui fit son succès à ses débuts, même si Savall a depuis démontré qu'il était un interprète de haute stature et de large répertoire, capable d'aborder les *Cantigas* médiévales comme la *Symphonie héroïque* de Beethoven. La Flèche (Sarthe). Eglise Saint-Louis-du-Prytanée. 21 heures, le 24. Tél. : 02-43-62-22-22. 165 F.

## **GUIDE**

## **CINÉMA - REPRISES**

Jeanne d'Arc, de Victor Fleming avec Ingrid Bergman et José Ferrer (Etats-Unis, 1948). Cette projection s'inscrit dans le cadre

du troisième volet (Les Héroïnes) des Jeudis Séniorcité de la RATP. La Pagode, 57 bis, rue de Babylone, Paris-T. M° Saint-François-Xavier. 11 heures, le 23. Tél.: 01-45-55-48-48.

30 F (tarif abonné).

## Familles, clans, tribus

The Yards, de James Gray (Etats-Unis, 1999). Projection qui s'inscrit dans le cadre du Festival en plein air du parc de la Villette.

Prairie du Triangle, parc de la Villette. M° Porte-de-Pantin. A partir de 22 heures, le 23. Tél.: 01-40-03-75-75. Entrée libre. Location transat + couverture sur place, 40 F.

## Découverte de la Corse en courts-

De l'autre côté du miroir, de Dumè Maestrati (1990), suivi des Affranchis, long-métrage de Martin Scorsese (1990).

Porto-Vecchio (Corse). Cinémathèque de Corse, espace Jean-Paul-de-Rocca-Serra. 21 h 30, le 24. Tél.: 04-95-70-71-42. 20 F (tarif adhérent); 25 F (tarif réduit) ; 30 F (plein tarif).

## **CINÉMA - FESTIVAL**

Promenades romaines à Paris 2001 Le Bal, d'Ettore Scola (1983).

Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, Paris-7°. M° Rue-du-Bac. 21 h 30, le 23. Tél.: 08-2000-75- 75 (numéro vert). Projection gratuite dans le cadre du Cinéma au clair de

## TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

## ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le diman-

## Claude Bessmann (piano)

Schumann: Etudes symphoniques en forme de variation pour piano. Liszt :

Sainte-Croix-des-Arméniens, 6, rue Charlot, Paris-3° M° Saint-Sébastien-Froissard. 20 h 30, le 23. Tél.: 06-10-16-24-02. 70 F (Location

## Orchestre Antonio-Vivaldi,

Chœurs de Lutèce Vivaldi : Credo. Durante : Litanie à la Vierge. Bach : Aria. Corelli : Concerto grosso. Manfredini : Concerto grosso.

Brix Vergne (direction). Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6°. M° Saint-Germain-des-Prés. 21 heures, le 23. Tél.: 01-42-64-83-16. De 100 F à 150 F (Location Fnac, Virgin).

## RÉGIONS

Déus o bèsties de Vicent Marti Xar, avec Xarxa Téatre. Aurillac (Cantal). Rues. Minuit, le 24; 23 heures, le 25. Tél. : 04-71-45-47-46. Entrée libre.

## d'Ezéchiel Garcia-Romeu, mise en scè-

ne de l'auteur, avec Pascale Pinamonti. Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). Abbaye des Prémontrés, rue Saint-Martin. 12 h 30 et 19 heures, du 24 au 26. Tél.: 03-83-83-10-50. De 30 F à 50 F. Tout ne doit pas mourir

de Mohamed Rouabhi, mise en scène de Yannick Toussaint.

Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Mosel-le). Salle socioculturelle. 21 heures, le 24. Tél.: 03-83-83-10-50. De 30 F à 50 F. Musica Antiqua Köln

Œuvres de Caldara, Pergolèse, Albino-ni, Vivaldi. Patricia Petibon (soprano), Robert Expert (haute-contre), Rein-

hardt Gœbel (direction). La Chaise-Dieu (Haute-Loire). Abbatiale. 21 h 15, les 24 et 26. Tél. 04-71-00-01-16. De 65 F à 470 F.

Orchestre national symphonique

## de Lituanie Ciurlionis : La Forêt Liszt : Concerto

pour piano et orchestre n°1. Berlioz : . Symphonie « Fantastique ». Ferrand N'Kaoua (piano), Robertas Servenikas (direction). La Côte-Saint-André (Isère). Les Halles.

21 heures, le 24. Tél.: 04-74-20-20-79.

## Les pages et les chantres

de la chapelle Charpentier : Les Vêpres. Robert Getchell (haute-contre), Hervé Lamy (ténor), Alain Buet (basse), Olivier Schneebeli (direction).

Durtal (Maine-et-Loire). Eglise. 17 heures, le 24. Tél.: 02-43-62-22-22. 95 F. Ensemble Jacques-Moderne

Couperin : Messe des paroisses. Olivier Vernet (orgue), Jean-Yves Hameline (direction).

La Flèche (Sarthe). Eglise Saint-Louisdu-Prytanée. 23 heures, le 24. Tél.: 02-43-62-22-22. 95 F.

**Ensemble la Fenice** Bassani: La Morte Delusa. Jean Tubery (direction).

. Vézelay (Yonne). Basilique. 21 heures, le 24. Tél.: 03-86-32-34-24. 150 F.

Sonates pour piano.

Fnac, France Billet).

TF 1

## **GUIDE TÉLÉVISION**

## DÉBATS 21.00 Pour l'amour des jardins. Forum

22.00 Art et nature, le désamour ? Forum 23.00 Sauver la forêt,

un rêve d'écolo? Forum

## MAGAZINES

19.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

Moscou, trois jours en août. 0.10 Les Dossiers de l'été. Patrick Henry, un procès capital. France 3

## **DOCUMENTAIRES**

19.55 Jean-Toussaint Desanti. [4/4]. De l'intranquillité philosophique. Histoire 20.00 Pilot Guides. Le Brésil. Voyage 20.05 Chamonix, un hôpital

dans la montagne. TSR **20.15** Reportage. Un roi sans trône. Arte 20.30 Des femmes de bonne volonté.

[1/2]. De 1914 aux années 20. Planète 20.50 La Mission impossible. Rêves supersoniques

**21.00** Spetsnaz. [2/2]. Chiens de guerre. Histoire 21.00 Les Grandes Batailles.

Les guerres vikings. Chaîne Histoire 21.25 Perspectives américaines. Planète 21.30 Villa créole. Vauclin.

## Le Monde TELEVISION

## Arte

## 23.25 Cinéma dans la poudrière

Comment les cinéastes ont-ils vécu ces dix dernières années en Yougoslavie? Quelles ont été leurs difficultés, leurs préoccupations? Herbert Krill, réalisateur allemand, s'est rendu à Belgrade mais aussi à l'étranger pour rencontrer tout ce que la profession compte d'important, des stars internationales comme Emir Kusturica aux artistes moins connus mais chéris là-bas. Une enquête passionnante malgré des lacunes.

## France 2

## 0.55 Les Mystères du corps humain Coulisses du tournage

Ceux qui ont été éblouis par les images parfois stupéfiantes de cette série britannique sur les différents âges de la vie se régaleront avec ce making of qui clôt la collection sous le titre simple Coulisses du tournage. On y découvre les trésors d'ingéniosité développés par les équipes pour filmer à l'intérieur du corps humain et montrer

21.50 Les Mystères de la Bible.

**22.30** Correspondances. Dessine-moi une maison!

[17/28]. La bataille de Yorktown, 1781.

Gary Cooper. Monte-C

23.25 Perspectives américaines.

au cœur de l'Afrique.

0.20 Sous-marinier, un métier

0.30 Les Chevaux du monde.

L'école de dressage.

SPORTS EN DIRECT

(184 km).

pas comme les autres.

**18.00** Cyclisme. Tour de Burgos (Esp.). 4º étape : Oña - Medina de Pomar

de Temple-sur-Lot (Lot-et-Garonne). France - Australie. Pathé Sport

20.30 Basket-ball. Tournoi féminin

22.00 Golf, Championnat du monde

professionnel. 1<sup>er</sup> jour. A Akron (Ohio).

19.15 Récital. Musique de Frank II Louise. Conception de Mourad Merzouki. Par la Compagnie Käfig. Avec Yann Abidi, Brahim

Cháouki Saïd, Frank II Louise.

Réal. Valérie Urréa. N 20.35 et 23.30 Aunis. Chor. J. Garnier.

MUSIQUE

21.00 Soirée au Festival

Bouchelaguem, Rachid Hamchaoui, Najib Guerfi, Mourad Merzouki,

Avec Kader Belarbi, Wilfried Romoli Jean-Claude Cappara. Me

de la Côte-Saint-André.

Ouverture de Benvenuto Cellini
et Symphonie fantastique, de Berlioz.
Par l'Orchestre symphonique
de Prague, dir. Serge Baudo. Ouverture
de l'opéra Benvenuto Cellini, opus 23;
Symphonie fantastique, opus 14,
d'Hector Berlioz.

22.05 Concerto pour piano en la mineur opus 54, de Schumann. Avec Alain Planès, piano. Par l'Orchestre symphonique de Prague, dir. Serge Baudo. Mezzo

0.00 Pilot Guides. Le Brésil.

23.05 De la neige à la mer.

23.35 Nakuru, une île

22.35 Seconde Guerre mondiale.

22.50 Les Grandes Batailles du passé.

23.10 Les Monstres sacrés d'Hollywood.

23.40 Kaboul, au bout du monde. Histoire

[1<sup>er</sup> volet]. La Bible et ses mystères. **La Chaîne Histoire** 

Malmédy, l'odieux massacre. La Chaîne Histoire

Histoire

Odyssée

Planète

Odyssée

Voyage

Planète

Odyssée

Eurosport

**22.00** Un autre regard.
Zanzibar, Pérou et Espagne. **Voyage** 

**22.25** Des femmes de bonne volonté. [1/2]. De 1914 aux années 20. **Planète** 

ce qu'on n'avait jamais vu : les celnous instruire et nous enchanter.

21.00 Soirée auditorium du Louvre.

J Soirée auditorium du Louvre.
Tiberghien, Capuçon et le Quatuor
Diotima. Avec Renaud Capuçon,
violon; C. Tiberghien, piano;
E. Chijiiwa, violon; F. Roussel, violon;
Franck Chevalier, alto; P. Morlet,
violoncelle. Au programme: Premier
Quatuor, de Krawczyk.

22.00 Kashimoto, Engerer & Bellucci.
Avec Giovanni Bellucci, piano;
Daishin Kashimoto, violon;
Brigitte Engerer, piano.

Brigitte Engerer, piano. Au programme : *Prélude à l'après-midi* d'un faune pour deux pianos, de Debussy ; *Six épigraphes antiques* 

pour piano à quatre mains, de Debussy et Heifetz ; *Prélude à l'après-midi* 

d'un fauné pour violon et piano,

d'un faune pour violon et piano,
Stravinski; Le Sacre du printemps pour
deux pianos, d'Igor Stravinski.
23.30 S. Larin et E. Bekova-Stavinski.
Avec Sergueï Larin, ténor;
Eleonora Bekova-Stavinski, piano.
Au programme: Rondel, opus 65, n°6;
Déception, opus 65, n°2; Mezza Notte;
Dès le lever du jour, opus 47, n°6; Dans
le vacarme du bal, opus 38, n°1;
Non, seul celui qui a connu, opus 6, n°6;
Une larme tremble, opus 6, n°4; Dans
les jours sombres, opus 73, n°5 et De
nouveau seul, comme avant, opus 73,

nouveau seul, comme avant, opus 73, de Tchaïkovski ; Le Colibri, opus 54 n°2 ; Lci-bas, opus 54, n°5 ; Une statue à Tsarskoié Sélo, opus 57, et Le Message calciné, opus 33, n°4.

TÉLÉFILMS

17.30 Princesse Alexandra.

Denis Amar. [1/2] O.

20.30 L'Enfance en détresse.

Bertrand Arthuys

Hervé Baslé, [3/3].

22.40 Meurtre en sommeil.

John Cosgrove O.

Daniel Rogosin O.

**COURTS MÉTRAGES** 

20.40 Courts au 13. La Vie secrète

17.20 La Famille Green. Sauvé. France 2

20.50 Les Cordier, juge et flic.
Un si joli témoin. T

22.45 The Crow, Stairway to Heaven.
Le bouc émissaire O.
23.35 Joyeux Halloween O.

**0.55** Chapeau melon et bottes de cuir.

Celui qui gagnait au poker O. France 2

des objets : La Craie.

20.05 Madame est servie.

23.15 Les Arpents verts.

0.00 New York District.

Petit gibier pour gros chasseur.

La déclaration O.

23.15 Soirée action. Obse

SÉRIES

18.05 Friends.

22.00 Secrets de famille.

Muzzik

Téva

Festival

Festival

13<sup>ème</sup> RUE

TF 1

TF 6

M 6

TF 1

M 6

Série Club

13<sup>ème</sup> RUE

Série Club

## **21.00** Classic Archive. En 1958 et 1967. Avec Yehudi Menuhin, violon; David Oïstrakh, violon; Pierre Capdevielle, violon. Mezzo

Lors du 34<sup>e</sup> Festival de musique en 2000. Par l'Orchestre et le Chœur de la Philharmonie nationale de Cracovie, dir. T. Bugaj. Mez

**22.30** Musica. Alfred Brendel joue Mozart, Schubert et Haydn. En simultané sur *France - Musiques*. Art 23.35 Guitares en fête

avec John McLaughlin. A la Cité de la musique, le 29 avril 2000. Muzzik

## THÉÂTRE

22.30 Le Bel Air de Londres. Pièce de Dion Boucicault. France 2

## TÉLÉFILMS

20.50 Nora. Edouard Molinaro O. France 2 **20.50** Dormir avec le diable. Yves Boisset **O**. M 6 **22.30** Tendres mensonges. Anson Williams O. Téva

23.50 Nana. Alberto Negrin. [1/2].

20.05 Madame est servie. Le bon à tout faire O. M 6 21.00 Star Trek, Deep Space Nine. Le son de sa voix O. Canal 22.35 Once & Again. Canal Jimmy

Dernière représentation O. L'heure des adieux O.

## 22.00 Requiem, de Berlioz.

18.30 Hiroshima mon amour ■■■ Alain Resnais (France - Japon, 1958, 90 min) O. Cinéfaz

18.25 La Belle Image ■■

**FILMS** 

20.30 Johnny Apollo 
Henry Hathaway (Etats-Unis, 1940, v.o., 95 min) O. Ciné Classics 20.30 Pecker ■ ■ John Waters (Etats-Unis, 1998, 80 min) O. Canal + Vert



20.45 Pink Floyd, the Wall ■
Alan Parker. Avec Bob Geldof James Laurenson (Grande-Bretagne - Etats-Unis, 1982, v.o., 105 min). TCM

21.00 Jennifer 8 ■ ■ Bruce Robinson (Etats-Unis, 1992, 120 min) O. Cinéstar 2 21.00 Pas de printemps

pour Marnie ■■■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1964, v.o., 125 min) O. Ciné Ciném Ciné Cinémas 3 22.05 Les Iles ■■

Iradj Azimi (France, 1982, 95 min) **O**. **Ciné Cinémas 1** 22.05 Ames rebelles ■■ Anatole Litvak (Etats-Unis, 1942, v.o., 105 min) O. Ciné C

Ciné Classics 22.30 Brigadoon ■■■ /incente Minnelli (Etats-Unis, 1954, 110 min). 22.40 Les Zozos ■■

Pascal Thomas (France, 1973, 110 min) O. Cinéfaz 0.20 Le Cœur fantôme ■■ Philippe Garrel (France, 1996, 85 min) **O. Ciné Cinémas 2** 

0.30 Le Crabe-tambour ■ Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 115 min) ♥. Cinéf 1.10 Tout l'or du monde ■■ René Clair (France, 1961, 90 min) O. Ciné Classics

# **18.25** Pile ou face ■ Robert Enrico (France, 1980, 105 min) O. Ciné Cinémas 1

## TÉLÉVISION

## 17.15 Passions.

18.00 Sous le soleil. 19.00 Le Maillon faible. 20.00 Journal, Tiercé, Météo.

**PROGRAMMES** 

20.50 Ushuaïa nature. Le trésor bleu. 22.40 L'Enfer de la nuit O.

## 23.50 Nana. Téléfilm. Alberto Negrin. [1 et 2/2].

## FRANCE 2

16.30 Nash Bridges O. 17.15 La Famille Green. 18.00 Friends O. 18.30 Hartley, cœurs à vif O.

19.15 et 1.44 L'Artiste de l'été. 19.20 Secrets d'été. 19.50 Un gars, une fille. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto.

20.00 et 0.35 Journal, Météo. **20.50 Nora.** Téléfilm. Edouard Molinaro O.

22.30 Le Bel Air de Londres. 0.55 Les Mystères du corps humain.

## FRANCE 3

16.45 C'est toujours l'été. 18.25 Questions pour un champion. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.10 C'est mon choix ce soir. 20.40 Football. Ligue des champions

22.45 On en rit encore! 23.40 Météo, Soir 3.

**0.10 Les Dossiers de l'été.**Patrick Henry, un procès capital.

## 17.00 Evamag O.

17.25 Blague à part O. 17.50 Mes pires potes O.

► En clair jusqu'à 20.35 18.15 Animasia ○. 18.40 et 0.30 Spin City O.

19.05 Le Journal.

19.15 Best of Nulle part ailleurs O. 20.05 Le Zapping. 20.10 Daria O.

20.35 Le Journal des sorties. 21.00 Promenons-nous dans les bois Film. Lionel Delplanque Q.

**22.25 Football.** Super Coupe d'Espagne. saragosse - Real Madrid.

**PROGRAMMES** 

## ARTE

19.00 Connaissance. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage. Un roi sans trône. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire.

Moscou, trois jours en août. 21.45 Musica. Un voyage au Portugal.
22.30 Musica: Spécial Salzbourg.
Alfred Brendel joue Mozart,
Schubert et Haydn.

23.25 Cinéma dans la poudrière.
Le nouveau cinéma yougoslave.
0.40 La Lucarne. Là-haut sur la montagne.

## M 6

19.50 et 1.10 L'Eté de Loana. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Madame est servie O.

Téléfilm. Yves Boisset O.

22.35 Once & Again.

Dernière représentation O.

23.25 L'heure des adieux O.

**0.20 Wolff, police criminelle.** A chacun sa cible **O**.

## **RADIO**

21.40 C'est entendu!

23.30 A voix nue (rediff.)

Alfred Brendel, piano. Œuvres de Mozart, Schubert, Haydn. 23.30 Soirée privée.

## **RADIO CLASSIQUE**

20.40 Les Rendez-vous du soir. Croesus.
Opéra en trois actes de R. Keiser.
Par les solistes du Chœur d'enfants
de Hanovre, le Chœur de chambre
de la RIAS et l'Akademie für alte Musik
de Berlin, dir. René Jacobs, Roman Trekel
(Croesus roi de Lydie), Johannes Mannov
(Cyrus roi de Perse), Dorothea Röschmann
(Elmira).

23.50 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Haendel.

## **FILMS**

## **GUIDE TÉLÉVISION**

### DÉBATS 21.00 Procès télévisés, pour l'exemple. Forum

22.00 Télévision, un service public, pour quoi faire? Forum **23.00** Presse régionale et télévision de proximité. Forum

## MAGAZINES

16.50 C'est toujours l'été. Beaulieu-sur-Mer. People. Variétés. 17.00 Les Lumières du music-hall.

Paris Première 19.15 Nulle part ailleurs. Best off. Canal + 19.30 et 0.55 Rive droite,

rive gauche. Paris Première 20.50 L'Été d'Envoyé spécial. EU. Atlanta, la cité des femmes. Il était une foi dans le Bronx. Le catch des arrière-cours. France 2

22.10 Boléro. Invité : Jean-Pierre Cassel. TMC 23.05 Puissance catch. 23.40 Courts particuliers.

Invitée : Isabelle Carré. Paris Première **0.00** Rien à cacher. Invitée : Claire Chazal. RTL 9 0.30 Zone interdite. Une vie de prince. M 6

## **DOCUMENTAIRES**

18.20 L'Actors Studio. Sydney Pollack. Paris Première 18.25 Mémoires

de la télévision française. Histoire 19.00 Voyages, voyages. Sao Paulo. Arte 19.00 Des bateaux et des hommes. Le « Don de la jeunesse », à l'école du grand large. Pl

**19.00** Biographie. Jean Harlow, la blonde platine. **La Chaîne Histoire** 19.05 L'Affaire Seznec.

**20.00** Rescapées de l'ère des dinosaures. L'histoire des tortues vertes. **Odyssée** 20.00 Pilot Guides. Rio de Janeiro. Voyage

20.15 Reportage. Champions par tradition. [5/6]. Hongrie : l'élite du water-polo. Arte 20.15 Trahir Hitler

au nom de l'honneur. Histoire 20.30 Fès, dialogue de civilisations. Muzzik

20.35 Génération radio libre. Libre antenne. 0.00 Big Nova Mix. Canal -20.46 Thema. Une vie de pacha. Un harem dans l'Utah. Le Boulanger et ses épouses.

21.00 Histoires secrètes. Les disparus de Chypre. La Chaîne Histoire 21.25 Zehava Ben.

une étoile solitaire. Planète Le Monde

21.55 Servus Adieu Shalom.

22.25 Sous-marinier, un métier

contre l'apartheid.

**SPORTS EN DIRECT** 

20.30 Basket-ball. Tournoi féminin

Lille - Parme. Au stade

Grimonprez-Jooris.

17.45 et 20.35, 23.30 Susto.

20.10 Soirée quatuor à cordes.

MUSIQUE

**20.40** Football. Ligue des champions (3° tour préliminaire) Match retour

22.25 Football. Super Coupe d'Espagne. Saragosse - Real Madrid. Canal +

pas comme les autres.

**22.45** Civilisations. La civilisation perdue de l'Atlantide. La Chaîne Histoire

23.25 Cinéma dans la poudrière. Le nouveau cinéma yougoslave. Arte

de Temple-sur-Lot : France -République tchèque. **Pathé Sport** 

Chorégraphie de Jiri Kylian. Parle Nederland Dans Theater. **Mezzo** 

Soirée quattuor à cordes. Le Quatuor Takacs joue Schubert. Avec András Fejér, violoncelle; Edward Dusinberre, violon; R. Tapping, alto; K. Schranz, violon. 21.00 Festival « Beethoven passionnément ». Treizième Quatuor, la Grande Fugue en si bémol majeur, op. 133. Muzzik

22.20 L'Ecume des villes.

23.20 Drum, un magazine

Histoire

Planète

Planète

France 3

lules sanguines individuelles circulant dans les veines, le squelette d'un bébé marchant à quatre pattes avant de se renverser les quatre fers en l'air, les dents d'un nourrisson qui poussent et transpercent ses gencives, ou encore cette séquence extraordinaire où une femme enceinte marche pendant que son ventre s'arrondit. Endoscope, palette graphique, microscope électronique, la série a multiplié les procédés techniques pour

JEUDI 23 AOÛT •

13.25 Mrs Dalloway ■ ■ Marleen Gorris (Grande-Bretagne - Pays-Bas, Ciné Cinémas 2

14.45 L'Ile au trésor ■ ■

Cinéstar 1 15.05 Tintin et les oranges bleues ■ Philippe Condroyer (France - Espagne, 1964, 100 min) O. Cinétoile

Lindsay Anderson (Etats-Unis, 1987, v.o., 90 min) O. Cinétoile 17.00 Le Canardeur ■ ■

Diane Kurys (France, 1983, 110 min) **O**. **Ciné Cinémas 3** 18.15 La Chartreuse de Parme ■ ■

Christian-Jaque (France, 1947 165 min) O. 18.35 Tout I'or du monde ■ ■

Alain Corneau (France, 1979, 115 min) **©**. **Ciné Cinémas 1** 

20.55 Le Viager ■
Pierre Tchernia.
Avec Michel Serrault,
Michel Galabru, Rosy Varte (France,
1971, 105 min).
France 3



21.00 Rio Grande ■ ■

John Ford (Etats-Unis, 1941, v.o., 85 min) O. Ciné Classics 22.30 Deux mains, la nuit ■ ■ Robert Siodmak (Etats-Unis, 1946, 90 min).

Jean-Pierre Denis (France, 1987, 85 min) **O**. **Ciné Cinémas 3** 23.05 Bal poussière ■ ■ Henri Duparc (Côte d'Ivoire, 1988, 95 min).

**0.40 L'Amant sans visage** ■ ■ Vincent Sherman (Etats-Unis, 1947, v.o., 120 min).

## **TÉLÉVISION**

17.10 Passions.

18.00 Sous le soleil. 19.00 et 0.20 Le Maillon faible.

22.40 Meurtre en sommeil.

13.45 Maigret O.

15.15 Planque et caméra. 15.25 Tiercé.

17.15 Un livre. 17.20 La Famille Green.

19.50 Un gars, une fille. 20.00 et 0.25 Journal, Météo. 20.50 L'Eté d'Envoyé spécial.

au Palais des glaces O. 0.45 Nikita. Glissement vers le néant O.

14.25 Keno. 14.30 Espionnage sur le Net.

16.50 C'est toujours l'été. 18.25 Questions pour un champion. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.

20.55 Le Viager ■ 22.40 Météo, Soir 3.

## CANAL +

13.35 Le Journal des sorties.

16.45 Mon Martien favori Film. Donald Petrie O.

19.00 Le Journal. 19.15 Best of Nulle part ailleurs O. 20.05 Le Zapping.

Called antenne O.

21.25 La Bostella ■

Film. Edouard Baer O.

23.05 L'Amicale du rire laïque.

0.00 Big Nova Mix O.

18.30 Intermezzo.

20.40 Les Rendez-vous du soir. Nikolaï Medtner, compositeur. Œuvres de Medtner, Taneiev, R. Schumann, Rachmaninov.

22.50 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Brahms, Medtner, Medtner.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

## Les codes du CSA

Tous publics
Accord parental souhaitable

Public adulte Interdit aux moins de 16 ans Interdit aux moins de 18 ans

## du Cameroun, un marié sourit fiè-

20.45 Thema: Carnets de famille Image insolite: dans une mairie

## rement, encadré par ses deux épouses. En Afrique, en Europe ou aux Etats-Unis, la polygamie existe encore. Arte consacre une Thema à cette pratique controversée. A travers trois documentaires et un film ivoirien (Bal poussière, de Henri Duparc), la chaîne montre la vie

de ces familles où les enfants se

comptent par dizaines.

## France 2

## 20.50 Envoyé spécial Parmi les sujets proposés ce soir, un

reportage de Pierre-Emmanuel Luneau-Daurignac et Olivier Robert, déconseillé aux âmes sensibles. Tourné dans une petite ville du New-Jersey, on y découvre un phénomène de société effrayant qui touche de plus en plus de jeunes Américains: le catch des arrière-cours. Dans une semi-clandestinité, des ados issus de milieux sociaux plutôt favorisés se livrent à des combats très violents.

## **Paris Première** 21.00 Rio Grande ■ ■

rie » (Le Massacre de Fort Apache, La Charge héroïque et Rio Grande), avec en vedette John Wayne. L'intrigue se situe en 1880, dans un camp militaire du Texas proche du fleuve formant une frontière naturelle avec le Mexique. Un western romantique et nostalgique, qui annonce déjà une sérieuse

réflexion sur le problème indien.

Ce film de John Ford est le dernier

d'une trilogie dite « de la cavale-

## Raoul Ruiz (France, 1985, 115 min) O.

16.45 Les Baleines du mois d'août ■ ■

Michael Cimino (Etats-Unis, 1974, 110 min) ♥. Cinéfaz 17.55 Coup de foudre ■ ■

Ciné Classics 20.30 Série noire ■ ■

John Ford. Avec John Wayne, Maureen O'Hara, Ben Johnson (EU, 1950, v.o., 100 min) O. Paris Première 21.45 La Route du tabac ■ ■

23.00 Champ d'honneur ■ ■

23.10 La Belle Image ■ □
Claude Heymann (France, 1951, 100 min) O. Ciné Classics

1.00 Le Corps et le Fouet ■ ■ Mario Bava (France - Italie, 1963, 90 min) ②. Canal +

## TF 1 13.50 Les Feux de l'amour.

14.40 Perry Mason. 16.20 Beverly Hills.

20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.50 Les Cordier, juge et flic.

## Téléfilm. John Cosgrove O.

FRANCE 2

15.40 L'As des privés ○. 16.30 Nash Bridges ○.

18.05 Friends O. 18.30 Hartley, cœurs à vif O. 19.20 Secrets d'été.

## 22.54 et 1.25 L'Artiste de l'été. 22.55 Eric et Ramzy

## FRANCE 3 13.25 C'est mon choix.

Téléfilm. Serge Rodi 16.00 L'Ile fantastique. 16.45 Les Jours euros.

20.15 Tout le sport. 20.25 C'est mon choix ce soir.

# 23.10 Une journée de merde Film. Miguel Courtois O. 0.40 Les Seigneurs de l'hiver.

13.55 Les Muppets dans l'espace ■ Film. Tim Hill O. 15.25 On fait comme on a dit

► En clair jusqu'à 20.10 18.15 Animasia O. 18.40 Spin City O.

20.10 Daria O. 20.35 Génération radio libre.

000 Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans

Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion 

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

## FRANCE-CULTURE

22.10 Carnet de notes (rediff.). 22.30 Les Cinq Temps de l'amour.

20.00 Musique à l'Empéri. Michel Portal et Paul Meyer, clarinettes, Eric Le Sage, piano. Œuvres de R. Schumann, Martinu, Roussel, Popov, Mendelssohn. 22.30 Récital Alfred Brendel.

LA CINQUIÈME/ARTE 13.45 Le Journal de la santé. 14.00 Navires de légende. 14.55 Cirque.

15.55 Les Enjeux de la planète. 16.50 C'est le goûter ! Les Frères Flub. 17.00 Alf. 17.30 100 % question 2° génération.

18.05 Le Royaume de glace.

18.57 Météo. 19.00 Voyages, voyages. Sao Paulo 19.45 Météo, Arte info.

**20.15 Reportage.** Champions par tradition. [5/6]. Hongrie: l'élite du water-polo. 20.45 Thema. Carnets de famille :

Inclina. Carnets de ramille: la polygamie aujourd'hui.

20.46 Une vie de pacha.

21.40 Un harem dans l'Utah.

22.30 Le Boulanger et ses épouses.

3.05 Bal poussière ■

Film. Henri Duparc.

## 0.40 Arte info.

M 6 13.35 California Girls.

Téléfilm. Noel Nosseck ○.

15.20 Demain à la une ○.

16.15 M comme musique. 17.30 L'Etalon noir O. 17.55 Le Clown Q. 18.55 Le Caméléon O.

19.50 et 0.25 L'Eté de Loana. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Madame est servie O. 20.40 Passé simple.

20.50 Marrakech Express Film. Gillies MacKinnon O. 22.45 The Crow, Stairway to Heaven. Le bouc émissaire **O**. **23.35** Joyeux Halloween **O**.

0.30 Zone interdite.

0.29 Météo.

## **RADIO**

FRANCE-CULTURE

19.00 USA, musiques nouvelles, expérimentation. 20.00 Alexandra David-Néel, itinéraire d'une femme libre. 21.00 Microfilms (rediff.).

## 22.30 Les Cinq Temps de l'amour. 23.30 A voix nue (rediff.). 0.05 Du jour au lendemain (rediff.).

22.10 Carnet de notes (rediff)

FRANCE-MUSIQUES 18.07 Sur tous les tons. 20.00 Festival de Bayreuth. Siegfried

21.40 C'est entendu!

Opéra en trois actes de R. Wagner. Par le Chœur et l'Orchestre symphonique du Festival de Bayreuth, dir. Adam Fischer, Christian Franz (Siegfried), Graham Clark (Mime), Alan Titus (le voyageur). **RADIO CLASSIQUE** 

Les cotes des films

On peut voir
A ne pas manquer
Chef-d'œuvre ou classique

17.55 Le Clown O. 18.55 Le Caméléon O.

20.40 Jour J. 20.50 Dormir avec le diable.

20.00 Alexandra David-Néel, itinéraire d'une femme libre. 21.00 Microfilms (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

# La rentrée ministérielle s'effectue sur un fond Les services publics seront tous d'incertitudes économiques et sociales

L'assouplissement de la loi sur les 35 heures pour les entreprises de moins de 20 salariés à l'ordre du jour

**DERNIÈRE LIGNE DROITE:** rentré de vacances, mercredi 22 août, Lionel Jospin sait qu'il lui reste peu de temps « utile » avant l'élection présidentielle. A Matignon, on estime en effet avoir « six mois », au maximum, pour mener à bien les projets du gouvernement. Le coup d'envoi de cette période restreinte et délicate sera donné jeudi 23 août par le premier conseil des ministres de la rentrée, suivi, dès le lendemain, par une réunion de ministres.

Bousculé par la Corse, le gouvernement souhaite rester en retrait sur ce dossier et diriger les projecteurs sur ses priorités de fin de législature. Le programme est déjà fixé, avec cette « particularité » que tous les projets de loi « n'aboutiront pas », souligne l'entourage du premier ministre. Quatorze textes seront examinés en conseil des ministres durant le prochain semestre, « contre vingt-six habituellement ».

Parmi les nouveautés qui devront être menées à terme figure le projet de loi de modernisation de la santé, destiné à poser les bases des droits des malades, présenté le 5 septembre. Il y aussi les « incontournables » comme le budget 2002 de l'Etat, le 19 septembre. puis celui de la Sécurité sociale ou encore le collectif budgétaire. Le gouvernement veut aussi achever l'examen au Parlement des projets de loi sur la modernisation sociale, qui contient les mesures sur les licenciements, la Corse, la sécurité quotidienne et la démocratie de proximité.

Les textes sur l'eau, la bioéthique, la transparence nucléaire, sur la réforme pénitentiaire ou encore le commerce et l'artisanat, eux, ne devraient pas franchir la ligne d'arrivée. Le gouvernement se contentera de les afficher avec une première lecture au Parlement. Mais cette rentrée sera avant tout dominée par ce que l'on appelle pudiquement à Matignon « la toile de fond », c'est-à-dire les incertitudes sur la conjoncture économique et ses répercussions dans le domaine social.

Le ralentissement américain a déjà contraint le gouvernement à réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour 2001, tablant désormais sur un chiffre « un peu inférieur à 2,5 % », contre 3,3 % il y a un an. La situation en Allemagne, pire que prévu, pourrait l'amener à des projections plus pessimistes même si, pour l'instant, à Bercy comme à Matignon, on considère « crédible » une progression de 2,3 % du PIB, conforme aux prévisions de l'Insee. « La consommation reste dynamique », se rassure-t-on à Matignon où l'on compte beaucoup sur les baisses d'impôts pour soutenir la demande. Soucieux que celles-ci ne passent pas inaperçues, le gouvernement soigne sa communication (lire ci-dessous). L'enjeu est d'autant plus important que l'emploi est au cœeur des préoccupations. Il y a deux ans, en septembre 1999, Lionel Jospin avait dessiné la perspective prometteuse du retour au plein emploi...

Le gouvernement, qui s'attend à ce que la baisse du chômage se traduise désormais « en pente douce », a donc les yeux rivés sur les « difficultés des entreprises » et leur cortège potentiel de conflits. Le plan social d'AOM-Air Liberté, qualifié à Matignon de « crise d'une extrême gravité », fait ainsi l'objet d'une attention toute particulière: au ministère de l'emploi, qui travaille conjointement avec celui des transports, on assure que des moyens conséquents, « des dizaines de millions de francs », seront mis sur la table pour aider au reclas-

sement des personnes licenciées. Autre priorité du gouvernement qui devrait être abordée dès vendredi, lors de la réunion des ministres : les 35 heures. S'agissant des assouplissements de la loi en faveur des entreprises de moins de vingt salariés, soumises à la réduction du temps de travail à partir du 1er janvier 2002, les points de vue des ministres ont fini par se rapprocher. Au mois de juillet, les chefs d'entreprise et leurs représentants, qui ont successivement rencontré Laurent Fabius et Elisabeth Gui-

## gou, en ont fait l'expérience. «Je n'ai pas vu beaucoup de différences », note Robert Buguet, président de l'Union professionnelle artisanale. Il paraît donc acquis que le contingent d'heures supplémentaires, fixé à 130 heures par an, sera réévalué à la hausse et le calendrier davantage étalé dans le temps. Sans toucher au texte de loi, démarche politiquement impensable, le gouvernement travaille sur un ou plusieurs décrets, en s'inspirant de

## Quatorze textes seulement seront examinés en conseil des ministres durant le prochain semestre

la décision du Conseil d'Etat sur le temps de travail des cadres. Il pourrait ainsi les publier dès cet automne, comme l'ont réclamé les chefs d'entreprises. Devant les réticences du gouvernement, qui redoutait par-dessus tout de provoquer un « gel » des accords, et donc des embauches, ils ont fait valoir que c'était déjà le cas, nombreuses étant les branches « qui n'arrivent pas à passer aux 35 heures ».

Il est vrai que la fonction publique, également soumise aux 35 heures le 1er janvier 2002, est loin d'être en ordre de marche. Le 30 août, les négociations avec le personnel hospitalier, constitueront à cet égard une étape majeure de la rentrée.

> Virginie Malingre et Isabelle Mandraud

# accessibles sur Internet en 2005

Seul un Français sur cinq est connecté à domicile

CHAQUE année depuis cinq ans, la tradition veut que les ministres annoncent tour à tour lors de l'université d'été de la communication d'Hourtin (Gironde) de vastes chantiers dans le domaine d'Internet. Le premier ministre, Lionel Jospin, avait, dès 1997, tracé les grandes lignes d'un programme d'action destiné à combler le retard français dans les technologies de l'information. Cette année, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Michel Sapin, a promis de rendre accessible sur Internet l'ensemble des services publics d'ici à 2005. A cette date, « l'ensemble des services publics seront devenus des téléservices publics », a-t-il déclaré mardi 21 août, en lançant cette « deuxième étape de l'administration électronique ».

Pour accompagner ce chantier, le ministre de la fonction publique a annoncé la création d'une agence pour les technologies de l'information et de la communication dans l'administration (Atica). Un nouvel espace « téléservices » du portail de l'administration (www.servicepublic.fr) réunit désormais soixante services en ligne, nationaux ou locaux, et permet aux internautes d'effectuer des démarches aussi diverses qu'une demande d'extrait de casier judiciaire ou les déclarations fiscales et sociales d'une entreprise. Si aujourd'hui payer ses impôts via la Toile se révèle encore fastidieux, le gouvernement compte généraliser et faciliter l'accès à toutes les tâches administratives (commandes de papiers d'identité, paiement de contraventions, etc.).

Un comité interministériel pour la société de l'information doit entériner ce projet le 10 octobre. Ces promesses interviennent alors que les Français se hâtent lentement de se convertir à la Toile. Selon une étude publiée mardi par le secrétariat d'Etat à l'industrie, seul un Français sur cinq est connecté à Internet à domicile. Phénomène plus préoccupant, seulement 6 % envisagent de se connecter dans l'année à venir, alors qu'en novembre 1999 ils étaient 19 %

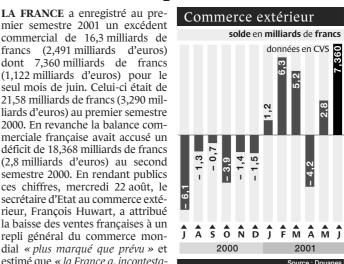
Nicole Vulser (avec AFP)

## Une « rentrée ordinaire »

Une réunion de rentrée ordinaire : c'est ainsi que l'on qualifie à Matignon, après l'interruption des vacances, le premier conseil des ministres. Si la situation en Corse préoccupe les esprits, jeudi 23 août, l'ordre du jour apparaît néanmoins sans grand enjeu. Figurent en effet au programme la ratification d'une convention internationale sur l'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement ainsi qu'une ordonnance transposant des directives communautaires en matière de consommation. Le gouvernement poursuit ainsi, petit à petit, par ordonnance, la mise en œuvre des 71 directives européennes que la France, très en retard en la matière, doit transposer dans sa législation.

# Commerce extérieur : baisse de l'excédent au premier semestre

mier semestre 2001 un excédent commercial de 16,3 milliards de francs (2,491 milliards d'euros) dont 7,360 milliards de francs (1,122 milliards d'euros) pour le seul mois de juin. Celui-ci était de 21,58 milliards de francs (3,290 milliards d'euros) au premier semestre 2000. En revanche la balance commerciale française avait accusé un déficit de 18,368 milliards de francs (2,8 milliards d'euros) au second semestre 2000. En rendant publics ces chiffres, mercredi 22 août, le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, François Huwart, a attribué la baisse des ventes françaises à un repli général du commerce mondial « plus marqué que prévu » et estimé que « la France a, incontestablement, mieux résisté ».



## Le gouvernement mise sur la baisse d'impôts

Il Y A EU LA RENTRÉE 1999 et la douloureuse histoire de la « cagnotte », ces plus-values de recettes fiscales dans une conjoncture meilleure que prévu que le gouvernement voulait ignorer. Il y a eu la rentrée 2000 et la fronde des consommateurs contre la hausse des prix de l'essence, malgré les quelque 100 milliards de francs de baisses d'impôts décidées cette annéelà par Lionel Jospin. Alors, pour la rentrée 2001, la dernière avant les élections, pas question de se laisser voler la vedette. À Matignon et à Bercy, on a bien retenu la leçon. Il faut communiquer. Expliquer. Dire aux électeurs ce qu'ils gagnent. Leur mettre les points sur les « i ».

Pour 2001, 2002 et 2003, Laurent Fabius a concocté un plan de baisse des impôts de 120 milliards de francs. Le premier ministre l'a adopté, en endossant ainsi la responsabilité. Le PC mais aussi certains élus socialistes ont critiqué ces choix, reprochant au gouvernement de consacrer les fruits de la croissance à des allégements fiscaux pour les plus riches. En ligne de haisse de l'impôt

IL NE L'A CERTES PAS fait

exprès! Mais opportunément - et

heureusement sans une réelle gra-

vité –, Yves Contassot, adjoint Vert

au maire de Paris, chargé de la pro-

preté et de l'environnement, a,

pourrait-on dire, joint la pratique à

la théorie, mardi 21 août : bien mal-

gré lui, l'adjoint a illustré la néces-

sité de voies vraiment réservées

aux cyclistes dans la capitale. Alors

qu'il circulait à vélo dans un couloir

de bus élargi flambant neuf rue de

Rivoli – le premier grand axe mis

en service dans le cadre du plan de

circulation de la nouvelle municipa-

revenu (IR), et notamment de son taux marginal. D'autres ont exprimé leurs doutes sur la décision gouvernementale de mettre en place un crédit d'impôt pour les salariés les plus modestes, ceux qui ne payent pas d'impôt sur le revenu : pour eux, la prime pour l'emploi est avant tout d'inspiration libérale.

## FEUILLES D'IMPOSITION RELOOKÉES

Dans ce contexte, le gouvernement doit donc convaincre que ses choix sont les bons. Economiguement et électoralement. Et pour cela, il faut d'abord que les contribuables se rendent compte des économies qu'ils font. Ce qui, jusqu'ici, n'a pas toujours été le cas : la croissance économique, quand elle se traduit par une augmentation de revenus, fait parfois plus que donc, le gouvernement a décidé d'être explicite. Les feuilles d'imposition qui sont arrivées chez les contribuables en août, pour leur signaler le montant du dernier tiers d'IR à payer le 15 centembre ont dans cet e

relookées. Elles font apparaître le taux moyen effectif d'imposition du contribuable ainsi que les allégements dont il a bénéficié. Bercy estime à 1 500 francs le gain moyen par foyer fiscal imposable en 2001, chiffre qui devrait doubler

Le gouvernement compte également sur les chèques, de 1 000 francs en moyenne, que vont recevoir dans les premiers jours de septembre quelque 8,5 millions de contribuables au titre de la prime pour l'emploi, appelée elle aussi à doubler en 2002. A l'heure où la conjoncture est incertaine, heurtée par le ralentissement mondial, ces mesures sont d'autant plus importantes qu'elles devront soutenir la consommation des Français, aujourd'hui principal moteur de la croissance. Et entretenir leur confiance, dont une trop forte érosion pourrait compromettre l'avenir. Comme on dit à Matignon, la « gestion économique et sociale est faite de psychologie collective ». Les choix de vote aussi.

## compenser les baisses d'impôt. Pour 2001,

lité (Le Monde du 7 juillet) –, il a été

heurté par une moto qui fonçait

dans cet espace normalement inter-

Yves Contassot, fortement commo-

tionné, n'a rien de cassé, mais souf-

fre d'une « très violente douleur

dans le dos ». Le motard, lui, s'en

tire avec une fracture de l'avant-

bras. Installé dans une chambre voi-

sine de l'adjoint de Bertrand Dela-

noë, le fautif est d'ailleurs venu.

selon Le Parisien-Aujourd'hui, pré-

senter ses excuses à sa célèbre « vic-

time » - la « première » des cou-

Transporté à l'hôpital Cochin,

dit aux deux-roues motorisés.

Contassot.

Yves Contassot (Verts) renversé par une moto dans un couloir de bus réaménagé loirs de bus réaménagés, estime avec un brin d'humour, Yves

> Et de raconter l'accident : « Vers midi, devant l'Hôtel de Ville, j'ai emprunté avec mon vélo le couloir de bus élargi rue de Rivoli, une moto est arrivée plein pot derrière moi et m'a pris sur la roue arrière. » Un vol plané - « J'ai décollé en hauteur » et un atterrissage combiné - « Je suis retombé sur les fesses et le bas du dos ». Une telle chute aurait pu avoir des conséquences plus graves pour l'élu Vert, qui milite depuis longtemps pour l'application de la

réglementation dans ces couloirs réservés.

N'était-il pas au demeurant, quelque temps avant son accident, précisément en train de s'occuper de ce qui est, depuis, devenu un dossier très personnel? « Le plus drôle est que je sortais d'une réunion mardi matin à la préfecture de police où j'étais en train de dire qu'il fallait absolument prendre des mesures contre les véhicules à moteur empruntant ces couloirs réservés aux autobus, vélos et taxis. »

Ali Habib

## 524 millions de francs d'aides nouvelles pour les chaînes publiques en 2002

CATHERINE TASCA, ministre de la culture et de la communication, devait annoncer mercredi 22 août, lors de la 22e université d'été de la communication à Hourtin (Gironde), une hausse de 3,45 % du budget du secteur public de l'audiovisuel (redevance et dotations) pour 2002. Après deux années de forte augmentation, les ressources publiques devraient atteindre 16,31 milliards de francs (soit 2,48 milliards d'euros), ce qui représente 524,4 millions de francs de mesures nouvelles par rapport à la loi de finances initiale de 2001. Cette année, avec les ressources publicitaires assix chaînes le hudget total s'était élevé

## Le rédacteur en chef de « Variety » est suspendu

PETER BART, rédacteur en chef de Variety depuis 1989, a été suspendu de ses fonctions, vendredi 17 août, après la publication d'un article du magazine Los Angeles. Celui-ci révèle que le rédacteur en chef de Variety, qui fut responsable au studio Paramount, aurait tenté de vendre un scénario à un studio. Il l'accuse également de favoritisme envers des membres de l'industrie hollywoodienne, pour qui il aurait modifié des chiffres ou des citations dans des articles. Il lui est également reproché des propos racistes, sexistes et homophobes en conférence de rédaction. Peter Bart a contesté l'exactitude de ces propos. - (Corresp.)

Tirage du Monde daté mercredi 22 août 2001 : 500 415 exemplaires.

# Revisez vos classiqu

50 CHEFS-D'ŒUVRE Le Monde universal -







## Beethoven variations diabelli pollini

L'HISTOIRE D'UN PARI. Une belle idée de l'éditeur Anton Diabelli | En 1819, il demanda à plusieurs compositeurs autrichiens de composer une valse sur un thême de son invention. Beethoven remit sa copie : Trente-trois variations sur un thème de Valse. Cette partition visionnaire repoussait les limites techniques et expressives du piano. On la considère comme la première grande variation de la musique romantique. Maurizio Pollini a laissé des références incontournables des Sonates et des Concertos de Beethoven. Dans ces Variations qu'il grava en 1998, il nous offre un véritable voyage nitiat que dans le bouillonnement de l'écriture beethovénienne. Il en fait surgir les interrogations, humour, une tendresse flamboyante, une architecture émouvante. Une expérience magistrale.

de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann "Musique Maestro"



